

(Lire nos informations page 7.)

(See also page 6.)

(Lire la suite page 12)

(Lire la suite page 15.)

Surtout, il permet aux hommes politiques en question de faire oublier le mal qu'ils ont à cohabiter (entre eux) dans l'opposition.

BRUNO FRAPPAT.

(1) *La Grève de la faim ou le Dérèglement du sacré*, Editions Economica, 73 pages, 60 francs.

Le droit de mourir

Le congrès international des associations pour « le droit de mourir », réuni à Nice du 20 au 23 septembre, a provoqué de nombreuses réactions. Laissons les médecins seuls avec leur conscience et ne cherchons pas à légiférer sur la mort, écrit Jacques Robert. Il ne faut pas cristalliser le débat sur l'euthanasie, soulignent pour leur part Robert Zittoun et Robert W. Higgins, mais apprendre plutôt à assister les vieillards et les mourants.

A quand les « euthanasistes » ?

par le professeur ROBERT ZITTOUN (*)

Il est vrai que certains grands malades éprouvent des souffrances intolérables et, sachant parfaitement qu'il n'y a aucun espoir substantiel d'amélioration et de survie, souhaitent, voire demandent, la mort. Il est vrai aussi que des médecins - et même des non-médecins, - sensibles à ces situations, sont amenés à envisager d'abréger les souffrances et la vie de ces malades. Encore faut-il distinguer l'euthanasie tardive, pré-terminale, si courante à une époque où la médecine peut facilement moduler l'heure de la mort - et dont le risque de dérive a été justement dénoncé par le Père Versipiens, - et l'euthanasie précoce, extrêmement discutée.

Mais, surtout, à cristalliser tout le débat sur l'euthanasie, on occulte le vrai problème, à savoir qu'aujourd'hui on meurt souvent seul, trop souvent mal. Rien n'est fait, ou presque, sur l'accompagnement des mourants, sur leur écoute et leur prise en charge par des équipes compétentes.

Rien, ou presque, n'est fait pour la formation des médecins et autres soignants en vue de les rendre à même d'affronter ces situations souvent angustiantes et d'y répondre po-

sitivement. Rien, ou presque, pour doter les centres hospitaliers et l'hospitalisation à domicile d'unités de soins palliatifs de la phase terminale avec toutes les personnes nécessaires à leur bon fonctionnement : personnel soignant, psychologues, assistants sociaux, prêtres, etc.

Sait-on même qu'il y a aux Etats-Unis des philosophes cliniciens qui, loin de se contenter de discours en chambre sur l'éthique médicale, se rendent au chevet des patients ? Certaines interventions au congrès de Nice ne peuvent que conduire à recommander la plus grande vigilance : des médecins euthanasistes - à quand les « euthanasistes » ? - frénétiquement applaudis pour avoir donné des recettes de mort propre. Des intervenants affirmant spontanément que l'euthanasie pouvait être un moyen d'alléger des colles de santé insupportables pour la société, et de faire place aux jeunes. Vecteur d'un jour l'euthanasie en grammaire de certains partis politiques ?

(*) Médecin de l'Hôtel Dieu de Paris.

Ne légiférons surtout pas

par JACQUES ROBERT (*)

pourrait être soit un contrat d'entreprise, soit un contrat de location.

Contrat d'entreprise, parce qu'en somme il s'agit de fabriquer un bébé à partir de matériaux biologiques apportés par le couple.

Contrat de location, puisque, aussi bien, ce qu'on demande à la femme porteuse n'est que la location provisoire (neuf mois) de son ventre. Elle n'est pas tant chargée d'une obligation de résultat que d'une obligation de moyens. Elle doit recevoir le sperme du mari et l'enfant doit naître au couple pour le temps de la gestation. Mais c'est alors reconnaître que la femme n'est qu'un « incubateur humain » et l'enfant une « marchandise ». Quand l'opération est en plus payante, on n'est pas loin du trafic d'enfants.

Notre droit ne saurait l'accepter, et il ne l'accepte d'ailleurs pas, sauf à s'aventurer sur la voie hasardeuse de la redéfinition complète du concept de la mère. Certains y songent, qui proposent qu'à la parenté biologique soit substituée la parenté de l'intention. On deviendrait parents par désir, non par nature. On ne serait pas loin alors de la reconnaissance, à côté du droit généralisé et officialisé de la femme sur son propre corps, d'un véritable « droit à l'enfant ». Doit-on aller jusque-là, même si l'on ne peut rester insensible au risque de la stérilité et au dévouement qu'il suscite ?

En France, à l'heure actuelle, la « location d'utérus » n'a aucune existence légale. Bien mieux, elle est radicalement contraire au droit. Les textes sont sur ce point formels. Le code pénal punit tout à la fois ceux qui, dans un esprit de lucre, auront provoqué les parents à abandonner leur enfant né ou à naître et ceux qui auront fait souscrire par les futurs parents un acte aux termes duquel ils s'engagent à abandonner l'enfant à naître.

Le code civil lui-même n'admet nullement cette pratique des mères de substitution. Le contrat passé entre le couple demandeur et la mère maternelle n'a aucune valeur juridique. La mère maternelle qui voudrait à la naissance conserver l'enfant peut parfaitement dénoncer le contrat qui la lie pour illégalité, puisque l'on sait que les actions relatives à la filiation ne peuvent faire l'objet de renonciation. Quant à la nature juridique d'un tel contrat, ce

leur aide au mourant n'est nullement un appel à une quelconque euthanasie (passive ou active), que chacun réprouve instinctivement, mais une invitation à enseigner ce que le professeur Villey appelle la « conduite thérapeutique des agonies ».

Peut-on légiférer dans un tel domaine ? Gardons-nous bien de le faire. La réponse dans chaque cas personnel doit être librement débattue entre les deux protagonistes du drame : le malade et le médecin. Le suicide n'est pas un délit. La complicité non plus. Quant à la non-assistance à personne en danger, que certains évoquent à tort et à travers, elle n'a pas sa place ici, sauf à l'utiliser alors contre quiconque laisserait souffrir inutilement quelqu'un à qui plus aucun espoir n'aurait été laissé.

Mourir dans la dignité

Mourir dans la dignité, n'est-ce pas dans une société civilisée une revendication instinctive, élémentaire et fondamentale ? Ceux qui signent un « testament biologique », recommandant de ne point les maintenir en vie à tout prix si l'existence à laquelle ils doivent être condamnés est une existence diminuée, ne revendiquent rien d'autre. Chacun a le droit de mourir à l'heure qu'il choisit, et non à celle que d'autres choisiraient arbitrairement et autoritairement pour lui. A côté du droit à la vie, qui est reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention européenne, pourquoi pas un droit véritable à la mort ? Mais qui en délimiterait les contours ? Le malade, la législation ou le médecin ? Ce ne peut être à notre avis, en fin de compte, que le médecin.

Confronté à la volonté de son malade et à la gravité de son cas, il doit être laissé seul avec sa conscience. A elle d'en décider. Le droit ne doit pas perturber, par une intervention maladroite, ce débat intérieur qui fait la grandeur de la vocation médicale.

Apprendre à vivre

par ROBERT W. HIGGINS (*)

Rien d'ailleurs ne témoignait d'un travail, d'une réflexion sur les conditions d'un changement du rapport malade-médecin. Une seule remède, une panacée : l'euthanasie. Des murmures d'approbation, des huées, des « assez », ont accueilli les témoignages du professeur Robert Zittoun, du docteur René Sebag-Lanoë et du docteur Emmanuel Goldenberg, qui exposaient les moyens d'assurer aux malades, aux vieillards, une fin de vie riche d'échanges et d'attentions.

Il n'y a pas que le cancer

On peut se demander aussi pourquoi les organisateurs du congrès ont donné une telle place, face à un public essentiellement composé de gens au seuil de la retraite, à la mort du cancer. Maladie bouc-émissaire de notre époque qui évacue toute l'horreur qu'elle ne peut accepter, voilà que le cancer et le tableau des douleurs qu'on lui associe - de moins en moins vrai - devient le modèle de toute mort. Là encore, pourquoi ?

Cet acharnement à demander le droit à l'euthanasie serait-il une manifestation excessive d'un retour de l'acceptation de la mort dans une époque qui la fuit ? Rien n'est moins sûr. Bien des propos des participants laissent poindre le désarroi devant la vie et le vieillissement, la déception par rapport à l'illusion qui ne tient plus d'un monde qui veut ignorer la souffrance et la mort, la recherche

d'une conjonction. Mériter aujourd'hui ce que je ne méritais pas demain, ce qui inéluctablement va changer. Est-ce la vie ? Est-ce l'Éros qui nous invite à l'?

Les mœurs, dit-on, évoluent, et l'éthique doit le faire aussi. Mais est-il encore question d'éthique lorsqu'on prend son renouvellement sur la seule volonté d'arrêter le cours d'une vie pour laisser à autrui « une belle image de soi » ? Des questions difficiles se posent à notre société. Le désarroi de certains est grand. En identifiant d'urgence la fin de la vie et mort volontaire, l'ADMD risque de renforcer ses membres dans la conviction qu'une vie de vieillards n'a pas de valeur, ni pour lui, ni pour autrui, que l'approche de la mort ne peut être que déchirante, et d'obtenir par là un désespoir et une colère chez ceux qui se sont confiés à elle.

Au moment où, dans les couloirs des hôpitaux, de jeunes médecins parlent sans trop d'émotion de la nécessité ou non de ne pas laisser naître un fœtus dont on peut prévoir qu'il aura du diabète à quarante ans, de telles positions ne peuvent qu'apporter de l'eau au moulin d'un eugénisme montant et rendre encore plus difficile la tâche de ceux qui s'efforcent d'émouvoir la qualité de la vie des grands malades et de ceux qui s'approchent de la mort.

Le vertige du sacrifice ne peut être tenu pour progrès éthique. C'est bien plutôt une manifestation de ces forces d'entropie sociale, où la communauté se réserve dans la cérémonie d'une œuvre de mort.

Or, s'il est une chose que nous enseignons beaucoup de ceux qui vont mourir, c'est à débâcher en nous ce travail de la mort. Ils nous apprennent à vivre.

LETTRES AU Monde

Accompagner son père jusqu'au terme

Ce qu'une société fait de ses malades et de ses vieux en dit long sur l'avenir qu'elle se prépare. Les mourants ou les vieux, justement au travers des épreuves que sont pour eux la maladie ou la vieillesse, sont un exemple et une leçon pour l'ensemble de la société. Les malades comme les vieux sont chargés de nous enseigner qu'une épreuve est l'occasion d'un effort, d'un dépassement, d'une élaboration qui les grandit et qui nous change si nous sommes présents.

Ne peut-on imaginer que, pour un fils, accompagner son père dans la maladie et jusqu'au terme soit à la fois un devoir et l'occasion d'une évolution décisive où ce fils reprend le flambeau et apprend à le transmettre ? De même les soignants qui aident les patients à traverser les difficultés de la maladie gagnent en savoir et en sérénité avec ceux-là mêmes qu'ils accompagnent.

La conception qu'une société peut se faire de la vie ou de la mort ne se forge pas autrement. Prétendre qu'il faut choisir entre l'acharnement thérapeutique et l'euthanasie est un mensonge. L'acharnement thérapeutique n'est qu'une des multiples façons qu'ont certains médecins de maltraiter leurs patients. C'est effrayant et cela justifie l'angoisse qui existe à ce sujet dans le public. L'euthanasie, elle, semble prendre en compte la souffrance des malades mais elle ne cherche qu'à l'annuler et non à la dépasser. Or de nombreux soignants, dans des lieux où on peut faire autre chose que se débâter devant la maladie ou la mort. On peut faire mieux. Il faut que l'on sache que si la médecine a désormais les moyens pharmacologiques de rendre au minimum supportables la plupart des douleurs, elle travaille également à comprendre et à satisfaire les besoins des malades et des mourants. La psychanalyse nous enseigne ce que sont ces besoins. On parle à cet égard d'élans pulsionnels et d'importants besoins relationnels. Cela signifie tout simplement que le malade, pas seulement le mourant, désire s'exprimer, être entendu, communiquer. Si cela est rendu possible, comme c'est dès maintenant le cas dans certains services hospitaliers, alors la maladie ou la mort redeviennent des événements humains, collectifs, dans lesquels les patients sont soutenus et généralement affranchis de la douleur et de l'angoisse autant que cela est possible.

Doct. EMMANUEL GOLDENBERG, psychanalyste, dirige depuis six ans, dans le service des professeurs Rigou, à Cluj, des groupes de travail autour de malades cancéreux.

La mort n'appartient pas aux médecins

L'unique rôle du médecin est de traiter la maladie, et, lorsque survient l'inscurabilité, il devra tenter

d'en atténuer les symptômes. La mort n'appartient pas aux médecins. Des personnes, actuellement en bonne santé, signent des « testaments biologiques », des économes de la santé se préoccupent de l'aide à l'achèvement de la vie ; qu'ils confient l'exécution de cette aide à quiconque, non médecin, vaudra l'accepter.

Docteur R. LAUGNER.

La solution du cocotier ?

Dans les discussions sur l'euthanasie, tout le monde semble oublier un point très grave, perceptible dès à présent. L'Occident vieillit et les actifs auront bientôt à supporter le poids des charges sociales du nombre croissant des personnes âgées, de plus en plus dévotement soignées par des médecins et chirurgiens, ce qui est leur droit absolu.

Comme l'éthique change lentement sous l'effet des transformations sociales, il arrivera un temps où l'on trouvera tout naturel de choisir entre les soins à donner aux

jeunes, qui portent l'espoir et la survie de la société, et les grands malades, jeunes ou vieux, qu'on maintient en vie artificiellement dans la souffrance. On ne peut être pour la solution du cocotier, mais notre monde, souillé par les guerres, les exactions, les famines, la violence, ne voit-il pas qu'il va se trouver bientôt devant des choix cruciaux ?

LOUIS EYRIGNOUX (docteur-dentiste, Toulouse).


La dignité en Afrique du Sud

Permettez-moi de vous remercier pour votre article « Temps de vivre et temps de mourir » (Le Monde du 21 septembre). Permettez-moi également de m'étonner que cette conférence internationale, organisée par les Associations pour le droit de mourir dans la dignité ne vous ait inspiré aucune autre réflexion.

Elle s'est déroulée dans une municipalité (Nico) jumelée avec une ville d'Afrique du Sud, seul pays au monde à avoir inscrit le racisme dans sa Constitution. Il y a aussi la participation remarquée du professeur Bernard, membre de l'intelligentsia de ce pays, où précisément cinquante-sept personnes viennent d'être assassinées parce qu'elles réclamaient le droit de vivre dans la dignité.

Cette question vous semble-t-elle moins importante que les grands « mouvements d'esprit de Nico » dont la portée est pernicieuse pour l'éthique et la morale ?

TIDIANE NDIAYE (Chartres.)



FONDEMENT DU DROIT NATUREL
SELON LES PRINCIPES
DE LA DOCTRINE DE LA SCIENCE
Par J.G. Fichte
Traduit par Alain Renaut.

FICHTE en 1796 éditée avec et contre Kant à la fois, la première « Théorie pure du droit ». Elle ne découle plus de la métaphysique, ne dépend plus de la morale, ne se dissout pas dans la positivité de l'histoire, mais elle les fonde toutes à partir de l'intersubjectivité pure. Il en résulte l'autorité indiscutable des droits de l'homme et le sérieux incontestable de la démocratie. C'est pourquoi aujourd'hui précisément cet effort trouve toute sa pertinence.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75227 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 690572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 50 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 375 p. ; Pays-Bas, 2,250 fl. ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 1.000 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Royaume-Uni, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Tchécoslovaquie, 720 sk.					
Édité par la S.A.R.L. Le Monde					
Gérant : André Laurens, directeur de la publication					
Anciens directeurs : Hubert Bonnes-Héry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982)					
Imprimé en France par S.A. de l'Industrie PAPIER-DE					
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration					
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437					
ISSN : 0395-2037					

FRANCE

341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1245 F 1819 F 2340 F

ÉTRANGER (par messagerie)

FRANCE

381 F 605 F 879 F 1240 F

FRANCE

454 F 830 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (ou par mandat) peuvent faire joindre en plus leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés doivent adresser leur demande de changement d'adresse à l'administrateur, avec leur ancienne adresse et leur nouvelle adresse.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les gens propres en capitales d'imprimerie.

DIPLOMATIE

DANS L'ATTENTE DE NOUVEAUX « CONTACTS » ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'URSS

Le président Reagan se déclare « très encouragé »

L'agence Novosti affiche son pessimisme

De nouveaux « contacts » devaient être établis « d'ici quelques semaines » entre les États-Unis et l'URSS, sur toutes les questions évoquées au cours des récents entretiens de M. Andreï Gromyko avec les responsables américains, a indiqué, lundi 1^{er} octobre, un fonctionnaire du département d'État. Ces contacts se situent dans un premier temps au niveau des ambassadeurs, à Moscou et à Washington, et les responsables américains estiment qu'il faudra sans doute attendre la fin de l'année avant que de véritables négociations ne puissent s'engager. M. James Dobbin, sous-secrétaire d'État adjoint, a d'ailleurs déclaré que l'attitude adoptée par le ministre soviétique des Affaires étrangères pendant ses entretiens à Washington

avec le président Reagan et avec le secrétaire d'État George Shultz semblait « refléter la réticence (des dirigeants soviétiques) à avancer rapidement ».

Le président Reagan, qui a repris sa campagne électorale, a lui-même évoqué avec satisfaction sa rencontre avec M. Gromyko. « Je ne sais pas si nous pouvons être amis, et je ne sais pas si c'est là ce qui est important. Mais je crois que les discussions ont été très constructives et nous sommes très encouragés par leur résultat », a déclaré M. Reagan à Detroit, dans le Michigan.

L'agence soviétique Novosti a, au contraire, publié, lundi, un commentaire volontairement pessimiste de ces mêmes entretiens, qui « n'of-

frent pas d'espoir d'un redressement des relations soviéto-américaines ». Paraphrasant les déclarations de M. Gromyko lui-même, Novosti écrit que ces conversations « n'indiquent malheureusement pas que l'administration américaine ait introduit des changements pratiques positifs dans sa politique extérieure ». L'agence laisse cependant entendre que l'avenir n'est pas complètement bouché, en ajoutant : « Le temps montrera quelles seront les suites des entretiens. (...) En Union soviétique, on jugera des intentions réelles de Washington d'après ses actes pratiques ». En attendant, la presse soviétique poursuit avec vigueur ses attaques contre la politique américaine, en particulier en matière d'armement. — (AFP.)

RÉUNI À MONTRÉAL

Le onzième congrès des villes jumelées n'a pas réglé tous les problèmes de la Fédération mondiale

De notre correspondant

Montréal. — Les quelque deux mille délégués au onzième congrès de la Fédération mondiale des villes jumelées-cités unies (FMVJ), qui s'est tenu à Montréal du 24 au 28 septembre, ont réussi à éviter l'affrontement entre les partisans du président délégué, fondateur du mouvement, M. Jean-Marie Bressand (démissionnaire), et ses nombreux adversaires, qui lui reprochent ses méthodes autoritaires. Tous les problèmes devront être réglés lors de l'assemblée générale de Turin (30 novembre et 1^{er} décembre), qui désignera un nouveau président, sans doute l'ancien premier ministre, M. Pierre Mauroy, tout candidat, pour l'instant, à la présidence de M. René Lévesque, maire de Montréal.

Les règlements de comptes que certains redoutaient et que d'autres — les élus municipaux québécois en particulier et quelques membres du secrétariat parisien — se sont finalement évités. Le président de l'Association canadienne des villes jumelées, M. Guy Desrosiers, qui était également président du comité organisateur du congrès de Montréal, avait voulu « créer l'aboi », une fois pour toutes afin de résoudre la crise au sein de la FMVJ et lui permettre de repartir du bon pied.

Les maires québécois avaient évoqué, la veille de la clôture du congrès, la possibilité de remettre en question la décision du conseil d'administration de tenir l'assemblée générale à Turin, séparément du congrès. Ils se sont finalement contentés d'un baryton d'honneur, histoire de montrer que leur mécontentement était réel.

C'est à la demande de M. Mauroy, qui souhaite éviter les remous au moment où il s'apprête à présenter aux électeurs de la FMVJ — il a d'ailleurs rendu hommage à M. Bressand, qui « a consacré sa vie » à cette organisation, — que les délégués québécois ont accepté de s'armer de patience. Ces derniers appuient la candidature de M. Mauroy à la présidence et « sont convaincus qu'il pourra donner une orientation tout à fait nouvelle à la Fédération ». Mais, ajoute M. Desrosiers, « si jamais rien ne changeait après Turin, il n'y aurait plus de place pour nous à la FMVJ ».

M. Bressand n'était pas à Montréal. Il avait prétexté « une grande fatigue » pour annoncer à la dernière minute qu'il serait absent — mais son ombre a plané sur tout le congrès.

La plupart des délégués, qui représentaient trois cent cinquante-deux villes de soixante et un pays, sont cependant convaincus que M. Bressand n'a pas « manipulé » le congrès de Montréal. « Pour nous, l'époque Bressand est terminée »,

Des jumelages triangulaires

On est loin, cependant, du « congrès de la réconciliation et du nouveau » que M. Mauroy a évoqué à plusieurs reprises. Il reste que les bases de la réconciliation ont été jetées et que les délégués ont pris acte du besoin de renouveau de la FMVJ. « Nous devons dépasser le côté un peu folklorique des échanges entre notables pour passer à une véritable coopération entre États de niveaux de développement différents », a déclaré M. Mauroy, qui a évoqué la possibilité de faire davantage appel aux « relations des gouvernements tout en préservant l'indépendance des villes ».

« La FMVJ », a-t-il ajouté, « a un budget affreusement dérisoire. On a fait fonctionner la Fédération avec des bouts de chandelle et des allumettes. Il n'y a pas de quoi s'enrichir. Alors, quand on parle des comptes en Suisse, laissez-moi rire... ». Il faisait allusion aux ruissellements du compte bancaire suisse du Fonds des cités unies.

M. Mauroy a, d'autre part, annoncé qu'une procédure de révision des statuts de l'organisation, allant du sens de la démocratisation, allait être amorcée. Une assemblée générale extraordinaire sera appelée, d'ici un an, à entériner cette réforme.

M. Mauroy, comme le ministre québécois des Affaires étrangères, M. Antoine Blouin Beye, s'est prononcé en faveur de la multiplication des jumelages entre villes du nord et villes du sud. Alors qu'il existe plus de dix mille jumelages franco-allemands (sur cinquante mille à l'échelle mondiale), il n'y a qu'une centaine de jumelages franco-africains. Selon le ministre malien, les jumelages « triangulaires » (entre une ville du sud et deux villes du nord) devraient permettre de développer plus efficacement encore la coopération entre les deux mondes.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Le président de la République fédérale d'Allemagne à Paris. — Le président ouest-allemand, M. Richard von Weizsäcker et son épouse effectueront une visite officielle en France du 5 au 9 novembre, à l'invitation du président Mitterrand, a annoncé lundi 1^{er} octobre l'Élysée. Ce sera la première visite à l'étranger du président Weizsäcker depuis sa prise de fonctions, en juillet. — (AP.)

Lord Carrington à l'Élysée. — Le nouveau secrétaire général de l'OTAN, lord Carrington, a rendu, lundi 1^{er} octobre, sa première visite officielle au président Mitterrand, avec lequel il s'est entretenu pendant trois quarts d'heure à l'Élysée. Lord Carrington assume les fonctions de secrétaire général de l'OTAN depuis le 25 juin, en remplacement de M. Joseph Luns.

Le Quai d'Orsay dément catégoriquement que des diplomates français aient divulgué une lettre de M. Shultz. — Le ministre des relations extérieures a démenti, lundi 1^{er} octobre, « de la façon la plus catégorique » l'information parue dans le Herald Tribune selon laquelle des diplomates français auraient divulgué une lettre du secrétaire d'État américain, M. George Shultz, aux ministres européens à l'occasion de la réunion entre la CEE et les pays d'Amérique centrale à San-José de Costa-Rica (le Monde du 2 octobre).

ONU

L'IRAN ET LA LIBYE RÉCLAMENT L'EXPULSION D'ISRAËL

Nations unies, New-York (AFP). — Les ministres iraniens et libyens des Affaires étrangères ont demandé, lundi 1^{er} octobre à la tribune de l'ONU, l'expulsion d'Israël de l'organisation internationale. Les deux diplomates ont également déposé un violent réquisitoire contre la politique des États-Unis, et le ministre libyen est allé jusqu'à demander le déplacement du siège des Nations unies vers un autre pays. De source officielle iranienne, on indique que la résolution en faveur de l'expulsion d'Israël sera probablement présentée à la mi-octobre.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

KABOUL DÉMENT AVOIR BOMBARDÉ LE PAKISTAN. — Le gouvernement afghan a rejeté, lundi 1^{er} octobre, les accusations pakistanaises, selon lesquelles l'aviation afghane avait bombardé récemment le bazar pakistanaise de Tor-Mangal, proche de la frontière, a annoncé Radio-Kaboul captée à Islamabad (le Monde du 29 septembre). « Le 27 septembre, a déclaré la radio, ni l'aviation ni l'artillerie afghanes n'ont attaqué Tor-Mangal ». Le chef d'affaires pakistanaise à Kaboul a été convoqué, lundi, au ministère afghan des Affaires étrangères, pour se voir remettre une « énergique note de protestation » dénonçant « cette propagande sans fondement », a précisé la radio. — (AFP.)

Bangladesh

LIMOGEAGE D'UNE PERSONNALITÉ DIRIGEANTE. — M. Mahbubur Rahman, ministre bangladais du développement rural et des affaires locales et secrétaire général du parti gouvernemental Jannat, a quitté, lundi 1^{er} octobre, le cabinet et cette formation, créée pour soutenir l'action du chef de l'État, le général Ershad. Considéré comme l'un des plus proches collaborateurs de celui-ci, il avait été rendu responsable des incidents sanglants qui ont marqué la grève générale du 27 septembre (le Monde du 29 septembre). (UPI, Reuter.)

Costa-Rica

AIDE AMÉRICAINE DE 60 MILLIONS DE DOLLARS. — Les États-Unis ont accordé un crédit de 60 millions de dollars au Costa-Rica pour l'importation de matières premières par le secteur privé. Cette aide de l'AID (Agence internationale pour le développement) intervient au

AFRIQUE

Algérie

Une délégation militaire américaine de haut rang a été reçue à Alger

De notre correspondant

Alger. — Une délégation militaire américaine conduite par le général Burns, sous-secrétaire adjoint à la défense, quitte Alger, ce mardi 2 octobre, après une visite de quatre jours à l'invitation d'un responsable algérien de la défense, la première adressée à un officier de ce rang.

Nommé récemment dans des fonctions qui l'appellent à s'intéresser plus particulièrement au Maghreb et au Moyen-Orient, le général Burns a ainsi eu l'occasion de pres-

dre un premier contact avec l'Algérie dans le cadre d'une tournée qui le conduira dans d'autres pays. L'invitation algérienne avait été faite avant l'accord d'union entre le Maroc et la Libye. La visite n'est donc pas liée directement à cet événement. Cependant, elle tombe bien pour confronter les points de vue. L'Algérie considère que l'entente scellée à Oujda menace sa sécurité et n'a pas pu se faire sans le consentement de Washington en raison de l'aide militaire que les États-Unis fournissent à Rabat.

Comme celle de hauts responsables français, par exemple le chef d'état-major de la marine en février, la visite du général Burns s'inscrit aussi parmi les initiatives algériennes pour sortir de l'isolement avec Moscou en matière de défense.

Seulement quelques huit cents conseillers militaires soviétiques demeurent ici, alors qu'ils étaient trois mille il y a quelques années. Mais, à un bout quelconque de la chaîne, ils deviennent la clé ouvrant aux fournitures de pièces de rechange nécessaires pour le maintien en état opérationnel d'un armement à 90 % d'origine soviétique et souvent ancien.

En juillet 1983, la France a signé avec l'Algérie un accord-cadre prévoyant la réalisation d'un système de contrôle-radar des zones stratégiques du territoire national. Elle a déjà fourni des hélicoptères et pourrait en céder d'autres, les discussions portant aussi sur l'équipement dont ceux-ci seraient dotés. Elle est en concurrence avec la Grande-Bretagne pour la vente d'avions de combat, de patrouilleurs et de chars

en plus des AMX-13 que l'Algérie possède déjà.

Avec les États-Unis, les choses se présentent différemment puisque l'Algérie ne figure pas sur la liste des pays auxquels il est possible de vendre du matériel militaire « offensif ». Toutefois, une douzaine d'avions de transport C-130 Hercules ont été fournis par Washington à l'Algérie, et il est vraisemblable que des techniciens civils américains venus lors de la livraison de ces appareils ont refait dans la base de Boufarik des infrastructures nécessaires pour l'approche au sol.

Compte tenu des besoins actuels de l'Algérie, de larges perspectives demeurent donc ouvertes pour le matériel défensif : moyens de transport ou de détection par exemple.

Néanmoins, les tentatives de diversification des fournisseurs militaires peuvent être remises en question si haussent le ton, au sein de l'armée et du parti, ceux qui posent déjà des questions sur les résultats de la politique d'ouverture menée depuis trois ans. Des contentieux commerciaux avec les partenaires occidentaux, notamment en matière d'achat de gaz et de pétrole, la « complicité » supposée de la France et des États-Unis avec le Maroc, conduisent certains à préconiser le resserrement des liens avec le fidèle ami soviétique.

En fait, ce débat a lieu à plusieurs niveaux et, au sein même des « protagonistes », il y a ceux qui jugent trop belle la part faite à la France. En ce sens, la visite du général Burns est une occasion de s'informer, de comparer et de montrer aux candidats fournisseurs qu'on prend le temps de la réflexion.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Mozambique

Selon Maputo

LA NÉGOCIATION AVEC LA RÉBELLION EST DANS UNE PHASE « DÉCISIVE »

La négociation d'un cessez-le-feu au Mozambique a repris, lundi 1^{er} octobre, à Pretoria. M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des Affaires étrangères, assure la navette entre la délégation de Maputo, dirigée par le général Veloso, ministre de l'économie, et les délégués de la RNM (Résistance nationale du Mozambique, mouvement rebelle). Deux jours de négociations, par l'intermédiaire des autorités sud-africaines, avaient déjà eu lieu la semaine dernière et, à leur issue, M. « Pik » Botha avait déclaré que les discussions étaient entrées dans une phase « très délicate » (le Monde du 30 septembre-1^{er} octobre).

Cette fois, selon l'agence mozambicaine de presse ADM, M. Veloso est retourné à Pretoria porteur d'un message de M. Samora Machel au président sud-africain, M. Pieter Botha. Selon le général Veloso, les discussions actuelles sont « décisives », car le pacte de non-agression entre Pretoria et Maputo, signé le 16 mars, pourrait être « sérieusement menacé » si les activités de la RNM n'étaient pas « contrôlées ». Lors de la signature de ce pacte, l'Afrique du Sud se serait engagée à ne plus aider la RNM, dont les activités militaires se sont poursuivies dans de nombreuses régions du Mozambique. Officiellement, le général Veloso n'a en aucun contact direct, à Pretoria, avec les dirigeants de la rébellion. — (AFP, UPI.)

Nigéria

PRISONNIERS LIBÉRÉS POUR L'ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE. — Le président nigérian Buhari a annoncé, lundi 1^{er} octobre, à l'occasion du vingt-quatrième anniversaire de l'indépendance, la libération de 250 prisonniers politiques, dont des hommes d'affaires et des politiciens de l'ancien régime civil du président Shehu Shagari, renversé le 31 décembre 1983; 40 des 500 personnes arrêtées depuis la prise du pouvoir par le général Buhari avaient déjà été libérées cette année. Parmi celles encore détenues figurent le président Shagari, son vice-président, M. Alex Ekwueme, ainsi que d'anciens gouverneurs du régime civil, dont certains ont été condamnés à de longues peines d'internement, à la suite de procès pour corruption, par des tribunaux militaires spéciaux. Le général Buhari n'a pas précisé les noms des prisonniers libérés. — (AFP.)

Pakistan

LIBÉRATION D'OPPOSANTS AU RÉGIME. — L'une des principales personnalités de l'opposition politique au régime du général Zia-ul-Haq, le général de corps d'armée afghan Agbar Khan, a été libéré, lundi 1^{er} octobre, après cinq années passées en détention surveillée, a-on appris de source officielle à Islamabad. Deux autres hommes politiques influents détenus dans la province frontalière du Nord-Ouest, MM. Aftab Sherpao et Nasirullah Khan Babar, ont également été libérés le même jour. Ils avaient été arrêtés à l'automne dernier au cours de la campagne de protestation menée par le Mouvement pour la restauration de la démocratie (coalition des principaux partis politiques pakistanais). — (AFP.)

LA RECHERCHE

Les albatros - Le tableau de Mendeleev
Les leptons - La cardiologie nucléaire

N° 159
22 F
EN VENTE PARTOUT

LA VIE EXTRATERRESTRE
LA CARDIOLOGIE NUCLÉAIRE
LES LEPTONS
LES ALBATROS

OFFRE SPECIALE D'ABONNEMENT
Un an : 189 F au lieu de 242 F*

Je souscris un abonnement d'un an 11 n° à LA RECHERCHE au prix de 189 F TTC

Nom :
Profession :
Adresse :
Code postal :

Je règle par ☐ chèque ☐ mandat à l'ordre de LA RECHERCHE
57, rue de Seine - 75280 Paris Cedex 06
Abonnement Belgique : Soumillion, 28, Avenue Mossionet - 1190 Bruxelles.
* Prix de vente au numéro

AFRIQUE

LES VISITES A PARIS DES PRÉSIDENTS DU GABON ET DU TCHAD

Le président Bongo sera reçu avec des égards exceptionnels

Le président Omar Bongo, du Gabon, est attendu, mercredi 3 octobre, en milieu d'après-midi, pour une visite d'Etat de trois jours en France. M. François Mitterrand l'accueillera à l'aéroport d'Orly avant de le conduire à l'hôtel de ville, où il sera reçu par le maire de Paris, Jean-Pierre Chevènement. M. Bongo déposera une gerbe sur la tombe du soldat inconnu avant sa réception, à l'hôtel de ville, par M. Jacques Chirac.

Il sera, ensuite, l'hôte à déjeuner du CNPF. Un déjeuner tête-à-tête avec le chef de l'Etat est prévu jeudi après-midi, avant le dîner de gala offert, au Quai d'Orsay, par M. Laurent Fabius. Vendredi, le président gabonais, qui sera logé à l'hôtel Marigny, y accordera plusieurs audiences, notamment à MM. Chirac, Herry et Naciri. Dans l'après-midi, l'honneur sera fait au président Bongo, à sa demande, est exceptionnel. Les chefs d'Etat africains reçoivent officiellement à Paris soit fort nombreux et, depuis le début du septennat, la règle adoptée est celle des « visites officielles de travail », dont le protocole est réduit, puisque l'hôte du gouvernement français est accueilli par un ministre, qu'il déjeune généralement à l'Elysée et qu'un ou deux dîners officiels — le premier ayant lieu au Quai d'Orsay — lui sont offerts, le reste du séjour étant consacré à des rencontres avec des hommes d'affaires et les ministres concernés. En outre, lors d'une « visite officielle de travail », l'hôte de la France est logé à l'hôtel Crillon et non dans l'un des palais réservés aux invités officiels. Il y a, toutefois, un précédent, la « visite d'Etat » en novembre 1983 du président Chadli, premier chef d'Etat algérien reçu en France, ce qui explique que l'Elysée ait tenu à donner un tel caractère à ce séjour.

L'annonce à la rigle en faveur du président Bongo a une raison bien différente. La coopération entre la France et la petite puissance pétrolière d'Afrique centrale est très étroite. Paris a besoin de Libreville et continuera d'en avoir besoin tant que la France aura un projet africain, ce qui est bien évidemment le cas, ainsi que l'a amplement démontré, pendant trois mois, l'intervention militaire française au Tchad. Le président du Gabon ne l'ignore pas. Quand la presse française fait trop de place, à ses yeux, au crime de Villeneuve-sur-Lot, où a été assassiné un homme qui passait pour avoir été l'amant de son épouse (1) — ou quand un ouvrage — en l'occurrence,

il recevra la presse à l'hôtel Crillon avant d'accueillir, à une réception, M. François Mitterrand.

Coincidence avec la fin du séjour de M. Bongo à Paris, la visite de M. Hissène Habré dans la capitale française donnera-t-elle lieu à un « semi-séjour » sur le Tchad ? Il n'est pas exclu, en effet, que les deux chefs d'Etat profitent de l'occasion pour se réunir, probablement vendredi 5 octobre, avec M. Houphouët-Boigny, qui effectue, en ce moment, un séjour privé dans la région parisienne. Le président du Gabon préside le comité ad hoc de médiation de l'Organisation de l'unité africaine sur le différend tchado-libyén. Pour sa part, le président tchadien se rendra en France mardi et résidera pour quelques jours à Nice, d'où il pourrait facilement, le cas échéant, remonter sur Paris.

Affaires africaines, de Pierre Pén (2) — donne une image peu flatteuse — et pas forcément exacte — de son régime, il s'enferme, n'hésitant pas à y déléguer une main-d'œuvre de Paris contre lui ou, tout au moins, faisant semblant d'y croire.

A propos du livre de Pierre Pén, la réaction a été violente. M. Bongo refusant même, pendant plusieurs semaines, la diffusion au Gabon de nouvelles en provenance de France. Plusieurs émissaires français se sont rendus à Libreville pour l'apaiser et, notamment, lui expliquer que, dans le système français, — ce qu'il ne peut ignorer, — le gouvernement n'a pas des moyens de pression sur la « quatrième puissance » identiques à ceux des autorités gabonaises. Pour mettre un terme à la brouille, M. Omar Bongo a exigé une visite à Libreville du premier ministre français — M. Mauroy s'est rendu au Gabon fin mars — et sa réception à Paris, avec tous les honneurs. En outre, il a demandé une nouvelle fois — il en avait déjà parlé à M. Mitterrand, lors de la visite de ce dernier à Libreville en février 1983 — que la France dote son pays d'une centrale nucléaire, ce qui semble lui avoir été accordé.

Le président gabonais estime qu'il ne peut fermer les yeux sur les « attaques » dont son régime est, en particulier, l'objet. Il n'avait pas davantage apprécié en 1982 les pressions, en faveur d'une clemence à l'égard des opposants du Mouvement national interafricain, condamnés à la prison à vie. Ses crises de colère teintées d'amertume répondent également à l'attente de ceux qui, dans son entourage, lui reprochent

M. Hissène Habré demandera des garanties pour assurer la sécurité de son pays après le retrait des troupes françaises

N'Djamena. — Parallèlement à une vaste offensive diplomatique destinée à montrer aux chefs d'Etat africains les lacunes de l'accord entre Paris et Tripoli sur l'évacuation des troupes françaises et libyennes du Tchad, les autorités de N'Djamena préparent la « visite officielle de travail » que M. Hissène Habré doit effectuer, à partir de jeudi, en France. Lundi 1^{er} octobre, l'agence tchadienne de presse ATP a souligné que la rencontre entre le chef de l'Etat tchadien et M. François Mitterrand portera essentiellement sur cet accord conclu en « l'absence totale de consultation » entre Paris et N'Djamena.

L'ATP insistait sur « la mise en place d'un certain nombre d'éléments pouvant permettre au Tchad de faire face à une nouvelle agression libyenne par le biais de la légion islamique, confondue aux troupes éprouvées de l'opposition pro-libyenne ». En outre, M. Habré demandera de plus amples explications sur les motifs qui ont amené les dirigeants français à « négliger la question de la bande d'Aouzou dans leurs tractations avec les Libyens ». Enfin, l'ATP observe que les Tchadiens « s'inquiètent du renforcement des sentiments pro-libyens dans les milieux politiques français au détriment d'une application stricte des rapports liby-tchadiens ». D'une part, Paris et Tripoli, d'autre part, Paris et N'Djamena. Il s'agit, par conséquent, pour le président tchadien, d'éviter d'altérer le climat de sérénité qui a caractérisé depuis juin 1982 les relations franco-tchadiennes.

La référence aux sentiments pro-libyens qu'éprouvent de plus en plus les milieux politiques français est claire : elle vise directement M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. De source officielle tchadienne, on se déclare en effet persuadé et depuis longtemps — que M. Cheysson éprouve une sympathie pour le président tchadien. Les Tchadiens ont vu de nouvelles preuves à la fois dans la manière dont l'accord franco-libyen a été signé, en igno-

De notre envoyé spécial

rant la « souveraineté du Tchad », et dans les nombreux commentaires faits, par la suite, par les autorités françaises.

De nombreux émissaires du président tchadien poursuivent, d'autre part, leurs missions d'information dans plusieurs pays. M. Taher Grannasson, ministre de l'élevage, est actuellement au Mali, après s'être rendu en Mauritanie. M. Ahmed Korom, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, est en Côte d'Ivoire, le conseiller du président Habré Ali Salim séjourne au Cameroun et M. Mahamat Nourri, président de l'Air Tchad et proche conseiller du chef de l'Etat tchadien, est au Congo. Partout, les envoyés de M. Hissène Habré ont délivré le même message : les Libyens, par le biais de la légion islamique, ne respectent pas l'accord franco-libyen, qui n'est qu'un « leurre politico-diplomatique ».

L'attente

A N'Djamena, le climat politique est à l'attente. Du côté français, les autorités militaires attendent le « feu vert » de Paris pour évacuer les bases de Moussour et de Biline. Mais, à Paris, on attend, semble-t-il, une confirmation du début du retrait libyen annoncé, un peu trop bruyamment, par Tripoli et par le GUNT de M. Goukouni Coulibaly. Les spécialistes des sources radio et les radars des Breguet-Atlantic, qui « montent » jusqu'au seizième parallèle, n'ont encore aucune certitude à cet égard. La force Mania continue donc sans hâte ses préparatifs de départ. Un Boeing-747, affrété auprès de la compagnie UTA, est reparti dimanche pour Paris, emportant dans ses soutes 80 tonnes de fret, soit un avion léger d'observation L-19 et une AML.

Quelque 140 soldats, soit une compagnie, doivent, d'autre part, regagner la France cette semaine. Il s'agit des éléments de la compagnie de protection et de réserve. Pour les

remplacer en partie, deux sections (60 hommes en tout) sont descendues samedi de Moussour sur N'Djamena. Les « paras » français savent, enfin, qu'ils devront dorénavant se constituer des stocks de blé existants : l'avion qui se rendait régulièrement à Moussour, au sud du Tchad, pour ramener une cargaison de blé n'effectuera plus ses rotations.

On attend toujours ici les fameux observateurs sénégalais chargés de surveiller le départ des troupes françaises. Les autorités tchadiennes ont accepté le principe de leur arrivée, mais, pour de mystérieuses raisons, ils ne sont pas encore là. De même, l'autre partie du contingent sénégalais qui doit se rendre dans la partie du territoire tchadien occupée par les Libyens n'a, apparemment, quitté la ville de Kano, au Nigeria. Les négociations sur le remplacement des observateurs sénégalais, réduits par N'Djamena, semblent également marquer le pas, bien que l'on reparte à nouveau de Togo.

Dans la capitale tchadienne, les automobilistes commencent à former des queues devant les pompes à essence, un produit qui se fait rare en raison de la « cherté » formelle des frontières nigérianes. Même l'essence de contrebande a du mal à passer. En quelques jours, le prix du litre est monté de 200 CFA à 600 CFA. Du côté tchadien, on déclare attendre avec aigreur les « troupes » du GUNT, qui s'est déclaré prêt à reconquérir N'Djamena. Il n'est pas sûr, en revanche, que les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) patientent encore très longtemps avant de remonter vers le nord, vers Faya-Largeau et Fada. D'un certain point de vue, n'est-elle pas intéressée à se lancer dans une offensive alors que le « bouclier » que constitue la force Mania est toujours présent sur le sol tchadien ? Le cas échéant, les forces françaises pourraient-elles rester l'arme au pied si les FANT remonteraient une fois plus grande résistance que prévue dans le Nord ?

L.Z.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Le Monde du 8 novembre 1983.
(2) Le Monde du 26 octobre 1983.

(Publicité)

LES AGENTS

En tant qu'agent de l'Etat, le rôle de l'agent de l'Etat est de veiller à la sécurité de l'Etat et de la population. L'agent de l'Etat est un fonctionnaire public qui exerce ses fonctions sous l'autorité de l'Etat. L'agent de l'Etat est un fonctionnaire public qui exerce ses fonctions sous l'autorité de l'Etat.

LES AGENTS

En tant qu'agent de l'Etat, le rôle de l'agent de l'Etat est de veiller à la sécurité de l'Etat et de la population. L'agent de l'Etat est un fonctionnaire public qui exerce ses fonctions sous l'autorité de l'Etat. L'agent de l'Etat est un fonctionnaire public qui exerce ses fonctions sous l'autorité de l'Etat.

LES AGENTS

En tant qu'agent de l'Etat, le rôle de l'agent de l'Etat est de veiller à la sécurité de l'Etat et de la population. L'agent de l'Etat est un fonctionnaire public qui exerce ses fonctions sous l'autorité de l'Etat. L'agent de l'Etat est un fonctionnaire public qui exerce ses fonctions sous l'autorité de l'Etat.

J'AI LA PAIX
J'AI LA VIE
Avec l'appel des Cent

Non.....
Prénom.....
Adresse.....
Qualité.....
Participation.....

A retourner à l'Appel des Cent
67, rue de l'Europe
92015 Paris 15 - Tél. 1 30 15 15 15

(*) Envoyer les nouvelles signatures au collectif national composé de : MM. et Mme Robert André, Hervé Bazin, Edmond Charles Roux, Pasteur Combes, Albert Jacquart, Maurice Nizard, Jean-Pierre, Claude Pieplu, Suzanne Prod, Léon Schwarzenberg, Georges Ségué, Sœur Françoise Vandermersch.

Marche pour la Paix/Paris
dimanche
28 octobre à
14 h 30
de la place
Clichy et de la
Place d'Italie
à la République.

مكتبة الأمل

AFRIQUE

Tchad

Le spectre de la famine s'étend au sud du pays

N'Djamena. — Ils sont là, chaque jour, quelques centaines, la faim au ventre. Alors, même si la comparaison peut paraître abusive, elle s'impose malgré tout : la France a dépensé, pendant un an, 3 millions de francs par jour dans ce pays pour entretenir une force militaire d'interposition, les Tchadiens eux-mêmes paient dans leur maigre budget national (une dizaine de milliards de francs CFA) les sommes nécessaires à la poursuite d'une guerre qui n'en finit pas, et une partie de la population meurt de faim.

Ces malheureux sont assis dans la poussière, devant l'entrée du SECADEV (Secours catholique et développement). Il y a surtout des enfants et des femmes le regard vide, parfois la main tendue ou tenant comme sébile une boîte de fer blanc. Ces images-là, cent fois vues, ne font plus recette. A quoi bon décrire ces nourrissons accablés aux soins d'urgence et déjà vides, ces « êtres humains qui meurent de faim », comme le dit M. Soumailha, ministre de l'Information ? Qu'attendent-ils ? D'où viennent-ils ?

Ils ne sont, en tout cas, qu'un exemple de la famine qui sévit au Tchad et qui, pour la première fois, touche tout le pays. Les chiffres sont parcellaires : deux cents morts dans le Guéra, six cents morts au Sud, deux cents dans le Batha, plusieurs centaines probablement ailleurs, dans le Ouaddaï, le Bahr el Jebel, le Kanem. Combien seront morts à la fin de la période de « soudure » située entre la fin de la saison des pluies, en octobre, et la nouvelle

récolte, en décembre, dont on sait à présent qu'elle sera dévastatrice ?

Pour l'année en cours, les évaluations moyennes situent le déficit céréalier à 300 000 tonnes. Certes, l'aide internationale ne s'est pas relâchée : elle s'élève déjà à environ 82 000 tonnes. Ces chiffres montrent bien l'incorrigibilité du processus : l'aide internationale sera insuffisante et, dans ce pays au réseau routier quasi inexistant, elle arrivera souvent trop tard.

Alors, parce qu'ils le savent et parce que l'attente est insupportable, ceux qui sont le plus touchés par la sécheresse se sont mis en marche. Par centaines, les « réfugiés » affluent vers les centres urbains. A N'Djamena, les nécessiteux du SECADEV recevront, peut-être pour les premiers d'entre eux, un peu de céréales, des biscuits ou du riz. Les autres reviendront demain, après-demain et les jours suivants. En un an, la population de la capitale tchadienne est passée d'environ deux cent mille à quatre cent mille habitants. Pour cause de guerre, de sécheresse et de famine.

Victime du coton...

Les réfugiés forment, rarement de vastes rassemblements, mais ils sont partout à la fois. Tôt le matin, on en voit quelques centaines marcher le long des rues, en route vers d'alté- ratoires centres de distribution de nourriture. En fait, ils se fondent, s'éparpillent dans les quartiers, à la recherche de quelques francs CFA. La nuit, expliquent les autorités, ils reviennent dans les faubourgs, « en-

De notre envoyé spécial

delà du goudron » (la route bitu- mée), au-delà du pont de Chagoua et du quartier sudiste, vers l'entrée est de la capitale, le quartier des « 100 fils » (à cause de la présence d'un relais hertzien) ou vers l'entrée nord, le quartier Digneit.

Pour la première fois, le sud du Tchad n'est pas épargné. Certes, dans cette région aussi, la pluviomé- trie a été faible et tardive, mais ce n'est pas la raison essentielle. Si une partie du Sud a faim c'est, si l'on ose dire, paradoxalement parce qu'il est trop riche. La récolte de coton de 1983-1984, qui a atteint 156 000 tonnes, était inespérée. Les paysans ont alors négligé les cultures traditionnelles, comme le mil, pour faire du coton, plus rentable. En outre, une certaine imprévoyance fait que les paysans constituent moins de greniers qu'autrefois. Alors que, avant, ils ne vendaient que leurs surplus, ils se sont débarrassés cette année des stocks nécessaires à la consommation.

L'insécurité qui règne dans le Sud explique pour une part ce phéno- mène dans la mesure où elle a sans doute poussé les paysans à vendre plus vite leurs récoltes. Certains commerçants arabes ont, en outre, spéculé : acheté 4 000 francs au pay- san, le sac de mil a atteint 25 000 francs CFA sur le marché, quelques semaines plus tard. La famine est alors apparue. Pour les gens du Sud, ce phénomène était nouveau. Ils ont cependant tenté de retrouver les procédés traditionnels pour faire cuire herbes et tuber- cules.

Ce faisant, en certains endroits, ils ont consommé, en raison de leur inexpérience, des plantes toxiques qui servaient autrefois aux menues rituels et qu'ils ne connaissaient plus. Selon les organisations huma- nitaires, il y a eu beaucoup d'empois- sonnements et de morts. Dans la zone sahélienne, au Nord, les gens ont également été contraints de manger des herbes, mais parce que

le Nord est désertique, les popula- tions n'avaient jamais oublié la façon de préparer celles-ci : il n'y a donc pas eu d'empoisonnements.

Dans le Sud, un autre phénomène est apparu : la consommation de *bili-bili*, l'alcool de mil, s'est nota- blement accrue. La confection du bili-bili, qui occupe de plus en plus les femmes, a contribué à épuiser les stocks de mil déjà entamés sans mesure par la population. Les auto- rités tchadiennes, notamment le ministre des calamités naturelles, aidées par les organisations interna- tionales, ont cependant réagi pour combattre la famine. Cent trente quatre centres nutritionnels ont été implantés dans la région de Koumra (Moyen-Chari), le secteur le plus touché. Entre la mi-juillet et la mi-août, soixante quinze mille per- sonnes ont été alimentées après avoir reçu des cartes de nourriture don- nant droit à 2 litres de bouillie nutri- tive par personne. Cette opération, qui a été réussie, devait se poursui- vre début septembre : il était prévu de distribuer des sacs de 5 kilos de céréales, mais les troubles ont com- mencé à la même époque et la dis- tribution des vivres a été — momen- tanément ? — arrêtée.

Le début d'un processus

Spectaculaire parce qu'inhabi- tuelle dans le Sud, la famine ne sem- ble épargner aucune région du Tchad. Dans le Batha, au nord d'Ati, les sédentaires se sont mis à suivre les éleveurs de bovins dans l'espoir de recevoir un peu de lait. Une certaine solidarité paraît exister entre les différentes populations. Mais le prix des produits de consom- mation monte en flèche. Ainsi, selon diverses sources, à Abeché, un mou- ton est vendu moins cher qu'un kilo de mil (2,5 kilos).

Le départ des soldats de la force Manita ne va pas arranger les choses. Ce sont des quantités non négligea-

bles de vivres, d'eau et de médica- ments en moins. Avec, en outre, un risque supplémentaire d'insécurité. On peut donc s'attendre à une accentuation de l'exode intérieur. A N'Djamena, on a enregistré près de quatre mille réfugiés en un mois. Ils seraient également quatre mille à Mongo (dans le Guéra), mille cinq cents à Abeché, deux mille cinq cents à Ati.

Selon les autorités, ceux qui pren- nent la route sont moins nombreux que ceux qui ne peuvent se déplacer. Ils seraient alors condamnés, si l'aide n'arrive pas à temps. Des opé- rations sont cependant tentées pour pallier les effets de la sécheresse. Les réfugiés qui arrivent à N'Dja- mena reçoivent du SECADEV et de l'Office national de développement rural (ONDR) une petite aide matérielle les incitant à se rendre dans des zones plus fertiles, comme les plaines alluvionnaires du lac Tchad où l'on obtient des rende- ments de 3,5 tonnes à l'hectare. Mille familles (environ quatre mille personnes) devaient ce mois-ci s'éta- blir au sud du lac. Sur place, des terres doivent leur être attribuées qui permettent notamment le marai- chage, à partir de décembre jusqu'à mars.

Dans cette zone, on peut à la fois cultiver des tomates, des haricots, du riz, de la pastèque et des pommes de terre. Mais ces opérations restent limitées, en tout cas insuffisantes face à l'ampleur que prend le phéno- mène de la famine. Certaines familles sont arrivées à N'Djamena depuis une dizaine de jours, notam- ment en provenance du BET (Bor- kou, Ennedi, Tibesti), cette pro- vince du Nord occupée par les Libyens. Aucune aide ne leur avait encore été apportée lundi. Les auto- rités tchadiennes ont lancé un appel à la communauté internationale. Mais dans ce ballet diplomatique, au centre duquel se trouve le Tchad, qui peut l'entendre ?

LAURENT ZECCHINI

(1) 1 franc CFA = 0,02 franc.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goujons d'acier
anti-dégondage
+
3 cornières
anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3.600 F TTC
Pose et dépt. comp.
PARIS-SANLEUE
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
554.58.08
554.41.95
FACILITES DE PAIEMENT

LE ROY
& FILS
OPTICIENS
DES TECHNICIENS
AU SERVICE DE VOTRE VUE
104, Champs-Élysées
11, bd du Palais
158, rue de Lyon
147, rue de Rennes
5, place des Terres
27, bd Saint-Michel
127, Fg Saint-Antoine
30, bd Barbès
Tous les jours, sauf le dimanche

CEPES
depuis 1967, chaque année, plus de 1.000 étudiants
préparation d'été ou annuelle
sur place ou par correspondance
74 et 75 avenue - 75014 Paris
2 centres : Quartier latin ou Moult
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Nanterre. 722.94.94 - 745.08.19
sciences-po

2 OCTOBRE 1984

Voilà très précisément
587ans et 45 jours que nous brassons
notre bière.



Cela s'appelle
faire durer le plaisir.



SPATEN

BRASSÉE A MUNICH
DEPUIS 1397

Non à la radio d'Etat.

Dans le monde moderne, il y a deux conceptions de la médecine:

— l'une étatisée, hiérarchisée, où c'est l'administration qui détermine la façon de répondre au besoin des malades. Ce système fonctionne dans les pays de l'Est: il faut attendre pour être soigné.

— l'autre, vous la connaissez.

C'est celle de la médecine libérale. Il y a d'un côté le service public de l'hôpital et de l'autre, des médecins de famille, des cliniques, des spécialistes. Chacun a le droit de choisir.

Le Gouvernement s'apprête à prendre une décision grave. Il fait un grand pas vers la première de ces deux médecines.

Il entend imposer brutalement à toutes les professions de santé une modification de la nomenclature des remboursements.

Les médecins radiologues qui ont, besoin d'un matériel lourd, moderne et cher pour exercer, sont les premiers visés. Et avec eux les 60.000 personnes qui travaillent dans le secteur de pointe qu'est la radiologie.

Mais qu'on ne s'y trompe pas! On prétend faire des économies mais c'est la santé des Français que l'on emprisonne.



Ouvrez les yeux Sans radiologie votre médecine est aveugle!

Fédération Nationale des Médecins Electro-Radiologistes
60, boulevard de Latour-Maubourg 75007 PARIS Tél.: (1) 551 77 84



PROCHE-ORIENT

Le roi Hussein de Jordanie rejette sur un ton très vif l'appel à des négociations lancé par Israël

Correspondance

Amman. — Confronté aux critiques soulevées dans le monde arabe par le rétablissement des relations diplomatiques entre son pays et l'Égypte, le roi Hussein de Jordanie a passé à la contre-attaque, lundi 1^{er} octobre. Ce n'est pas la Jordanie qui enfreint les résolutions de la Ligue arabe, a-t-il ainsi déclaré à la substance au *New York Times*, mais la Syrie et la Libye, qui soutiennent l'Irak contre l'Irak, l'attaquant au chef de l'O.P.L., M. Yasser Arafat, et s'opposent à la réunion d'un sommet arabe.

Poursuivant sur le même ton, le souverain jordanien a également rappelé aux autres pays arabes qu'ils n'étaient pas non plus au-dessus de tout reproche, la plupart d'entre eux ayant manqué à leurs engagements en ne venant pas à la Jordanie l'aide financière promise lors du sommet de Bagdad en 1978.

Le roi Hussein a encore enfoncé le clou en revenant à trois reprises sur ce sujet dans son discours d'ouverture de la deuxième session ordinaire du Parlement jordanien, ce même lundi. En grand uniforme, martelant d'une voix forte certains passages de son allocution, le souverain jordanien a en effet défendu sa politique pendant près de trois heures devant un auditoire de notables, de chefs militaires, de dignitaires religieux et de diplomates étrangers. Déplorant l'incapacité du monde arabe à surmonter ses divisions et son désaccord, il a ainsi souligné que la mise à l'écart persistante de l'Égypte ne pourrait que contribuer à la paralysie et à l'effacement de la nation arabe. Il a ensuite exprimé l'espoir que les autres pays arabes suivraient l'exemple de la Jordanie, « quelle que soit leur position aujourdhui ».

Mais le roi Hussein a surtout rejeté fermement l'appel à des négociations lancé par le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, lors

de l'investiture de son cabinet, le 13 septembre dernier. Qualifiant cet appel de « subterfuge » et de « tromperie », le roi Hussein a déclaré que « si les conditions qui l'accompagnaient, et la composition de l'actuel gouvernement israélien, et les tendances révélées au sein du peuple israélien par les dernières élections, ne permettaient de le prendre au sérieux ». Si le gouvernement israélien veut être pris au sérieux, qu'il s'engage d'abord à respecter les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, a encore affirmé en substance le souverain jordanien, avant d'ajouter : « Nous n'abandonnerons pas un iota de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du Golan ».

Le roi Hussein a ainsi répondu indirectement à ceux qui l'accusent de vouloir s'engager dans une initiative de type Camp David. Il a également confirmé que la normalisation des relations jordan-palestiniennes n'était en rien liée à une hypothétique relance du processus de paix au Proche-Orient par les Américains en se livrant à une critique acerbe de la politique de Washington. Dénonçant les « armements et l'irrésolution des États-Unis », il a souligné que « le rôle de l'Amérique avait été accepté par les Arabes avec la conviction que les États-Unis (...) agiraient en accord avec leurs responsabilités et avec leurs principes en tant que nation. Malheureusement, la politique suivie par les États-Unis n'a fait que renforcer Israël dans son intransigeance ».

En revanche, le souverain jordanien a renouvelé son appel à une conférence internationale de paix et rappelé que son gouvernement soutenait les propositions soviétiques en ce sens.

EMMANUEL JARRY.

M. Shimon Pérès : notre proposition n'est pas un stratagème

De notre correspondant

Jérusalem. — Un premier dialogue public s'est ouvert entre le gouvernement israélien d'union nationale et le roi Hussein, mais il ressemble fort à un dialogue de sourds. La fin de son discours d'ouverture, lundi 1^{er} octobre, par le souverain jordanien aux côtés de M. Shimon Pérès et relancée avec insistance au cours des derniers jours à Jérusalem une répétition immédiate.

Dans un communiqué où perce une indéniable irritation, le premier ministre israélien a répondu point par point aux propos intransigeants du monarque. « Il est impensable, souligne d'abord M. Pérès, que l'acceptation des demandes de Hussein soit la condition préalable à des négociations de paix, avant même que celles-ci n'aient commencé ». Le roi ayant accusé l'État hébreu de chercher sans cesse depuis 1967 à modifier le statut des territoires qu'il occupe, M. Pérès poursuit : « Il est vrai qu'il y a dix-sept ans la Jordanie a attaqué Israël en croyant fausement pouvoir nous vaincre. Aucun prix ne doit être offert à ceux qui ont commis des erreurs, et l'agression israélienne plus à être récompensée. La paix n'est pas une affaire de faveur. Or bien les deux côtés la jugent nécessaire, ou bien elle ne peut être obtenue. Quiconque rejette la paix devra payer le prix de son refus ».

Hussein ayant vu dans la composition du nouveau Parlement israélien une preuve de la mauvaise foi de M. Pérès, celui-ci qualifie la position du roi de « ridicule ». « Dans un régime démocratique, ajoute-t-il, le peuple choisit le gouvernement et non l'inverse ». Le premier ministre conclut sa réponse en assurant le souverain qu'« Israël continuera de croire à la paix, de prêter la paix et de proposer des négociations. Ce n'est pas un stratagème, mais un besoin réel et sérieux pour tous les peuples du Proche-Orient ».

J.-P. L.

Inde

Echec d'une manifestation d'indépendantistes sikhs au Temple d'or d'Amritsar

De notre correspondant

New-Delhi. — L'emblème du « Khalistan libre et indépendant », cet État détaché de l'Inde dont rêvent des dizaines de milliers de Sikhs, a flotté deux heures durant, lundi 1^{er} octobre, sur le Temple d'or d'Amritsar. Du coup, quarante-huit heures après avoir évacué les lieux qu'elles occupaient depuis trois mois, les forces indiennes de sécurité y sont revenues, le temps, après une échauffourée, d'arrêter environ cent cinquante militants indépendantistes. Dès lundi soir, le calme était revenu et les forces paramilitaires se sont retirées.

Les jeunes activistes qui s'étaient mis à la foule des pèlerins, invités à une journée de grâces par les cinq grands prêtres pour célébrer le départ de l'armée du Temple, avaient investi le bâtiment central, l'Alkal Thak, où leur chef, sans Jarnail Singh Bhindranwale, avait trouvé la mort lors de l'assaut lancé par l'armée, le 6 juin dernier.

Pendant deux heures, les militants ont crié des slogans hostiles à

RÉUNION À L'ÉLYSÉE A PROPOS DU SORT DE JACQUES ABOUCHAR

Une réunion de travail sur le sort de Jacques Abouchar, le journaliste d'Antenne 2 détenu en Afghanistan depuis deux semaines, s'est tenue, lundi 1^{er} octobre, à l'Élysée, à l'initiative du secrétaire général, M. Jean-Louis Bianco, en présence de représentants du Quai d'Orsay et de la dernière chaîne de télévision.

Cette réunion, a expliqué Albert du Roy, directeur adjoint de la rédaction d'Antenne 2, a permis d'échanger des informations sur les initiatives prises de part et d'autre et d'envisager les actions à mener pour obtenir la libération la plus rapide possible du journaliste. « Notre premier objectif est que quelqu'un puisse entrer en contact avec lui », a-t-il précisé, car ce qui nous préoccupe le plus, depuis que nous avons la confirmation officielle qu'il est prisonnier, c'est que personne ne l'a encore vu ».

De son côté, le secrétaire général de la CGT, M. Henri Krasucki, a réitéré, lundi, au cours de l'émission d'Antenne 2, « L'heure de vérité », que sa centrale — qui « a certaines relations avec les syndicats d'Afghanistan » — a fait une démarche auprès de ceux-ci pour leur demander d'intervenir en faveur de la libération de Jacques Abouchar. « Nous espérons que ces démarches aboutiront », a déclaré M. Krasucki.

On indiquait, mardi 2 octobre à Islamabad, de sources diplomatiques occidentales, que Jacques Abouchar serait détenu à Kaboul par les autorités afghanes. Celles-ci soulignent l'importance de présenter inlassablement trois étrangers à la télévision.

M. Gandhi, au président de la République, Sikh lui-même, et aux cinq grands prêtres accusés d'avoir « trahi la communauté » pour avoir accepté de négocier avec le gouvernement « sans en référer aux masses sikhs ». Membres de la Fédération des étudiants sikhs (A.I.S.S.F.), organisation proche de feu le saint Bhindranwale, interdite par les autorités en mars dernier, les jeunes disciples du grand maître disparu ont annoncé la dissolution de leur organisation et sa transformation en une fédération khalistaniste des étudiants sikhs (1).

Apparemment choqué par les reproches publics adressés aux grands prêtres, la foule des pèlerins ne manifeste aucune solidarité visible avec les jeunes sécessionnistes. Mais, comme le confia un peu plus tard un haut fonctionnaire du gouvernement, « on avait eu chaud ». Le coup de force des « Khalistanais », s'il avait été soutenu par la foule, risquait fort de remettre en cause l'accord intervenu entre le « Saint Siège » du sikhisme et M. Gandhi, accord toujours fragile aux termes duquel le gouvernement venait tout juste de rendre le Temple d'or aux Sikhs, à la condition qu'ils veillent eux-mêmes à la préservation du caractère exclusivement religieux des lieux.

En fait, la tentative de jeunes turcs du Khalistan semble avoir en l'effet inverse de celui qu'ils recherchaient. Peu après leur arrestation, les cinq grands prêtres, furieux d'avoir été bousculés et publiquement insultés, ont publié un communiqué dénonçant « l'irresponsabilité et la violence des jeunes voyous ». Ils ont ajouté que personne ne serait plus autorisé à désacraliser les lieux saints, à y semer la violence ou la discorde. Un engagement public que M. Gandhi cherchait à obtenir depuis trois ans, et qui n'était jamais venu.

Lundi soir, dans les allées du pouvoir à New-Delhi, on se félicitait, encore tout surpris, du « patriotisme » ainsi manifesté par les grands prêtres. Le schisme désormais consommé entre Sikhs modérés et indépendantistes devrait rendre plus aisée la classe aux « Khalistanais » entreprise par les forces de l'ordre. Est-ce une coïncidence ? Dès lundi soir le gouvernement annonçait que l'interdiction faite aux étrangers de se rendre « sous quelque prétexte que ce soit » dans le Pendjab était prolongée de trois mois. L'armée n'a pas tardé à se nettoyer.

PATRICE CLAUDE.

(1) Fondée en 1944, moribonde dans les années 60, l'A.I.S.S.F. dans laquelle le saint Bhindranwale recrutait l'essentiel de ses militants, comptait, avant son interdiction, environ 40 000 membres, dont une petite majorité de « vrais » étudiants. Quelque 5 000 d'entre eux ont été arrêtés au cours des six derniers mois.

Chine

Surboum à Pékin

De notre correspondant

Pékin. — La capitale chinoise a sans doute connu lundi soir 1^{er} octobre une des plus folles nuits de son histoire. En cette soirée de trente-cinquième anniversaire de la République populaire, trois immenses feux d'artifice ont d'abord illuminé le ciel de la cité. Il ne faut pas oublier que la Chine est l'inventeur de ce genre de spectacle.

Sur la place Tiananmen, les étudiants de toutes les universités et instituts étaient rassemblés. Chacun avait son badge — sésame obligé pour être admis en ce lieu privilégié — et un encadrement bien organisé avait été prévu. Garçons et filles avaient été maquillés pour la circonstance et avaient mis leurs plus beaux vêtements — il y avait même des complets trois pièces — ou leurs stries nationales pour les minorités ethniques. Sous l'impulsion de chefs de groupe, chacun s'appliquait à répéter les pas de danse laborieusement appris pour la circonstance.

Tout cela apparaissait bien huilé, sous le regard bienveillant des dirigeants, assis en haut de leur tribune. Les trois mille jeunes japonais invités pour symboliser l'amitié sino-japonaise, suivant

avec discipline leurs portedrapeaux, se mêlaient à la foule.

Mais très vite cette soirée destinée à montrer que la Chine était ouverte au monde extérieur s'est transformée en vaste « surboum ». Tandis que les uns dansaient tant bien que mal mais avec un plaisir visible, d'autres « tapaient le carton » assis par terre, beavaient ou tentaient de lier conversation avec les rares étrangers.

Cette parenthèse de décontraction au milieu d'études très dures, après des mois de répétitions pour la parade du matin, était vivement appréciée et le plaisir semblait plus spontané. Prenant ces danses de style vaguement patronage pour du « disco », beaucoup nous ont demandé ce que faisaient les jeunes Français pendant leurs loisirs, pourquoi ils aimaient tant la danse. Certains en découvraient le charme pour la première fois. La soirée terminée, tous sont remontés sagement dans leurs camions et ont regagné leurs campus, des fontaines plain la tête.

PATRICE DE BEER.

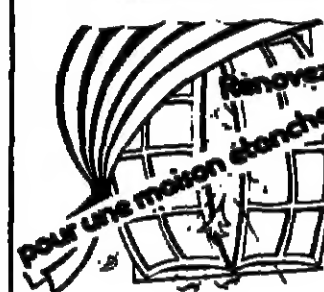
● Remplacement de deux ministres. — Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, a décidé de remplacer deux de ses ministres. Le remaniement concerne MM. Zhang Jingfu, ministre chargé de la commission de l'économie de l'Etat, et Fang Yi, ministre de la commission pour la science et la technologie, qui sont remplacés respectivement par MM. La Dong, ancien ministre des industries lourdes et métallurgiques, et Song Jian, ancien ministre adjoint de l'industrie aéronautique. — (Reuters).

(Publicité)

Produits de beauté à prix... incroyables

Les mêmes qu'il crée pour les marques les plus prestigieuses, M. Merz, pharmacien, les propose en conditionnement simplifié souvent trois fois moins cher que dans leurs emballages coûteux : baits et crèmes à l'élastine, crèmes au ginseng, crèmes amincissantes aux algues et herbes, shampoings, toniques, etc. Laboratoires « Plantadern », à l'entresol du 58, Faubourg-Poissonnière, 10^e, de 13 à 18 h, sauf samedi, 246.42.88. Expéditions en province.

FINI LES VIEILLES FENÊTRES



Renovez pour une maison étanche

Fenêtre isolante

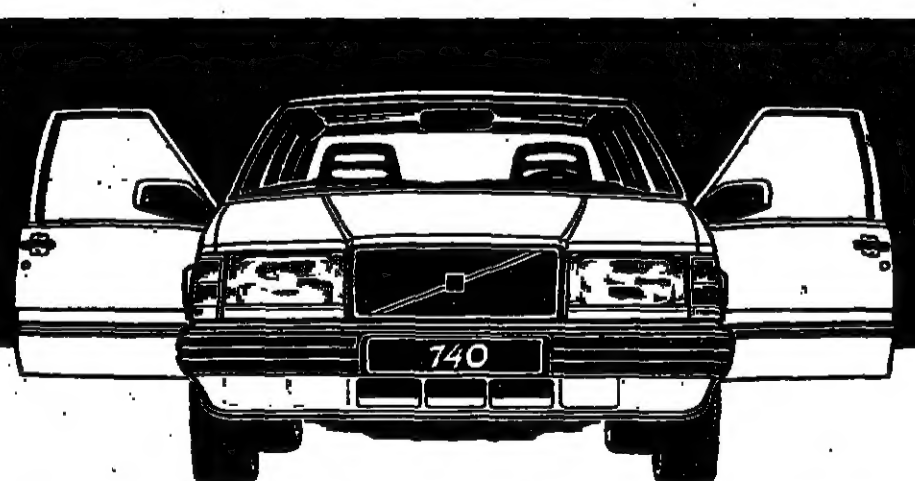
FILTRABAT

Fabriquées à vos mesures,

Devis gratuits Pose Paris-Banlieue

S^o RENOVIT[®] 90, rue Lemerrier, 75017 PARIS ☎ 228-80-40

La nouvelle Volvo 740.



Découvrez les nouvelles Volvo 740, 8 versions de 8 à 11 CV. Essence, Turbo, Diesel, Turbo Diesel. Des motorisations performantes et un équipement exceptionnel en série. Venez les essayer chez votre concessionnaire. Volvo 740 : à partir de 99.800 F (prix de la 740 GL ou 1.784). Modèle présenté Volvo 740 GL, Consonances : 68 l à 90 km/h ; 92 l à 120 km/h ; 123 l en ville (normes CEE).

VOLVO

75 - PARIS 5^e - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 329.51.41 ■ 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 225.60.70 ■ 75 - PARIS 13^e - Ets Le Calvez, 6, rue Vulpain - Tél. : 535.98.69 ■ 75 - PARIS 15^e - Garage Saint-Charles, 45, rue Saint-Charles - Tél. : 577.32.21 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 727.47.37 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 524.43.61 ■ 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 766.50.35 ■ 75 - PARIS 19^e - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. : 203.30.75 ■ 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 373.73.62 ■ 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Ets Mouisset, 79, rue du Gal Leclerc, Pomponne - Tél. : 007.24.20 ■ 77 - VAUX-LE-PENIL/MELUN - Automobiles ParisSud, 112, rue de l'Industrie - Tél. : 437.80.43 ■ 78 - ELANCOURT - Elancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Arbres, rue du Fonds des Roches - Tél. : 062.00.76 ■ 78 - MANTES-LE-VALE - M. Baris Automobiles, 51, route de Houdan - Tél. : 477.12.12 ■ 78 - PORT MARLY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 958.61.13 ■ 78 - SARTROUVILLE - Garage de Nangis, 24, rue Maurice Berteaux - Tél. : 913.49.92 ■ 91 - CORBEIL-ESSONNE - Garage Européen, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 088.92.05 ■ 91 - MASSY - Garage Gambetta, 24, rue Gambetta - Tél. : 920.25.80 ■ 92 - ASNIÈRES - Inter Garage Safr, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 793.36.68 ■ 92 - BOIS-COLOMBES - Garage Ferdi, 45-49, rue Jean-Jaures - Tél. : 242.40.75 ■ 92 - CHATILLON-SOUS-BAGNEUX - Garage Ouest-Auto, 73, av. Marcel Cachin - Tél. : 655.37.37 ■ 92 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 724.37.34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 747.50.05 ■ 93 - DRANCY - D.R.A.E., 45, rue Marcelin-Berthelot - Tél. : 831.40.32 ■ 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. : 330.48.78, Expo, 102, av. Paul-Vaillant-Couturier, Neuilly-sur-Marne - Tél. : 388.05.09 ■ 93 - LIVRY GARGAN - Sapal, 23 à 29, av. J.J. Rousseau - Tél. : 383.57.74 ■ 93 - SAINT-DENIS - LAFN, 45, bd Anatole-France - Tél. : 820.71.87 ■ 94 - CACHAN - Garage Rousseau, 51, av. Anstide-Briand - Tél. : 665.74.51 ■ 94 - CHOISY-LE-ROI - Garage de Choisy, 73, av. d'Alfortville - Tél. : 890.80.97 ■ 94 - NOGENT-SUR-MARNE - Garage Martineau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 876.62.66 ■ 94 - SAINT-MAUR-LA-VARENNE-SAINT-HILAIRE - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 885.89.89 ■ 94 - VILLEJUIF - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean-Jaures - Tél. : 726.12.93 ■ 95 - MONTIGNY-LES-CORMEILLES - Garage du Centre, 19-25, bd Bordier - Tél. : 997.11.96 ■ 95 - PONTAISE - Sté Sogel, 10, rue Seré-Depoin - Tél. : 032.55.55.

Grand Maghreb

Publication et diffusion des principales informations parvenues dans le monde par les pages du Grand Maghreb

Le n° 32 est paru :

- la revue de la presse
- la revue des revues
- la revue des livres
- les chroniques culturelles : musique, littérature, cinéma
- deux études :

- « Interculturel ou insertion : l'école française au défi » (1^{re} partie) par Françoise Henry-Larcier
- « Quatre ans après Tizi-Ouzou, la question berbère au Maghreb », par Salem Chaker.

REVUE MENSUELLE DE CULTURE D'INFORMATION SUR LE GRAND MAGHREB (CROCM)

9 numéros par an (dont un double)
Abonnement un an : 240 F pour 1984-85

Envoi du dernier numéro sur demande à adresser, avec un chèque de 27 F, à :

Grand-Maghreb, C.I.G.M.A.
I.E.P., B.P. 45
38402 ST-MARTIN-D'HÈRES

EUROPE

Italie

LES RÉVÉLATIONS DU « PARRAIN » REPENTI

Une enquête est ouverte contre l'ancien maire de Palerme

De notre correspondant

Rome. — Le parquet de Palerme a l'intention de rassembler les diverses enquêtes en cours sur la Mafia en une seule et vaste instruction fondée sur les confessions de Tommaso Buscetta, le « parrain des deux mondes », désormais « repenti ».

Trois jours après le coup de filet de la nuit du 29 septembre, les dix magistrats palermitains chargés des enquêtes continuent de travailler à un rythme forcené. Il s'agit non seulement d'utiliser au plus vite les éléments fournis par Buscetta, mais aussi d'arriver à conclure les premières phases de l'instruction avant le 2 février prochain, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la limitation des délais de la détention préventive, qui pourrait permettre à certains prévenus de retourner en liberté provisoire et de reprendre le large.

Les dépositions de Tommaso Buscetta fournissent de nombreux détails non seulement sur quinze ans d'histoire et de crimes de la Mafia en Sicile mais aussi et surtout sur son organisation interne.

La proximité du parrain repenti sur les structures internes de la Mafia et l'histoire des règlements de compte qui ont ensanglanté la Sicile ces dernières années contraste singulièrement avec son silence sur les hommes politiques protecteurs du pouvoir mafieux, ainsi que sur les tenants et aboutissants des délits plus directement politiques commis à Palerme, comme l'assassinat en 1980 du président de l'Assemblée régionale, Pier Santi Mattarella, démocrate-chrétien, qui voulait réformer et assainir son parti.

Un seul homme politique a jusqu'à maintenant été impliqué dans les dépositions de Buscetta : Vito Cuccinello, ancien maire de Palerme, toute-puissance éminence grise de la démocratie chrétienne sicilienne pendant des années, sur lequel une enquête pour « association mafieuse » est ouverte. Le 1^{er} octobre les autorités lui ont retiré son passeport. Deux longues perquisitions ont été effectuées à son domicile de Palerme et dans sa résidence estivale de Mondello, à quelques kilomètres de la ville. Les enquêteurs ont mis sous séquestre de nombreux agendas, documents, actes de constitution de sociétés financières ou immobilières, espérant ainsi, grâce aux pouvoirs élargis qui leur sont conférés par la loi La Torre (loi sur la lutte antimafia votée en 1982), passer au crible l'ensemble de ses affaires, de ses biens, de ses comptes bancaires et de ceux de ses proches.

L'ouverture de l'enquête à l'encontre de M. Cuccinello prend figure de symbole. Certes, ce dernier était depuis longtemps soupçonné de liens avec l'organisation. Il est cité abondamment dans les travaux de la commission d'enquête parlementaire antimafia qui rendit ses conclusions il y a huit ans. Mais il n'en était pas moins resté une toute-puissance au sein de la démocratie chrétienne, qui, avec plus de 43 % des voix, est le premier parti de Palerme. Très lié au parlementaire Salvo Lima, M. Cuccinello était l'un des représentants en Sicile du courant animé à l'échelle nationale par M. Giulio Andreotti, ministre des affaires étrangères.

(Indim.)

A la demande de Rome

DIX-HUIT ITALIENS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS AUX ÉTATS-UNIS

Washington (AFP, UPI). — M. Oscar Luigi Scalfaro, ministre italien de l'intérieur, est arrivé dans la soirée du lundi 1^{er} octobre à Washington pour participer, mardi et mercredi, à une réunion des polices italienne et américaine sur le crime organisé et s'entretenir avec l'attorney général (ministre de la justice), M. William French Smith.

Il s'agit de la première réunion du comité de collaboration italo-américain contre le trafic de drogue et le crime organisé, dont la création avait été décidée lors d'une visite du premier ministre italien, M. Bettino Craxi, à Washington, l'an dernier. A son arrivée, M. Scalfaro a déclaré que ces entretiens marquaient « le début d'une collaboration beaucoup plus intense et profonde que dans le passé » entre les deux pays dans la lutte contre la Mafia.

Le ministre est accompagné d'une forte délégation comprenant le chef de la police nationale italienne, M. Giuseppe Porpora, le haut commissaire pour la lutte contre la Mafia, M. Emanuele De Francesco, le commandant général des carabinieri, M. Riccardo Bisogniero, et le commandant de la garde des finances (police fiscale), M. Nicola Chiari.

Les contacts qui ont eu lieu ces derniers jours entre les autorités italiennes et américaines ont déjà porté des fruits : dix-huit Italiens sur les vingt-huit dont Rome avait demandé l'extradition vendredi dernier ont été arrêtés depuis lors. Les demandes d'extradition sont justifiées par des accusations de meurtres, trafic d'héroïne et participation aux activités de la Mafia.

Onze des dix-huit personnes arrêtées devaient comparaître, ce mardi, devant une cour du district de Manhattan, à New-York. Trois d'entre eux étaient depuis le printemps dernier sous le coup d'une inculpation dans le cadre d'une enquête sur la « pizza connection », une filière de trafic international d'héroïne estimée à un montant de 1,65 milliard de dollars.

Grande-Bretagne

Au congrès de Blackpool

Les délégués travaillistes désavouent la politique de modération de leur leader

De notre envoyé spécial

Blackpool. — Voici tout juste un an, M. Neil Kinnock, faisant, devant les caméras, ses premiers pas de leader du Parti travailliste sur la plage de Brighton, trébucha sur les galets et s'ébala de tout son long dans l'écume. De cette chute très spectaculaire, ce joueur de rugby se releva sans mal, si ce n'est quelques méchantes plaisanteries. Certains n'avaient pas manqué, en effet, de voir dans cet incident un mauvais présage.

Dès l'ouverture, lundi, du 83^e congrès travailliste, à Blackpool, autre station balnéaire, M. Kinnock a encore trébuché lourdement. Il s'agit cette fois d'une métaphore, mais l'affaire n'en est pas moins grave. Il avait pris le risque de mettre son autorité en jeu en proposant d'embellir aux congressistes une réforme très controversée visant, selon ses propres termes, une plus grande « démocratisation » du mode de désignation des candidats travaillistes aux élections législatives.

Rude journée pour le leader, qui a échoué sur toute la ligne et a donné l'impression de perdre le contrôle de son parti. Le président de l'Union nationale des mineurs (NUM), M. Arthur Scargill, s'est imposé comme il l'avait fait en septembre au congrès des syndicats. Longuement acclamé, il a fait adopter à l'unanimité une résolution condamnant les « actions illégales » et la « violence organisée » de la police contre les pickets de grève, sans la moindre réserve pour les exceptions qui sont commises par les grévistes, et que M. Kinnock avait sévèrement dénoncées il y a un mois. Ce dernier a été surpris par ce texte qui, semble-t-il, n'était pas conforme à ce dont les deux hommes étaient convenus quelques jours auparavant.

D'autre part — mais ceci était prévu — le congrès a adopté une déclaration générale de soutien à la grève des mineurs, en dépit du fait que de nombreux militants estiment, comme beaucoup de mineurs, pour le moins discutables les méthodes et les arrière-pensées de M. Scargill. Celui qui était chargé de défendre cette déclaration a fait autre que M. Tony Benn, chef de file de la gauche travailliste, vireux rival de M. Kinnock et fervent allié de M. Scargill. Comme le faisait

remarquer, dans les couloirs du jardin d'hiver de Blackpool, un membre de l'aile droite, M. Scargill, qui paraissait très isolé lorsque, ignorant toutes les résistances, il a déclenché la grève il y a près de sept mois, continue à « tisser sa toile ».

« Une « clique » efficace » Dans la salle du congrès, la « clique » des partisans inconditionnels de M. Scargill s'est révélée particulièrement efficace : tout orateur émettant des objections sur les moyens employés par la NUM pour mener la grève a été systématiquement just, alors que M. Scargill a été l'objet d'une ovation avant même d'avoir prononcé le moindre mot. Il fallait un certain courage dans une telle atmosphère pour dénoncer la « clique de la personnalité » et de la violence, comme l'a fait un dirigeant syndical adversaire de M. Scargill.

« Nous sommes en train de gagner pour vous et pour l'ensemble du mouvement travailliste », a déclaré M. Scargill dans un tonnerre

d'applaudissements, avec son art de faire comprendre aux autres qu'ils ont besoin de lui et son l'ivresse. L'annonce de la naissance d'une nouvelle action de justice intentée par des mineurs syndicalistes dissidents a achevé de faire du président de la NUM la vedette du congrès.

C'est en fin d'après-midi que les déclarations de M. Kinnock ont été portées à leur comble. L'amendement « constitutionnel » soumis par le comité exécutif national du parti a été repoussé par une nette majorité (un demi-million de mandats). La réforme envisagée avait pour but d'organiser dans certains cas des séries de « primaires » dans les circonscriptions en faisant voter l'ensemble des membres du parti, plutôt que de confier le choix des candidats députés à un comité de députés, où les syndicats et les militants de l'aile gauche, toujours plus actifs que les autres, ont vite prédominé (le Monde du 28 juillet). Plusieurs députés sont maintenant menacés de ne pouvoir se représenter dans leur circonscription lors des prochaines élections.

FRANCIS CORNILLI

Espagne

Un tribunal de Madrid refuse de déclarer illégale une coalition basque proche de l'ETA militaire

Le gouvernement espagnol a engagé des démarches pour obtenir l'extradition de Tomas Lloza Echeverria, membre de l'ETA, arrêté en France, samedi 29 septembre. Madrid avait déjà demandé l'extradition de Tomas Lloza en 1981, mais Paris s'y était alors opposé. D'autre part, un tribunal madrilène a rejeté une requête du ministère public qui demandait que Herri Batasuna, coalition basque proche de l'ETA militaire, ne puisse être reconnue comme parti politique.

De notre correspondant

Madrid. — Alors que la tension règne au Pays basque, la justice espagnole a rendu, dimanche 30 septembre, un verdict qui provoque des remous : un tribunal de Madrid a refusé de déclarer illégale la coalition indépendantiste basque Herri Batasuna, liée à l'ETA militaire, comme le réclamait le ministère de l'intérieur. Aux élections régionales du

Pays basque, le 26 février 1984, Herri Batasuna avait obtenu près de 15 % des voix.

Le juge de première instance de Madrid a estimé que la demande du ministère public était « imprécise » et que, en conséquence, rien n'empêchait l'inscription de Herri Batasuna sur le registre des partis politiques. C'est la seconde fois que Herri Batasuna tient les autorités espagnoles à l'écart. Une première demande d'illégalisation déposée par le ministère public avait été rejetée en septembre 1980.

Herri Batasuna a demandé déjà, à plusieurs reprises, sa légalisation. Devant le dernier refus des autorités socialistes, en décembre 1983, Herri Batasuna avait porté l'affaire devant les tribunaux, qui lui avaient donné raison et avaient ordonné au ministère de l'intérieur de retirer dans les vingt jours ou de déposer une nouvelle requête d'illégalisation.

La sentence a été confirmée par le Tribunal suprême devant lequel le ministère public avait porté l'affaire, en espérant faire passer le premier verdict avant l'expiration du délai de vingt jours. La querelle n'est pas terminée. Le jugement du tribunal de première instance va être transmis à l'audience territoriale, le tribunal de grande instance, puis, si le fait, au Tribunal suprême.

Pour l'opposition conservatrice, il est inadmissible qu'un groupe qui ne reconnaît pas la Constitution espagnole puisse se moquer de l'Etat. Le jugement est d'autant plus mal reçu dans ces milieux qu'il intervient après l'attentat de l'ETA qui a coûté la vie à trois gardes civils près de Vittoria, le 28 septembre.

(Indim.)

« Sécurité renforcée pour le match Bilbao-Bordeaux ». La coalition basque Herri Batasuna a demandé lundi 1^{er} octobre aux footballeurs bordelais ont été priés pour ce match par la police nationale et par la police autonome basque qui accompagneront les joueurs français dans tous leurs déplacements. Les véhicules de leurs supporters, qui ne devraient pas être plus de deux cents, disposeront d'un parking spécial à proximité du stade.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

UNE AFFAIRE DÉLICATE POUR M. REAGAN

M. Donovan, secrétaire au travail est inculpé de fraude financière

De notre correspondant

Washington. — Inculpé le lundi 1^{er} octobre dans une affaire de fraude financière, le secrétaire au travail, américain, M. Raymond Donovan, a demandé à être temporairement mis en congé de ses fonctions.

A cinq semaines de l'élection présidentielle et à six jours du premier débat télévisé qui opposera, dimanche, MM. Reagan et Mondale, cette affaire pourrait peser sur l'évolution de la campagne électorale. Le candidat démocrate qui, selon un sondage publié cette semaine par le magazine Time, accuse un retard de 28 points sur le président sortant, aurait, en effet, d'autant moins de raisons de ne pas exploiter cette inculpation que sa collègue, Mme Ferraro, n'avait pas été du tout menacée lorsque ses finances familiales avaient été passées au crible durant l'été.

Dès lundi soir, l'inculpation de M. Donovan occupait une place de choix dans les journaux télévisés. Au minimum, cette affaire va attirer l'attention sur les erreurs de jugement de M. Reagan dans le choix de collaborateurs, dont la moralité a souvent été à controverse.

Les charges retenues contre le secrétaire au travail ne devaient être rendues publiques que ce mardi. Il semble cependant que l'enquête qui a conduit à son inculpation portait sur une entreprise de travaux publics dont il était vice-président jusqu'à son entrée au gouvernement en 1981 et qui aurait présenté de fausses factures d'un montant très élevé à l'occasion de la réali-

sation d'un tunnel pour le métro de New-York. Neuf autres responsables de cette entreprise, la Compagnie de construction Schiavone, auraient également été inculpés et le nom d'une personne liée au milieu du crime organisé apparaîtrait au dossier. M. Donovan avait déjà fait l'objet d'une enquête en 1982, et bien qu'il ait été à l'époque blanchi, plusieurs personnalités de l'entourage de M. Reagan, dont le secrétaire général de la Maison Blanche, M. James Baker, auraient souhaité sa démission depuis longtemps.

Interrogé sur cette affaire alors qu'il faisait campagne dans le Mississippi, M. Reagan a déclaré qu'il ne possédait pas encore d'informations, mais qu'il « croyait pleinement à l'intégrité » du secrétaire au travail auquel, a-t-il dit, il garde sa « pleine confiance ».

Laissant entendre qu'il faisait face à une machination politique organisée dans le cadre de la campagne présidentielle, M. Donovan a déclaré que son inculpation « ne valait pas même le papier sur lequel elle était rédigée ». Jusqu'à maintenant, M. Reagan a toujours été très réticent à se désolidariser d'un de ses collaborateurs. Le porte-parole de la Maison Blanche a expliqué que si M. Donovan n'avait pas donné sa démission, mais s'était simplement fait mettre en congé, c'est qu'il était innocent tant que n'était pas prouvée sa culpabilité.

BERNARD GUETTA.

« Accusations contre les activités terroristes de certains Etats ». Soixante-dix attentats au moins, commis dans le monde, l'an dernier, ont vraisemblablement bénéficié du soutien ou de la participation d'Etats », a estimé, lundi 1^{er} octobre, le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Kenneth Dam. Il a mentionné l'Iran, la Libye et la Corée du Nord, mais n'a toutefois accusé aucun de ces pays d'être lié à un acte terroriste spécifique. — (AFP.)

(Publité)
L'INTÉRÊT EUROPÉEN
directeur B. Mancosu
159, boulevard Bineau,
NEUILLY-SUR-SEINE
téléphone : 624-50-22.
vient de sortir un numéro de douze pages avec un grand concours de siges internationaux.

TÉLÉcopieur PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLÉX + TÉLÉCOPIE 2347.21.32

République fédérale d'Allemagne

Le chancelier Helmut Kohl ébranlé

(Suite de la première page.)

En situant la rentrée politique sous le signe du péril « rouge-vert », le 20 septembre dernier, le secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. Geisler, ne croyait peut-être pas viser aussi juste. L'avertissement vaut pour toutes les élections qui auront lieu l'année prochaine pour le renouvellement des Diètes régionales, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en Sarre et à Berlin-Ouest.

M. Geisler n'avait pas trouvé de formule assez percutante pour dénoncer les « écoles-marxistes », ce « parti partitique », vert au-dehors, rouge au-dedans.

On sait le secrétaire général de la CDU — l'un des plus proches collaborateurs du chancelier — admettre des provocations politiques en tous genres. L'expérience des derniers mois a montré que les Verts ne cessent de progresser à chaque élection et sont relativement à l'abri du discrédit que de telles étiquettes devraient leur valoir. Il n'est pas sûr que cette radicalisation du débat politique que cherchent à provoquer les dirigeants du parti démocrate-chrétien serve réellement leurs intérêts. Elle pourrait même constituer un avoué de faiblesse, face à une situation que les stratégies des grands partis n'avaient guère prévue il y a deux ans.

Pourtant le bilan des deux années de gouvernement du chancelier n'est pas si négatif. Malgré la crise des missiles et l'importance prise par les questions d'environnement, l'électorat avait clairement montré que ses préoccupations étaient avant tout d'ordre économique, en confirmant au pouvoir en mars 1983 — six mois après le changement de coalition — la majorité chrétienne-libérale. Celle-ci pour se présenter avec le serment du devoir accompli. La croissance a repris, l'inflation s'est stabilisée à un rythme annuel inférieur à 2,5 % par an, la balance commerciale connaît une année encore un excédent plus que confortable.

La discipline budgétaire imposée par le ministre des finances, M. Stoltenberg, au prix de certaines ponctions sur les dépenses sociales, porte ses fruits. Malgré un écart de 8 points entre les taux d'intérêt pratiqués en Allemagne fédérale et sur le marché américain, les transferts de capitaux se sont stabilisés et les investissements ont repris à un rythme encourageant. Si le chômage reste préoccupant (2,2 millions de

personnes), la situation n'est pas pire qu'ailleurs en Europe et l'opposition n'a de toute façon pas de recette miracle.

Même en matière d'environnement, les réalisations du gouvernement ne sont pas aussi négligeables qu'on le dit. La décision arrêtée en septembre d'écarter les constructeurs d'automobiles à équiper leurs nouveaux modèles de catalyseurs à partir de 1989 a été difficile à prendre. Elle a le mérite d'exister.

Un bilan extérieur positif

Sur le plan extérieur, le chancelier Kohl, convaincu de la nécessité de faire progresser l'intégration européenne, a poursuivi avec le président Mitterrand une coopération au moins aussi intense que celle menée par leurs prédécesseurs respectifs. Quant aux résultats de l'ostpolitik du chancelier, l'ancien chancelier Schmidt ne les avait certainement pas désolés. Malgré le début du déploiement des missiles américains en RFA, rarement les échanges entre les deux États allemands ont été aussi importants que cette année. La visite que devait faire en RFA le chef de l'Etat et du Parti est-allemand, M. Erich Honecker, a certes été reportée, mais il n'en reste pas moins que le nombre des ressortissants est-allemands autorisés à venir s'installer à l'Ouest a augmenté depuis le début 1984, et que quelques concessions d'ordre humanitaire ont été consenties par Berlin-Est.

Malgré ce bilan, dont beaucoup d'autres gouvernements européens se satisfaisaient, au moins sur le plan économique, le chancelier Kohl a ces derniers mois donné constamment l'impression de subir les événements plutôt que de les dominer. Des dossiers urgents sont restés en panne à la chancellerie, qui, dans le même temps, multipliait les promesses impossibles à tenir. On a abouti ainsi au développement de polémiennes inutiles au sein même de la majorité, qui rendent les décisions à prendre encore plus difficiles. La capacité du chancelier à trancher est mise en doute par ses propres partisans. Déjà, au moment de l'affaire Klaus, en janvier dernier, M. Kohl avait attendu plusieurs semaines avant de rendre justice au général injustement limogé. Il n'avait manifestement pas pris les choses au sérieux. Cette affaire semble l'avoir amené à ne

compter, davantage encore, que sur les quelques hommes qu'il a placés aux postes-clés de l'appareil démocrate-chrétien.

La chancellerie s'était appuyée à son arrivée au pouvoir sur le parti libéral pour calmer les prétentions de M. Franz-Josef Strauss. Les déboires des libéraux ces derniers mois ne l'ont cependant pas amené à revoir l'équilibre au sein de sa coalition.

La moindre des choses, un peu de défiance provoque des sursauts entre les différents groupes de la majorité. Les ministres eux-mêmes, auxquels le chancelier laisse une marge de manœuvre importante, n'échappent pas à l'atmosphère ambiante. Pendant des mois, M. Kohl a laissé le ministre de l'intérieur, M. Friedrich Zimmermann (CSU), mener la bannière pour l'introduction de catalyseurs à partir de 1988, pour finalement se ranger au mois de septembre du côté des adversaires de son ministre. En juillet dernier, après avoir fait voter par le Bundestag une résolution interdisant la mise en service de la centrale électrique de Buschhaus, le chancelier avait fait marche arrière sous la pression du ministre-président de Basse-Saxe, M. Albrecht. « On ne met pas la barre à 1,80 m pour sauter 1,30 m », faisait remarquer, en septembre dernier, un député de la majorité. La crédibilité de la politique gouvernementale en matière d'environnement en a pris un sérieux coup, l'autorité du chancelier également.

Un style contesté

L'opposition, qui s'est déchaînée après le report de la visite de M. Honecker sur le « châtiment » du gouvernement, commençait à trouver une oreille complaisante auprès de l'opinion publique. Le style de gouvernement du chancelier souffre de la comparaison avec son prédécesseur Helmut Schmidt.

M. Kohl pourra difficilement s'en tenir à l'attentisme de ces derniers mois sans accroître le mal. Les élections municipales de Rhénanie du Nord-Westphalie constituent pour lui un avertissement sans frais. Que le danger d'une alliance entre les Verts et le SPD se précise, et la question du maintien de la coalition avec le Parti libéral se posera dans des termes autrement plus dangereux. Le chancelier a trop lié son sort à celui de ses amis libéraux pour être totalement à l'abri lui-même.

HENRI DE BRESSON.

La micro

كتاب من الأهل

vouent
ur leader



La micro-électronique Bosch a été conçue comme si toutes les routes étaient comme ça.

Le réseau routier est généralement en bon état, mais sait-on jamais... La micro-électronique qui équipe le Système Anti-Blocage (ABS) Bosch est armée contre les cahots, les secousses et pire encore.

Même sur une route que vous connaissez bien et où vous avez l'habitude de rouler vite, peut soudain se présenter une ornière traîtresse due au gel. Le châssis de votre voiture doit pouvoir supporter de tels chocs : la très sophistiquée micro-électronique Bosch de même. Elle commande entre autres le système d'allumage et d'injection, le système de régulation Motronic ou bien elle déclenche le système de sécurité Airbag.

Et ce n'est pas parce que vous conduisez la

plupart du temps sur des routes impeccables, entre votre domicile et votre lieu de travail, que la micro-électronique Bosch ne subit pas de contraintes sévères, à multiplier par le temps de vie de votre voiture : vibrations incessantes, brutales variations de température, humidité, encrassement.

A contraintes particulières, solutions particulières : la micro-électronique Bosch.

Vous trouverez la micro-électronique Bosch dans tous les domaines qui exigent hautes performances, haute fiabilité et haute résistance : l'automobile, l'aviation, les satellites et les studios TV.

Vous pouvez toujours compter sur la micro-électronique Bosch.

Le Groupe Bosch en France.

En 1899, 13 ans après la création de la société mère en Allemagne, Robert Bosch a ouvert une agence commerciale à Paris, et en 1905, le 1^{er} atelier de fabrication de produits Bosch en France.

Aujourd'hui, parmi les 116 pays où le groupe Bosch exerce ses activités devenues largement diversifiées, la France occupe toujours une place prépondérante, tant en termes d'échanges commerciaux que d'investissements.

3.800 personnes
4 usines (Rodez-Vénissieux-Caen-Massy)
8,7 milliards de chiffre d'affaires
0,8 milliard réalisé en exportation directe et
0,3 milliard d'achats de Robert Bosch GmbH en France.

Principales activités

- Automobile : équipements électriques, électroniques, essence et diesel
- Electroménager
- Autoradios, TV couleur, magnétoscopes Blaupunkt
- Electronique médicale
- Machines d'emballage
- Outillage électrique et pneumatique
- Photo, cinéma, vidéo Bauer
- Produits et technologie pour l'industrie
- Télécommunication, radiotéléphone

Pour toutes informations : Robert Bosch (France) S.A.
33, Avenue Michels
93404 Saint Ouen
Tél. : 251.92.55



BOSCH

LE POINT SUR...

La République démocratique allemande

LE 7 octobre, la République démocratique allemande fête son trentième anniversaire, en présence des dirigeants des pays frères, dont M. Tcherencko, si sa santé lui permet un déplacement en train depuis Moscou. Née en 1949, dans la zone d'occupation soviétique, occupée par vingt divisions de l'armée rouge, qui a contribué à écraser le soulèvement du 17 juin 1953 - ce jour où selon la phrase de Brecht « le peuple a perdu la confiance du gouvernement » - la RDA est restée longtemps un Etat de deuxième rang, reconnu uniquement par les pays du camp socialiste. Au risque d'encourir les foudres de l'autre Allemagne - les pays du monde s'étaient mis peu à peu à reconnaître l'existence de la RDA. Mais il a fallu attendre les années 70, le développement de la politique de détente, l'accord quadripartite de Berlin, les traités qui normalisaient les relations entre Bonn et les capitales est-européennes et con-

romaient l'Ostpolitik du chancelier Brandt, pour que la République démocratique allemande soit enfin reconnue par les Etats occidentaux. En 1973, elle faisait son entrée à l'ONU, en même temps que la République fédérale d'Allemagne.

Depuis, elle n'a cessé de revendiquer une souveraineté pleine et entière que ne lui concèdent pas les quatre vainqueurs du Reich allemand, et surtout pas les trois Occidentaux. Les dirigeants est-allemands ont voulu faire de Berlin-Est - qu'ils appellent Berlin tout court - la capitale de leur Etat. Pour la « protéger », ils l'ont entourée d'un mur, mais la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, auxquels l'accord quadripartite de 1971 a reconnu, ainsi qu'à l'URSS, une responsabilité sur « Berlin dans son ensemble », n'acceptent pas cet état de fait.

Certes, après l'établissement des relations diplomatiques, ils ont nommé des ambassadeurs qui résident à Berlin-Est, mais ces représentants sont ambassadeurs « près la RDA », non « en RDA ». Arguties juridiques ? Certainement dans une large mesure. Mais quel autre gouvernement accepterait que sa capitale soit allouée par des patrouilles - fussent-elles motorisées et symboliques - appartenant à des armées dénoncées comme impérialistes et ennemies ? C'est pourtant le cas à Berlin-Est pour les forces françaises, britanniques et américaines, stationnées dans la partie occidentale de l'ancienne capitale du Reich.

Trente-cinq ans après sa création non par le vœu de sa population, mais par le vœu de l'occupant soviétique, la RDA n'est toujours pas un Etat à part entière. La formule longtemps appliquée à la

RFA lui convient encore parfaitement : elle est « un géant économique et un nain politique ». Dirige sa puissance économique du monde, deuxième du camp socialiste, sa liberté de manœuvre en politique internationale est encore plus limitée par son alliance avec l'URSS que par les derniers droits des Quatre Grands sur l'Allemagne. Le report de la visite que devait faire M. Erich Honecker en septembre en RFA - la première d'un chef d'Etat et du parti est-allemands dans l'autre Allemagne - est la parfaite illustration. Malgré toutes les tentatives - parfois couronnées de succès - de la direction est-allemande pour acquiescer une marge d'autonomie par rapport au « grand frère soviétique », la RDA ne peut pas se permettre de braver l'opposition de Moscou.

En ce sens, elle n'est pas dans une situation très différente des autres pays socialistes d'Europe, qui n'ont guère d'autre choix que de suivre la ligne définie par le Kremlin. Mais la position des Allemands de l'Est est rendue encore plus délicate par leur appartenance historique et affective à un ensemble allemand plus vaste, par les liens qui se sont noués de part et d'autre du mur, par une circulation de l'information (radio-télévision) inconnue dans les autres Etats socialistes. Les dirigeants de Berlin-Est ont essayé d'élargir aux domaines familial et culturel l'Abgrenzung (la séparation) territoriale et idéologique qu'ils ont imposée. Mais ils ont dû y renoncer en partie, car les « allégeances humanitaires » attachées par le gouvernement de Bonn au contrepartie de la reconnaissance politique et des facilités économiques fonctionnent comme une soupape de sécurité dans un régime où le modèle soviétique s'aggrave souvent du perfectionnisme allemand.

De Wilhelm Pieck à Erich Honecker

C'EST en 1949, en pleine guerre froide, que se constituèrent les deux Etats allemands : la République fédérale le 8 mai, puis la République démocratique le 7 octobre. Ce jour-là, le Conseil du peuple se proclame Parlement provisoire et décide l'entrée en vigueur de la Constitution provisoire le 30 mai par le troisième Congrès du peuple. Le 11 octobre, Wilhelm Pieck est élu président de la République démocratique allemande. L'administration soviétique transmet ses pouvoirs au gouvernement formé par Otto Grotewohl, ancien dirigeant du Parti social-démocrate.

voir de son parti sera solidement installé, qu'il accordera quelques maigres élargissements des listes électorales et une amnistie. Éliminant consciemment ses rivaux, il fait progressivement passer sous son contrôle les domaines les plus importants de l'activité politique. Mais c'est en 1960 seulement qu'il accède au pouvoir suprême en devenant président du Conseil d'Etat, une présidence de la République collective créée à la mort de Wilhelm Pieck.

Après l'arrivée au pouvoir à Bonn du chancelier Brandt, en 1969, l'ouverture au dialogue interallemand,

pouvoirs entre ses mains en accédant à la présidence du Conseil d'Etat, qui mènera à bien du côté est-allemand la politique du « rapprochement » interallemand engagée par M. Brandt. Par un ensemble de traités et d'accords signés pour l'essentiel en 1972, les deux Allemagnes parviennent à normaliser leurs rapports, en dépit de divergences de principe qui demeurent (elles tiennent au fait que la République fédérale, dans sa Constitution, proclame l'existence d'une seule nation allemande, dont la réunification reste le but, tandis que la RDA réclame une souveraineté totale et demande à être considérée en droit par la RFA comme un Etat étranger comme les autres).

Les relations entre les deux Etats, qui se sont intensifiées développées sur le plan économique, ont connu, du revanche, sur le plan politique, des hauts et des bas qui reflètent l'état général des rapports Est-Ouest. Pour la première fois l'été dernier, M. Honecker a tenté de faire échapper ces relations à la tension qui prévaut au plan international depuis l'installation de nouvelles armes nucléaires de l'OTAN en Europe occidentale, en nourrissant le projet de se rendre en République fédérale pour une visite officielle qui aurait été la première de genre. Mais il a dû renoncer à ce projet, vraisemblablement sous la pression de Moscou.

Stabilité intérieure

Sur le plan de la politique intérieure, la RDA est le pays le plus stable du bloc soviétique. Après la vague de contestation dans les milieux intellectuels qui a suivi l'expulsion du chanteur Wolf Biermann, en 1976, le régime n'a plus eu à faire face à aucune opposition importante. Le mouvement pacifiste dissident, né au début des années 80, a été canalisé par l'Eglise évangélique, seule institution indépendante du Parti communiste, avec laquelle l'Etat a défini, en 1976, des rapports de coexistence pacifique.

En ce qui concerne le personnel politique - très stable - M. Honecker a encore renforcé récemment son contrôle sur le parti en faisant entrer dans les instances dirigeantes des hommes qui sont acquis à sa politique, comme M. Herbert Haebler, devenu, le 24 mai 1984, membre à part entière du bureau politique et secrétaire du comité central, ou M. Egon Krenz, qui a pris en charge

le bureau politique le très important secteur de la police et de la sécurité. La question de la succession de M. Honecker, âgé de soixante-deux ans, n'est pas encore posée, et ne donne matière, pour l'instant, qu'à de pures spéculations.

Les institutions

Le 6 avril 1968, une nouvelle Constitution a été approuvée par référendum, celle de 1949 étant jugée dépassée par l'évolution socio-économique du pays. Le nouveau texte, toujours en vigueur, proclame l'existence d'une nationalité est-allemande. Le droit de grève et le droit d'émigrer, qui figuraient dans l'ancienne texte, disparaissent.

La Constitution énonce que la base de l'ordre social est « la propriété socialiste des moyens de production ».

Organe législatif, la Chambre du peuple (Volkskammer), partage l'initiative des lois avec le Conseil d'Etat, le conseil des ministres et la Confédération des syndicats.

Le Conseil d'Etat est un organe exécutif de vingt-quatre membres. Chargé de vérifier la constitutionnalité des lois, il dispose d'un véritable droit de veto. M. Erich Honecker en est l'actuel président, poste suprême dans les institutions est-allemandes.

Le conseil des ministres dirige, coordonne et contrôle l'activité de l'administration.

Les grandes lignes de la politique de la RDA sont élaborées par le Parti communiste (SED), « force dirigeante » du pays. Cependant, le système se donne les apparences du pluralisme politique. Il tolère l'existence de quatre autres partis : le Parti chrétien-démocrate (CDU), le Parti libéral-démocrate (LDPD), le Parti national-démocrate (NDPD) et le Parti démocratique des paysans (DBD). Les trois premiers sont officiellement qualifiés de « bourgeois », le dernier est une simple branche du SED.

En réalité, le système est organisé de telle manière que le SED a la prépondérance à tous les niveaux de l'administration et à la Chambre du peuple, où il dispose des deux tiers des quatre cent trente-quatre sièges, soit la majorité requise pour les modifications constitutionnelles. A tous les niveaux administratifs (communes, cantons, districts), des Assemblées sont élues sur une liste unique présentée par le « Front national », qui regroupe tous les partis et organisations sociopolitiques. Le SED et ses alliés y détiennent toujours la majorité.

L'article premier de la Constitution de la RDA affirme que « Berlin

est la capitale de la République ». En fait, les accords signés à la fin de la guerre entre les Alliés prévoyant l'administration de l'ancienne capitale du Reich en commun par les quatre vainqueurs et la libre circulation entre les secteurs. Les dirigeants est-allemands ont déployé des efforts incessants pour intégrer administrativement à la RDA le secteur oriental de la ville attribué aux Soviétiques. En 1971, un accord quadripartite a été signé par les quatre

puissances occupantes (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS), qui règle le statut de la ville et qui a permis que soient réalisées d'importantes améliorations, relatives, par exemple, à la circulation entre secteurs ou à l'approvisionnement du secteur occidental. Mais la RDA a toujours considéré que cet accord quadripartite ne concernait que les secteurs occidentaux.

13 août 1961 : la construction du mur

C'EST dans la nuit du 12 au 13 août 1961 que des unités de l'armée et de la police populaire est-allemande, assistées de commandos de choc des milices ouvrières et des jeunes communistes posent les premières pierres de ce qui s'appellera le mur de Berlin. Le mur a une longueur de 154 kilomètres, une largeur de 3 m 50, une épaisseur de 120 cm. Il coupe le secteur oriental de Berlin des secteurs occidentaux (américain, français, britannique).

L'ouvrage sera achevé fin novembre 1961. Il aura nécessité la démolition d'immeubles entiers, l'expulsion de près de quatre mille personnes. Le mur ne coupe pas seulement la ville en deux. Il se prolonge sur 120 kilomètres par un dispositif de fil de fer barbelé qui cerne complètement la partie occidentale de Berlin et l'île de l'arrière-pays est-allemand.

Au lendemain du 13 août, plusieurs manifestations importantes eurent lieu en secteur occidental : quelques petits rassemblements à l'Est furent rapidement dispersés par la police. Les alliés exprimèrent leur

consternation, mais se révélèrent impuissants.

Officiellement, cette construction avait pour but de prévenir l'espionnage d'agents basés dans le secteur occidental et de mettre un terme au marché noir des devises. Mais il s'agissait surtout de barrer la route aux Allemands de l'Est qui fuyaient par Berlin-Ouest. En douze ans, un million sept cent mille avaient été recensés dans la partie occidentale de la ville et l'on estimait au double le nombre total des passagers.

Il faudra attendre le début des années 70 et la signature des accords interallemands pour que quelques brèches s'ouvrent dans ce mur. Les retraités est-allemands sont désormais autorisés à rendre des visites en secteur occidental ainsi que les personnes ayant de la famille proche à l'Ouest, dans certaines conditions exceptionnelles. Les gouvernements de Bonn ont toujours eu pour objectif d'obtenir de la RDA des facilités de contacts entre les populations des deux Etats et, particulièrement, entre Berlin-Ouest et l'Est et de l'Ouest.

Deuxième puissance économique du bloc de l'Est

La RDA compte 17 millions d'habitants. Après les difficultés de la reconstruction et les débâcles des années 50, dus notamment à une « socialisation » de l'agriculture mal conçue, la RDA a connu sa plus grave crise économique de 1960 à 1962. Cette crise a entraîné l'adoption d'un nouveau système de planification et de gestion, accordant notamment une plus grande autonomie aux dirigeants des entreprises, et qui a permis au pays d'amorcer son redressement économique. L'accent mis sur l'innovation technologique dès le début des années 60 a permis d'accomplir des progrès remarquables dans plusieurs secteurs, notamment la chimie et l'électronique.

Devenue dans les années 70 la seconde puissance économique du bloc de l'Est et la première sur le plan du niveau de vie, la RDA a subi à la fin de la dernière décennie le contre-coup de la crise mondiale de l'énergie et les effets de la réduction des livraisons de pétrole en provenance d'Union soviétique. Elle s'est d'autre part fortement endettée auprès des pays occidentaux depuis le début des années 70 pour moderniser

son équipement industriel. Ces deux facteurs ont conduit à réviser les orientations de la politique économique dans le sens du développement des industries lourdes, des communications d'énergie et surtout du développement des exportations, qui s'est fait aux dépens de la consommation intérieure. Cette adaptation semble avoir réussi, et l'on compte pour 1984 sur une croissance de 4,4 % du PNB.

La RDA dispose par rapport à ses alliés du pacte de Varsovie d'un avantage capital : les facilités économiques et monétaires qui lui sont accordées par la RFA. Le commerce entre les deux Etats allemands, considéré comme « commerce intérieur allemand », est dispensé des taxes à l'entrée de la CEE. Chaque année, la République fédérale accorde à Berlin-Est un prêt sans intérêt de 750 millions de deutschemarks. Deux importants crédits supplémentaires ont d'autre part été consentis par Bonn, l'un de 1 milliard de marks en juillet 1983, l'autre de 950 millions de marks un an plus tard.

L'accroissement du commerce interallemand (en milliards de DM)

	Exportations de la RDA vers la RFA	Importations de la RDA en provenance de la RFA
1973	2,7	2,9
1976	3,9	4,5
1978	4,8	5,1
1982	7,0	7,1
1983	7,6	7,7

Le soulèvement du 17 juin 1953

LE 17 juin, jour de l'unité allemande, est fêté en République fédérale. C'est le jour du soulèvement du 17 juin 1953, première révolte populaire en pays socialistes après la mort de Staline. Un an avant, lors du congrès du parti (SED), Walter Ulbricht, son secrétaire général, avait annoncé l'« accélération de la construction du socialisme ». La collectivisation des terres des petits exploitants agricoles avait commencé, entraînant une désorganisation de la production et le mécontentement ; le parti accroissait ses emprises sur la société ; au nom de la lutte des classes, on redoublait d'attaques contre les entreprises privées, contre les chrétiens et les Eglises, contre tous les « saboteurs » ; y compris dans les rangs du SED, où les purges allaient bon train. Le nombre des Allemands de l'Est fuyant vers l'Ouest ne cessait d'augmenter et atteignait des chiffres records au cours du premier trimestre de 1953.

La crise couvait. Le 5 juin, Vladimir Semionov, ambassadeur de Moscou, arrive à Berlin-Est pour inciter l'ordre à Walter Ulbricht de modifier sa politique dans le sens d'un assouplissement. Le 10 juin, le bureau politique du SED, obtempérant, publie une résolution dans laquelle est définie ce que l'on appelle le « nouveau cours ». Cette résolution passe cependant sous silence le mouvement le plus important imposé par la parti quelques semaines plus tôt : le relèvement de 10 % des normes de travail

dans l'industrie, sans augmentation de salaires.

Le 16 juin, quelques dizaines de milliers de travailleurs dans la zone de Berlin-Est (devenue depuis la Karl-Marx-Allee) cessent le travail, dénoncent l'augmentation des normes et se dirigent vers le siège du parti. Ils sont rejoints progressivement par des centaines de travailleurs des chantiers, par des milliers de personnes qui viennent peu à peu grossir le cortège. A mesure que la foule augmente, ses slogans se radicalisent : elle réclame la démission d'Ulbricht et l'organisation d'élections libres. Dans la soirée, alors que la foule s'est dispersée et que le bureau politique du SED tient une réunion d'urgence, le radio du secteur américain appelle les Berlinois à descendre dans la rue le lendemain.

Le 17 juin, plusieurs centaines de milliers de Berlinois répondent à l'appel. Des grèves éclatent en province. Tandis que des affrontements violents opposent la police aux manifestants, les chars soviétiques apparaissent dans Berlin. L'état de siège est proclamé. Le bilan de cette journée d'émeute sera, selon la police est-allemande, de vingt-cinq morts, selon des sources occidentales de plusieurs centaines. La répression sera sévère : mille cinq cents condamnations environ seront prononcées pour participation au soulèvement ; une vaste épuration suivra dans le parti, et Walter Ulbricht sortira renforcé de la crise.

Dès 1946, l'Union soviétique avait imposé dans la zone d'occupation une fusion entre le Parti social-démocrate (SPD) et le Parti communiste (KPD) qui donna naissance au Parti socialiste unifié, le SED. Lors de son troisième congrès, en juillet 1950, le SED décide de se transformer en parti de type léniniste, organisé selon le principe du « centralisme démocratique ». Walter Ulbricht est élu secrétaire général. Les fidèles de Moscou l'empêchent ainsi définitivement sur les parades d'une « voie spécifique vers le socialisme ». Anton Ackermann, principal théoricien de cette conception, avait d'ailleurs été contraint dès 1948 de la déclarer complètement « erronée et dangereuse ».

Le triomphe d'Ulbricht

Après la répression du soulèvement de Berlin en juin 1953, dont il sort renforcé (voir encadré), Walter Ulbricht va imposer à ses compatriotes sa conception ultra-rigide du socialisme. Ce n'est que bien plus tard, au moment du quinzième anniversaire de la RDA, quand le pou-

voir de son parti sera solidement installé, qu'il accordera quelques maigres élargissements des listes électorales et une amnistie. Éliminant consciemment ses rivaux, il fait progressivement passer sous son contrôle les domaines les plus importants de l'activité politique. Mais c'est en 1960 seulement qu'il accède au pouvoir suprême en devenant président du Conseil d'Etat, une présidence de la République collective créée à la mort de Wilhelm Pieck.

Après l'arrivée au pouvoir à Bonn du chancelier Brandt, en 1969, l'ouverture au dialogue interallemand,

jugée nécessaire par Moscou, est assez mal acceptée par Ulbricht. Il doit toutefois se plier à la volonté des Soviétiques et accepter que s'engagent les premières négociations entre Bonn, d'une part, Varsovie et Moscou, d'autre part, qui marquent le début de l'Ostpolitik ouest-allemande. Ne voulant pas demeurer en reste, il amorce le dialogue avec M. Willy Brandt. Le chancelier fédéral se rend à Erfurt en mars 1970, puis à Kassel en mai, où il rencontre le premier ministre de la RDA, M. Willy Stoph. Mais jugant ce rapprochement dangereux et continuant de considérer la République fédérale comme l'ennemi numéro un, « fer de lance en Europe de l'impérialisme américain », le chef du parti est-allemand relance une campagne contre le « rapprochement ouest-allemand » immédiatement après la rencontre de Kassel.

Le 3 mai 1971, un communiqué laconique annonce la démission de Walter Ulbricht et son remplacement au poste de premier secrétaire du parti par M. Honecker. Walter Ulbricht conserve cependant la présidence du Conseil d'Etat.

C'est M. Honecker (qui, à partir de 1976, concentre l'essentiel des

Dossier établi par
CLAIRE TRÉAN et DANIEL VERNET

en livraison immédiate

Dernière semaine de prix spéciaux

sur les derniers modèles 84 encore disponibles :

1 CABRIOLET SAMBA • 1 SOLARA SX • 2 305 GR et GL • 1 505 GR
2 505 FAMILIALES • 2 500 SR • 1 505 GTI • 1 504 GTI

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, Bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

Le PC et le PS confirment leurs désaccords sur le budget

La session parlementaire d'automne, qui s'est ouverte mardi 2 octobre, permettra de mesurer les effets concrets de la nouvelle donne politique intervenue pendant l'été: retrait des ministres communistes du gouvernement, décapitation du débat politique recherchée par les socialistes et relayée par certains élus de l'opposition.

A gauche, le tournant pris par la direction du PCF, qui ne se considère plus comme partie prenante de la majorité, se concrétisera à l'occasion de la discussion budgétaire. La rencontre, lundi soir 1^{er} octobre, entre M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et André Billardon, président du groupe socialiste, n'aura probablement que peu d'influence sur le comportement des communistes, qui sont hostiles au projet de loi de finances: les deux hommes ont « constaté » [leurs] différences réelles », que M. Billardon considère comme « probablement » irrédicibles.

Les députés socialistes ne peuvent plus se permettre, comme l'a souligné leur président, « la lueur de la division ». Le gouvernement ne devrait pas avoir, à cet égard, beaucoup de soucis. Les parlementaires socialistes, qui savent que le plus gros de l'œuvre législative des années 1981-1986 est derrière eux, ne devraient pas marchander leur soutien au gouvernement.

« Politiquement lobotomisés », comme le notent cruellement certains observateurs - socialistes -, les députés semblent devoir accepter, sans exprimer d'états d'âme, de servir, pour l'essentiel, de relais les plus efficaces possibles, à la politique du gouvernement.

Ainsi, même si certains d'entre eux acceptent moins facilement que M. Christian Piquet, rapporteur général du budget, l'idée que la recherche de l'efficacité économique prime les préoccupations de la justice sociale dans le projet de loi de finances pour 1985, ces réticences

ne semblent pas devoir prendre des proportions importantes.

Pour sa part, le premier ministre fournira aux députés un soutien logistique, notamment sous la forme d'articles qui leur seront régulièrement adressés et qu'ils pourront utiliser tels quels, ou en les adaptant, comme argumentaires, ou dans leurs bulletins, journaux locaux...

L'opposition, de son côté, a bien l'intention de saisir toutes les occasions possibles pour mettre à mal « l'effet Fabius ». Les quatre-vingt jours de session qui s'ouvrent permettront - peut-être - de vérifier si tous ceux qui, cet été, ont été sensibles à l'image du nouveau premier ministre sont rentrés dans le rang, comme les journaux parlementaires de l'UDF et du RPR l'ont montré.

Pour autant, les divisions de l'opposition, que les débats de Cannes et de Perpignan (journées parlementaires UDF et RPR), ont confirmées ne manquent pas d'avoir leurs effets au Parlement. D'autant que l'arrivée de M. Giscard d'Estaing au Palais-Bourbon ne facilitera pas la vie au sein du groupe UDF, et que M. Raymond Barre tentera probablement de reprendre quelques ascendances sur les députés néo-gaullistes qui se sont détournés de lui sur la stratégie qu'il a proposée pour l'après-1986 en ce où la droite gagnerait les élections législatives. Quant aux sénateurs, acceptent-ils de retourner à l'ombre qui habituellement entoure leurs travaux, après le plein soleil médiatique qu'ils ont connu cet été ?

Cette session ne sera sans doute pas aussi facile que le gouvernement l'espère. Il aura besoin non seulement du soutien mais aussi de la présence des élus socialistes, alors que ceux-ci souhaitent arperter plus que jamais leurs circonscriptions. Les élections de 1986 se rapprochent. Et chacun ne pense déjà qu'à ça.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

RETOUR DE M. GISCARD D'ESTAING A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Comment, à l'UDF, tirer profit de la cohabitation de deux « champions » ?

Après avoir rendu visite le matin même au président du Conseil constitutionnel pour lui confirmer son choix d'exercer son mandat de député du Puy-de-Dôme, plutôt que ses fonctions au sein de l'Assemblée nationale, M. Valéry Giscard d'Estaing devait mardi après-midi « faire son entrée » au Palais-Bourbon. Une entrée ou une « rentrée » qu'il souhaite « discrète ». L'ancien président de la République devait être accueilli à son arrivée par M. Jean-Claude Gaudin, patron du groupe UDF de l'Assemblée nationale à la droite duquel il siège dorénavant dans l'hémicycle. Un hémicycle dans lequel il n'a pas mis les pieds depuis plus de dix ans. L'une de ses dernières interventions et apparitions remonte en effet à 1973, quand, ministre des finances, il défendait le budget.

Ainsi à quelques bancs de distance se trouveront réunis, périodiquement, les trois « présidents » de l'opposition, qui par ailleurs appartiennent à trois commissions différentes. Ce sera la commission des lois pour M. Giscard d'Estaing, la commission des affaires étrangères et, pour M. Chirac, la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

L'élection de M. Giscard d'Estaing au siège de député du Puy-de-Dôme et sa participation - même si celle-ci est irrégulière - à la vie du groupe UDF de l'Assemblée nationale, complètent la vie de députés devenus en majorité barbares et rendent plus perceptible la compétition entre l'ancien président de la République et M. Barre pour la seule raison qu'ils se croiseront et se retrouveront dans un même lieu et au sein d'un même groupe parlementaire, mais elles peuvent, en fait, présenter l'avantage de clarifier bon nombre de choses, la démarche de M. Giscard d'Estaing, la vie du groupe UDF et plus généralement de la confédération tout entière.

Jusqu'à présent M. Giscard d'Estaing n'avait pas su vraiment définir la place d'un ancien président de la République qui, parce qu'il était trop jeune pour choisir la retraite et trop inquiet pour jouer l'éloignement et le recours, se voulait toujours « en activité ». Sa démarche depuis trois ans - chaotique parfois, hésitante puis plus déterminée avec la parution au printemps dernier de *Deux Français sur trois* - n'était toujours pas bien comprise, du moins à ses yeux. Quelques jours encore avant son élection dans le Puy-de-Dôme, il s'était trouvé une voix à laquelle M. Giscard d'Estaing ne peut pas être insensible puisqu'il s'agit de celle de M. Antoine Pinay, pour « déplorer » qu'il « replonge dans le combat politique ».

La « stratosphère »

En choisissant de retrouver sa circonscription du Puy-de-Dôme, M. Giscard d'Estaing accentue l'originalité de sa démarche. Il n'y a pas de précédents sous la V^e République. Il faut remonter à la III^e République pour en trouver. La référence à l'écarter est inéluctablement évoquée. Mais dans le même temps, en se « posant » sur les bancs de l'Assemblée nationale, on s'intégrant plus simplement à la vie politique, on trouvant son titre d'« ancien président de la République en activité » contre celui de député de la 2^e circonscription du Puy-de-Dôme, il quitte la « stratosphère ». Son image dans l'opinion publique peut apparaître moins floue, comme peuvent cesser un certain nombre d'interrogations et de suspensions sur sa personne. M. Giscard d'Estaing atténuerait le soupçon qui pèse sur lui, d'être celui qui, dans l'ombre, essaie de tirer les ficelles, d'agir sur tel ou tel parti de l'UDF.

En redevenant député - un député bien sûr qui ne sera, comme le souligne M. François Léotard, « jamais tout à fait comme les autres ».

M. Giscard d'Estaing apparaît en pleine lumière; ses contacts avec l'ensemble des parlementaires du groupe UDF, mais aussi de l'opposition, s'en trouvent simplifiés et du moins facilités. Il existe désormais un endroit autre où ils peuvent se rencontrer sans cérémonie.

Souplesse

Cette clarification était sans doute nécessaire. En avril 1982 déjà, l'entrée de M. Giscard d'Estaing au bureau politique de l'UDF procédait du même souci. Il s'agissait de clarifier les rapports entre une UDF mal remise de l'échec de 1981 et celui qui l'avait créée. L'UDF ne pouvait pas ignorer M. Giscard d'Estaing, mais elle ne voulait pas non plus se placer totalement sous son emblème.

Désormais M. Giscard d'Estaing, en s'intégrant au groupe UDF, peut participer plus concrètement à la vie de la confédération, qui se félicite de voir réunis sur les bancs de l'Assemblée nationale ses « deux champions ». Ce peut être en effet pour elle un atout et, pourquoi pas, « un élément de souplesse », comme le soulignait M. Gaudin lors des journées parlementaires du groupe à Cannes. A condition que l'UDF donne ne serait-ce que l'impression d'abandonner toute velléité d'affrontement entre barbares et giscardiens et qu'elle devienne le lieu ouvert d'un « vrai débat démocratique », selon le souhait de M. Jean Lecanuet.

L'UDF sait qu'elle doit mobiliser ses forces pour préparer la bataille de 1986, « anticlimax de l'alternance ». Elle sait qu'en se divisant elle diminue ses chances d'apparaître crédible. Elle a retenu aussi que M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES, invité des journées parlementaires de Cannes, a remarqué que l'opinion « s'accroît assez bien d'une pluralité de leaders dans une bataille législative ». Elle a pu aussi faire le

point des divergences qui séparent l'ancien président de la République et l'ancien premier ministre sur les questions de la loi électorale et de la cohabitation et remarquer que les clivages entre barbares et giscardiens sur ces deux points ne se recoupent pas. Si bien qu'au-delà des sympathies affichées à l'égard de l'un ou l'autre « champion » peuvent se dessiner des majorités d'idées, s'esquisser des choix stratégiques, sans reniement, dans l'attente d'une meilleure perception des scénarios possibles au lendemain de 1986.

L'UDF peut aussi ne pas vouloir se laisser enfermer dans ces deux débats qui, se plaisent à souligner les principaux responsables de la confédération, sont éloignés des préoccupations de l'opinion.

Évoquer ces possibilités de clarification et les atouts dont peut jouer l'UDF ne saurait pour autant signifier que la seule venue de M. Giscard d'Estaing résout les problèmes de l'UDF. Ce ne pourrait pas davantage laisser supposer que MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, réunis à l'Assemblée nationale, marcheront main dans la main pour conduire l'UDF à la bataille, que leur inévitable rivalité se réduira à une saine compétition. Déjà l'on entend dire par tel ou tel lieutenant de M. Giscard d'Estaing que M. Barre serait décidément trop conservateur et que ses rapports avec M. Le Pen auraient besoin d'être clarifiés. Tel serviteur zélé de l'ancien premier ministre laisse entendre que M. Giscard d'Estaing serait prêt à la compromission avec le socialisme ou encore que sa participation à la compétition de 1986 dans une primaire opposant à M. Jacques Chirac indisposerait l'opinion.

L'UDF, si elle ne sait pas encore quelle conduite adopter face à M. Fabius qui parle de décapitation, peut déjà s'exercer en son propre sein à pratiquer décapitation et ouverture.

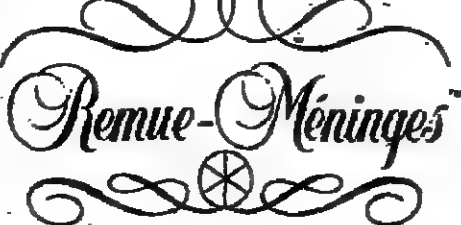
CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

70% DES PARLEMENTAIRES NE CONNAISSSENT PAS L'AUTRE DEFINITION DU REFERENDUM.

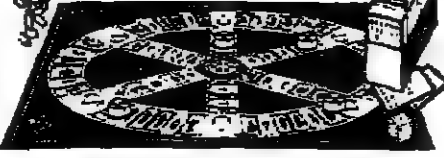
ESTIMATION GREY
SEPTEMBRE 84

RÉPONSE:
UNE DEMANDE D'UN DIPLOMATE A SON GOUVERNEMENT

Histoire, littérature, cinéma, etc... Remue-Ménages, le nouveau jeu qui met votre culture en questions. 6000 colles pour déclencher les passions.



La version française de Trivial Pursuit



© Copyright 1984 Horn Abbot International Ltd. Un jeu Horn Abbot sous licence Horn Abbot International Ltd., propriétaire de la marque déposée "Trivial Pursuit". Fabriqué et distribué par CPG Products Corp. Distribué en France par l'intermédiaire de General Mills Jeux et Jouets - 93500 Pantin.

POLITIQUE

LES EMBARRAS MUNICIPAUX DU RPR

A BREST

« Inviter le premier ministre, ce n'est pas collaborer avec le PS »

déclare le maire, M. Berthelot

De notre correspondant

Brest. — Coupable de déception ? Le maire RPR de Brest, M. Jacques Berthelot, outre les méthodes qu'il emploie pour diriger la municipalité, est accusé, entre autres reproches, d'avoir invité M. Laurent Fabius à venir se rendre compte de la situation économique brestoise durement mise à l'épreuve par la crise du bâtiment et de la réparation navale. « On ne peut pas soupçonner le maire de Brest de collaboration avec le Parti socialiste, remarque M. Berthelot. Faire appel au premier ministre pour un problème qui est du ressort du gouvernement, ce n'est pas collaborer avec le PS, mais avec le chef du gouvernement choisi par le président élu par les Français. »

Reste que deux adjoints RPR, MM. Bertrand Cousin et René Gil, lui ont remis leurs délégations le 25 septembre avec le commentaire suivant : « Membres du RPR, nous souhaitons ardemment que l'union de la majorité municipale soit reconstruite dans la confiance, la droiture morale et l'efficacité. Dans cette perspective, nous prendrons prochainement des initiatives pour rassembler les Brestois qui veulent se battre pour le redressement économique de leur ville. Il ne suffit pas pour cela d'inviter M. Fabius » (le Monde du 27 septembre).

De retour samedi 29 septembre, le maire de Brest s'exprime pour la première fois sur la crise que traverse sa municipalité. Et il ne mâche pas ses mots : « Ils [les deux dissidents] ont été élus adjoints au maire par le conseil municipal. Ils ont en quelque sorte reçu un tablier, ensuite c'est moi qui leur ai donné une délégation, c'est-à-dire un stylo pour signer en mon nom. Maintenant, ils ne veulent plus du stylo, mais ils gardent le tablier. » Ces déclarations ne semblent pas étonner MM. Cousin et Gil. « Nous devons publier un second communiqué dans les quarante-huit heures », annonce simplement M. Gil lundi 1^{er} octobre.

En attendant la réunion du conseil municipal, qui aura lieu vendredi 5 octobre, certains ont choisi leur camp, faisant marquer quelques points au maire. D'abord, les instances locales du RPR ont signé dès le 25 septembre au soir un blanc-seing à M. Berthelot en élevant à la tête du comité de circonscription M. Jean-Luc Boullie, vingt-sept ans, adjoint à la jeunesse et fidèle du

maire. M. Boullie a devancé un vieux militant et M. René Gil, adjoint dissident. Ensuite, et surtout, M. Georges Lombard, sénateur et conseiller général du Finistère, président de la communauté urbaine, a lors d'une conférence de presse créé la surprise : « M. Berthelot, déclare-t-il, est un bon maire qui pourrait devenir un grand maire » (le Monde du 29 septembre). On pouvait penser que M. Lombard se rangerait au côté de M. Berthelot, mais pas avec un tel élan et avec autant de conviction. Ancien maire, M. Lombard devait en effet conduire la liste d'opposition aux élections municipales de mars 1983. Mais il avait été contraint de renouer avec l'obstination de M. Jacques Berthelot et de se contenter, en cas de victoire, de la présidence de la communauté urbaine.

Troisième crise

Avec la démission de MM. Cousin et Gil, c'est la troisième crise qui secoue, en huit mois, la majorité municipale brestoise. En février dernier, douze adjoints, dont MM. Cousin et Gil, avaient fait grève pour protester contre les méthodes de travail du maire. En avril, M. Berthelot déposait deux adjoints — MM. Le Borgne, chargé de l'enseignement, et Barot, ancien maire de Brest, chargé de la culture — et une conseillère municipale, M^{me} Roland, chargée de la communication. Ces trois animateurs du club Brest Avenir venaient de quitter le RPR pour le PR. Pour M. Berthelot, il s'agissait d'un acte de trahison.

La démission de MM. Cousin et Gil prend d'autant plus de relief que ces deux hommes ont joué un rôle primordial dans la campagne électorale de M. Berthelot. En outre, l'un et l'autre détestent de gros postes : la communication et les finances. Localement l'affaire est importante car, si M. Berthelot semble tenir solidement le gouvernement, il essuie tout de même une très grosse tempête dans la mesure où ses méthodes de travail sont de plus en plus contestées. Politiquement, la querelle prend des dimensions nationales. Les trois hommes appartiennent tous à la jeune garde du RPR et l'un des reproches adressés à M. Berthelot est d'avoir invité M. Fabius dans sa ville.

GABRIEL SIMON

A MARSEILLE

Deux conseillers se placent « en congé » de leur groupe

De notre correspondant

Marseille. — Au cours de la séance du conseil municipal qui s'est tenue lundi 1^{er} octobre, le maire de Marseille, M. Gaston Defferre, a donné lecture du contenu de deux lettres qui lui avaient été adressées par deux conseillers municipaux du groupe RPR ainsi que de télégrammes émanant de plusieurs autres qui s'étaient excusés de leur absence. Une scission vient de se produire au sein du groupe gaulliste que préside M. Yacinte Santoni. En effet, les lettres indiquent clairement que leurs signataires — MM. Jacques Sentis et José Yborra —

« se mettent en congé du groupe municipal présidé par M. Santoni », tout en demeurant dans l'opposition.

Il semble que les conceptions de M. Yacinte Santoni quant au fonctionnement du RPR à Marseille soient à l'origine de cette fronde. Le mois dernier déjà, neuf des seize conseillers municipaux que compte le groupe RPR avaient adressé une lettre à M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, dans laquelle ils contestaient les décisions prises par M. Santoni au sujet des assemblées de circonscription. — J. C.

A JOIGNY

Le maire remet sa démission

Un conflit qui oppose le maire RPR de Joigny (Yonne), M. Philippe Aubergier, à son huitième adjoint, M. Frank Thomas, lui aussi membre du RPR, a provoqué vendredi 28 septembre la démission de maître et de ses adjoints.

Une nouvelle élection devrait avoir lieu au sein du conseil municipal après cette démission collective et M. Aubergier souhaite qu'elle soit l'occasion de faire perdre sa qualité d'adjoint à M. Thomas. Le maire reproche à son adjoint « de multiples incidents et provocations ».

M. Thomas met ces « incidents » sur le compte d'une « incompatibilité d'humeur ». Selon lui le maire a « un caractère autoritaire » et il aime « surtout les conseillers silencieux ». « Un conseil municipal donne des conseils et j'ai le droit de la parole », ajoute-t-il.

M. Thomas affirme que le maire l'avait rapidement déchargé de ses fonctions de délégué aux affaires culturelles, aux relations publiques, à la bibliothèque et aux jeunes. « Il ne me restait que la délégation d'adjoint au cinéma dans une ville où il n'y a qu'un cinéma, précise-t-il, et un cinéma privé, en plus. »

M. Poperen (PS) aimerait savoir ce que M. Barre « fait en catimini avec Le Pen »

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a estimé, lundi 1^{er} octobre, que le débat en cours sur la « cohabitation » est « celui de la droite ». « Ce débat, a-t-il ajouté, est indécent et un peu ridicule. M. Chirac lui-même l'a un peu senti (...). Il est extraordinaire que dix-huit mois avant ils ne parlent que de leur retour aux affaires, et ils n'en parlent que pour constater leurs déconcorde. C'est quand même très prometteur. Quand ils disent : « Il ne faut pas vendre la peau de l'ours », la peau qu'ils veulent vendre, c'est celle de Ramnagrobis, je veux dire Barre. »

M. Poperen a aussi interpellé M. Raymond Barre à propos de sa « campagne anti-organisations politiques », en rappelant que « les partis sont le fondement de la démocratie ». En outre, M. Poperen a affirmé : « On aimerait savoir ce qu'il fait en catimini avec Le Pen. » Ces deux aspects de l'activité de l'ancien premier ministre sont, pour M. Poperen, « un sujet de grande préoccupation ».

Le numéro deux du PS a abordé la question des institutions, pour es-

timer que, sans être « à l'ordre du jour », une évolution vers un régime présidentiel pourrait permettre, à la fois, de « ne pas compromettre les institutions actuelles, c'est-à-dire la stabilité », et de faire en sorte que « chacun puisse dans sa sphère — exécutif et législatif — agir avec le maximum d'efficacité ».

M. Poperen a encore commenté les résultats des élections cantonales partielles de dimanche 30 septembre, résultats qu'il a jugés « globalement peu satisfaisants pour la gauche ». Pour M. Poperen, ces résultats montrent que « l'effort que nous avons demandé est jugé par un certain nombre de gens plus à son prix qu'à son résultat ». A propos du mauvais report des voix de gauche (le Monde du 2 octobre) dans le canton de Trélon (Nord), M. Poperen s'est demandé « si ce phénomène devait se développer (...) qui en tirerait bénéfice ». Faisant allusion au PCF, M. Poperen a souligné que les municipalités ont « toujours été contre la politique du pire », et que ceux qui choisiraient cette politique du pire auraient à prendre « leurs responsabilités ».

Propos et débats

M. Léotard (PR) : je ne suis pas un mouton

Invité le lundi 1^{er} octobre de « Face au public » sur France-Inter, M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, a estimé que la cohabitation en 1986 est « possible et nécessaire ». Si l'opposition gagne, a-t-il notamment expliqué, elle ne pourra pas « faire la grève du pouvoir » ; elle devra gouverner sur ses « thèses », avec « un véritable contrat de confiance avec l'opposition ». Ainsi, pour M. Léotard, la cohabitation se résume à cette formule : « Se compromettre, non ; gouverner, oui. »

Expliquant son absence aux journées parlementaires de l'UDF à Cannes, il a souligné qu'il voyait bien l'« attrait » qu'exerce M. Barre sur bon nombre de ses collègues de l'UDF, mais, a-t-il dit, « je ne suis pas un mouton que l'on mène de pâturage en pâturage ».

M. Léotard a précisé qu'il n'était pas hostile à l'introduction d'une « petite dose de proportionnelle » dans le scrutin majoritaire pour les élections législatives, mais il souhaite en discuter, notamment avec ses partenaires de l'opposition : « Je ne me metrais jamais dans une situation de faire cavalier seul. » Le secrétaire général du PR a affirmé qu'il ne croit pas à « un libéralisme de gauche » : « Le libéralisme de gauche, c'est du bricolage », a-t-il déclaré, ajoutant : « Oubliez à chercher des libéraux, il faut mieux aller les chercher là où ils sont. »

M. Delors : se positionner

Pour M. Jacques Delors, « ceux qui parlent de 1986 » cherchent à « se positionner à l'intérieur de leur propre camp ». « Essayer de faire perdre une longueur à M. Barre par rapport à l'autre, et ainsi de suite », a-t-il ajouté, qu'une « minorité de Français ». Interrogé, lundi 1^{er} octobre, par la radio locale de Gosseliers, dans sa mairie de Clichy (Seine-de-Seine), l'ancien ministre a indiqué : « Il faut poursuivre la politique que j'ai mise en œuvre pour ne pas descendre en deuxième division. » Il a précisé qu'il « sera satisfait si l'inflation ne dépasse pas 6,5 % à 7 % » cette année. A propos de l'extradition de trois Basques, M. Delors a déclaré : « Je ne crois pas que cette décision marque un recul sur les grands idéaux de la gauche. »

M. Dumas : pudeur

Au cours d'une réunion interne du PS à Périgueux (Dordogne), M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes et porte-parole du gouvernement, a jugé les « hommes de droite » « bien pressés », alors que les élections législatives sont dans un an et demi et l'élection présidentielle dans quatre. Estimant que le « respect des échéances électorales » est « la règle », et que l'opposition devrait « avoir un peu plus de pudeur », M. Dumas a expliqué que les « hommes de droite » « font fi de l'avis des Français en posant des conditions de leur éventuelle participation au pouvoir ». « D'autres, encore plus pressés, a-t-il ajouté, semblent prêts à bouleverser le fonctionnement des institutions pour arriver à leurs fins ; tous raisonnent comme « ils s'étaient gagnés en 1983 » ; il y a fait de la coupe aux deux. »

M^{me} Garaud : psychiatrie

Requise, lundi 1^{er} octobre, par M. François Mitterrand, avec qui elle évoque les activités de l'Institut international de géopolitique, qu'elle préside, M^{me} Marie-Françoise Garaud a indiqué qu'il « ne conviendrait pas de relater [sa visite à l'Elysée] avec ce que l'on a appelé la « dérapage ». Elle a précisé : « Mes positions, et parfois même mes oppositions, ont toujours été suffisamment fermes et claires pour n'être pas crispées. La déception ne me concerne donc en rien. [Elle] relève plus de la psychiatrie que de la politique. » Quant au débat sur la « cohabitation », l'ancienne conseillère de Georges Pompidou et de M. Chirac considère qu'il « n'est pas d'actualité ».

Maurice Landrain

L'INCAPACITÉ AU POUVOIR

Un véritable changement s'impose

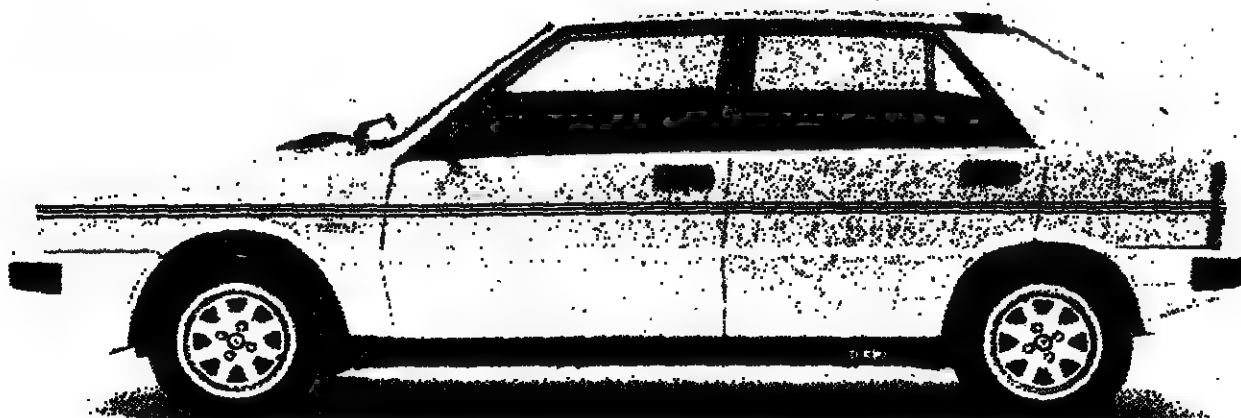
L'auteur de « Sortir de la pagaille », qui dénonçait — en 1979 — l'incapacité des politiciens de la droite, constate, dans son nouveau livre, une égale incompetence de ceux de la gauche.

Il demande à une jeunesse courageuse et éclairée de chasser les politiciens et de construire une France neuve dont il définit les structures.

L'exemplaire : 60 F.

Éditeur : Les Lettres libres, 129, rue de Crimée, 75019 Paris. Diffuseur librairie : Bts Chiron, 40, rue de Seine, 75006 Paris.

MARTINI RACING PRÉSENTE LA LANCIA DELTA TURBO MARTINI



A l'occasion du Salon de l'Auto, LANCIA et MARTINI sont heureux de présenter la DELTA TURBO MARTINI, modèle spécial, construit en série limitée.

Champions du Monde des Rallyes en 1983, vice champions du Monde en 1984, LANCIA et MARTINI, deux grandes marques en recherche constante de performances dans le domaine sportif et dans la qualité de ses produits, se sont associés pour créer cette voiture.

Ce modèle unique conserve les caractéristiques mécaniques de la version HF mais

se distingue à l'extérieur par une peinture blanche sur laquelle figure les célèbres couleurs du MARTINI RACING.

L'intérieur offre un aspect sportif plus prononcé grâce aux sièges RECARO également aux couleurs MARTINI et spécialement conçus pour cette série.

Cette voiture sera exposée pendant la durée du Salon sur le stand LANCIA CHARDONNET.



مكتبة الامم المتحدة

UN MÉDECIN SUSPENDU DANS LES ALPES-MARITIMES

Hippocrate et les drogues

Tourrette-sur-Loup. — Un jour du mois de mai dernier, lorsqu'un gendarme en tenue avait sonné à la porte de sa maison de la place de la Fontaine à Tourrette-sur-Loup (Alpes-Maritimes), un vieux village de l'arrière-pays niçois, le docteur Jean-Claude Fournier, trente-quatre ans, marié et père de trois jeunes enfants, avait pensé avoir affaire à un malade. Mais le gendarme qui s'était assis face à lui dans son cabinet n'était pas venu le consulter. De sa sacoche il avait tiré deux « bons toxiques », c'est-à-dire deux ordonnances signées du docteur, et extraites du carnet à souches réservé aux spécialistes pharmaceutiques inscrits au tableau « B », en l'occurrence des boîtes de Palfium, un produit entrant dans la catégorie des antalgiques majeurs.

Ces médicaments avaient été délivrés par une pharmacie de Venise, les uns à une femme âgée de soixante-dix ans, décédée en mai 1983 des suites d'un cancer incurable, les autres à une jeune toxicomane. Le gendarme avait indiqué qu'il était là pour recueillir la déposition du praticien, à la demande du parquet de Grasse. Saisi par l'inspection départementale des pharmacies, le parquet avait, en effet, estimé que les doses prescrites étaient anormalement fortes au regard de la législation. Le docteur Fournier avait fait part de son étonnement au représentant de l'ordre, dont il pensait, du reste, que les questions dépassaient de beaucoup les attributions. L'entretien en était resté là. Le gendarme partit, le médecin avait estimé que l'incident était clos.

Il s'était trompé. Quelques mois passent. Le jeudi 9 août, une voiture d'inspection à Grasse, et un médecin membre du conseil de l'ordre de Nice, stoppe près de son domicile. Mais ce n'est pas tout : deux fonctionnaires le suivent. Dans l'une, des gendarmes de la brigade de Tourrette-sur-Loup ; dans l'autre, leurs collègues de la brigade des stupéfiants de la gendarmerie de Grasse, accompagnés de deux chiens dressés pour la recherche de la drogue. « Vous savez pourquoi je suis là », déclare tout de go le magistrat au médecin avant de

De notre envoyé spécial

lui signifier qu'il est sous le coup d'une inculpation « pour infraction à la législation sur les stupéfiants ». Le docteur Fournier n'a pas le temps de demander des explications que déjà une perquisition en bonne et due forme est opérée dans son cabinet. L'examen des lieux se révèle vain. En prenant congé, le juge laisse tomber une « excuse » embarrassée : « Je pense qu'il doit s'agir d'un malentendu ».

Malentendu ou pas, le dimanche 2 septembre, un gendarme remet au médecin une notification, signée par le juge d'instruction, de « suspension temporaire immédiate » du droit d'exercer sa profession, assortie d'un placement sous contrôle judiciaire. Sièdant le docteur Fournier s'en remet alors à un avocat du barreau de Marseille, M. Philippe Voulard. Celui-ci dépose immédiatement une demande de mainlevée de l'interdiction d'exercer que le parquet de Grasse rejette aussitôt. L'émotion va vite gagner la population de Tourrette-sur-Loup, très satisfaite de son médecin. Depuis le jour de juillet 1979 où il s'est installé ici, après avoir racheté sa clientèle à une concubine, tout le monde sait qu'on peut tirer sa sonnette le jour comme la nuit. Originaire de Clermont-Ferrand, où il a fait ses premières armes, le docteur Jean-Claude Fournier a délibérément choisi d'être de ces médecins de campagne à l'ancienne mode, ceux qui ignorent dimanches et fêtes, canicule ou frimas.

Le premier à s'être manifesté en sa faveur est M. Jean Pouget, professeur à Nice et habitant du bourg, qui lui adresse spontanément, pour venir en aide au droit, un témoignage soulignant le dévouement notoire dont a toujours fait preuve le médecin en toutes circonstances. Très bléssé, d'autres Tourretiens suivent son exemple. En quelques jours, plusieurs centaines de témoignages parviennent au médecin. Une association de défense est créée, qui, le lundi 1^{er} octobre, avait déjà recueilli 549 signatures au bas d'une motion soulignant « l'intégrité, la dévoue-

ment et la disponibilité en toutes circonstances du docteur à l'assistance de sa profession de médecin ».

Comme nous l'a déclaré M. Voulard, « il y a beaucoup de choses plus que surprenantes dans ce dossier ». Et de citer en exemple « l'interdiction temporaire d'exercer prononcée par un juge avant même que celui-ci ne soit en possession d'une réquisition du parquet ». Ou encore ce passage des attendus de la même décision estimant « sans en apporter la preuve — que la clientèle du docteur Fournier est constituée en grande partie de toxicomanes ». Surprenant, encore, la très rocambolesque convocation téléphonique invitant le médecin à se soumettre à l'humiliante expertise médicale d'un confrère de Cannes, dont le nom ressemble à s'y méprendre à celui d'un autre médecin, d'Antibes celui-là, alors que ni l'un ni l'autre n'était au rendez-vous initialement fixé.

Aujourd'hui, sonné comme un boxeur cueilli d'un direct en plein visage, le docteur Fournier tente de comprendre. « J'estime n'avoir rien à me reprocher. J'ai toujours fait ce que j'ai jugé bon de faire au regard de mes devoirs professionnels. Jamais je n'ai fait ni dit rien de préjudiciable, en toute conscience, à qui soulager la souffrance de son malade, ce que j'ai fait dans l'un comme dans l'autre des deux cas qui me sont reprochés... » Et le docteur Fournier avoue qu'il a aidé la vieille dame atteinte d'un cancer à mourir paisiblement.

Aux côtés du médecin, vigilante, l'association de défense se dépense sans compter et aide à présent le ménage et ses enfants à subvenir à leurs besoins, l'activité forcée du docteur Fournier les ayant brutalement privés de ressources. Les Tourretiens restent persuadés que, le 9 octobre, lorsque leur docteur pourra enfin s'expliquer devant le juge de Grasse, qui ne l'a pas encore interrogé, tout rentrera dans l'ordre. Parce que « des docteurs comme celui-là, il n'y en a pas beaucoup » et parce que « M. Fournier, c'est le médecin qu'il nous faut ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

LES PROJETS DE M. JACQUES FAUVET

Non aux débordements de l'informatique

Pour lutter contre la fraude fiscale, la direction des impôts s'apprête à interconnecter tous les fichiers où les Français figurent comme contribuables. Lorsque ce projet aura abouti, il sera impossible de dissimuler à son agent du fisc à Paris les revenus, même modestes, d'un lopin de terre en Normandie. Chaque contribuable sera doté d'un code unique facilitant les recoupements. Dénommée SPI (Simplification des procédures d'imposition), la nouvelle trousse de la Rue de Rivoli ne sera pas immédiatement opérationnelle. Il faut d'abord connaître l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Son ancien président, M. Jean Rosenwald, se préoccupait déjà de ce projet auquel, confiait-il, la commission ne consacrerait pas son feu vert sans de solides garanties. Son successeur, élu après la mort de M. Rosenwald au mois de juin, est M. Jacques Fauvet, ancien directeur du Monde. Ce n'est pas le dossier le moins épineux sur lequel lui-même et les seize membres de la commission devront se prononcer dans les semaines qui viennent. Chargée de faire respecter la loi de 1978 sur l'informatique, la CNIL ne veut pas donner l'impression de freiner « la révolution informatique ». En même temps, elle doit veiller à ce que celle-ci ne mette pas en péril les libertés individuelles.

Le pragmatisme semble guider les décisions qu'elle a prises récemment et que M. Fauvet a commentées, mardi 2 octobre, au cours d'une conférence de presse à Paris. Elle a en à donner son avis sur les automatismes téléphoniques, ces mouchards qui permettent aux chefs d'entreprise de connaître le numéro composé à partir de chaque poste. Les employeurs souhaitent évidemment empêcher leurs salariés d'appeler trois fois par jour leur petite amie à Rio-de-Janeiro, mais les syndicats voient dans ces mouchards une forme de contrôle poli-

La CNIL a finalement donné satisfaction aux employeurs, mais elle y a mis deux conditions : que le comité d'entreprise soit informé de l'existence de ces « mouchards » et que les informations ainsi recueillies soient détruites immédiatement après avoir été exploitées.

Le maire d'une grande ville de la région Rhône-Alpes a eu moins de chance avec la commission. Il lui avait demandé son feu vert pour la création d'un fichier de personnes nouvellement installées dans la commune. Ce fichier aurait été alimenté par celui de l'EDF-GDF, ce qui aurait empêché les oublis, mais la commission a mis son veto. Sans le dire, elle soupçonnait cet élu (d'opposition) de vouloir faire de la propagande électorale sous prétexte d'adresser le bulletin municipal à ses nouveaux administrés.

Le stock des Mormons

Saisie constamment de questions de ce genre, la commission veille à ce que ses recommandations soient suivies d'effet. Elle vient de mettre le holà aux agissements de l'Eglise de Jésus-Christ des saints du dernier jour, plus connue sous le nom de Mormons. Cette secte américaine a stocké sur disques informatiques, dans une grotte des montagnes Rocheuses, les fiches d'état civil de 14 milliards de personnes de toutes nationalités, vivantes ou mortes, en vue de les baptiser. La CNIL a'avait d'abord rien trouvé à redire à cette activité, mais les Mormons ont refusé de communiquer aux autorités françaises, comme celles-ci l'avaient exigé, les données de leur programme informatique. Encouragée par la CNIL, la direction des archives a cessé depuis lors de les alimenter en précieuses fiches d'état civil.

Son pragmatisme pousse la commission à chercher des compromis, par exemple avec les organismes de sondage qui agissent actuellement dans l'illégalité. La loi de 1978 leur interdit de mettre en mémoire les

données « nominatives » relatives aux opinions politiques des personnes interrogées, « sans accord exprès de l'intéressé ». Le seul accord qui vaudrait, c'est une signature. Mais les enquêteurs ne la demandent jamais, car les « sondés » refuseraient de répondre à leurs questions. Et comme les organismes de sondage exigent de connaître le nom des personnes interrogées afin d'être sûrs que les « sondés » s'aventurent pas les réponses, on ne voit pas la solution. Mais il doit y en avoir une, et la CNIL continue de chercher.

Les exemples foisonnent de ces compromis indispensables entre la lettre de la loi et son esprit. Le secrétaire d'Etat à la Santé souhaite — autre exemple — obtenir le feu vert de la CNIL pour la création d'un fichier permettant le dépistage précoce des cancers. Les symptômes de certains malades, leurs antécédents familiaux, d'autres données nominatives, seraient enregistrés dans la mémoire des ordinateurs. Mais, là encore, il faudrait la signature des intéressés. Pour une telle œuvre de prophylaxie, peut-on passer outre à leur accord ? La commission réfléchit.

Si, en trois mois, M. Fauvet s'est forgé une conviction, c'est qu'il n'y a pas de réponse toute faite aux questions que les entreprises, les particuliers et l'administration posent à la commission qu'il préside. Une philosophie doit cependant la guider. C'est celle de l'article premier de la loi de 1978 qui affirme : « L'informatique doit être au service de chaque citoyen (...). Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques. » C'est à la fois reconnaître les services que rend l'informatique et s'inquiéter de ses débordements.

BERTRAND LE GENDRE.

* Commission nationale de l'informatique et des libertés, 21, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris. Téléphone : 544-40-65.

LA NOUVELLE CONQUÊTE DU TÉLÉPHONE : LA CARTE.

Vous téléphonez souvent hors de chez vous ou de votre bureau, vous vous déplacez fréquemment pour affaires ou tourisme, la Carte Télécommunications est faite pour vous, pour vous simplifier la vie.

Nouvelle carte de crédit, elle vous permet de

téléphoner de partout,

- de n'importe quel poste

téléphonique,

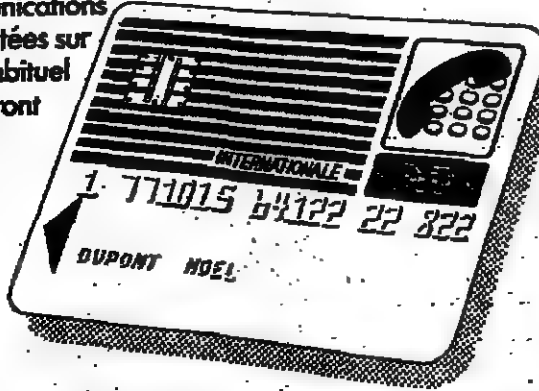
- de n'importe quelle cabine

à pièces ou équipée d'un

publiphone à cartes,

sans paiement immédiat,

vos communications seront débitées sur le relevé habituel et apparaîtront de manière distincte,



avec un service sur mesure, 3 types de cartes vous sont proposés :

- l'option "internationale",
- l'option "nationale",
- l'option "société" qui permet d'obtenir des numéros désignés à l'avance (de 1 à 10).

Pour obtenir votre Carte

Télécommunications, il suffit de

passer commande à votre

Agence Commerciale ou à votre

Téléboutique (adresses dans les

pages bleues de l'annuaire).

Pour tout renseignement complé-

mentaire, appelez gratuitement notre

NUMERO VERT 16.05.202.202

De partout et sans pièce de monnaie, téléphoner devient de plus en plus simple, profitez-en !



CARTE TÉLÉCOMMUNICATIONS : LE TÉLÉPHONE A SON PASSE-PARTOUT



SOCIÉTÉ

RÉUNIS A ROME

Les évêques péruviens cherchent une position commune sur la théologie de la libération

Rome. - Les cinquante-quatre évêques péruviens sont au Vatican du 26 septembre au 4 octobre, pour leur visite ad limina, qui, cette fois, est dominée par le débat sur la théologie de la libération.

Un peu moins d'un mois après la publication du document de la Congrégation pour la doctrine de la foi, « Sur quelques aspects de la théologie de la libération », cette visite des évêques du Pérou prend un sens très particulier. Aussi bien dans les entretiens du 27 septembre entre Jean-Paul II et le cardinal primate, Mgr Juan Landázuri Ricketts, que pendant l'assemblée plénière ouverte le 1^{er} octobre, l'un des points essentiels en discussion reste celui de cette doctrine à laquelle le Père salésien péruvien Gustavo Gutierrez donna la première expression systématique ainsi que le nom, dans son ouvrage, paru en 1969, *Vers une théologie de la libération*.

En mars 1983, le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi,

De notre correspondant

envoyait à l'épiscopat péruvien dix « observations » sur deux ouvrages du Père Gutierrez (*Vers une théologie de la libération* et *La Force des pauvres*), et demandait à l'épiscopat de se désolidariser publiquement de ce qu'il considérait être un dangereux excès doctrinal. Une commission de huit évêques fut instituée pour préparer un texte. En avril 1984, l'assemblée plénière de l'épiscopat péruvien chargée de voter ce document se divisait en deux (18 en faveur, 18 contre, 5 abstentions), et le texte n'est pas paru.

Un épiscopat profondément divisé

A la différence du Père Leonardo Boff, le Père Gustavo Gutierrez n'a pas eu, jusqu'ici, affaire directement à l'ex-Saint-Office. Rome semble tenir à ce que ce soit l'épiscopat péruvien en tant que tel qui tranche le problème. C'est donc au Vatican

que se déroule actuellement le second acte de l'affaire. Il s'agit en fait, au-delà même du cas posé par le Père Gutierrez, de pouvoir réaffirmer l'unité d'un épiscopat profondément divisé par ce problème, comme de nombreux autres en Amérique latine.

Mgr Lorenzo Miccheli, évêque de Chuquibambilla, seul parmi ses pairs, a accepté de parler à la presse, affirmant ainsi que c'est bel et bien à cause de « positions discordantes » sur la question de la théologie de la libération « que nous avons préféré venir tous ensemble à Rome ». Il ajoutait : « Il ne s'agit pas d'une convocation. Notre épiscopat avait souligné l'impossibilité d'arriver à une conclusion unanime, et alors Rome nous a suggéré de venir tous ensemble pour trouver un équilibre dans la solution de cette question ».

Selon Mgr Miccheli, les positions face à la théologie de la libération sont très nuancées au sein de l'épiscopat du Pérou. Lui-même reconnaît que le Père Gutierrez « est un bon prêtre, très brillant, dont les œuvres sont mal interprétées ». « Les conclusions de la réunion le concernant implicitement, ajoute-t-il, il devra en tirer un enseignement. Si on en élimine certains aspects marxistes, la doctrine du Père Gutierrez est positive, et lui-même s'est déclaré toujours prêt à discuter avec les évêques ».

La condamnation sans appel du marxisme était l'un des points essentiels du document romain. Ce texte définissait ainsi comme « hors de notre temps » les régimes « totalitaires et athées ». Cette prise de position très dure du Saint-Siège avait suscité de nombreuses perplexités. Le discours de Mgr Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat et numéro deux dans la hiérarchie vaticane, prononcé le 27 septembre à Brescia, ville natale de Paul VI, en condamnation du pays disparu, est-il l'indice d'une divergence de vues au sommet ? Affirmant que Paul VI « restera le pape qui a complètement ouvert la porte et renoué les contacts avec le monde des pays du socialisme qu'il appelait réel », Mgr Casaroli a ajouté : « Le dialogue entre l'Eglise et le monde doit rester une considération universelle. Selon lui, « un tel dialogue doit être patient » et doit continuer, même dans des conditions « qui peuvent sembler sous certains aspects humilantes ».

Interim.

« Ils sont en train de renouveler l'Eglise »

estime l'archevêque de Malines-Bruxelles

Monsieur Godfried Danneels, archevêque de Malines-Bruxelles, a commenté la récente instruction romaine sur la théologie de la libération, à son retour d'un voyage dans plusieurs pays d'Amérique latine. Après avoir évoqué « la souffrance et l'angoisse des pauvres » et la « soif des nouvelles qui vous colle à la peau », le primate de Belgique affirme que « c'est dans ce contexte que se sont référées à l'analyse marxiste, qui s'est présentée à eux comme un outil disponible. D'autres plus séduisants que le messianisme marxiste et le messianisme biblique sont fort voisins. » « Je comprends bien, a-t-il signalé, que l'on ait fait des rapprochements ».

Pour ce qui est du document romain, qu'il qualifie de « document posé et très équilibré », le cardinal rappelle qu'il ne s'agit pas d'une condamnation de la théologie de la libération dans son ensemble, mais d'une mise

en garde « contre certaines réductions ».

« Si j'étais en Amérique latine, poursuit Mgr Danneels, je ferais sans doute la même chose que ces gens que j'ai vus à la base et qui sont en train de renouveler l'Eglise (...) ce serait une catastrophe si on les décourageait ».

« Au fond, conclut le cardinal, cette instruction romaine présente une théologie de la libération qui n'existe pas sous cette forme. Elle rassemble en une mosaïque différents éléments critiques des théologies de la libération. Mais tous les points de cette carte correspondent-ils à ce qui se vit en Amérique latine ou dans d'autres régions du monde ? »

« Pour ma part, le seul content d'avoir la messe de ce qui peut être une mauvaise théologie de la libération, mais l'attend avec impatience le document annoncé, enfin un traité théologique positif sur la liberté du chrétien. »

LE RECOUVREMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES

Misères pour les indécis

Les députés examinent, ce mardi 2 octobre, le projet de loi sur le recouvrement des pensions alimentaires présenté par M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme (*Le Monde* du 14 juillet).

Le projet répond à un double souci : venir en aide le plus rapidement possible aux personnes seules ayant à charge des enfants et ne parvenant pas à toucher les pensions alimentaires auxquelles elles ont droit ; obliger les payeurs indécis à faire face à leurs responsabilités car le divorce ou la séparation ne mettent pas fin à l'obligation qui incombe aux deux parents de participer financièrement à l'éducation des enfants.

Chaque année, environ cent mille divorces sont prononcés et 50 % des pensions alimentaires octroyées par décision de justice ne sont pas ou sont irrégulièrement versées.

Les principales victimes sont les enfants et leur gardien (la mère dans la majorité des cas) qui figurent parmi les nouveaux pauvres.

Deux lois - l'une du 2 janvier 1973, l'autre du 11 juillet 1975 - fournissent des moyens à la personne lésée pour obliger l'autre parent (préventivement direct sur salaire, par exemple) à se soumettre aux décisions du juge. Ces lois n'ont cependant pas entraîné une diminution des pensions impayées.

A cela plusieurs raisons : le manque d'information des femmes, leurs difficultés pour comprendre les procédures ou rassembler toutes les pièces du dossier, la lenteur, la mauvaise volonté parfois, des huissiers, enfin - et ce n'est pas la moindre raison - l'hésitation à poursuivre en justice l'ancien conjoint. Souvent les procédures s'aboussissent pas à cause des changements d'adresse ou d'une insolvabilité soudaine.

Les caisses d'allocations familiales peuvent actuellement venir en

Trois coemoneutes soviétiques ont battu le record de durée dans l'espace

Moscou (AFP). - Les trois coemoneutes soviétiques Leonid Kizim, Vladimir Soloviev et Oleg Atkov, ont repassé la terre, mardi 2 octobre à 10 h 57 GMT, après avoir passé deux cent trente-sept jours dans l'espace, battant ainsi le record de durée, a annoncé l'agence Tass. Leur vaisseau, Soyuz 11 s'est posé à 145 kilomètres au sud-est de la ville de Djezkazgan (Kazakhstan).

aide aux personnes isolées et leur accorder une allocation-orphelin mais elles n'ont aucun moyen ensuite de se retourner contre le parent défaillant. La loi examinée par le Parlement innovera dans ce cas. Si le projet est adopté, les caisses d'allocations familiales, appelées « organismes débiteurs de prestations familiales », pourront se charger de récupérer les pensions alimentaires.

Le projet prévoit deux cas : ou la personne lésée est isolée, ou elle s'est remariée ou vit maritalement. Dans le premier cas, après un certain temps (il est question de deux mois), l'ex-conjoint pourra s'adresser à l'organisme dont il dépend pour les prestations familiales. Celui-ci lui consentira une avance, dont le montant ne pourra dépasser celui de l'allocation-orphelin reattribuée « allocation de soutien familial » ; ce même organisme se chargera ensuite de réclamer à l'ancien partenaire la totalité de la pension due, plus une taxe pour les frais occasionnés par ses négligences.

Dans le deuxième cas, l'ex-conjoint pourra, aussi, demander l'intervention de la caisse pour obliger l'ancien partenaire à faire face à ses responsabilités. Mais la situation économique étant moins précaire - la personne est remariée ou vit maritalement - il ne bénéficiera pas de l'allocation de soutien familial. Il lui faudra, par ailleurs, pour solliciter la caisse, fournir la preuve qu'une première démarche a été entreprise : l'encontre de l'ex-conjoint pour l'obliger à verser les sommes qu'il doit.

Un organisme public intermédiaire entre le père et la mère pour le paiement des pensions alimentaires existe déjà dans les pays scandinaves, avec la différence cependant que cet organisme intervient automatiquement dès que le divorce est prononcé. Il verse et perçoit les pensions. Le projet de loi socialiste est, en fait, un compromis entre ce système et les rapports directs et souvent dramatiques entre les époux tels qu'on les a connus jusqu'à présent.

CHRISTIANE CHOMBEAU

RECTIFICATIF. - C'est à la Clinique du Val-d'Oise, située à Armonville-lès-Gousses (Val-d'Oise), et non dans une clinique de Villiers-le-Bel, comme nous l'avons indiqué par erreur dans *Le Monde* du 2 octobre, qu'un enfant âgé de dix ans est décédé le 29 septembre à la suite d'une appendicéctomie.

NIKI LAUDA NE COURRA PAS POUR L'ÉCURIE RENAULT

L'Autrichien Niki Lauda ne courra pas en 1985 pour le corps de l'écurie Renault de formule 1. Gérard Larrousse, directeur de Renault Sports, a, en effet, annoncé, lundi 1^{er} octobre, que le Britannique Derek Warwick photographierait les monoplace de la Régie la saison prochaine.

Rennault n'a pas donné de précision sur les discussions qui avaient été engagées avec le pilote autrichien. On suppose cependant que les exigences financières de Lauda ont fait reculer M. Bernard Hanon, PDG de l'entreprise. Jamais un pilote n'avait réclamé 2,5 millions de dollars pour piloter une formule 1.

Le PDG de la Régie n'a probablement pas voulu prendre le risque de satisfaire cette demande au moment où le mouvement revendicatif se développe dans les usines de l'entreprise.

Il ne reste plus à Niki Lauda qu'à se tourner, désormais, vers la dernière écurie capable de lui assurer un tel contrat, Brabham, ou vers McLaren, en renouant avec ses exigences.

G. M.

Le président de la Société des écrivains grecs soupçonné du meurtre d'un confrère

Athènes. - Le président de la Société des écrivains grecs, M. Athanassios Nassioutzki, soupçonné d'avoir assassiné un écrivain grec, lundi 24 septembre, à coups de marteau, dans sa salle de bain, a été arrêté et écroué à Athènes.

M. Nassioutzki, soixante-deux ans, a nié son innocence et nie toute responsabilité dans ce crime qui a défrayé la chronique grecque et bouleversé le monde des lettres grecques.

La police a déclaré qu'elle possédait « des preuves accablantes » contre M. Nassioutzki, qui n'a pas pu présenter un alibi satisfaisant. Le « suspect numéro un », selon la police, était également recherché pour des dettes envers le Trésor public et a tenté de se suicider deux jours après le meurtre.

La victime, M. Athanassios Diamantopoulos, soixante-trois ans, a été retrouvé mort, des sautes de 94 coups de marteau à la tête. Trésorier de la Société des écrivains grecs, M. Athanassios Diamantopoulos était connu pour son passé de résistant communiste. Il était l'auteur d'une série d'ouvrages historiques tels que *Luttes sociales et vie populaire* et *L'Histoire des civilisations*. - (AFP).

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.68

Via s/éc. Pal. Just. Pontoise (95) 11 oct. 1984 à 14 heures
IMMEUBLE en un Bât. double à Bezons (95) - M. à Px 450 000 F
49 et 51, rue Lucien-Sampaix - Consign. 40 000 F (ch. cart. bque)
Renseignements : M^{re} BUISSON AVOCAT - Tél. : 032.31.62
29, rue Pierre-Budin à Pontoise (95)

Vente sur saisie Palais Justice Pontoise (95) Jeudi 11 oct. 1984 à 14 heures
VILLA Type « Pierrefond » à OSNY (95)
6, ALLÉE DES MYOSOTES, 4 pers. poss. 2 s. bain, gar., jardin.
M. à Px 396 000 F
Consign. pour enchères : 35 000 F
S'adresser : M^{re} ALANOU-FERNANDEZ, avocat
Tél. 032-20-66, 53, rue Pierre-Budin à Pontoise (95)

LA VILLE DE PARIS
Vend LIBRES aux enchères publiques
4 APPART. - 2 STUDIOS - 2 CHAMBRES
(dont APPART. 4/5 P. 113 m² env. - 3/4 P. 86 m² env.
avec VUE DIRECTE sur Champ de Courses)
à PARIS, entre
LE BOULEVARD SUCHET
et LE CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL
Le MARDI 23 OCTOBRE à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de PARIS
M^{re} MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIEVRE, not. associés
14, rue des Pyramides, Paris (1^{re}) - Tél. : 260.31.12

Vente judiciaire en la forme des saisies immobilières
au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 11 octobre 1984 à 14 h.
PROPRIÉTÉ à VINCENNES (94)
avenue de la République, numéro 93
PAVILLON d'HABITATION
Élevé sur sous-sol d'un rez-de-chaussée, 3 étages avec cour et jardin.
LIBRE DE LOCATION, en EXCELLENT ÉTAT
MISE A PRIX : 250 000 F
S'adresser à M^{re} H. AMBROISE-JOUVON, avocat à Paris, 160, rue de la Pompe. Tél. : 727-32-39, dépositaire du cahier des charges ; M^{re} Jean-Claude PIERRE, syndic à Paris, 88, rue Saint-Denis. Au Greffe du Tribunal de grande instance de Paris, où le cahier des charges est déposé. A tous avocats près les tribunaux de grande instance de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL, NANTERRE. Sur les lieux pour visiter après avoir pris contact avec M^{re} H. AMBROISE-JOUVON, avocat pourvoyant.

Cabinet de M^{re} Serge LEQUIN, avocat,
74, av. Paul-Vaillant-Couturier - Vitry
s/Seine (94). Via s/éc. au Tribunal de
gré inst. de CRETEIL, jeudi 18 octobre
1984 à 9 h 30, en UN SEUL LOT :

APPELLEMENT à VILLEJUIF (94)
9, rue Dauphine et 24, rue Pasteur
2 pièces princip. au 5^e ét. du bât. «C»
MISE A PRIX : 35 000 F
S'adresser pour tous renseignements à :
cabinet de M^{re} LEQUIN, avocat,
tél. : 680-31-02 ;
au greffe du Tribunal de gré inst.
de CRETEIL ;
et sur les lieux pour visiter.

SERVICE DES DOMAINES
Adjudication le mardi 30 octobre 1984
à 14 h 30, Préfecture de BOBIGNY,
salle n° 2088, rue Carnot
NOISY-LE-GRAND
PAVILLON
3, rue Hadier, sur 444 m², 6 pièces,
2 cuisines, entrée, s. d'eau, s. de bain,
boudoir, garage, jardin paysager,
barbecue, cas. occ. AB n° 245
Mise à prix : 750 000 F
et 5 autres PAVILLONS à
NOISY-LE-SEC, AUBERVILLIERS,
TREMELAY-LES-CONNES,
LIVRY-GARGAN,
MONTREUIL-SOUS-BOIS,
M. à Px : 300 000 à 430 000 F
TERRAINS CONSTRUCTIBLES à
NOISY-LE-SEC, LE BLANC-MESNIL,
NOISY-LE-GRAND
M. à Px : 50 000 à 105 000 F
TERRAINS ET BATIMENTS
INDUSTRIELS à AUBERVILLIERS
M. à Px : 135 000 F
RENNES, ET CONSULTATION
DU CAHIER DES CHARGES :
Centre des Impôts Fonciers n° 1, tour
Parifère, 6, rue Emile-Raynaud,
93206 AUBERVILLIERS CEDEX
(Tél. 835-80-19 ou 203-00-12, porte 216)

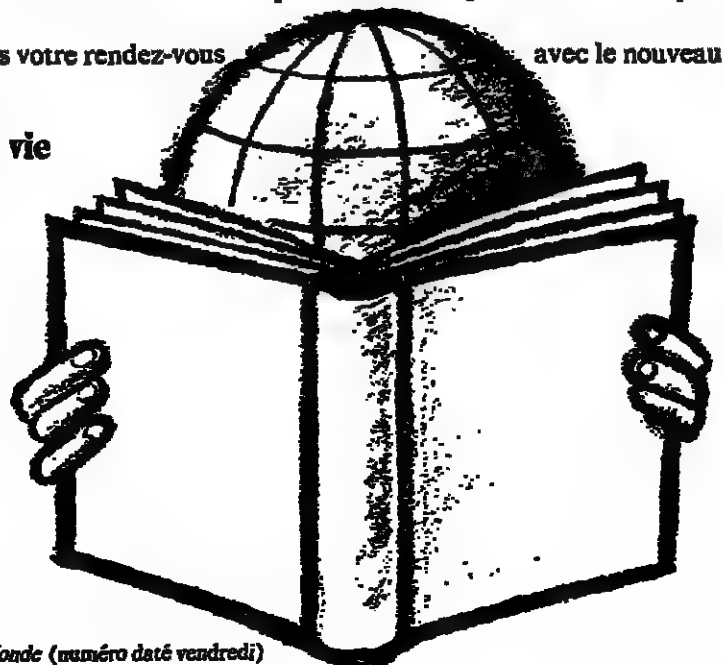
Le Monde des livres GRANDIT CHAQUE JEUDI 12 PAGES

A partir du jeudi 4 octobre Le Monde des livres double sa pagination et change de visage. Il s'ouvre plus largement à la vie littéraire étrangère. Il vous présente, sur deux pleines pages, un choix des meilleures publications dans tous les genres, et les nouveautés des collections de poche.

De nouvelles signatures se joignent à celles qui vous sont familières. Des fragments inédits de livres non encore publiés en français vous seront présentés.

Ne manquez pas votre rendez-vous avec le nouveau Monde des livres.

Le guide de la vie littéraire



Chaque jeudi dans Le Monde (numéro daté vendredi)

كتاب من الأمل

EN MARGE DE LA QUESTION BASQUE

Jusqu'au bout de la faim

(Suite de la première page.)

Qui pouvait s'indigner, en revanche, de la « grève » organisée à Paris, en octobre 1981, pour qu'on vienne en aide... aux victimes de la faim dans le monde ?

Ce n'est pas par hasard que beaucoup de « grévistes » vont s'installer avec leur sac de couchage dans une église. Le caractère sacré de ce lieu semble authentifier leur geste et en accroître la portée. Les chrétiens sont d'ailleurs très sensibles à ce genre d'actes que leur Église ne condamne pas (sans pour autant les encourager), alors que le suicide reste un péché.

Toute cause semble bonne aujourd'hui pour faire une petite grève de la faim. En mai 1979, une candidate écologiste, M^{me} Solange Farnes, réclamait ainsi un nouveau système électoral. En décembre 1982, M. Maurice Paget plaide pour le « syndicat des chômeurs » dont il est le secrétaire général. En février 1983, plusieurs animateurs de radios libres protestent contre la distribution des fréquences... Il y a même des spécialistes de la grève de la faim, comme le député radical italien Marco Pannella, dont les actions de ce genre ne se comptent plus.

Des médecins écartelés

En France comme ailleurs, le problème se pose surtout dans les prisons. Malgré l'ambiguïté des statistiques — l'administration pénitentiaire comptabilise sans distinction tous les « refus de se nourrir, pour une durée allant de un jour à plusieurs semaines », — on note une progression très nette par rapport au nombre total des détenus : 287 cas en 1968, 797 cas en 1973, 1233 cas en 1978 et 1515 cas en 1983. Ces « grévistes » luttent parfois contre le régime mais, deux fois sur trois, leurs motifs sont d'ordre judiciaire (accélération d'une procédure, par exemple, ou demande de mise en liberté).

Comment réagir à de tels mouvements ? Le moyen le plus simple est évidemment de donner, très vite, satisfaction au gréviste de la faim pour qu'il renonce à son geste avant que la presse ne s'en empare. Une autre méthode est de le discréditer, en soulignant — à tort ou à raison — que sa grève est aléatoire et qu'il s'alimente en cachette. Mais que faire du vrai rebelle, déterminé à aller jusqu'au bout ?

On avait radicalement, avec stupeur en 1981 que la grève de la faim pouvait tuer : dix Irlandais de l'IRA moururent l'un après l'autre sans faire fléchir la « dame de fer ». Bobby Sands s'éteignit ainsi au soixante-cinquième jour de sa grève de la faim. Tout récemment, des détenus turcs et marocains sont morts dans les mêmes conditions.

Il est possible de « tenir » plusieurs semaines en ne buvant que de l'eau, au prix de grandes souffrances et de lésions généralement irréversibles. Peut-il résister de force ces obsédés ? On ne s'en prive pas dans les prisons israéliennes : c'est une réponse quasiment officielle. En France, l'attitude adoptée est beaucoup plus floue. « Si un détenu se livre à une grève de la faim prolongée, affirme l'article D 390 du code de procédure pénale, il peut être procédé à son alimentation forcée, mais seulement sur décision et sous surveillance médicale, et lorsque ses jours risquent d'être mis en danger. » Autant dire qu'on s'en remet au médecin — tout en faisant pression sur lui. Pourquoi ne porterait-il pas secours au « gréviste » (qui ne veut pas mourir) alors qu'il ferait l'impossible pour sauver un suicidé (qui ne veut plus vivre) ? Or le médecin est tiraillé entre l'article 83 du code pénal, qui sanctionne la non-assistance à personne en danger, et les articles 7 et 8 du code de déontologie médicale, qui l'incitent à respecter la volonté du malade et lui interdisent de porter atteinte à « l'intégrité physique ou morale » d'un détenu « ou à sa dignité ».

Le gavage d'une personne qui refuse volontairement de se nourrir n'est-il pas une atteinte à sa dignité ? Selon un arrêt de la Cour de cassation (de 1974), un médecin n'est pas passible du délit de non-assistance pour peu qu'il ordonne un traitement, non accepté par le gréviste de la faim. Mais cela ne suffit pas à avoir la conscience tranquille, surtout quand le détenu tombe dans le coma et que l'administration pénitentiaire demande alors avec insistance qu'on procède à une perfusion.

Bénéficiaires

Il faut savoir terminer une grève... Surtout une grève de la faim. Et c'est le plus difficile, soulignait au colloque de Marseille le professeur Louis René, membre du Conseil de l'Ordre national des médecins. Ses confrères peuvent, selon lui, aider à trouver une solution dans de telles circonstances. Une mission de bons offices, couverts par le secret médical, s'impose parfois. L'hospitalisation, par exemple, peut offrir une porte de sortie au « gréviste » sans lui faire perdre la face.

La terreur que pose une bombe cherche moins à tuer qu'à se faire entendre. Et il se fait entendre en tout cas si la bombe explose. Le gréviste de la faim, lui, commet un acte non violent qui n'attire pas forcément l'attention. Il doit lutter contre l'indifférence des citoyens. Une indifférence d'autant plus grande que ce genre de « grèves » se multiplie.

Les pouvoirs publics peuvent-ils s'en fâcher ? Outre le côté détestable de ce chantage à la mort — péché dans certains cas, délit dans beaucoup d'autres, — il y a toujours, comme pour le terrorisme, le risque que la banalisation conduise à l'escalade. Les recettes miracées n'existent malheureusement pas : on ne combat pas les grèves de la faim, mais les raisons, ou les illusions, qui les provoquent.

ROBERT SOLÉ

Grèves à Fleury-Mérogis

Plusieurs détenus observent actuellement une grève de la faim dans les prisons françaises. Lundi 1^{er} octobre, 318 pensionnaires de la maison d'arrêt des hommes de Fleury-Mérogis ont refusé leur plateau-repas à l'heure du déjeuner. Leur nombre était de 337 le soir (environ 5 000 personnes sont incarcérées au total à Fleury-Mérogis). Leurs revendications portent sur tous les aspects de la vie pénitentiaire : surpopulation, octroi des libérations conditionnelles, vie quotidienne, etc.

A la maison d'arrêt des femmes, six détenues observent encore, lundi, une grève de la faim commencée le 25 sep-

tembre, par « solidarité » avec une militante de la mouvance d'Action directe, M^{me} Hélyette Basse. Agée de cinquante-quatre ans, celle-ci, qui souffrait d'une affection cardiaque, avait été transférée ce jour-là à l'hôpital de la prison de Fresnes.

D'autres militants de la même mouvance continuent une grève de la faim commencée le 15 septembre en signe de solidarité avec les séparatistes basques. Il s'agit de MM. Régis Schleicher, Vincent Spano ainsi que de MM. Claude et Nicolas Halfen. Leur protestation porterait, aujourd'hui, sur les visites dont ils se disent privés

per le juge d'instruction parisien chargé de leur dossier, M. Jean-Louis Brugère et sur le retard que celui-ci mettrait à transmettre le courrier qui leur est adressé.

Dépassés dans plusieurs établissements de la région parisienne dont le nom, pour des raisons de sécurité, n'a pas été révélé, les quatre grévistes ont été suivis, le 24 septembre, par deux autres détenus d'extrême-gauche, M. Frédéric Oriach et M^{me} Marina da Silva. Ceux-ci revendiquent le « statut spécial », prévu par les articles D 490 à D 495 du code de procédure pénale, car ils se considèrent comme des prisonniers politiques.

Exilés et réfugiés

(Suite de la première page.)

« Je fis connaître aux chefs espagnols, écrit-il dans le Salut, que le gouvernement français n'oublierait pas les services qu'eux-mêmes et leurs hommes avaient rendus dans nos maquis, mais que la frontière des Pyrénées leur était interdite. » Il envoya « vers Tarbes et Perpignan un solide groupement [de la 1^{re} armée] pour offrir le service d'ordre au passage des Pyrénées ». Des groupes de maquisards espagnols réussirent à passer au cours des années suivantes. Ils seront anéantis par les forces franquistes.

En 1940, si les Français libres ne se considéraient pas à Londres comme des réfugiés politiques, bien d'autres, à travers le monde, cherchaient d'abord un refuge : 20 000 demandeurs l'ont fait aux États-Unis. A la Libération, les collaborateurs ou les hommes de Vichy les plus compromis trouveront un asile officiel ou officieux en Espagne, comme Abel Bonnard ou Darquier de Pellepoix, au Canada ou en Amérique latine.

Vingt ans plus tard, les chefs de l'OAS, avec l'appui de certains hommes politiques franquistes comme l'ancien ministre des affaires étrangères, Ramon Serrano Suñer, tenteront d'user, à leur tour, de l'Espagne comme d'une base contre le pouvoir gaulliste. Avec des succès variables : les temps ont changé. Franco, sur les instances de Paris — qui souhaite sinon qu'ils soient extradés du moins qu'ils soient « neutralisés », — finira par placer les plus actifs en résidence surveillée aux Canaries. Ils s'évadèrent. Les responsables politiques de l'organisation se dispersèrent en Europe, la plupart du temps sous des identités d'emprunt. Leurs hôtes, d'ailleurs, pressés par le gouvernement français, les considéraient sans indulgence excessive.

Le colonel Antoine Argoud, sous une fausse identité, s'efforçait de vouloir « faire basculer » contre le pouvoir les forces françaises d'Allemagne. Il est enlevé, en 1963 à Munich, par des hommes de mains au service d'une police parallèle, et transporté à Paris. La souveraineté de la République

fédérale a été manifestement violée. Les méthodes du GAI espagnol — beaucoup plus expéditives — ne manquent pas de précédents...

Les tensions au Proche et au Moyen-Orient amèneront en France des représentants des diverses factions. Pour ne citer que l'Iran, l'imam Khomeiny, M. Chappour Bakhtiar et Bani Sadr... La France, cependant, s'efforce de ne jamais servir de « sanctuaire » pour une union armée.

Les indépendantistes basques d'Espagne ont longtemps bénéficié de la sympathie des milieux officiels et d'une grande partie de l'opinion française, au même titre que les autres antifranquistes. Aujourd'hui, les hommes de l'ETA doivent laisser leurs cotons au vestiaire et répondre de leurs actes. L'existence d'un régime démocratique en Espagne a, au demeurant, posé la question : ont-ils droit au prestige séculaire des héros exilés de la liberté ?

JEAN PLANCHAIS.



L'enfer du nord.

Plage d'Équihen, Côte d'Opale, Pas-de-Calais.

Redécouvrez la Région Nord-Pas de Calais

Le Monde

culture

CINÉMA

« JOURNAL INTIME »

Une adolescence hongroise

Revoir *Journal intime* de Maita Meszaros, quelques mois après sa présentation au Festival de Cannes, où il reçut un Grand Prix spécial du jury, c'est apprécier, admirer encore plus, la subjectivité d'une mise en scène concentrée sur le regard d'une adolescente la découverte de la démocratie populaire hongroise, de 1947 à 1953.

Revenue, à seize ans, orpheline d'URSS, ses parents s'étaient exilés pour échapper au régime des années 30, Juli est prise en main, Budapest, par Magda, une militante décidée à l'adopter et à la former à son image. Elle résiste parce que les souvenirs de son enfance sont trop forts, parce qu'elle pressent un secret autour du sort de son père et dans le milieu des notables du parti où elle vit, confortablement.

L'œil ouvert sur la réalité du présent, le jugement affirmé par son amitié avec l'ingénieur Janos, Juli accomplit une éducation douloureuse et nécessaire en brisant le toi-du-silence et les secrets. L'originalité de Maita Meszaros est d'avoir révélé, à partir d'un conflit psychologique (le choc de Juli et de Magda) et sentiment (l'essorisme du passé, la reconquête du visage paternel), la

glissement politique des espoirs de 1947 vers la période glacière du stalinisme déchantant partout des traîtres et des ennemis de l'intérieur, levant les cerveaux par les informations officielles, l'organisation, du travail, l'éducation, le cinéma, dévorant ceux de ses enfants qui refusent le signe inhumain du Parti.

Les événements, l'idéologie dominante sont toujours filtrés par la sensibilité de Juli (la vie dans une famille de substitution, la fréquentation des salles de cinéma, la fête d'anniversaire du fils d'un ministre, les manifestations collectives) et la composition des autres personnages. Reportant sur Juli quelque chose de sa propre expérience de jeunesse, la réalisatrice hongroise élargit à une dimension historique tous les thèmes du rapport féminin-masculin, de paternité, de maternité, de recherche d'identité qui ont marqué les meilleurs de ses films précédents. Elle a coulé celui-ci dans un long éternement. C'est avec des interprètes d'une vérité étonnante, une nouvelle mise en lumière de son art cinématographique.

J.S.

• Voir les films suivants.

Marta Meszaros déteste le mensonge

« La première question que tout le monde me pose à Paris, à propos de *Journal intime*, constate Marta Meszaros, c'est : « Y'a-t-il longtemps que vous voulez faire ce film ? » Eh bien, oui : il y a sept ans. Je l'avais écrit. Il a été refusé à cause de son aspect politique. Mais, au fond, je voulais que le film s'écrit. C'était aussi un problème de métier. J'ai toujours besoin d'une longue préparation. Le temps a passé. Après une mère et une fille, mes dernières coproductions avec la France, en 1981, je me suis retrouvée en panne sèche. C'est Jan Nowicki — les hommes sont toujours plus déterminés, plus agressifs que les femmes — qui m'a dit de revenir à *Journal intime*. Je me suis aperçue, alors, que je m'étais auto-censurée : j'avais peur de rencontrer des barrières. Alors, j'ai repris le sujet. Je l'ai proposé : il a été accepté tout de suite.

Jan Nowicki, acteur polonais, est le mari de Marta Meszaros, la principale interprète masculine de ses films depuis une dizaine d'années. Elle l'a rencontré à Varsovie, grâce à Wajda. « Je suis entrée dans une pièce, j'ai vu un mec à côté d'une fille, et je suis tombée amoureux en cinq minutes », raconte-elle. Dans *Journal intime*, Nowicki tient le rôle du père disparu au URSS tel que Juli, l'héroïne, en a gardé le souvenir. Et il est, au présent, Janos, cet homme mûr dont l'adolescente admire l'indépendance d'esprit et qui est arrêté, à son tour, lors du durcissement stalinien. C'est tout de même curieux. La réalisatrice, s'inspirant, en partie seulement, de sa propre biographie, a réinventé, pour Juli, le visage de son père, sculpteur, avec l'accent qu'elle aime. Or Juli, même si elle cherche un réconfort auprès d'un garçon de son âge, est d'une certaine façon, amoureuse de Janos.

« Oui, dit Marta Meszaros, j'ai réinventé mon père que j'ai peu connu. J'ai écrit pour moi-même, pas pour la censure, plusieurs versions du scénario. Mais il y a toujours eu les retours en arrière. J'ai fait jouer à Nowicki les deux rôles parce que, sentimentalement, en

moi, c'est la même personne, le même type d'homme. Mais il y a autre chose. L'actrice Zsuzsa Czinkóczi n'a pas connu son père. Enfant, elle a été la fille de Nowicki dans deux de mes films : *Elles deux et surtout* Comme chez nous. Elle avait pour lui un regard d'amour total. Cette relation m'a donné, en tant que metteur en scène, une inspiration beaucoup plus grande pour le personnage de Juli.

« A Budapest, on a demandé à Zsuzsa Czinkóczi si elle comprenait ce qu'elle avait fait. Elle a répondu : « Je ne comprends pas la politique mais Marta m'a choquée en me disant : « C'est toi Juli, parce que tu détestes le mensonge. » Et moi, le mensonge, je l'ai eu horreur, j'ai toujours réagi, instinctivement, contre. Jouer Juli, c'est le mensonge. L'adultère à l'époque, pour les communistes, c'était la grande figure du père des démocraties populaires.

« Magda (Anna Polony), la journaliste puis directrice de prison, représente la génération des parents du jacobinisme obsédé par le communisme stalinien. On n'arrête de me faire remarquer qu'elle est antipathique, qu'elle a un côté « kapo » avec son uniforme et ses bottes. Ce n'est pas aussi simpliste. J'ai conçu Magda comme un personnage tragique. Elle a une vision idéaliste et sincère des communistes et du régime. Quand les méthodes deviennent très mauvaises, elle ne comprend pas. Elle tient à préserver ses idées, à les transmettre à Juli.

« Or, c'est impossible. Juli, elle, a détesté le mensonge. Et, de toutes façons, une fille de seize ans ne peut pas voir de façon sympathique une femme qui veut l'adopter, devenir sa mère et lui faire oublier la vie. La tragédie de Magda, c'est qu'elle n'a pas d'enfant, personne à aimer, rien que ses croyances erronées et funestes.

« Je prépare maintenant deux films qui feront suite à *Journal intime*. Un sur la période 1953-1956, puis un sur les années 1957-1968.

Propos recueillis par JACQUES SIGLER.

THÉÂTRE

« LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE », à la Porte Saint-Martin

La tempête d'Audiberti

Catherine la Terreur, Catherine la terrible, dite encore le Hérisson ou le Cachalot, redoutable furie qui tonne et gronde contre l'ensemble du genre humain. Petrucchio, un homme à la recherche d'une bonne fortune, décide de mater cette amazone des loges, de lui faire courber l'échine. Cris et trépignements ; coups de foudre aux deux sens du terme. Les empoignades de Catherine et Petrucchio ne sont qu'une comédie pour deux individus qui se cherchent, se frottent, se déchirent afin de mieux tester leur passion. Ils mènent une croisade, celle de l'amour. Une leçon pour couple ankylosé par le quotidien.

On a dit que le théâtre d'Audiberti était baroque, parfois chaotique. Que ses textes étaient trop abondants, qu'ils étouffaient ses personnages. Dans *La Mégère apprivoisée*, il se surpasse dans ce sens. Mais quel talent ! Des mots à n'en plus finir. Kyrieelle énorme, paillardie, rouffante, rugissante. Audiberti ne donne pas dans la guimauve ni dans la préciosité. Son langage, c'est un concert pour grosse caisse. Les oreilles vibrent. Jeune vierge effarouchée s'abstient.

La mise en scène de Jean-Claude Drouot, où alternent des moments de poésie et de violence, avec des entrées fracassantes et de multiples intrusions du baroque, rend à ce texte toutes ses vertus. A chaque changement de décor, il a imaginé des systèmes avec des personnages de la commedia dell'arte. Masqués de blanc ou de gris, longs nez dans des visages de malheur, ils font quel-

ques pas et puis s'en vont. Coupe de silence avant de replonger dans la tempête.

Sur la scène surélevée, qui représente un grand lit à baldaquin, derrière laquelle des toiles peintes indiquent le lieu de l'action Petrucchio et Catherine s'arçonnent. Foudroyés, tellurique énergie de deux comédiens. Jean-Claude Drouot a les joues dévorées par une barbe noire. Mi-consaire, mi-démon, le tonnerre de Dieu. Mais dans ses yeux, il y a du rire et de la tendresse. Catherine est interprétée par Anne Bellac, dont le voir, à la limite de la rupture, a des moments de détresse que déclarent mieux son personnage. Cette femme n'est pas méchante mais désespérée. Femme pudique et tragique, orgueilleuse et intelligente.

Catherine et Petrucchio ne ressemblent à personne. Ils sont vêtus d'étoffes rugueuses. En revanche, les vieux barons barbaques et monastiques (Guy Saint-Jean et Rascal Delfosse) ont des costumes colorés bordés de petit vair. Ce sont les amoureux de Bianca, leur soleil, leur pain d'épice, la sœur de Catherine. Sous ses apparences d'oisie blanche, c'est elle la vraie mégère de l'histoire.

Théâtre constellé de pépites d'or, où le texte, la mise en scène et les comédiens sont tous complices pour réaliser un spectacle devant lequel on s'incline, chapeau bas.

CAROLINE DE BARONCELLI

• Théâtre de la Porte Saint-Martin, 20 h 30.

EXPOSITIONS

AU PAVILLON DES ARTS ET GALERIE TEMPLON

Olivier Debré entre deux mers

Grandes, longues, coulantes, ocre rose, gris bleuté, brunes, bleu pâle d'un soir d'été, gris uni d'un soir d'automne... les toiles s'écoulent au rythme du fleuve, de cette Loire en Touraine où la peinture d'Olivier Debré prend source. Et des saisons.

Ce n'est pas du paysage mais du paysage bête, on le sait bien. Rien de littéral, rien qui puisse ramener les tableaux à la simple représentation de la nature. Seul dans quelques cas extrêmes, une ou deux grandes toiles récentes du Pavillon des arts, où la couleur infidèle (au sol, au balai-brosse), bleue, devient eau de rivière, jaune mêlé, devient banc de sable, et se vide de sens, de vie. Peut-être parce qu'elles sont venues en réponse à une demande trop précise, aux impératifs d'une commande pour le hall de la chancellerie de l'ambassade de France à Washington.

Olivier Debré connaît bien les exigences d'architectes — il est architecte de formation — et c'est un peu comme s'il avait été toute la gamme des possibilités. De l'impression de mélodie, d'une peinture fleuve aux grands moments, à l'ampleur, au mouvement, à la continuité, à la souplesse, le fluide, le doux, le large. Pas de mollesse. Autre chose. Une plénitude, une juste tension, où les rapports entre le moi, la mesure et la toile, atteignent un équilibre souverain.

quand l'espace-paysage sans limites, nourri d'émotion, aspire à l'infini, quand la peinture rideau laisse passer seulement la substance abstraite de l'événement, de l'effusion : avec l'air, la lumière, la terre et l'eau. Quand l'insoluble est rapproché, ancré à l'humain, ramené à une dimension sacrée, intimiste, à un velouté de chair de pêche, de peau au couchant ; par une bride dans la mouvance, un accent, non pas une déchirure, mais un signe extrait de la réalité. Mais de quelle réalité ? Not de matière rocheuse que le flux contourne, terre ou vase drainée par le courant qui ramène au palpable, au physique, au corporel, à l'échelle humaine ?

L'exposition, aux Halles, propose un film dont la dernière partie réalisée par Olivier Debré suggère une lecture de ces accents, les ramène à un alphabet du soufre, à la commissure des lèvres.

Dans l'ocre rouge, les terres violées, les transparences bleutées, les jaunes solaires, les gris (les plus beaux) indéfinissables, le sensible retranché, l'émotion tempérée nous disent qu'il s'agit bien là d'une peinture de ce côté-ci de l'océan.

GENEVIEVE BREERETTE

• Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau, jusqu'au 15 octobre.

• Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, jusqu'au 20 octobre.

MUSIQUE

LA SYMPHONIE D'ISANG YUN

Tradition ou trahison ?

L'époque est révolue où l'on pouvait affirmer, comme le fit Pierre Boulez dans un célèbre article de 1966, qu'André Malraux se ferait lire au nez s'il envoyait l'Orchestre national jouer à l'exposition de Montréal les œuvres de Jacques Chailly, car si la Symphonie en sol mineur de ce dernier (que France-Musique s'est avisée de rediffuser à titre de curiosité dans la série « Répertoire contemporain ») avait été présentée à Strasbourg par Musica 84, nul n'aurait pu douter de l'actualité de cette œuvre écrite en 1945... On en parlerait comme d'une découverte, et c'en est une de s'apercevoir que ce qu'on n'aurait pas même accepté d'entendre hier peut s'écouter aujourd'hui avec l'intérêt que suscite une musique bien faite, ni plus ni moins épigonal que celle qu'écrivaient à la même époque des compositeurs plus « avancés ».

A la fin des années 40, il était impossible de prévoir avec quelle rapidité la jeune génération allait imposer son esthétique et jeter dans l'ombre tout ce qui n'y satisfaisait pas ; le même phénomène semble se produire depuis quelques temps, mais dans le sens inverse, et il se pourrait bien que, d'ici peu, ce qu'on désignait sous le terme vague de néo-romantisme et dont on se gaussait il y a dix ans régnent de façon despotique sur la création musicale. Tel est d'ailleurs le cours naturel des choses, et l'on voit mal comment il pourrait en être autrement ; d'autant que les institutions, devenues friandes d'avant-garde, suscitent une réaction rapide contre ce qu'elles croient protéger.

A moins de se borner à observer dans quelle direction le vent souffle, il est évidemment difficile de s'appuyer sur des critères

d'appréciation bien solides pour définir le degré de nouveauté ou d'intérêt d'œuvres dérivantes par leur sagesse même. Ainsi la première symphonie de Isang Yun, créée en mai dernier et qui vient d'être donnée en première française à Strasbourg par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck (1), témoigne, de la part de ce compositeur coréen né en 1917 (mais installé à Berlin depuis 1964), d'une évolution d'autant plus étonnante qu'on n'a guère eu l'occasion d'entendre de ce côté-ci du Rhin les œuvres qu'il a écrites au cours des dix dernières années.

On gardait le souvenir d'un compositeur réalisant une synthèse séduisante entre le langage de l'école de Vienne et une sensibilité asiatique, et l'on retrouve certes le même raffinement, mais dans une esthétique proche de l'impressionnisme décoratif et sensuel du Ravel de l'apogée et du Chopin, de Szymanowski. Il est vraisemblable d'ailleurs que ces longues mélodies confinées dans un ambitus assez étroit entretiennent des rapports plus intimes avec la tradition coréenne, en sorte qu'il s'agit peut-être davantage d'un retour aux sources que d'une éventuelle concession au courant dominant

actuellement en Allemagne, encore que le respect des quatre mouvements contrastants témoigne de la volonté délibérée de renouer avec les formes extérieures de la symphonie occidentale.

De ce point de vue, la Symphonie de Chailly est plus conséquente — dans la mesure où la forme symphonique est un produit du système tonal — et risqué de se révéler un jour plus « moderne ». C'est de bonne guerre, mais sans doute Isang Yun médite-il une deuxième symphonie qui ira peut-être plus loin, car celle-ci, on dépit

d'un succès public réel qui saluait également la qualité de l'exécution, laisse une impression mitigée, sans pour le mouvement lent dont le raffinement d'écriture crée une atmosphère d'une rare qualité.

GERARD CONDE.

(1) Ce concert, où figuraient également San Francisco Polyphony de György Ligeti et Cross Sections and Colors Fields, d'Earl Brown, était retransmis en direct par France-Musique. L'orchestre était placé sous la direction de son chef titulaire, Myung Whun Chung.

Karajan et l'Orchestre philharmonique de Berlin

La fin d'un conflit

Le chef d'orchestre Herbert von Karajan et l'Orchestre philharmonique de Berlin ont mis définitivement fin à leur conflit, quelques heures avant les concerts qu'ils devaient donner les 29 et 30 septembre. Ce conflit les opposait depuis le mois de juin, à la fois sur l'engagement, imposé par le maître et refusé par les musiciens, d'une jeune clarinettiste, sur le rôle du régisseur et proche de Karajan, Peter Girth, mis à pied depuis par le Sénat de Berlin, enfin sur d'innombrables questions matérielles (*Le Monde* daté 24-25 juin).

Plusieurs concerts avaient dû être annulés au cours de l'été, les deux parties restant infructueuses. Fin août, un premier geste du chef instaurait une réconciliation provisoire. Samedi, un entretien de plusieurs heures a réuni Karajan et les responsables de l'orchestre pour « entreprendre le renouveau artistique sur la base de rapports de partenariat », selon les termes du responsable de la culture de Berlin-Ouest, M. Volker Hassemer, qui participait à la discussion.

Un accord est intervenu, qui prévoit, notamment : « A la lumière des expériences du passé, d'éventuels problèmes futurs seront résolus par des discussions menées à temps entre Herbert von Karajan et les représentants élus de l'orchestre... »

MATHURINS Loc. 265.90.00

CRÉATION

LA DERNIÈRE CLASSE

de Brian FRIEL

« Nous demeurons avec notre regret que cet écrivain français n'ait eu l'idée, le courage et le talent, sur le même thème, de dire les mêmes choses... » François CHALAIS (France-Soir).

« Une belle pièce, intelligente, forte, nuancée, pleine d'humour. » Figaro Magazine (Le Spectacle de la Semaine).

« Un spectacle émouvant qui touche par son extrême vérité et sa généralité... une très belle soirée. » Agnès DALBARD (La Parisienne).

« Le spectacle est d'une qualité exceptionnelle. » Gilles COSTAZ (Le Matin).

« Il faut aller voir « La Dernière Classe ». » Jacques NERSON (Le Quotidien de Paris).

CHAILLOT

THEATRE NATIONAL

COMME IL VOUS PLAIRA

Shakespeare • Pierre Debauche

Théâtre Gémier

Du 4 octobre au 1er novembre à 20 h 30

Le dimanche à 15 h

L'ECHARPE ROUGE

Badiou • Aperghis • Vitez

Grand Théâtre

7 représentations exceptionnelles

les 18, 19, 20, 23, 24, 26 et 27 octobre à 18 h 30

KATAJJAQ

Jeu vocal des Inuit du Canada

Grand Foyer

Les 9, 10, 12, 13 octobre à 18 h 30 et 20 h 30

le 14 à 15 h et 18 h 30

7 2 7 8 1 1 5

VARIETES LOUEZ 233.09.92 ET AGENCES

Le triomphe des Années Trente...

GUY TREJAN • JEAN-PIERRE CASSEL • DENISE GREY

JUDITH MAGRE • CHRISTIANE MINAZZOLI • MARTINE SARCEY

STEPHANE HILLEL • SONIA VOLLERAUX • PIERRE MAGUELON

LES TEMPS DIFFICILES

Comédie de EDUARD BOURDET-MITCHELL mise en scène de PIERRE DUX • Décors et costumes de MICHEL FAFENAY

UNE SOIRÉE DE RIRE ET DE TALENTS dans une mise en scène qui est un régal d'efficacité et d'élégance. Quelques belles répliques à France Soir.

François CHALAIS — FRANCE SOIR.

DE LA BELLE OUVRAGE. Écrite en 1934, la comédie admirablement construite n'a pas pris une ride. La solidité des répliques dont la vraisemblance est sans faille et l'efficacité garantie permet aux comédiens d'être frappants sans excès et pittoresques sans caricature.

Pierre Marcabru — LE FIGARO.

C'EST DU BOULEVARD AU VITROL, avec des personnages bien typés. Le texte est comme une suite de duels à mort. GUY TREJAN avec ses décalages de cruauté tendus, son intelligence des situations, sa force, fascine et fait peur, il est fantastique.

Colette Godard — Le Monde.

... autres temps... mêmes rires...

MARDI, MERCREDI, JEUDI, VENDREDI : 20 h 30 • SAMEDI : 17 h 30 et 21 h 15 • DIMANCHE : 15 h 30

COMMUNICATION

Le projet de budget de l'audiovisuel pour 1985

Fragiles équilibres

Le rapport du gouvernement sur les organismes issus de l'ORTF - publié en annexe du projet de loi de finances pour 1985 - traduit un certain retour à l'équilibre du service public de l'audiovisuel en même temps qu'il fournit quelques nouveaux motifs d'inquiétude.

Les sociétés de programmes et les établissements publics, en premier lieu, disposent à présent des moyens de gestion qui leur faisaient encore défaut depuis la réforme de 1982 : les cahiers des charges sont rédigés, la convention collective unique et un nouveau système salarial entrent en œuvre, des schémas directeurs de l'information et pour une politique immobilière concertée se mettent en place, les effectifs ont été quelque peu redéployés entre certains organismes trop fournis et d'autres pas assez, un effort de clarification dans la gestion, enfin, a permis d'amorcer une distinction entre les dépenses de fonctionnement, auxquelles des taux de progression différents d'un exercice sur l'autre ont été appliqués. Justement, le rapport du gouvernement relève que l'année écoulée se distingue par un petit nombre de « conflits collectifs du travail ».

Plus que jamais, cependant, la rigueur est de mise. Si le budget 1985 marque, globalement, une légère progression qui devrait lui permettre de gommer les effets de l'inflation (le Monde daté 29-30 juillet), il traduit un retrait, léger, certes, mais effectif, de l'Etat. Sa contribution au service public sera moindre : 130 millions de francs

au lieu de 307,2 millions. Ainsi, Télédiffusion de France (TDF) devra recourir cette année à l'emprunt pour assurer la poursuite du programme de satellite de télédiffusion directe et la reconversion du réseau VHF pour la quatrième chaîne, Canal Plus (300 millions de francs au total). Dans le domaine des nouveaux médias, encore, il sera fait appel à la manne des PTT pour financer le développement des réseaux câblés ; il n'est plus fait allusion aux concours des collectivités locales. Enfin, le « bleu » budgétaire reste discret sur les « ressources propres » sur lesquelles les différents organismes de l'audiovisuel pourront compter l'année prochaine.

Il ne dissimule pas, en revanche, « l'apparition de tensions de trésorerie ». La cause ? Les usagers, de plus en plus, rechignent au paiement de leur redevance ou en diffèrent le règlement. Si bien que les rentrées d'argent ont été inférieures « d'environ 5 % », soit un manque à gagner de quelque 310 millions de francs.

Il n'en faut pas plus, selon les pouvoirs publics, pour mettre à mal la trésorerie de plusieurs organismes : Radio-France, la société de radio-télévision française d'outre-mer (RFO) et FR 3. Dans les deux derniers cas, ces difficultés auraient engendré un déficit, respectivement, de 8,5 millions de francs et de 20,7 millions. La situation financière de TF 1 n'est pas non plus satisfaisante puisqu'elle se traduit par une perte de 10,32 millions en 1983. Le nombre des productions en cours

et des stocks de « prêt-à-programmer » marque cependant une forte croissance.

C'est peut-être l'Institut national de la communication audiovisuelle (INCA) qui traverse, pour l'instant, la passe la plus délicate : en dépit d'un fonds de roulement positif, son déficit d'exploitation atteint, en 1983, 28,5 millions de francs, les pertes se chiffrant à 4,5 millions. La gestion des fonds d'archives en serait la principale cause en même temps que des difficultés de recouvrement de créances. Quant à TDF, le rapport note que, « si la situation financière reste saine », c'est « avec une certaine tendance à se dégrader qui, si elle se poursuivait, poserait un réel problème aux sociétés de programmes du secteur public, lesquelles avaient pris l'habitude de s'appuyer sur l'établissement pour régler certaines difficultés de trésorerie ».

Enfin, la Société française de production et de création audiovisuelle (SFP) retrouve progressivement son équilibre : la perte d'exploitation n'est plus que de 31,5 millions de francs en 1983 au lieu de 64,8 millions l'année précédente, les frais financiers sont en baisse. Ce redressement, encore inachevé, s'explique notamment par les efforts de l'Etat et des sociétés de programmes, dit le rapport du gouvernement.

Dans quelle mesure pourrions-ils être maintenus et amplifiés dans l'avenir ?

ERIC ROHDE.

LES BUDGETS DES ORGANISMES (*)

(en millions de francs hors taxes)

	TDF	INA	SFP	TF 1	A 2	FR 3	RFO	Radio France	RFI	France Inter (PMI)
1	1144,7	68,8	158,5	62,9	37,3	236,9	51,5	88,7	3,2	66,2
2	2445,4	375,4	1320,8	2324,1	2312,2	2381,1	526,5	1741,9	335	16,3
Donc										
Dépenses :										
1983	184,5	8,3	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1984	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1985	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1986	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1987	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1988	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1989	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1990	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1991	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1992	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1993	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1994	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1995	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1996	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1997	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1998	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
1999	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2000	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2001	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2002	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2003	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2004	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2005	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2006	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2007	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2008	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2009	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2010	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2011	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2012	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2013	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2014	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2015	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2016	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2017	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2018	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2019	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2020	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2021	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2022	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2023	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2024	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2025	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2026	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2027	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2028	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2029	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2030	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2031	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2032	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2033	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2034	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2035	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2036	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2037	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2038	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2039	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2040	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2041	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2042	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2043	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2044	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2045	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2046	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2047	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2048	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2049	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2050	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2051	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2052	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2053	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2054	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2055	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2056	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2057	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2058	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2059	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2060	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2061	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2062	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2063	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2064	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2065	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2066	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2067	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2068	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2069	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2070	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2071	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2072	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2073	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2074	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2075	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2076	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2077	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2078	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2079	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2080	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2081	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2082	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2083	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2084	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2085	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2086	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2087	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2088	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4,7
2089	200	9	133	32,1	19,1	169	38,3	123	1,6	4

مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 3 octobre 1984 - Page 21

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	50,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	208,92

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

MATRA MANUFACTURE DEFENSE

Filiale du Groupe MATRA, nous fabriquons et commercialisons, avec un effectif de 2 500 p. et un C.A. de 1 100 MF, des équipements destinés aux marchés militaires : un secteur riche en potentiel de développement. Nous vous proposons de

Diriger la fonction personnel

usine de 1 500 personnes à Vichy

Collaborateur (H/F) immédiat du Directeur de l'usine, associé à la définition de la politique de personnel menée par le Directeur des Relations Humaines (basé à Vichy), vous serez un véritable partenaire de réflexion... et d'action.

Vous conduirez cette politique pour l'ensemble de l'unité : conseiller la hiérarchie et le personnel pour le maintien d'un bon climat, mener avec doigté les relations sociales, mettre en place une gestion de personnel adaptée, innover en matière sociale, tels seront vos objectifs majeurs.

Voici une opportunité pour un Chef de Personnel déjà expérimenté dont la réussite ouvrira des portes dans un Groupe diversifié et novateur tel que MATRA.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la référence H/MMD/LI, à notre Conseil, Michèle DUCHER, qui vous garantira toute discrétion.

ARCOREM 888



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Jeune manager futur directeur

Paris

280 000 F +

maintenance équipements techniques

Vous avez

une expérience réussie d'environ 5 ans dans la conduite et l'animation d'équipes de montage, installation ou maintenance en milieu industriel (type construction et installation électrique, chauffage central, grande chaudronnerie). Ingénieur de formation, vous alliez à vos qualités d'homme de terrain une forte capacité d'organisateur. Vous êtes ambitieux et pensez le moment venu de donner une impulsion à votre carrière.

Nous sommes

la filiale française d'un groupe international, leader européen dans sa branche.

Nous vous proposons

après une période de formation à nos techniques de prendre la responsabilité d'une de nos importantes agences nationales (environ 150 personnes). Avec l'aide de méthodes modernes de gestion, vous aurez à la réorganiser de façon à en faire une agence pilote.

La réussite dans cette mission vous ouvrira de larges possibilités de carrière.

Envoyez à notre Conseil.

M. PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo, s/réf. 3026 M à CORT, 65 av. Kléber, 75116 PARIS.



Paris-Lille-Strasbourg

MEMBRE DE SYNTAC

Canon

recherche

Directeurs

NOUS OFFRONS :

- de participer à la création d'un réseau de distribution moderne.
- d'être associé à la révolution technologique des matériels de bureau que nous préparons.
- une rémunération évolutive, fonction de vos aptitudes professionnelles.
- de nombreuses possibilités d'évolution personnelle au sein d'un groupe multinational en pleine expansion.

NOUS DEMANDONS :

- âge 30 - 35 ans.
- formation supérieure (options Marketing/gestion).
- disponibilité totale et mobilité géographique.
- expérience (minimum 4 ans) de la distribution des matériels de bureau.
- expérience du management de commerciaux de haut niveau.

Ecrire sous R4/P4/06 à CANON, 35 rue Victor-Hugo, 93000 Paris ou téléphoner au numéro 943.33.53, poste 371.

UN OPERATIONNEL D'ENVERGURE ET D'ACTION

N°2 DE L'ENTREPRISE

directeur d'exploitation

260-320 000 +

Le poste, Directeur d'exploitation et des ressources humaines, est à créer dans une entreprise de services qui intervient dans le domaine de la sécurité auprès d'une clientèle de sociétés industrielles et commerciales. Elle emploie 200 personnes et connaît une forte croissance (60%). La tâche sera de constituer un environnement où les équipes pourront donner la pleine mesure de leur talent.

Assisté par les services recrutement, personnel, planning et contrôle, il prend en charge la gestion complète des ressources humaines.

Il connaît la législation du travail, les relations sociales. C'est avant tout un meneur d'hommes et un organisateur. Sur le plan du management, il apporte une présence opérationnelle sur le terrain, mène une réflexion et une action visant à former, stimuler, motiver les équipes. Il est en relation avec la clientèle.

Agé d'environ 30 ans et diplômé de l'enseignement supérieur, il possède une expérience réussie de cette fonction dans un secteur de services (distribution, entretien, restauration, travail temporaire...).

Sa personnalité est celle d'un leader : autorité naturelle, esprit ouvert et conciliant, capacité à communiquer et à convaincre. Son énergie, sa ténacité, sa compétence suscitent l'adhésion et la confiance.

Le poste est basé à Paris (16ème arrondissement).

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. M/11 à ARCO - 25, rue Cambes - 75001 PARIS

ARCO

JEUNE DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

Équipements électro-pneumatiques spécialisés pour industries diverses (chimie, mécanique, alimentaire, appareillages scientifiques, etc.)

Ingénieur électromécanicien ENSI - INSA ou similaire

5 à 10 ans expérience vente et organisation

technico-commercial

Une mission de développement, en régions, recherche de clients ayant des besoins spécifiques et de développer les ventes.

En mission : développer en C.A. les ventes, réaliser et assurer le réseau de vente France.

Assister et encadrer efficacement les équipes.

Profil : esprit d'initiative, dynamisme, sens de l'organisation, volonté de réussite.

Adm. CV dét. 35 réf. 1177 à

SELESTO CONSEIL 67000 STRASBOURG CEDEX

BANQUE REGIONALE

dynamique et performante

région RHONE-ALPES

recherche :

DIRECTEUR D'AGENCE

pour renforcer son équipe d'expansion.

MISSION :

- organiser son unité dans une optique de performance commerciale et de rentabilité.

- élargir et améliorer son fonds de commerce par son action sur le terrain.

- décider, en accord avec la hiérarchie de la mise en place des crédits à sa clientèle.

PROFIL :

- 30 ans minimum.

- diplômé enseignement supérieur, ou autodidacte.

- bon banquier.

- CLASSE V ou VI

- tempérament ouvert.

- homme d'action.

La réussite dans le poste ouvrira, à terme, des perspectives de développement de carrière dans le réseau ou au Siège.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 4804/OCBF

66 rue de la Chausée d'Antin 75009 Paris.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

PARIS

Nous recherchons pour notre filiale de messagerie aérienne spécialisée dans le transport de documents, une personne, âgée max. 35 ans, ayant de l'expérience dans une branche de commerce. Elle devra être capable de s'adapter à une clientèle internationale aux nombreux débouchés.

Répondre, avec C.V. et 2 p. à :

BAIRES, 30 rue 6.671

la Monde Pub. serv. ANNONCES CLASSEES

6, r. des Italiens, 75008 Paris.

LE SYNDICAT COMMERCIAL D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE NOUVELLE DE CERGY-PONTOISE

recrute pour l'un de ses centres de loisirs, d'une capacité de 120 places.

UNE

DIRECTEUR(TRICE)

rempliront les conditions d'accès à la fonction publique territoriale, et inscrit sur le liste d'aptitude à la fonction d'animateur de 2e classe, ou titulaire des deux degrés : S.A.F.D. (arrêté du 15 juillet 1981).

Adresser cand. motivée avec C.V. et copies des diplômes à :

Monsieur le Président du S.C.A. 6, rue de la République 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Pour tout renseignement :

(01) 03-53-93-00 poste 4337.

emplois régionaux

emplois régionaux



DOMAS-IPSO

RECHERCHE

2 CHARGES D'ÉTUDES

- Pour développement départemental étude média.

- Pour développement étude de marché.

Expérience souhaitée.

Env. C.V. et références à :

BRUNO HEBERT, 22, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

Env. C.V. et références à :

ALFRED HEBERT, 27, rue de la République, 75001 Paris.

De l'Audit au Contrôle de Gestion

Vous avez complété votre formation commerciale supérieure par 2 à 3 ans d'expérience en audit, acquise en entreprise ou en cabinet. Vous souhaitez maintenant valoriser et enrichir cette expérience dans un poste opérationnel en entreprise.

La politique de décentralisation appliquée dans le GROUPE BSN donne une autonomie de gestion complète au Département Flaconnage - 450 M de F de CA - emballages en verre pour la pharmacie, la parfumerie et l'alimentaire.

Contrôleur de gestion d'un ensemble industriel d'un millier de personnes, vous aurez à élaborer, mettre en œuvre, assurer le suivi et le développement d'outils de gestion performants et fiables. Vous saurez y associer les différents opérationnels et susciter leur adhésion. Votre démarche sera dynamique, tournée vers la prise de décisions et la réalisation. Par la suite vos responsabilités s'élargiront à l'ensemble du Département.

De réelles perspectives d'évolution vous seront ouvertes à terme.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R4/M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 2, rue de Valenciennes - 75001 Paris Cedex 08.

BSN

THOMSON-CSF

TUBES ET DISPOSITIFS A IMAGE

Nous détenons le 1er RANG MONDIAL dans le domaine de l'IMAGERIE MEDICALE. Notre service PRODUCTION souhaite engager

2 INGENIEURS H/F

débutants ou justifiant d'une première expérience

RESPONSABLE DE PRODUITS, ces ingénieurs seront chargés d'en maintenir le niveau de performance et d'améliorer les rendements et les gammes de fabrication. Ils travailleront en liaison avec les ateliers, le service Qualité et entretiendront des contacts avec la clientèle.

Nos produits faisant appel à des technologies complexes et très variées deux profils sont recherchés :

- un GENERALISTE (mécanique, méthodes...) de formation ECP, ENSAM, ECAM.

- un PHYSICO-CHEMISTE, METALLURGISTE de formation ESPCI, ENSIEG, ENSEEG.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle à l'attention de H. THIERRY - THOMSON-CSF - TDI - BP 55

38120 SAINTEGREVE

THOMSON

BRANCHE EQUIPEMENTS ET SYSTEMES

emplois internationaux

(cf départements d'Autre Mer)



UN(E) CAMBISTE

Nous recherchons :

- Une expérience bancaire de quelques années ;

- Diplôme et/ou permis.

Les personnes intéressées sont priées de téléphoner au (19-352) 46-51-30.

Nous prions instamment nos annonceurs d'envoyer l'obligation de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été envoyés.

Envoyer C.V. détaillé à

IRHO

11, Square Pétrique - 75116 PARIS

PLANTEUR

Ayant grande expérience culture palmiers à huile pour Direction Générale au GHANA, plantation de 5000 ha avec extension

- Expérience minimum 10 ans de Direction dont 5 ans palmier

- Parfaite maîtrise de l'anglais indispensable

- Poste à pourvoir immédiatement

Envoyer C.V. détaillé à

IRHO

11, Square Pétrique - 75116 PARIS



Mutuelle Assurance des Instituteurs de France 200, av. Salvador-Allende 79000 Niort

recherche pour les services comptables de son siège social, à Niort,

UN(E) COLLABORATEUR(TRICE)

chargé(e) de la comptabilité des immobilisations

titulaire d'un diplôme d'école supérieure de commerce (option finances comptables) ou d'une maîtrise de sciences et techniques comptables et financières

Expérience professionnelle non exigée.

Rémunération brute annuelle de 45000 à 110 000 F.

Envoyer C.V. et photo à : MAIF - service comptabilité - 79038 Niort Cedex

Renseignements au (49) 73-70-19.

DIRECTEUR FINANCIER

Ecole supérieure de gestion D.E.C.S. comptable minimum.

Minimum 5 ans expérience

postes similaires.

Anglais indispensable

Envoyer C.V., rémunération souhaitée, photo récente s/réf. 1.243, le Monde Pub. Service ANNONCES CLASSEES, 6, rue des Italiens, 75008 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



France recherche

DES CHEFS DE PROJETS ROBOTIQUE

Pour l'étude de techniques et d'applications avancées.

FORMATION:

- Ingénieur électronicien avec option automatique et connaissance de la micro-informatique.
- ou
- Ingénieur mécanicien avec une formation complémentaire en automatique et informatique.

Une expérience professionnelle dans le domaine de la robotique, et une bonne pratique de l'anglais sont indispensables.

Ces postes comportent une affectation initiale au Centre de compétence robotique de notre usine de BORDEAUX. L'affectation ultérieure est prévue à notre usine de MONTPELLIER.

Les lettres de candidatures et C.V. doivent être envoyés à:
USINE IBM, Service du Personnel. B.P. 27 CANEJAN - 33610 CESTAS

Un audit sous le soleil!

Vous êtes diplômé Ecole Supérieure Commerce ou Gestion + DECS Comptabilité et vous avez validé cette formation par une première expérience en cabinet d'audit ou au sein d'une Direction Financière d'entreprise. Rejoignez un groupe industriel de taille internationale dans un secteur en pleine restructuration pour devenir notre:

Audit comptable et financier

Vous assurerez, sous la responsabilité du Directeur Financier, la mise en œuvre de la politique d'audit interne récemment définie et aurez toute latitude pour proposer les modifications et améliorations nécessaires à son développement. La mission proposée permettra à un cadre position III A d'évoluer dans un poste autonome et responsable.



Le poste basé sur la Côte d'Azur implique des déplacements fréquents.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo à
GESTION ET METHODES
CONSULTANTS D'ENTREPRISES
1 bis place du Commerce 75015 Paris
chargé du recrutement.

ORGANISME DE PROTECTION SOCIALE AGRICOLE
localisé dans un chef lieu de département de la région MIDI-PYRENNES
recherche pour mise en œuvre de systèmes informatiques temps réel,
bases de données

jeunes diplômés d'enseignement supérieur

école d'ingénieur ou formation universitaire scientifique,
désirant s'orienter vers l'informatique de gestion
après une formation complète assurée par nos soins.
Env. lettre manuscrite, CV, photo et prêt s/réf. 11669
à PIERRE LUCHAU S.A., BP 220, 75065 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

Ingénieur d'affaires en agro-alimentaire



Filiale de trois entreprises à vocations complémentaires, notre société est en pleine croissance. Nous concevons et réalisons des installations pour le traitement des liquides alimentaires. C'est un marché vaste: agro-alimentaire, pharmacie... où nos atouts, la créativité, l'innovation, la souplesse sont largement reconnus. Sous la responsabilité directe du PDG, vous serez le moteur principal de notre développement. Votre action se situe à deux niveaux: Commercial et marketing: vous entretenez des relations suivies avec la clientèle existante, vous développez de nouvelles affaires, vous valorisez les références acquises, en un mot vous accroissez notre notoriété.

Technique: vous faites preuve de créativité et concevez des systèmes novateurs. Ingénieur automobile ou ingénieur agro-alimentaire, vous possédez une expérience de 5 ans au moins dans la construction d'ensembles, acquise chez un grand de l'agro-alimentaire, dans un cabinet d'ingénierie ou chez un constructeur. Vous connaissez bien les procédés techniques alimentaires, vous savez comprendre le besoin d'un client et imaginez des solutions adaptées.

Ecrivez sans tarder avec CV, photo et rémunération, sous la réf. 582, à Joëlle Khuat Duy qui nous aide dans cette recherche.

HAY Managers 94 rue Servient 69003 Lyon.

INDUSTRIE CHAMPENOISE

fabriquant entre autres
GROUPES ELECTROGENES DIESEL
et GROUPES MOTO-POMPES,

CHEF DES VENTES METROPOLE SOUS L'AUTORITE DIRECTE DU D.G.

Il sera responsable de son C.A., aura à son service un réseau d'inspecteurs commerciaux, un bureau technico-commercial, et à gérer le budget du service. Ce poste conviendrait à candidat 40/45 ans, ayant une formation commerciale supérieure associée à une expérience professionnelle dans l'électricité. Pour élément de valeur ajoutant pleinement ses fonctions dans bonne ambiance, POSSIBILITE D'EVOLUTION DE CARRIERE. Il sera répondu à toute lettre man. accompagnée d'un c.v. dét. ind. dernière éducation parus, s/réf. 8301 à B.E.O. 34, rue de l'Ardoise, 75008 PARIS.

INGENIEUR VRD

Ingénieur T.P. ou équivalent, il sera pour mission de monter les dossiers de lotissement, contrôler les travaux exécutés sur terrain, d'entretien, répondre avec les entreprises.

prospecteur foncier

Diplômé de l'enseignement supérieur, il sera chargé de rechercher et négocier de nouvelles opérations de lotissement.

Ces deux postes requièrent une expérience dans des emplois similaires, et nécessitent des déplacements dans les départements limitrophes.

Envoyer c.v., photo et prétentions en joignant le poste qui vous intéresse à FRANCE LOTIS S.A.

• Pour VERSAILLES: Mr Roché - 3, rue du Général Delaunay de Tassigny 78150 Le Chesnay.

• Pour VALENCIE: Mr Buisson - 8, rue Champagnon 26000 Valence.

FACOM

LEADER EUROPEEN
DE L'OUTILLAGE A MAIN recruté pour son établissement d'EZY SUR EURE à 80 km à l'Ouest de Paris:

jeune INGENIEUR INDUSTRIALISATION

Diplômé d'une Grande Ecole à dominante mécanique et possédant une première expérience de l'usinage de série. La mission porte sur l'industrialisation de produits nouveaux, l'étude et la mise en œuvre des technologies adaptées, les méthodes évoluées de gestion de production. Réf. FA/INDUS

• au sein de son département «Equipe-ment Garages», un

BTS DUT METHODES

de formation mécanique ou électrotechnique. Il participera à l'analyse de la valeur lors de la création des produits et veillera à la normalisation des composants. Il concevra l'outil de production (outillages, postes, effectifs...). Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant eu des expériences de même type. Réf. FA/METHODES

Ecrire avec C.V. explicite sous référence choisie à CETAGEP 30, avenue Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS DE RECRUTEMENT

CETAGEP

SOCIÉTÉ FABRICATION ET DISTRIBUTION PRODUITS ALIMENTAIRES

recherche

CHEF COMPTABLE

Pour assurer Direction du service comptable équipe sur IBM 34. Grande expérience de la fonction et formation à l'informatique indispensables. Disponible rapidement.

Adresser C.V. détaillé avec photo et rémunération actuelle s/réf. 117.905 à AGENCE HAVAS, 83100 TOULON.

FÉDÉRATION RÉGIONALE DES COOPÉRATIVES AGRICOLES

recherche

HOMME ou FEMME

Capable de s'intégrer rapidement et prendre responsabilité au sein d'une équipe d'intervention au conseil de gestion et contrôle des comptes d'entreprises adhérentes.

- Niveau: E.S.C. ou maîtrise Sciences éco ou équivalent + D.E.C.S. complet.
- Expérience professionnelle souhaitée.
- Nombreux déplacements dans région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Véritable indispensable.

Envoyer curriculum vitae avec photo + prétentions à: A.F.R.C.A. - Provence-Alpes-Côte d'Azur, B.P. 1.1339 PELISSANNE.

DIRECTEUR FINANCIER.

futur directeur financier

200.000+

Une jeune Société à forte croissance dans le domaine de la robotique, filiale d'un puissant groupe multinational, implantée dans une ville agréable du VAL DE LOIRE recherche son FUTUR DIRECTEUR FINANCIER.

Au sein d'une équipe de direction jeune et dynamique, il prendra progressivement en charge la comptabilité générale et analytique, les budgets, le contrôle de gestion, la trésorerie, les déclarations fiscales et sociales, le développement des applications informatiques.

Ce poste est une réelle opportunité pour un jeune candidat de formation Ecole de Commerce + DECS ou équivalent, pratiquant couramment l'anglais et ayant acquis une première expérience en milieu industriel.

Adresser dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V. + photo (retournée), prétentions sous réf. 20.625-M à H. CARON

CLA RECRUTEMENT 56 rue de Pontreuil 75008 PARIS

INGENIEUR L'AVENIR DEVANT SOI

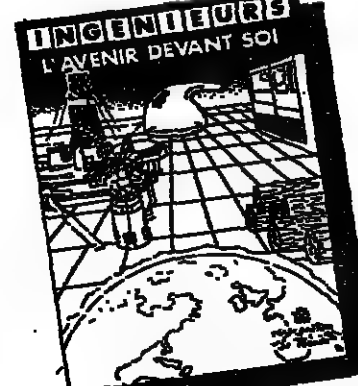
Malgré une conjoncture morose, les perspectives de recrutement pour les ingénieurs demeurent favorables en ce début d'année 1984.

Face à une stabilisation du nombre d'ingénieurs diplômés par les Grandes Ecoles, qui plafonne depuis 2 ans à 10.500 par an, de nouveaux modes de recrutement ne vont-ils pas apparaître? Quelle est la part prise par l'approche directe?

Quels sont les postes de direction d'entreprises industrielles détenus par les ingénieurs?

Les entreprises du "tertiaire" s'ouvrent aujourd'hui davantage aux ingénieurs, mais quelles autres structures et autres fonctions vont s'offrir plus largement à eux?

Une enquête réalisée par Régie-Presse le Monde apporte un éclairage nouveau sur l'ensemble de ces questions. Destinée aux Ingénieurs, Responsables d'entreprises, Responsables du Personnel et de Recrutement elle fait le point sur ce métier et son avenir.



régie presse Le Monde

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite, de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie-Presse Ing. 7, rue Montlesauy, Cedex 75382 PARIS Cedex 07.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

cadre financier HF

Important groupement d'organismes de promotion et de gestion immobilières situés à Saint-Quentin (02) recherche le :

qui aura la responsabilité de l'ensemble des fonctions correspondantes et du contrôle de gestion.

Dépendant directement de la Direction Générale, il aura pour mission de contrôler les équilibres fondamentaux, de les projeter et de contribuer à promouvoir un esprit de performance dans les différentes fonctions de l'entreprise.

Précis, méthodique, réaliste et expérimenté, le candidat aura une formation supérieure et des qualités d'initiatives, de contacts humains et d'organisation.

Rémunération en rapport avec la valeur du candidat.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

aps

12, Boulevard Roosevelt
02100 SAINT-QUENTIN



Société nationale employant 5 500 personnes, réparties en 40 établissements sur toute la France, nous recherchons pour structurer notre développement un

Jeune contrôleur de gestion

LE MANS

Vous aurez pour mission d'établir les budgets, de suivre et contrôler les réalisations, d'analyser les écarts et d'améliorer les outils. Vous travaillerez dans notre unité de fabrication qui se situe au Mans.

Issu d'une école supérieure de commerce, vous serez amené, après une période de formation, à prendre des responsabilités faisant appel à votre esprit d'analyse et de synthèse, à votre sens des initiatives, à votre savoir-faire relationnel et à votre goût pour le travail en équipe.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo et rémunération actuelle), réponse et discrétion. Merci d'envoyer sous référence 4671M, 55 Av. Bugeaud - 75116 Paris.

Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Syntec

Benson

Créer la fonction personnel

Pour notre établissement situé près de La Baule, nous recherchons

Un jeune chef de personnel

Avoir 3 à 5 ans d'expérience en milieu industriel.

Vous aurez à mettre en place et développer la totalité de la fonction. Plus qu'un gestionnaire vous serez un conseiller. Nous recherchons une personne de formation supérieure (sciences politiques, droit, école de commerce), reconnue pour son dynamisme et son sens du contact. Suivant votre réussite, de larges possibilités d'évolution sont offertes dans un groupe à vocation internationale. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer votre dossier de candidature (CV manuscrit et prétentions), à la Direction du Personnel de Benson sous réf. 3062, 1 rue Jean Lemaître, 21 Des Petites Halles, 94015 Créteil.



benson



la recherche chez un leader de l'alimentaire

Unisabi, premier fabricant d'aliments préparés pour animaux familiers, à la pointe du progrès technologique dans l'industrie agro-alimentaire recherche des ingénieurs jeunes et solides pour rejoindre son département recherche et développement.

Unisabi, société française du groupe international MARS inc fabrique et commercialise des marques aussi performantes que PAL, FROLIC, CANIGOU, LOYAL, WHISKAS, BREKKIES, RON RON. Unisabi, ce sont 1 000 employés, 3 usines récentes aux installations performantes, plus de 2 milliards de francs de chiffres d'affaires, une croissance soutenue (+ de 20%) un volume à l'export de 20%.

Avec des objectifs de qualité et d'efficacité, 95 personnes dont 30 cadres se consacrent à une recherche appliquée dans le domaine des produits, des emballages et des procédés de fabrication. Les ingénieurs se voient confier très rapidement des sujets de recherche pour l'avenir de l'entreprise. Ils disposent de ressources importantes leur permettant de mettre en œuvre leurs projets. La communication est directe et facilitée par un travail d'équipe : les ingénieurs de ce département sont en relations étroites avec les autres départements en particulier les Achats, le Marketing, la Fabrication ainsi qu'avec les fournisseurs.

INGENIEUR PROCESS

MISSION : Vous concurrenz à un programme d'analyses d'un procédé de fabrication, entreprendrez les recherches d'amélioration pour proposer les solutions adaptées.

PROFIL : Vous avez :
• Le niveau ingénieur Génie Alimentaire ou Chimique, vous êtes débutant ou possédez déjà une expérience notamment en procédés d'extrusion.

Ce poste est à pourvoir dans la région d'Orléans.

Réf. RD1
(150.000 +)

INGENIEUR ASSURANCE QUALITE

MISSION : Vous serez le garant de la qualité de la production de l'usine de Strasbourg (110 000 tonnes/an). Vous animerez un service de 17 personnes. Vous serez directement impliqué dans les projets de l'usine, vous y apporterez votre expertise de la qualité et serez l'interlocuteur "Département Recherche" auprès de l'équipe de cette unité.

PROFIL : Vous avez :
• Le niveau ingénieur chimie ou biochimie
• Une expérience industrielle de 2 ans, si possible dans une fonction qualité, mais pas exclusivement alimentaire

Ce poste est à pourvoir dans la région de Strasbourg. Réf. RD2
(180.000 +)

RESPONSABLE SERVICE RECHERCHE EMBALLAGE

MISSION : Vous développerez notre avance technologique dans le domaine de l'emballage (boîte métal, papier, carton, plastique) par l'animation d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens. Vous aurez à promouvoir vos projets auprès des fournisseurs et des responsables dans l'entreprise.

PROFIL : Vous avez :
• Le niveau ingénieur Arts et Métiers ou Industries Alimentaires ou équivalent.
• Une expérience technique probante et diversifiée d'au moins 5 ans, au cours de laquelle vous avez mis en œuvre vos capacités d'innovation.
• Une expérience réussie d'animation d'une équipe

Ce poste est à pourvoir dans la région d'Orléans. Réf. RD3
(220.000 +)

RESPONSABLE DEVELOPPEMENTS TECHNIQUES

MISSION : Vous serez l'initiateur du développement technologique de nos installations recherchant et concevant des techniques de fabrication et des équipements adaptés aux exigences de performance et de qualité.

PROFIL : Vous avez :
• Le niveau ingénieur Arts et Métiers, Industries Alimentaires ou équivalent.
• Une expérience de 3 à 5 ans d'ingénieur de projet ayant réalisé des installations innovantes et performantes

Ce poste est à pourvoir dans la région d'Orléans. Réf. RD4
(220.000 +)



Ces postes s'adressent à des candidats qui auront écouté, convaincre dans une entreprise qui privilégie l'initiative et l'innovation. En fonction de leurs résultats, ils pourront évoluer vers d'autres fonctions, dans les unités en France voire à l'étranger au sein du Groupe MARS. La société prendra en charge les frais occasionnés par un éventuel déménagement.

Adresser : CV + PHOTO en précisant les références du ou des postes souhaités à :
UNISABI
Département du personnel (YT)
B.P. 7
45550 SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

La maintenance à l'heure des investissements

Ce groupe multinational, l'un des leaders mondiaux de la pharmacie, intensifie ses investissements en France : son usine-modèle, implantée en Normandie depuis plusieurs décennies, a pour objectif de tripler sa production en 3 ans !

Le parc machines va se renforcer en équipements sophistiqués, faisant appel à des techniques de pointe (électronique, automatisation). Il est donc nécessaire d'accroître en parallèle le potentiel du service entretien et maintenance, notamment au plan organisationnel et technique.

L'AM qui prendra cette responsabilité vitale pour la réussite du programme peut se prévaloir d'une expérience de l'ordre de 4 à 5 années dans la fonction. C'est un homme de poids et d'expérience, proche du terrain et des hommes. Il a des talents d'organisateur et d'animateur et se situera en phase avec les exigences particulièrement affirmées de l'entreprise en matière de qualité. Les consultants du cabinet Sirca étudieront avec intérêt sa candidature. Merci de leur écrire sous référence 202 550M en joignant CV et en indiquant votre niveau actuel de rémunération.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTÈC

CONTROLEUR de GESTION

Importante Société d'Électronique en pleine expansion (850 personnes), filiale d'un des plus grands groupes industriels privés français, notre contrôleur de gestion recherche son SUCCESSEUR.

Placé dans un premier temps sous autorité, vous participerez à la conception, au développement et au suivi d'un système performant. Rapidement vous serez autonome et ouvert à d'importantes responsabilités.

La qualité de notre proposition nous permet d'être exigeant : vous possédez une formation école de gestion (option finance) et une première expérience significative. Mais nous serons avant tout attentifs à vos qualités personnelles : goût de l'entreprise, homme de contact, d'écoute et de service, vous disposez d'une réelle puissance de travail.

Nous étudierons en toute discrétion votre dossier qui témoignera de votre motivation pour ce véritable challenge. (CV, photo et prétentions) sous référence 1883 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Nous intervenons depuis plus de cinquante ans sur des marchés durables, et en bonne santé ; nous y occupons une place prépondérante en France et à l'étranger (C.A. consolidé : 2,3 milliards).

L'Adjoint de notre chef Comptable

Outre le DECS ou équivalent, vous êtes titulaire du certificat supérieur Juridique et Fiscal, vous connaissez le nouveau plan comptable, êtes familier de l'informatique répartie sur écran, et du micro-ordinateur.

Nous vous confierons pour débiter la responsabilité directe de :

- la comptabilisation des immobilisations

- notre Service Trésorerie

Rigueur, Méthode et Organisation, Aptitude au commandement sont des qualités indispensables dans la fonction proposée.

Le poste est basé à Paris, mais nécessitera des déplacements en Province auprès de nos établissements décentralisés.

Notre groupe, par ses dimensions nationales et internationales, laisse envisager d'intéressantes opportunités.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous Réf. 806 à CURRICULUM 26, rue du 4 Septembre, 75002 PARIS qui nous la transmettra en toute confidentialité.

BATIMENT/SECTEUR LOISIRS

un produit nouveau

Chef de produit

HEC, ESSEC, ESCP...

Vous avez une formation commerciale de haut niveau complétée par une expérience de 2 à 5 ans dans le secteur du bâtiment ou celui des biens d'équipement spécialisée dans le domaine des loisirs permettra de prendre la responsabilité du développement d'un produit nouveau.

Vous assurerez, sous la responsabilité de la Direction Développement et Produits, la mise en route d'une entité chargée du développement de la vente et de la gestion de produits dans le secteur du loisir social.

Ce poste que nous créons exige dynamisme, organisation, ouverture d'esprit et imagination. Il est basé à Paris et son domaine d'action est limité dans un premier temps à la France.

Votre réussite sera aussi la nôtre : elle vous permettra de former une ouverture vers les marchés étrangers.

L'anglais est donc nécessaire.

Merci d'adresser votre CV, détaillé, photo et prétentions sous réf. 3054 à Emplois et Carrières 30 rue Vernier 75018 Paris, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Dans le cadre du plan de développement de son
**DEPARTEMENT CONSEIL EN SYSTEMES D'INFORMATION
ET TECHNIQUES NOUVELLES**

le groupe

THOMSON ANSWARE
(850 p, 320 MF) recherche plusieurs
CONSULTANTS

Profil souhaité :

Ingenieurs Grande Ecole (X, Centrale, Mines, HEC,...),
qualités relationnelles et de rigueur intellectuelle, aptitude à promouvoir le changement.

Missions :

- Planification stratégique et/ou opérationnelle du système d'information/communication
 - Etude, conception, mise en place de systèmes intégrant les techniques de traitement de l'information (réseaux, vidéotex, bureautique, B.D. réparties...)
 - Etudes d'opportunité, expertises, audit
 - Management, développement des organisations
- En sus du développement personnel et professionnel associé au métier de Conseil, les candidats peuvent tabler sur des possibilités d'évolution motivantes au sein d'une structure engagée dans des secteurs d'avenir (productique, génie logiciel, intelligence artificielle,...)

Les dossiers de candidature
seront étudiés confidentiellement
par M. D. ROUZAUD
135, rue de la Pompe 75116 PARIS

THOMSON
TELECOMMUNICATIONS

**INFORMATIQUE...
DEPART POUR UNE CARRIERE**

JEUNES DIPLÔMES DE GRANDES ECOLES

GESTION OU SCIENTIFIQUE
Commencez votre carrière comme

ANALYSTES

Selon vos compétences et affinités, vous trouverez ensuite
de nombreuses possibilités d'évolution de carrière, dans
les différentes branches du groupe, en France et à l'étranger.

SAINT-GOBAIN

Des passerelles entre métiers, entre pays, entre sociétés

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo)
- sous référence 803 -
SAINT GOBAIN INFORMATIQUE
Les Miroirs Cédex 27 - 92096 Paris La Défense.

**Rejoignez
une importante banque privée !**

Dans le cadre du développement de nos activités, nous recherchons

Cadre confirmé

Nous vous confierons l'animation d'un service de contrôle.
Des perspectives d'évolution de carrière intéressantes seront proposées à un cadre compétent et dynamique. (Réf. M/3176A)

**Cadre « immobilier »
expérimenté**

Nous vous confierons, au sein de l'équipe actuelle, la
gestion d'immeubles, de bureaux et, le cas échéant, la
recherche d'investissements immobiliers.
Plusieurs années d'expérience, du dynamisme et une
grande rigueur sont requises. (Réf. M/3176B)

Pour les deux postes, une formation universitaire (ou similaire) serait appréciée.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la
référence du poste choisi, à

MEDIA BA
5, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)



GROUPE MORY

Nous sommes, avec près de 10.000 personnes et plus de 100 agences en France et à l'étranger,
l'un des leaders des Transports Nationaux et Internationaux. Nous vous proposons une opportunité
de poste au sein du Réseau STOCKAGE INDUSTRIEL ET DISTRIBUTION

contrôleur de gestion

PARIS

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier et en relation étroite avec les Exploitants sur tout le territoire,
vous êtes chargé d'étudier, de concevoir et de mettre en place la fonction Contrôle de gestion au sens large : procé-
dures homogènes, établissement des budgets, tableaux de bord, suivi des réalisations, audit des comptabilités d'ex-
ploitation, études économiques, etc. Il est exigé : un diplôme d'études supérieures (G.E. d'ingénieurs
ou de Commerce), une formation axée sur la Gestion (I.S.A., I.C.G., I.A.E. etc.), une expérience de 3-4
ans minimum, de préférence dans le secteur de la grande distribution, une personnalité forte pour innover
et former. Nombreux déplacements. Poste évolutif.

Adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite, est. act., tél. pers.) en précisant la référence 61CM à
Hervé Le Baut Consultants 11, rue La Boétie - 75008 Paris - Tél. : 265.38.39

4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue



**Responsable des
ressources
humaines
et des
relations
sociales
en usine**

réf. 158 AM

UN DES TOUT PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS
propose une carrière évolutive dans la fonction "personnel".

Le candidat retenu, diplômé d'une grande école de gestion ou d'ingénieur, aura une
première expérience dans cette fonction et sera à la fois capable et désireux d'assu-
mer, avec autonomie et initiative, l'intégralité des responsabilités de personnel :
administration, gestion des ressources humaines, relations sociales.

Il commencera sa carrière dans le Groupe, dans une usine de 230 personnes, et il
devra avoir le potentiel pour assumer rapidement des fonctions identiques dans des
unités de 1 000 à 2 000 personnes.
Des qualités de rigueur, d'autorité naturelle et de contact sont indispensables.

Premier poste : région Grenoble.

**Jeune ingénieur
organisateur
animateur
réalisateur**

réf. 157 AM

PERNOD
La réussite de notre Société c'est le mar-
keting, ce sont nos usines modernes, nos
méthodes de gestion informatisées, mais
c'est aussi notre service Organisation
performant.

Nous recherchons un jeune ingénieur capable de diriger avec dynamisme, initia-
tives et efficacité, le service Organisation.
De formation ingénieur grande école (ECP - Mines - AM...), il devra disposer d'une
expérience de 3 à 5 ans en organisation (dominante industrielle appréciée) acquise
au sein d'un Groupe important ou dans un Cabinet de forte notoriété, utilisant des
méthodes modernes d'informatique et de bureautique.

Son enveloppe personnelle, ainsi que ses qualités de contact, d'animation et d'ouver-
ture lui permettront d'être un interlocuteur apprécié dans tous les domaines de
l'entreprise et à tous les niveaux.
Réelles perspectives d'avenir dans la Société ou dans le Groupe.
Lieu de travail : Créteil (94).

**COMPOSANTS
ÉLECTRONIQUES
SEMI-CONDUCTEURS**

**Ingénieur
de production
fort potentiel**

réf. 172 AM

**UN DES PREMIERS GROUPES MONDIAUX DE L'ÉLECTRONI-
QUE** offre une carrière très évolutive à un jeune ingénieur diplômé qui, ayant
une première expérience de fabrication (2 à 3 ans), a acquis la certitude d'être un
bon animateur, un excellent organisateur et qui veut assumer rapidement des
responsabilités importantes en Production.

Dans un premier temps (2 ans), il aura une mission de Directeur de Site de fabri-
cation au MAROC. Il organisera et gèrera une production de grande série
(25 millions de composants assemblés et testés) et animera un effectif de 250 per-
sonnes travaillant en continu. Puis, fort de cette expérience réussie, il assurera de
nouvelles responsabilités de production en Touraine ou au MAROC.

Le séjour à CASABLANCA sera assorti de très bonnes conditions matérielles, tant
sur le plan de la rémunération que des conditions de vie familiale.

**EXTRUSION
MATIÈRES PLASTIQUES**

**Un
responsable
technique**

réf. 176 CM

UN GROUPE INDUSTRIEL, ayant une solide notoriété et une place
européenne dans l'extrusion des matières plastiques, recherche un
Responsable Technique.

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé de l'étude, la réalisation ou
l'achat, l'implantation, l'amélioration de l'ensemble des investissements industriels.
La réussite dans ce poste implique :

- une solide formation mécanique,
- la connaissance des machines de transformation des matières plastiques et
des problèmes d'automatisation,
- une réelle ouverture d'esprit aux innovations technologiques,
- un bon potentiel d'évolution.

Poste : ville Côte d'Azur.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.



4, rue Massenet 75116 Paris

LE CRÉDIT LYONNAIS

recherche pour sa

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DE L'ORGANISATION

**Diplômé(e)s Grandes Écoles
Scientifiques ou de l'Université**

possédant 2/4 ans d'expérience dans les domaines suivants :

- méthodologie et conception de stages de formation informatique,
- développement d'une architecture de traitements sous UNIX,
- moniteur Temps Réel sur machine IBM sous MVS,
- applications utilisant des bases de données mises à jour en Temps Réel,
- génie logiciel.

ou débutants :

- développement d'outils proches des systèmes d'exploitation (MVS, Tandem, Univ,
P. System).

Actuellement, le CRÉDIT LYONNAIS c'est :

- des ensembles informatiques IBM de grande puissance,
- un réseau intégré de communications avec près de 10 000 stations de travail réparties sur
tout le territoire,
- l'utilisation de technologies de pointe, matériels et logiciels.

Le système d'information se déploie, se diversifie et évolue :

- nouveau réseau de communications,
- stations de travail élargies à l'usage d'ordinateurs individuels,
- décentralisation de pôles de traitement régionaux, locaux,
- utilisation des techniques de Vidéotex, de réseau local, de SGBD.

Le profil de carrière très ouvert devrait permettre aux candidats d'évoluer dans les différents
services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger. Cette évolution exige non seulement des
compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation
et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Adresser lettre manuscrite, CV et
prétentions sous référence M 2/10 à



CRÉDIT LYONNAIS - Recrutement Cadres
25, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS.

هكذا من الأهل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

FINANCEMENT DES ENTREPRISES GESTION DES OPERATIONS INTERNATIONALES

160.000 +

Diplômé de l'enseignement supérieur - option commerce international - vous avez connu durant 3 à 5 ans une expérience dans un service international de Banque ou d'Entreprise.

Familier de l'informatique vous êtes précis et organisé.
Bon gestionnaire, votre potentiel doit vous permettre d'occuper rapidement le poste de leadership d'une petite équipe.
Le contexte est favorable à des évolutions ultérieures.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'un CV détaillé au Service du Recrutement 26, quai de la Rapée 75012 Paris.



La bon sens près de chez vous.

Responsable administratif et financier tout proche de la publicité

Tout proche en effet, puisque nous sommes une société agissant dans le domaine publicitaire. La motivation et la performance de nos 25 collaborateurs nous apportent un succès reconnu, témoin notre CA très important.

Mais pour qu'elle tourne encore mieux, il nous faudrait les compétences d'un jeune administratif doublé d'un gestionnaire. L'un des piliers de la société, assisté d'une équipe de 5 personnes, vous en aborderiez tous les problèmes sur le plan de sa gestion : préparation des comptes (Bilan, CE), analyse des résultats, suivi des affaires, établissement et contrôle des flux prévisionnels de trésorerie, amélioration des systèmes de contrôle de gestion, suivi des relations bancaires. Les développements informatiques devront également vous passionner. Vous réussirez à ce poste, ouvert à l'initiative et à la créativité, si vous savez vous montrer rigoureux et accrocheur.

De solide formation comptable, DECS ou équivalent, vous avez idéalement 4 à 5 ans d'expérience dans une fonction comptable et administrative. L'essentiel est que vous soyez un homme/femme de terrain mettant « la main à la pâte ».

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 33610 à Rudolph von Raesfeldt, TEG, 18 place Henri Bergson, 75008 PARIS.



Division de SYSTEMA

Pour soutenir le développement du court terme au sein de notre organisme qui se situe parmi les plus importants des établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier, nous désirons intégrer un (une) CHARGE(E) D'AFFAIRES. Au sein du service des

crédits promoteurs

cette personne aura la charge :

- des opérations de financement de la promotion immobilière (étude des demandes de crédits et de mise au point des opérations avec les prospects ou les clients sur les plans : technique, juridique, administratif, financier...)
- d'un portefeuille à développer en étroite liaison avec le réseau commercial.

Ce nouveau collaborateur a une expérience significative dans une société ou un établissement bancaire du secteur de la promotion immobilière.

De formation Sciences Eco - ESC - Sciences Po ou Droit, il aura le goût des contacts et devra faire preuve de rigueur et de disponibilité pour réussir.

La fonction implique des déplacements en province.

Si ce poste vous intéresse, adressez courrier manuscrit, CV et prétentions sous référence CT au

cog Hébert conseil
11 Fg Poissonnière 75008 Paris
Discrétion assurée.

Jeune responsable technique

240.000 F

Micro-électronique hybrides - Des moyens d'études et de fabrication très sophistiqués, l'utilisation de toutes les dernières technologies permettant de faire du "sur mesure" mais surtout le caractère entrepreneurial d'un personnel jeune ont basé en quelques années cette entreprise, filiale d'un important groupe industriel français, au rang de leader européen dans le domaine des circuits hybrides. Adjoint du responsable du bureau d'études que vous devrez rapidement remplacer, vous animerez, au plan technique, une équipe d'ingénieurs et techniciens chargés de l'hybridation de différents produits tels que : micro-processeurs, mémoires, semi-conducteurs de puissance etc... A moyen terme, vous dirigerez ces responsabilités à la gestion d'un budget études de l'ordre de 15 millions de francs. Ce poste évolutif au sein des services techniques du groupe ou en production est basé dans la région de Fontainebleau. Il conviendrait bien à un jeune ingénieur électronicien ayant acquis une première expérience en études de préférence dans le domaine des semi-conducteurs et démontrant de bonnes qualités d'animateur. La rémunération annuelle prévue pourra atteindre 240.000 francs. Ecrire ou téléphoner à J. SCARLENOFF en précisant la référence A/2524M.



3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Notre Société, filiale d'un important groupe international de négoce recherche pour son bureau français à PARIS - OPERA

JURISTE D'ENTREPRISE H/F

Il/Elle sera le conseil des commerçants de la société pour leurs contrats et suivra pour eux les éventuels litiges liés à l'exécution internationale de ces contrats.

Le/La candidat (e) idéal (e) a 3 à 4 années d'expérience soit dans un cabinet d'avocats traitant habituellement d'opérations de commerce international, soit dans des fonctions approchantes dans une entreprise.

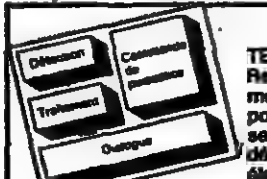
Le poste comporte des attributions très variées et des contacts à haut niveau. La discrétion est assurée aux personnes qui voudront bien adresser CV et prétentions à Monsieur Jean-Michel TECHENS - 93, rue Jeanne d'Arc - 75013 PARIS - qui transmettra

EDIRÉGIE LE CARAVANIER, LE VAN ET LE CHARIOT... recherche 1^{er} SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Exp. magazines spécialisés.
Aptitudes rédactionnelles appréciées.
Envoyez rapidement.

Env. C.V. et photo (impératif) à :
EDIRÉGIE, B.P. 379,
75009 Paris Cedex 19.

Ass. rech. formateur (rice),
stage intensif Alpha.
Envoyer C.V. à :
U PRO M 77
711, quartier Albert-Camus,
77190 DAMMARIE-LES-LYS.



JEUNE INGENIEUR (physique du solide micro-électronique)

Il sera chargé des investigations sur les circuits intégrés LSI/VLSI.

Anglais courant nécessaire.
Première expérience en Recherche et Développement appréciée. (Réf. 1F/8406)

TECHNICIEN SUPERIEUR ELECTRONICIEN

(niveau BAC + 2 impératif)
Il exercera son activité dans les domaines des composants discrets et des circuits intégrés (logique, analogiques) de toute complexité.

Anglais lu, parlé.
Expérience de 2 ou 3 ans souhaitée. (Réf. 1F/8406)

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions à TELEMECANIQUE-ELECTRIQUE - 33 bis, avenue du Maréchal-Joffre - B.P. 204 - 92002 NANTERRE Cedex.



4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue



Jeune ingénieur Un projet d'envergure dans l'organisation de la production

référence FP 106 AM



LA PERFORMANCE INDUSTRIELLE DANS L'HABILLEMENT. Premier Groupe Européen de Jeans - activité doublée en 4 ans.

4 usines en France qui fournissent l'Europe, un IBM 30/83, plus de 100 terminaux, un infocentre et des minis...

Recherche, pour l'intégrer à sa DIRECTION ORGANISATION - INFORMATIQUE, un jeune ingénieur désireux de valoriser deux ans d'expérience acquise en ORGANISATION INDUSTRIELLE ou GESTION DE PRODUCTION.

Cet organisateur de fort potentiel participera, dans le domaine de la production, à :

- l'analyse des besoins,
- la réalisation des cahiers des charges,
- la mise en place, la suivi des applications et la formation des utilisateurs.

Poste intéressant et évolutif pour candidat familiarisé avec l'outil informatique ayant le dynamisme, les facilités de contact et le goût des réalisations performantes.
Poste à Auxerre.

COMPOSANTS ELECTRONIQUES

Ingénieurs de production débutants AM, INSA HEL, ENSI... MAROC

référence LY 171 AM

UN DES PREMIERS GROUPES MONDIAUX DE L'ELECTRONI- QUE offre à des ingénieurs débutants, diplômés, la possibilité d'assumer rapide- ment la responsabilité d'une ligne de fabrication.

Après une première période de formation (3 mois environ) en Touraine, ils seront détachés au MAROC, avec pour mission la direction d'une ligne de fabrication (assemblages et tests de semi-conducteurs en grande série) :

- organisation et planification du travail,
- respect des quantités, de la qualité et des délais par rapport aux objectifs fixés,
- animation et formation du personnel (50 à 100 personnes) travaillant en continu.

Le séjour à CASABLANCA sera assorti de très bonnes conditions matérielles, tant sur le plan de la rémunération que des conditions de vie.

Après deux à trois ans dans cette fonction, il leur sera proposé des responsabilités plus larges dans le même domaine en FRANCE ou au MAROC.

Ingénieur brevet

référence SC 177 AM

UN CABINET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, solidement implanté, recherche un ingénieur Brevet diplômé du CEPI ayant de préférence une pre- mière expérience professionnelle, capable d'exercer son activité avec autonomie.

Connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand nécessaire.

Ce poste peut se situer, au choix du candidat, à Paris ou à Strasbourg.

Un ingénieur thermicien futur responsable technique

référence CM 164 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE ET SOLIDEMENT IMPLANTÉE, qui étudie, construit et vend des matériels de chauf- frage, ayant une solide notoriété de qualité, recherche :

• UN INGÉNIEUR THERMICIEN, FUTUR RESPONSABLE TECHNIQUE. Progressivement, il sera chargé d'animer la recherche développe- ment, les études, le service après-ventes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, ayant 3 à 5 ans minimum d'expérience en thermique et témoignant d'un goût prononcé pour la technique, d'une excellente ouverture aux évolutions technologiques et de réelles capacités de contact et d'animation.

SA FILIALE D'INSTALLATION (CHAUFFAGE - CLIMATISATION) recherche :

• UN INGÉNIEUR ÉTUDES ET TRAVAUX. Au sein de cette Société, il sera chargé de conduire des affaires, en réalisant les études et les travaux, en assu- rant la responsabilité de leur gestion et en étant l'interlocuteur du client.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, praticien solide, dont les compétences techni-
ques indiscutables, les qualités d'organisation et de contact, lui permettront de
travailler dans l'esprit de qualité et de service au client caractérisant la Société.

Ces deux postes se situent à Paris.

Ecrire en précisant la référence.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.



4, rue Massenet 75116 Paris

ADJOINT

Département Juridique et Contentieux

C'est l'opportunité que vous propose le Crédit Agricole Ile de France - 2200 personnes, 200 agences -
A une haute connaissance du droit des affaires vous adjoignez si possible une expérience dans les domaines juridique et contentieux d'une banque.
A vos qualités d'Analyse et de Synthèse, vous alliez goût des contacts et des relations humaines.
Si de plus, vous êtes ouvert aux problèmes techniques et informatiques.

Adresser votre candidature accom-
pagnée d'un CV détaillé au Service du
Recrutement Crédit Agricole Ile de
France 26, quai de la Rapée 75012 Paris



Le bon sens près de chez vous.

Juriste confirmé H/F

Nous sommes un important Cabinet de Conseil Fiscal dont l'activité principale est située au niveau international.

Nous recherchons un JURISTE confirmé, possédant 5 à 7 ans d'expérience de la fonction et qui, par sa compétence et ses qualités professionnelles participera au développement de notre activité juridique.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous la référence 3467 à :



2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Accrochez votre carrière au succès Scania



SCANIA-FRANCE, filiale du Groupe International SAAB-SCANIA spécialisée dans la commercialisation de véhicules haut de gamme, recrute deux jeunes cadres talentueux et passionnés pour créer et animer son nouveau service de

Promotion des ventes

Doté d'une réelle autonomie d'action, ce service se verra confier l'analyse de la concurrence, la formation des vendeurs, l'animation des démonstrations, le lancement de campagnes publicitaires, l'établissement des programmes d'aide à la vente, les études de modification des produits, l'utilisation et la mise à jour de fichiers informatiques.

Un Chef de Service formation Sup de Co (ou équivalent), option marketing, anglais courant. Expérience réussie d'au moins 5 ans dans un poste similaire chez un constructeur de PL ou TP. Son Adjoint, formation supérieure, BTS (ou équivalent), option marketing ou gestion commerciale, bonne maîtrise de l'anglais, 3 ans minimum d'expérience. Rémunération motivante au sein d'un groupe international diversifié qui consacre chaque année plus de 3 milliards de francs en investissements et recherche.



Veuillez adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions à : Bernard PROUX, SCANIA-FRANCE, BP 499, 95005 CERGY-PONTOISE CEDEX.

SCANIA

Patron d'un centre de profit

Informatique Systèmes Temps Réel

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un Ingénieur d'affaires auquel nous confierons la direction de notre division Informatique Systèmes Temps Réel gérée en centre de profit.

Ingénieur diplômé d'une grande école, SUPÉLEC, TELECOM, vous possédez plus de 5 ans d'expérience en informatique industrielle.

Votre très bonne connaissance des problèmes techniques et de la négociation commerciale à haut niveau nous intéresse.

Sous l'autorité du Directeur Général, vous serez chargé du développement de l'activité de cette division et celle-ci compte actuellement une quinzaine d'ingénieurs.

Ouvrez l'assistance technique au client, il sera de votre ressort de fixer des orientations et des choix afin d'écarter notre part de marché dans le secteur des grandes entreprises.

Vos qualités de gestionnaire, d'animateur et votre expérience du milieu vous permettront de mener à bien cette mission.

Pour ce poste, nous offrons une rémunération élevée.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez lettre, C.V., photo et prétentions sous la référence PCP/LM à Michèle DAIN - ETUDES-CONSEIL-LOGICEL - 55, rue Herminet - 75018 PARIS. (Réponse et discrétion assurées.)



MEMBRE DE SYNTREC-Informatique

Electroniciens en trois dimensions: créatifs, concepteurs et réalisateurs

Diplômés des Grandes Ecoles, jeunes ingénieurs, la Division des Engins Tactiques de l'AEROSPATIALE est prête à vous confier cette triple mission.

Excellent électroniciens, vous participerez à l'élaboration des appareillages entrant dans la composition de systèmes d'armes : gyroscopes, calcula-

teurs micro-programmables, testeurs automatiques, auto-directeurs...

Votre passion pour les technologies de demain, votre capacité de recherche dans les domaines de la poursuite automatique par analyse d'images, les hyperfréquences et l'électro-optique trouveront ici leur plein épanouissement.

Lancez votre carrière, adressez votre dossier de candidature, sous référence IE/ET 1. Service Relations - Formation.



aerospatiale DIVISION DES ENGINES TACTIQUES
2 rue Béranget - 92322 CHATILLON CEDEX

CONSEILLER EN RECRUTEMENT JUNIOR

Nous sommes une des premières banques françaises. Vous êtes jeune diplômé : DESS psycho du travail ou psycho-prat et avez déjà acquis une expérience de la technique d'entretien (1 an en entreprise, cabinet ou stage d'études).

Vous rejoindrez notre équipe et fonctionnerez en binôme, collaborant avec un conseiller expérimenté. En liaison avec les utilisateurs, vous assurerez rapidement le recrutement des employés et, après formation, des cadres débutants puis expérimentés.

De par la diversité des tâches (profils des postes et niveaux des candidats), cette activité vous permettra d'acquérir une solide expérience. Aussi après votre passage au Service du Recrutement, vous évoluerez vers d'autres fonctions dans l'une ou l'autre de nos Directions.



Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence 78178 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 54300 VINCENNES CEDEX - qui transmettra.



chef de produits HF PARIS

Diplômé (e) d'une GRANDE ECOLE elle (il) doit avoir 2 à 5 ans d'expérience de la fonction marketing en ENTREPRISE et a eu la responsabilité de

GAMMES DE PRODUITS GRAND PUBLIC.

Intégré (e) à une petite équipe et travaillant en direct près du Directeur Marketing, elle (il) prendra en charge le marketing de produits existants ou en développement.

La fonction très opérationnelle et très diversifiée suppose : • un esprit rigoureux pour tous les aspects études et gestion, • de la créativité pour proposer des stratégies et mettre au point des supports de communication avec les consommateurs, • le sens de la relation commerciale pour négocier avec les fournisseurs ou sous-traitants, • la capacité à coordonner les actions d'intervenants multiples (services de conditionnements, ventes, etc.) et à créer un esprit d'équipe concourant à la réussite du projet.

Le type de produits, l'importance du marché, la diversité des cibles (grands public, collectivités, industrie, export) sont de nature à motiver un (e) professionnel (le) du produit.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo précisant la rémunération actuelle, sous réf. 2325-M) seront traitées en toute discrétion par

a. j. ourdin CONSEILS DE RECHERCHE 4, rue Alsace-Lorraine 92010 ANTONY

l'ingénierie construit l'avenir

ECOPOL est une société dynamique filiale d'un important Groupe d'ingénierie française.

Nos Ingénieurs et nos Techniciens mettent en œuvre leurs compétences et les techniques les plus modernes au service d'activités industrielles diversifiées : économies d'énergie, fiabilité et sécurité des systèmes industriels, étude de phénomènes électromagnétiques.

jeunes ingénieurs électricité automatismes

VOUS ETES INGENIEUR GRANDE ECOLE. Vous débutez ou avez une première expérience de 1 à 2 ans en électricité ou automatismes. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez en charge l'étude de systèmes complexes et le suivi de leur exploitation. Vous déterminerez leurs conditions optimales de sécurité et de fiabilité. Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés ayant le goût d'une activité stimulante sous les aspects du métier d'ingénieur : travail en équipes polyvalentes, relations avec les clients, expérience sur sites.

Merci d'adresser votre candidature à Patrick LECLERC - ECOPOL, 26 rue du Cadet des Reunions, 75018 Paris. (Sél. E402-M)

ecopol

SGN, Société Générale pour les Techniques Nouvelles est aujourd'hui avec 1 300 personnes dont 500 ingénieurs, l'une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe : Nucléaire, biotechnologie, productique.

Elle recherche pour son

DEPARTEMENT JURIDIQUE ET FISCAL en Juriste d'entreprise

Après une solide formation juridique (I.E.P., Maîtrise de Droit plus DESS, DEA ou Doctorat) vous avez acquis une première expérience d'au moins 3 ans du Droit des Affaires notamment dans les domaines suivants :

- contrats commerciaux, nationaux et internationaux,
- études et gestion des contrats d'assurance,
- propriété industrielle - droit des sociétés,
- droit social et droit immobilier - contentieux...

Elle vous a apporté grande aisance dans les contacts, pratique régulière de l'anglais et sens des responsabilités. Nous vous offrons un cadre de travail agréable (à 20 minutes de Paris en proche banlieue Sud) et un environnement humain enrichissant.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence J à



Direction de Personnel
1 rue des Hérons - Montigny le Bretonneux
78134 St-Quentin-en-Yvelines Cedex

Le service promotion immobilière d'une importante entreprise recherche

Assistant Responsable de Programmes

Il assurera le suivi et la gestion administrative, technique et financière de plusieurs programmes. Il participera également à la mise au point des différents contrats et en contrôlera l'exécution. Une expérience de quelques années dans la promotion immobilière, par exemple en qualité de chargé d'affaires, sera particulièrement appréciée. Formation juridique appréciée.

Les candidats intéressés adressent un CV sous N° 9090 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra



Midland Bank

FILIALE DU 10^e GROUPE BANCAIRE MONDIAL

Dans le cadre du développement de son activité crédit logement

recherche pour son Agence de Paris

des AIDE-REDACTEURS / REDACTEURS H/F

De formation supérieure (DUT-BTS ou autres...) ou autodidacte de talent, vous avez depuis 2 ans une expérience de l'étude et du montage des dossiers de prêts immobiliers (dans une banque ou dans une agence immobilière). Vous avez le goût des contacts commerciaux et vous souhaitez devenir UN PROFESSIONNEL DU CREDIT LOGEMENT.

Nous vous proposons d'intégrer une équipe dynamique et motivée (s'appuyant sur une logistique informatique performante), de faire vos preuves pour devenir, dans 3 ou 4 ans, ATTACHE COMMERCIAL dans une de nos agences françaises.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyez rapidement lettre manuscrite, CV, photo récente et rémunération actuelle, à : Geneviève POULETTY - Direction du Personnel et des Relations Sociales MIDLAND BANK S.A. - 2, place Rio de Janeiro - B.P. 130-05 75360 PARIS CEDEX 06.

Responsable Gestion Commerciale

pour secondier le

Directeur Commercial Export

Nous sommes la filiale française du groupe américain Schering Plough Corporation qui se distingue par son avance technique dans la recherche et l'élaboration de ses médicaments. Notre Direction Exportation (90 millions de Francs de C.A.) recherche un cadre de haut niveau, spécialiste de la gestion commerciale pour lui confier, l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de l'ensemble des politiques et moyens nécessaires à la gestion efficace des opérations commerciales (prix, crédit clients, contrôle de gestion, prévisions de ventes...). Il sera assisté dans cette fonction d'une équipe expérimentée de sept collaborateurs, dont deux cadres. Parallèlement à ces acti-

vités, il sera progressivement amené à remplir toutes les missions spécifiques que lui confiera le Directeur Commercial Export. Ce poste offre de réelles perspectives d'avenir pour un candidat de valeur.

Le candidat que nous recherchons est diplômé : HEC, ESSEC ou SUP de CO et s'exprime correctement en anglais. Au cours d'une première expérience d'au moins cinq ans, il a eu le temps de maîtriser les techniques et réglementations propres à cette fonction et souhaite élargir ou développer ses responsabilités à d'autres niveaux.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous réf. 8409, à :

Laboratoire UNILABO
Département Recrutement

92, rue Baudin
92307 LEVALLOIS-PERRET.

UNICET

La richesse de veglia : les ingénieurs.

Notre infrastructure : 2.500 personnes, 2 usines ultra modernes à Amiens et Besençon, 2 filiales aux USA et en Grande Bretagne et demain... dans d'autres pays. Avec 5,4 % du CA consacré à la recherche et au développement nous donnons à nos ingénieurs d'études des moyens très importants pour réaliser les projets du futur.

Rigueur et progrès, automatisation et développement de l'emploi, gestion et prospective sont les clés de notre réussite. Notre CA est supérieur à 950 millions de F et nous connaissons une rapide expansion qui nous amène à rechercher des INGENIEURS DIPLOMES pour nos départements

développement électronique

Ingénieur "système" ayant 3 à 5 ans d'expérience dans l'industrie de grande série (électronique générale et micro informatique) pour prendre la responsabilité de projets, de la discussion du cahier des charges jusqu'à la fabrication. Il aura l'appui d'une équipe de techniciens qu'il devra animer. (R&D, DE)

étude et développement

Ingénieur électronicien chargé de l'ensemble des projets (tableaux de bord) de l'un des principaux constructeurs automobiles français. Une expérience de 3 à 5 ans dans l'industrie de grande série et la connaissance des matières plastiques seraient des atouts supplémentaires. (R&D, DE)

Notre politique de gestion de personnel liée à la souplesse de nos structures nous permet de tenir compte de vos aspirations et de vos compétences pour vous faire évoluer au sein des différentes activités de notre groupe.



veglia

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous la référence choisie à VEGLIA - Direction du Personnel - 125, rue de Montreuil 75011 PARIS



VILLES ET VILLAGES

RESPONSABLE FONCIER (H/F)

Ce cadre de haut niveau (ayant une expérience minimum de 5 ans dans une fonction identique), sera chargé dans le cadre d'une politique de développement par objectifs, de la recherche et de la création d'opérations. Il en assurera le montage avec les structures techniques et commerciales de la société.

Envoyer dossier complet de candidature avec prétentions sous réf. F9 à VILLES ET VILLAGES, 32, avenue d'Iéna, 75116 PARIS. Discretion et réponse assurées.

UNE DES PREMIERES ETES FRANCAISES DE SERVICE AUX ENTREPRISES RECH. POUR ASSURER SON EXPANSION EN :

ILE-DE-FRANCE

INES DIPLOMES (EES)

NOUS DEMANDONS :

- (BAC + 2 minimum) ;

- Une première expérience commerciale ;

- Des hommes et des femmes dynamiques, tenaces par le challenge et le terrain.

NOUS OFFRONS :

- Une rémunération motivante ;

- Des réelles possibilités.

Env. à Editions R.P. Service M, 58, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris-11, qui transmettra.



services

BANQUE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL recherche pour son

Département Bancaire

CADRE SUPERIEUR H/F

à qui sera confié la responsabilité de ses Services

Extérieurs.

Technicien de haut niveau, il aura acquis au cours des

10 dernières années une parfaite connaissance des

opérations de commerce extérieur dans un établisse-

ment bancaire (opérations de change, financements,

documentaire, cautions, etc.).

Diplômé de l'Enseignement Supérieur avec une prati-

que courante de la langue anglaise, il aura l'habitude

du commandement et des contacts avec une clientèle

industrielle fortement exportatrice. Réf. 937M

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 937M à : services, 125, rue de Montreuil, 75011 PARIS.

BANQUE PRIVEE recherche pour son Service Informatique

ORGANISATEUR H/F

Adjoint du responsable, il(e) sera l'interlocu-

teur des services de la Banque et devra être à

même de :

- concevoir des analyses fonctionnelles ;

- rédiger, mettre en place et actualiser les procédu-

res ;

- suivre les applications traitées par les sociétés de ser-

vices ;

- contrôler l'exécution des budgets.

Ce poste conviendrait à une(elle) candidate d'au moins

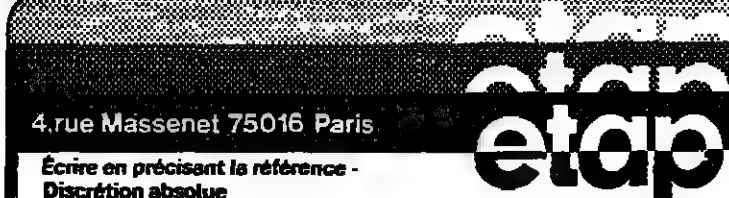
25 ans, ayant une bonne expérience bancaire et pos-

sédant de solides connaissances d'informatique.

Lieu de travail : QUARTIER SAINT LAZARE. Réf. 843 M

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 843 M à : services, 125, rue de Montreuil, 75011 PARIS.

services



4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

COMPOSANTS ELECTRONIQUES

SEMI-CONDUCTEURS

INGENIEURS DIPLOMES

Puissant Groupe de Dimension Internationale

recherche pour l'une de ses filiales spécialisées

dans la conception et la fabrication

de semi-conducteurs

Responsable projet confirmé équipement salle blanche

Chef de projet pour la réalisation d'un nouvel atelier de diffusion (et opérations complémentaires) de grande capacité de production (100.000 plaquettes par mois), permettant l'intégration de différents processus technologiques destinés à la fabrication de semi-conducteurs discrets de un à plusieurs milliers d'ampères, il devra :

- étudier la configuration de l'atelier et déterminer les moyens techniques nécessaires,

- veiller à la bonne mise en place des équipements par les services compétents,

- assurer avec les responsables, la mise en route de la production.

La durée de ce projet sera d'environ deux ans et son Responsable se verra proposer ensuite des responsabilités opérationnelles larges au sein de la production.

Le candidat retenu, ingénieur de formation, possédant de bonnes connaissances en physique du solide, dynamique et doté de bonnes capacités relationnelles.

référence NX 173 AM

Ingénieur développement débutant, ESE, INSA...

Il lui sera confié le développement d'une famille de produits en très forte expansion en liaison avec les services marketing, études et développement, méthodes, production...

- élaboration des spécifications fonctionnelles et techniques des produits,

- définition des procédés et moyens de fabrication.

Ce poste sera attribué à un ingénieur électronicien diplômé, possédant de bonnes connaissances en physique du solide, dynamique et doté de bonnes capacités relationnelles.

référence OY 174 AM

Ingénieur débutant support technique assemblage (AM, ENSM...)

Il animer une équipe, composée de 3 à 4 techniciens confirmés et chargée du soutien technique de la production dans le domaine de l'assemblage des composants :

- intervention en cas d'incidents sur les lignes de fabrication,

- participation au développement de nouveaux produits dans le cadre des technologies et moyens d'assemblage existants.

Ce poste sera attribué à un ingénieur débutant, mécanicien et/ou métallurgiste, doté de bonnes capacités d'animation, organisé et rigoureux.

référence PZ 175 AM

L'importance, le dynamisme du Groupe ainsi que la politique de gestion des carrières permettront à des candidats de bon potentiel des évolutions intéressantes. Toutes ces opportunités sont situées en Touraine.

Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75016 Paris

IMPORTANTE STÉ recherche

CCIAUX (H. ou F.)

Niveau bac + 2, dynamique, ambitieux, excellentes présenta-

tion pour contacts clientèle et d'assistance comptable.

Poste très important.

Tél. M. GRUMBACH 280-39-82.

CABINET D'AFFAIRES siège soc. offre travail à JURISTE droit des sociétés, 121, r. de la République, 75001 Paris.

SOCIÉTÉ EXPERTISE COMPTABLE PARIS-8

ASSISTANT DE CABINET, NIVEAU DECS

expérience cabinet 3 ans souh.

pour missions de surveillance et d'assistance comptable.

ASSISTANT DE CABINET NIVEAU DECS

expérience 3 à 5 ans de l'expertise et de la révision comp-

table pour missions d'audit, de commissariat aux comptes et de conseil.

LAURENCE POSSIBILITIES

EVOLUTION.

Adr. lettre man. C.V. et prétentions à KIMMEL TOUATI S.A., 4 bis, r. Véronique 75008 PARIS.

Nous sommes une Société française de première importance.

Nous recherchons quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après un stage de formation, d'atteindre au bout de quelques mois un revenu mensuel de 5.000 à 5.500 F.

Nous leur offrons :

- Une formation complète ;

- Une activité plaisante ;

- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo à n° 4155 Publicité Reunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

La préférence sera donnée à candidats ayant fait :

- SOIT de bonnes études ;

- SOIT la preuve de leur personnalité.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MANUTENTION REGION SUD DE PARIS recherche

INGENIEUR-MECANICIEN

PROFIL : forte expérience en analyse des coûts et temps des fabrications en usage, mécano-

soudure, chaudronnerie, serrurerie.

FONCTIONS : le candidat sera intégré dans les services techniques et devra collaborer étroitement avec les bureaux d'études dans la conception des produits.

Adresser C.V., photo, prétentions et téléphone sous référence 13M à SIETAM

42 / 44, avenue du Président Kennedy 91170 VIRY-CHATILLON

L'Assemblée nationale recrute par concours

6 ADMINISTRATEURS ADJOINTS DES SERVICES Fonctionnaires de l'Etat

La nature des tâches qui sont confiées aux Administrateurs Adjoints et leur rémunération intéressent tout particulièrement les personnes attirées par les carrières de catégorie A de la fonction publique.

Ouvert sans condition de diplôme, ce concours s'adresse à des candidats dotés d'une excellente culture générale et de bonnes connaissances juridiques-économiques.

L'un de ces postes est offert en priorité par concours spécial aux personnes reconnues handicapées par une COTOREP.

Ces concours sont ouverts aux candidats de nationalité française âgés de 20 à 40 ans (sous réserve d'éventuels reculs des limites d'âge).

La limite d'âge supérieure n'est pas opposable aux candidats reconnus handicapés par une COTOREP, qui peuvent par ailleurs bénéficier des aménagements d'épreuves justifiés par leur état de santé.

DATE DE CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : 31 OCTOBRE 1984.

Pour tous renseignements, s'adresser au service du personnel de l'Assemblée nationale, 126, rue de l'Université, 75007 Paris.

Tél. : 297-62-32 et 297-62-34.

INGENIEUR MECANIQUE DU VOL

Nos supports expérimentaux dont certains sont uniques en EUROPE font appel à des techniques appartenant aux essais en vol.

En liaison avec ces moyens d'essais importants, vous travaillerez au sein d'une équipe assurant le développement de travaux de modélisation, d'identification et de traitement de signal.

Vos compétences s'étendront également en automatique, informatique et mathématiques.

Nous apprécions une expérience dans ce domaine.

Si vous avez choisi une formation « Grandes Ecoles » de préférence spécialisées « Aéronautique », venez nous rejoindre.

Nationalité française exigée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 11666

à PIERRE LICHOU S.A. - BP 220 - 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

AMP de FRANCE

Leader du Connexionisme recherche pour sa

Direction du Matériel à PONTAISE (95)

Ingénieur Débutant H/F

Diplômé A.M., ICAM, IDN ou équivalent, complété par une formation du type IAE.

- Responsable de la gestion d'une famille de produits ;

- goût pour l'informatique ;

- anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions au Service de Personnel 29 Chaussée Jules César 95301 PONTAISE

BANQUE PRIVEE recherche pour son Service Informatique

ORGANISATEUR H/F

Adjoint du responsable, il(e) sera l'interlocu-

teur des services de la Banque et devra être à

même de :

- concevoir des analyses fonctionnelles ;

- rédiger, mettre en place et actualiser les procédu-

res ;

- suivre les applications traitées par les sociétés de ser-

vices ;

- contrôler l'exécution des budgets.

Ce poste conviendrait à une(elle) candidate d'au moins

25 ans, ayant une bonne expérience bancaire et pos-

sédant de solides connaissances d'informatique.

Lieu de travail : QUARTIER SAINT LAZARE. Réf. 843 M

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 843 M à : services, 125, rue de Montreuil, 75011 PARIS.

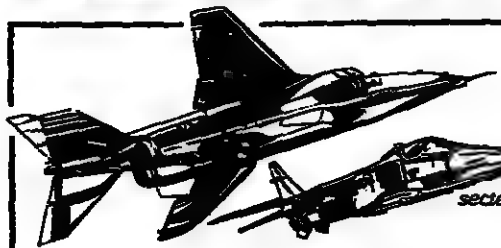
services

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF DIVISION AVIONIQUE

La très haute technicité de nos produits et la compétence de nos équipes permettent à notre Division Avionique d'obtenir de nombreux succès dans un secteur de pointe. Notre développement nous conduit à recruter des

INGENIEURS

De formation Grande Ecole Aéronautique ou Electronique
(SUP'AERO - ENSTA - ESE - INSA...)

INGENIEUR COMMERCIAL

Il (elle) aura acquis une expérience de 5 à 10 ans en Bureau d'Etudes et/ou sur projet et devra posséder une bonne connaissance du matériel et du milieu aéronautique militaire.

Il (elle) assurera :
- La prise en charge de la commercialisation de systèmes avioniques de haute technologie.
- La négociation des contrats et des accords de coopération avec les services officiels et industriels français.
- Le suivi de ces marchés.
Ce poste offre une opportunité intéressante pour des ingénieurs motivés et attirés par les négociations et les relations commerciales.

Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitable.
M 59.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier accompagné d'une photo, en précisant la référence du poste, à Madame COLLET, THOMSON-CSF, 31, rue Camille DESMOULINS - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

INGENIEURS PRODUIT

Ayant de bonnes connaissances générales dans les techniques numériques, analogiques et/ou hyperfréquences, il (elle) assurera la prise en charge du développement et des essais de produits embarqués de haute technologie.

- Débutant :
- Il (elle) assurera l'industrialisation de ces produits en collaboration avec nos services Techniques, Qualité, Bureau d'Etudes, etc.
- Expérimenté :
- Il (elle) aura la responsabilité des Méthodes d'essais ; des Etudes et du Développement d'outillages d'essais en coordination avec d'autres unités.

Pour ces postes, il (elle) devra faire preuve de méthode, d'organisation et de qualités d'animateur.
L'anglais lu est indispensable, parlé très fortement souhaité.
M 66.

THOMSON
BRANCHE EQUIPEMENTS ET SYSTEMES

THOMSON-CSF DIVISION TUBES ELECTRONIQUES

LA PERFORMANCE PAR LA PRODUCTIVITE

Nous sommes parmi les premiers dans le Monde dans les domaines des Tubes Electroniques appliqués aux radars, télécommunications terrestres et spatiales et à l'imagerie électronique.

Notre force industrielle, riche de 3.000 personnes, est répartie sur 4 sites de production dont un aux U.S.A. et nous projetons la construction de 2 nouvelles usines en Province.

Pour améliorer encore notre position mondiale, nous voulons renforcer notre outil industriel par le développement de la productivité.

Dans ce cadre, le Directeur Industriel de notre division recherche un ADJOINT qui aura en charge les études et le suivi de la mise en œuvre des ateliers flexibles en relation avec les opérations de transfert prévues.

Nous souhaitons rencontrer des

INGENIEURS A FORT POTENTIEL

dotés d'une bonne expérience industrielle dans la gestion de production de petites et moyennes séries diversifiées, ayant des qualités de contact, une aptitude à l'animation et une capacité à convaincre.

Nous vous remercions d'envoyer (CV, photo et prétentions) sous réf. M à notre Responsable des Affaires Sociales, M. SURBIER, THOMSON-CSF - DTE, 38, rue Vauvillier 92100 BOULOGNE.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

RESPONSABLE DE DÉPARTEMENT

Capable d'animer, promouvoir et développer un réseau de concessionnaires.
Expérience dans la distribution de produits de décoration de fenêtres souhaitée.

Ce poste conviendrait à un cadre de 30 ans environ, issu d'une école de marketing.
Anglais parlé nécessaire. 14 mois. Voiture de fonction.
Lieu de travail : MONTREUIL-SOUS-BOIS.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. 11674 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

JEUNE GESTIONNAIRE ET ORGANISATEUR

Un des tous premiers Groupes de Presse (C.A. 700 millions - 2 000 personnes) recherche, pour son siège situé à Paris :

Un jeune cadre pour assister le Directeur de son département Gestion des Abonnements (plus d'une centaine de personnes).

Il devra animer le travail d'une équipe de 5 Agents de maîtrise qui ont en charge des problèmes d'organisation, de planification et de gestion dans un milieu informatisé. De plus, il mènera des études et missions relatives à la gestion à moyen terme de ce département.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une école supérieure de gestion ou de commerce, débutant ou ayant une toute première expérience professionnelle, familiarisé aux problèmes d'organisation et d'administration commerciale ainsi qu'à la gestion informatique. La taille et le développement du Groupe offrent des perspectives d'évolution pour un candidat de bon potentiel.

Merci d'adresser votre candidature sous référence : MIA/400 à ESPACE ET COMMUNICATION 35, rue Balin, 75009 PARIS qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES

(90 personnes), CRÉÉ à PARIS (Pont de l'Alma -rive droite) le poste

JEUNE INGÉNIEUR AGRO-AGRI ET GESTION

Sous la supervision du Responsable secteur des entreprises de collecte des céréales, il sera progressivement chargé auprès de ces entreprises - après formation - de :

- établir des diagnostics techniques, économiques et financiers ;
- participer à l'élaboration de leur plan de développement ;
- proposer des interventions financières et assurer le suivi économique des entreprises.

Courts déplacements en province (un à deux jours par semaine).

Le candidat - 25 ans minimum - a une formation agronomique et de gestion et un début d'expérience - si possible - dans le secteur agro-alimentaire.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (296.55.00) ou écrire sous réf. 42 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL - GROUPE EBC - 1 bis, place de Valois - 75001 PARIS.

Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

BANQUE PARIS 9^e

recherche pour son

service juridique et contentieux

CADRE

Minimum 35 ans, destiné à seconder le Directeur.

Licence - Maîtrise de Droit. Bonnes connaissances des opérations bancaires indispensables. Expérience dans un service juridique et contentieux souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. + photo n° 69.269 PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PARIS

recherche pour son département

MARCHE OBLIGATAIRE FRANÇAIS

COLLABORATEUR(TRICE)

3 ans d'expérience minimum.

Etudes supérieures.

Adresser CV + photo et prétentions à CONTEXTE PUBLICITÉ sous réf. 1816, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Valeo

1^{er} Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes - C.A. 9 Milliards de Francs

recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEUR PROCESS diplômé grande école OPTION INFORMATIQUE (E.S.E., Centrale, Mines, E.N.S.T...)

pour Valeo Thermique (La Verrière - 78)

Après une formation approfondie sur les mini-ordinateurs industriels (SIP, IBM), vous serez chargé des études informatiques diverses en rapport avec les processus de fabrication.

Vous aurez également pour mission la mise en place du réseau de communications entre nos différents matériels en liaison avec nos établissements de production. A partir de ce poste notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 55083/M à : Valeo Service Recrutement I & C 43, rue Bayen - 75017 PARIS

Filiale d'une importante Société Internationale leader sur son marché, nous avons récemment créé notre unité de production en France et nous sommes amenés à renforcer notre équipe et à rechercher

un jeune responsable de la gestion des stocks.

Le candidat recherché aura au minimum 27 ans et si possible une formation bac + 2. Son expérience de l'animation des hommes et de la gestion informatisée des stocks (minimum 3 ans), son goût de la mise en place d'une gestion efficace avec l'aide d'outils informatiques lui permettront de réussir dans une Entreprise ambitieuse et en plein développement.

Les dossiers de candidatures parviendront à Yves KERNEVEZ sous référence M 974.



Mutte, Kernevez & ASS. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

Un juriste chef des services commerciaux

250/300 000 Paris

Un poste charnière qui intègre à la fois l'animation commerciale mais aussi l'organisation du travail sur un plan administratif.

Vous aurez donc à animer et dynamiser une équipe d'environ 25 personnes, traiter en direct les situations les plus importantes, bref assurer le suivi d'une clientèle depuis la prospection jusqu'au recouvrement.

Compte tenu de notre domaine d'activité spécifique, il nous paraît indispensable pour réussir dans un tel poste d'être un excellent praticien du droit des affaires, de bien connaître le monde juridique et, bien sûr, d'avoir le goût et des qualités de contact indispensables.

En effet, vous serez le premier représentant de l'image de marque de l'entreprise vis-à-vis de l'extérieur ; dans notre domaine, les relations publiques sont déterminantes. C'est vous dire l'intérêt que nous attachons à ce poste dans le cadre de notre organisation.

Merci d'envoyer votre candidature sous réf. 4038.



Ressources
& Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

Notre Entreprise de taille humaine (280 personnes) rattachée à un grand Groupe International, située à 20 km au Sud de Paris fabrique et commercialise en très grandes séries des produits métalliques de conditionnement. Elle recherche un

INGENIEUR CHIMISTE

pour lui confier la responsabilité du CONTRÔLE QUALITÉ et du laboratoire de développements. Les candidats devront justifier d'un diplôme d'Ingénieur Chimiste et de quelques années d'expérience industrielle, si possible dans le domaine de la transformation des métaux en feuilles et des plastiques.

La connaissance de l'anglais constituera un atout supplémentaire. Merci d'adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence 2959 M (à noter sur l'enveloppe) à : l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

mjb

(C.A. 500 M.F. - 1250 personnes)

recherche pour son siège social implanté à MONTESSON (Yvelines)

CHEF COMPTABLE

Ce poste à responsabilités implique :
- une expérience de 5 ans minimum réussie au sein d'un poste similaire avec utilisation de l'informatique
- une formation DECS

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à : mjb Direction Financière et Comptable 280, rue du 8 Mai 1945 78360 MONTESSON

mjb

مكتبة من الأعمال

مكتبة من الكتب

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 3 octobre 1984 - Page 29

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Valeo

1^{er} Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
27600 personnes - C.A. 9 Milliards de Francs

recherche pour développer son potentiel humain

CADRE FINANCIER INTERNATIONAL EXPERIMENTE diplômé HEC, ESSEC, ESCP...

Pour Valeo Direction Financière (PARIS 17^e)

Vous avez participé à des montages financiers internationaux (création d'établissements financiers de groupe, centre de refinancement à l'intérieur d'un groupe multinational ou d'une banque).

Nous vous proposons la responsabilité de l'animation d'une équipe chargée du financement de la Société Mère (opérations financières faisant appel au public) et de la gestion de trésorerie du Groupe (France et devises). Vous suivrez les évolutions dans le domaine financier des Filiales d'Amérique du Sud.

A partir de ce poste, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 55179/M à Valeo Service Recrutement I & C - 45, rue Bayen - 75017 PARIS

BANLIEUE OUEST

Un important constructeur informatique français recherche pour son unité des projets associés un

Chef de projet logiciel

directement rattaché au directeur de l'unité et responsable de l'encadrement d'une équipe d'ingénieurs.

Vous concevez et développez des systèmes coopératifs entre micros et ordinateurs centraux en utilisant les techniques de pointe (UNIX, langage C, systèmes de gestion de bases de données réparties).

Vous participez à l'encadrement de projets de haut niveau et assurez un rôle de formation et d'animation auprès de l'équipe de développement.

De formation supérieure, vous avez une expérience informatique de plus de 5 ans vous ayant permis d'acquies une large connaissance des logiciels de base. Votre compétence technique, vos qualités de dialogue et votre ouverture d'esprit vous permettent de vous imposer rapidement dans une équipe performante et d'évoluer dans le groupe.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 2661 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd. Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

ETABLISSEMENT PUBLIC DE RECHERCHE

Dans le cadre du lancement du schéma directeur de notre informatique de gestion, nous recherchons un

Jeune chef de projet

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, avec une expérience de 2 à 3 ans acquies dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques de gestion, vous prendrez en charge de nouveaux projets dans les domaines suivants :

- vidéotexte,
- achats, etc.

Nos systèmes informatiques s'appuient sur des techniques de pointe : réseau, bases de données dans un environnement BULL et Intertechnique.

Merci d'adresser votre dossier, sous la référence 4049/LM à notre Conseil.

Ressources & Développement
6, rue Coëlinir Delavigne - 75006 PARIS

JEUNE CADRE FINANCIER HEC, ESSEC, ESCP, INSEAD...

Etudier, négocier et suivre des opérations de prises de participations dans des affaires performantes c'est la mission que nous souhaitons vous confier.

Assistant étroitement la direction de notre Société Holding vous saurez mettre en valeur une première expérience réussie de l'analyse financière et de l'audit.

Bonne culture générale, esprit de synthèse, aptitude à la communication et aux relations humaines sont vos qualités.

C'est une fonction très formatrice, passionnante, toujours renouvelée que nous vous proposons. Le poste offre de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. 99225 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CABINET JURIDIQUE
SOCIÉTÉS
(métro Champéry)

recherche

**CONSEIL
JURIDIQUE**

EXPERIENCE MINIMUM
4 ANS EN CABINET.

Envoyer C.V. + prétentions
sous référence 11.663
à Pierre Lefebvre S.A.,
B.P. 220, 75003 PARIS
CEDEX 02, qui transmettra.

**ORGANISME
PROFESSIONNEL
NATIONAL
PARIS**

recherche

**DOCUMENTALISTE
I.N.T.D.**

Capacité en droit appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions
à M. 80447 B.E.U.,
17, rue Labat, 94307 Vincennes
Cedex, qui transmettra.

CONSTRUCTEUR D'ANALYSEURS
DE GAZ (groupe batteux Sud).

recherche

**INGÉNIEURS
ET AGENTS
TECHNIQUE-COMMERCE**

expérience souhaitée pour
travaux et suivi clientèle industrielle,
laboratoires, centres de recherche et universités.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et
prét. à COSMA 21 91430 IGNY.



L'ACTION: UN PARTI PRIS...

... POUR THOMSON SEMICONDUCTEURS



Au cœur de la révolution électronique, face à la compétition internationale, THOMSON SEMICONDUCTEURS se doit d'agir. Analyser Structures Investir: nous avons tout remis en question. Nos stratégies, nos technologies. Avec l'appui du Groupe THOMSON, l'un des plus grands professionnels de l'électronique mondiale, nous nous sommes dotés de moyens considérables en matière de production, de recherche et de développement (secteurs dans lesquels nous doublons, cette année, nos investissements). Nous disposons de services techniques de premier ordre. Nos clients, impliqués dans les plus grandes réalisations (ARIANE, MIRAGE 2000, TGV, AIR BUS...) sont de plus en plus nombreux à reconnaître le SAVOIR-FAIRE THOMSON SEMICONDUCTEURS: avec un taux de progression de 60% par an, notre activité représente une force nouvelle sur le marché mondial des semiconducteurs. Mais nous devons persévérer: il s'agit aujourd'hui d'intensifier notre présence en France et de renforcer nos équipes commerciales.

AVOUS, **INGÉNIEURS COMMERCIAUX**, d'imprimer une nouvelle dynamique à notre entreprise, une nouvelle impulsion à votre carrière. Vous avez une formation d'ingénieurs Grandes Ecoles. Vous êtes débutants ou possédez quelques années d'expérience dans la vente de composants ou d'équipements électroniques: nous vous transmettrons notre compétence, notre professionnalisme à travers une formation alternée rémunérée. Formation à nos produits. Formation à nos techniques de vente. Vous serez constamment soutenus par l'ASSISTANCE TECHNIQUE de THOMSON SEMICONDUCTEURS et de l'ensemble du Groupe. La souplesse de nos structures vous permettra de vivre les expériences les plus diverses dans toutes les fonctions, dans tous les domaines de l'ELECTRONIQUE THOMSON. Nous mettons à votre disposition tous les moyens du succès. Avec nous, prenez le parti d'agir: écrivez à Norbert ROGE, THOMSON SEMICONDUCTEURS - 101, boulevard Mural - 75016 PARIS.

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES

**THOMSON
SEMICONDUCTEURS**

Une Division informatique de haut niveau vous attend !

Au sein de notre importante société d'ingénierie, la division Informatique met à la disposition des utilisateurs les moyens informatiques et bureautiques les plus sophistiqués sur le plan technologique. Les ingénieurs que nous recherchons aujourd'hui auront donc une bonne connaissance méthodologique et technique qui leur permettra d'évoluer avec succès dans un environnement IBM (MVS/CICS/VM - CMS) et/ou DEC (VAX/VMS).

Responsable d'un groupe d'études

Votre expérience d'au moins 5 ans de la conduite de projets de haut niveau vous permettra d'animer une équipe de plusieurs chefs de projets et analystes. Avec eux vous aurez à concevoir et réaliser notre nouveau système de gestion des documents techniques.

Chef de projet

Vous avez le désir d'approfondir une première expérience de la conduite de projet. Après avoir pris connaissance des systèmes d'informations préexistants, vous serez chargé de la conception, du pilotage de la réalisation et de la mise en place de logiciels de gestion dans le domaine comptabilité générale et analytique, systèmes paracomptables et contrôle de gestion.

Pour ces 2 postes, une expérience d'informatique répartie serait appréciée. Merci de nous adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi, sous réf. 3023, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02.

secrétaires secrétaires

SECRETAIRE DE DIRECTION GENERALE

Pour le Président du Directoire de la filiale d'un important groupe allemand de réputation mondiale.

Cette personne, devra faire preuve de plusieurs années d'expérience au sein de la Direction Générale d'une firme internationale ou elle aura assuré la tenue du secrétariat et effectué un travail de liaison et de coordination au plus haut niveau.

Connaissance parfaite de la langue allemande.

Anglais souhaité.

Lieu de travail: Ouest de Paris.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 1250 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Discrétion et réponse assurées.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Quand on invente des cerveaux, on a besoin d'intelligences...



Avec 25.000 collaborateurs répartis dans le monde entier, et un CA de 1.122 millions de dollars en 1983, INTEL est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Le siège d'Intel France et Intel Europe, basé actuellement à Rangis s'installera courant 85 à Saint-Quentin-en-Yvelines dans son nouvel immeuble en cours de construction. Notre activité systèmes est en pleine expansion, et nous proposons à des ingénieurs informaticiens d'y participer dans ces fonctions :

INGENIEUR COMMERCIAL

Ingenieur confirmé, il sera chargé de la vente de systèmes micro-informatique industriels et de logiciels temps réel. Une expérience préalable de la vente chez un constructeur ou dans une société de conseil informatique serait très appréciée.

INGENIEUR D'APPLICATION

systèmes

Ingenieur logiciel systèmes ayant environ 3 ans d'expérience et connaissant les systèmes d'exploitation UNIX/UNIX et/ou RMX. En outre, des connaissances matérielles (Hardware) seraient vivement appréciées. Nous lui confierons la mise en place d'exemples d'applications chez nos clients dans le cadre de l'aide à la vente de nouveaux matériels.

Pour ces 2 postes, une formation technique initiale et constamment renouvelée est assurée en Europe et aux U.S.A.

Anglais nécessaire. Véhicule de fonction.

Merci de faire parvenir votre CV en précisant le poste choisi à : Intel Corporation, Direction du Personnel, Site 223, 5 Place de la Balance, 94528 Rangis Cédex.

Nous serions heureux de vous accueillir
au Sicob sur notre stand (3 AF stand 3150).

240.000 F +
Etablissement financier
nationalisé (11.500 personnes,
Essonne), très informé,
recherche son

CHEF DÉPARTEMENT COMPTABILITÉ

Rattaché au Directeur administratif et financier, il coordonnera 15 personnes dans 8 départements et supervisera les comptabilités de l'établissement et de ses nombreuses filiales, sociétés commerciales. Ce candidat aura une bonne maîtrise de la comptabilité dans les secteurs de la banque, des établissements financiers et des sociétés commerciales (S.A., S.N.C., S.C.I.) ainsi que des très bonnes connaissances fiscales.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite et un C.V. précis à ARGUMENTE, M. 91, 18, rue Berthollet, 75006 PARIS. Réponse rapide et discrétion assurées.

URGENT, rect. personne de confiance qualifiée par tant matériel, structure 20 ans exp. réf. exigées. Tél. : 805-76-60.

ANIMATEUR/TRICE

pour une de nos unités PARIS-11*
Il/elle participera :
- à la coordination de groupes de bénévoles,
- au suivi de l'action auprès de personnes âgées,
- aux relations extérieures et contacts avec les services sociaux.
Travail d'équipe avec la soutien logistique d'une importante association nationale.
Une expérience antérieure des personnes âgées et de la vie associative serait très appréciée.
Adm. C.V., lettre manuscrite, photo à C.I.P.E.S. (AT), 8, pl. Madeleine, 75006 Paris, qui transmettra.

Importante société de gestion immobilière, Paris-9*, C.A. 430 millions de francs, recherche, dans le cadre de la réorganisation de ses départements gérance et entretien et de la mise en œuvre de son plan informatique,

2 CHEFS D'AGENCE

De formation supérieure, les candidats, âgés de 35 ans minimum, auront répondu d'un secteur de 3 000 à 5 000 logements localisés à Paris, et devront assurer la direction d'une équipe de gestion et du personnel de gardiennage. Qualités exigées : sens et pratique du commandement. Très bonne connaissance technique du bâtiment. Réelle expérience des aspects administratifs et juridiques de la gestion d'immeubles. Adresser C.V., photo et références à C.I.P.E.S. (AT), 8, pl. Madeleine, 75006 Paris, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

CONTROLE DE GESTION

Analyse, synthèse, rapidité, fiabilité, efficacité.
34 ans, 9 années P&M

INFORMATIQUE

Ecoute, dialogue, décision, programmation, mise en place.

RÉDUCTION DES COÛTS.

Exerce sous T 68.418 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montigny, 75007 PARIS.

J.M. 30 ans, concubine, connaissance informatique, recherche emploi stable. Tél. : 388-85-42.

Spécialiste Perfectionnement, plus de 10 ans d'expérience en relations humaines, désire apporter ses compétences d'homme resp. dans un groupe dynamique, connaissance de l'homme informatique, maîtrise de la micro-informatique, maîtrise de la gestion industrielle, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

J.F. 28 ans, Bac D + 2 ans, 1 an d'expérience en secrétariat dans une entreprise de conseil en informatique, formation professionnelle, hygiène et sécurité, anglais, recherche poste de secrétaire, M. HALL, Tél. : 854-83-16.

formation professionnelle

UNIVERSITÉ PARIS-X-NANTERRE INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE

STAGES LONGUE DURÉE
novembre 1984 - juin 1985

destinés :
- aux demandeurs d'emploi ;
- au personnel en entreprise dans le cadre de la formation continue ou en congé formation.

FORMATIONS SANCTIONNÉES :
- par un diplôme d'université du second cycle

● CRÉATION, GESTION, REPRISE DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES :
Option : formation d'équipes pluridisciplinaires de direction de PME

- par une licence de technologie.

● ÉCONOMIE SOCIALE : GESTION DES SECTEURS COOPÉRATIF, MUTUALISTE, ASSOCIATIF.

Renseignements et inscriptions
INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
Université de Paris-X-Nanterre
200, avenue de la République,
92001 NANTERRE
Téléphone : 725-92-34, postes 866 et 896.

cycles 84/85

Ouverture des inscriptions pour la formation
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
DE HAUT NIVEAU

Prévoir sera donnée aux candidats ayant
NIVEAU BAC + 2 (DEUG ou BTS recommandé).
Base scientifique ou économique.

PROGRAMME-ASSEMBLEUR IBM-
COROL - ANS - DOS - VS - CICS - VSAM - DLI.
Méthode d'analyse, programmation structurée.
PROJET SUR MATÉRIEL IBM.

Envoyer CV pour recevoir un dossier à : INSEP - Service Admission
R. RUE VIVES TOULON - 75001 PARIS - TEL. 33 21 65 66

automobiles

de 5 à 7 CV.
A VENDRE
PEUGEOT 104 SR.
Moteur 1300, 6 CV
Téléphone : 906-58-76
après 19 heures.

de 8 à 11 CV.
Vendu belle Bagheire
Moteur 1300, 6 CV. Bon état. Beau
intérieur, 474-47-47, Charente.

divers
BMW SÉRIE 3-5-7
Ex. Tr. 84, peu roulée, garantie.
Auto Paris XV. 535-09-25
62, rue Demours, Paris 15^e.

deux-roues
PEUGEOT TXR.C TS 50.
140 km garantie, couleur neuve.
7.800 F. prix 5.600 F.
T. 281-67-23, p. 282, 2 h.

de 5 à 7 CV.
A VENDRE
PEUGEOT 104 SR.
Moteur 1300, 6 CV
Téléphone : 906-58-76
après 19 heures.

de 8 à 11 CV.
Vendu belle Bagheire
Moteur 1300, 6 CV. Bon état. Beau
intérieur, 474-47-47, Charente.

divers
BMW SÉRIE 3-5-7
Ex. Tr. 84, peu roulée, garantie.
Auto Paris XV. 535-09-25
62, rue Demours, Paris 15^e.

deux-roues
PEUGEOT TXR.C TS 50.
140 km garantie, couleur neuve.
7.800 F. prix 5.600 F.
T. 281-67-23, p. 282, 2 h.

de 5 à 7 CV.
A VENDRE
PEUGEOT 104 SR.
Moteur 1300, 6 CV
Téléphone : 906-58-76
après 19 heures.

de 8 à 11 CV.
Vendu belle Bagheire
Moteur 1300, 6 CV. Bon état. Beau
intérieur, 474-47-47, Charente.

divers
BMW SÉRIE 3-5-7
Ex. Tr. 84, peu roulée, garantie.
Auto Paris XV. 535-09-25
62, rue Demours, Paris 15^e.

automobiles

de 5 à 7 CV.
A VENDRE
PEUGEOT 104 SR.
Moteur 1300, 6 CV
Téléphone : 906-58-76
après 19 heures.

de 8 à 11 CV.
Vendu belle Bagheire
Moteur 1300, 6 CV. Bon état. Beau
intérieur, 474-47-47, Charente.

divers
BMW SÉRIE 3-5-7
Ex. Tr. 84, peu roulée, garantie.
Auto Paris XV. 535-09-25
62, rue Demours, Paris 15^e.

deux-roues
PEUGEOT TXR.C TS 50.
140 km garantie, couleur neuve.
7.800 F. prix 5.600 F.
T. 281-67-23, p. 282, 2 h.

de 5 à 7 CV.
A VENDRE
PEUGEOT 104 SR.
Moteur 1300, 6 CV
Téléphone : 906-58-76
après 19 heures.

de 8 à 11 CV.
Vendu belle Bagheire
Moteur 1300, 6 CV. Bon état. Beau
intérieur, 474-47-47, Charente.

divers
BMW SÉRIE 3-5-7
Ex. Tr. 84, peu roulée, garantie.
Auto Paris XV. 535-09-25
62, rue Demours, Paris 15^e.

deux-roues
PEUGEOT TXR.C TS 50.
140 km garantie, couleur neuve.
7.800 F. prix 5.600 F.
T. 281-67-23, p. 282, 2 h.

de 5 à 7 CV.
A VENDRE
PEUGEOT 104 SR.
Moteur 1300, 6 CV
Téléphone : 906-58-76
après 19 heures.

de 8 à 11 CV.
Vendu belle Bagheire
Moteur 1300, 6 CV. Bon état. Beau
intérieur, 474-47-47, Charente.

divers
BMW SÉRIE 3-5-7
Ex. Tr. 84, peu roulée, garantie.
Auto Paris XV. 535-09-25
62, rue Demours, Paris 15^e.

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
REPUBLIQUE
(MARAI) 1^{er} arrdt, 100 m²,
4^e arrdt, 100 m², 2^e arrdt, 100 m²,
5^e arrdt, 100 m², 6^e arrdt, 100 m²,
7^e arrdt, 100 m², 8^e arrdt, 100 m²,
9^e arrdt, 100 m², 10^e arrdt, 100 m²,
11^e arrdt, 100 m², 12^e arrdt, 100 m²,
13^e arrdt, 100 m², 14^e arrdt, 100 m²,
15^e arrdt, 100 m², 16^e arrdt, 100 m²,
17^e arrdt, 100 m², 18^e arrdt, 100 m²,
19^e arrdt, 100 m², 20^e arrdt, 100 m²,
21^e arrdt, 100 m², 22^e arrdt, 100 m²,
23^e arrdt, 100 m², 24^e arrdt, 100 m²,
25^e arrdt, 100 m², 26^e arrdt, 100 m²,
27^e arrdt, 100 m², 28^e arrdt, 100 m²,
29^e arrdt, 100 m², 30^e arrdt, 100 m²,
31^e arrdt, 100 m², 32^e arrdt, 100 m²,
33^e arrdt, 100 m², 34^e arrdt, 100 m²,
35^e arrdt, 100 m², 36^e arrdt, 100 m²,
37^e arrdt, 100 m², 38^e arrdt, 100 m²,
39^e arrdt, 100 m², 40^e arrdt, 100 m²,
41^e arrdt, 100 m², 42^e arrdt, 100 m²,
43^e arrdt, 100 m², 44^e arrdt, 100 m²,
45^e arrdt, 100 m², 46^e arrdt, 100 m²,
47^e arrdt, 100 m², 48^e arrdt, 100 m²,
49^e arrdt

Le Monde

économie

LE CONFLIT CHEZ RENAULT

Le mouvement de grève semble se ralentir

Les mouvements de grève paraissent ralentir le mardi 2 octobre au matin dans les usines de la région Renault. Ils semblaient avoir conservé leur intensité qu'à Douai : mardi matin, à l'arrivée de l'équipe du matin, la grève avait été reconduite lors d'un vote auquel participaient environ un millier de travailleurs. La veille au soir, l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) avait appelé les travailleurs à « persister dans les formes de lutte actuelles ». Des piquets de grève ont cadenassé les portes de l'usine et bloqué les entrées, mais une partie des salariés de l'équipe du matin avaient déjà pénétré dans les locaux : en fin de matinée d'autres ont réussi à en faire autant en cassant les grilles. Selon la direction de l'établissement, 70 % du personnel était à son poste, mais la production n'était que le quart de la normale.

A Cléon, la situation était encore confuse. Alors que, la veille, une assemblée générale d'un millier de salariés réunie par l'intersyndicale avait voté une grève illimitée, la plupart des travailleurs de l'équipe du matin sont entrés dans l'usine mardi. Un peu plus tard, la direction évaluait à 50 % la proportion du personnel au travail, tandis que la CGT parlait de 10 %. Les portes d'accès aux parcs de l'usine avaient été cadenassées durant la nuit, mais la direction avait, le matin, rouvert les entrées.

A Sandouville, l'usine fonctionnait pratiquement normalement : la direction signalait seulement un débrayage limité dans un atelier de peinture. Les ouvriers de l'équipe du matin s'étaient prononcés, « à l'unanimité moins une voix », selon un délégué cégétiste, pour « la poursuite de l'action sous une autre forme », en débrayant une heure en fin de poste - donc en début d'après-midi.

A Billancourt, après la manifestation de lundi matin dans le secteur de l'île Seguin (deux mille ouvriers), la situation était redevenue normale et la production (R 4 et Supercin) a pu être assurée. Les débrayages prévus par la CGT et la CFDT ont été reportés à mercredi matin. Des arrêts de travail isolés, continuant ici et là dans d'autres établissements. Dans deux succursales toulousaines de la Régie, les salariés (cinq cent cinquante) ont poursuivi la grève avec occupation anticipée le mercredi précédent. A Grand-Couronne, près de Rouen (1 000 salariés) où l'on emballait des pièces destinées à l'étranger, les ateliers fonctionnaient mais des piquets de grève empêchaient la sortie des camions - comme cela avait été le cas lundi après-midi jusqu'à 18 heures. A Choisy-le-Roi (1 200 salariés) et à Saint-Ouen (600 salariés), en principe occupés

le premier établissement depuis mardi matin, le second depuis lundi après-midi, le travail continuait dans de nombreux secteurs.

Ainsi l'appel à la mobilisation lancé lundi par la CGT ne paraît pas avoir été entendu. Pourtant les grévistes de Renault - et la CGT - avaient reçu lundi l'appui de Force ouvrière : la commission exécutive de FO a indiqué qu'elle « soutient les mouvements en cours ». « Le débrayement de la négociation collective, le sérieux coup de frein sur les salaires, les positions fiscales et les taxes supplémentaires, la mise en cause de certains acquis, contraignent les travailleurs à s'engager dans l'action », a-t-elle déclaré, soulignant que « dans plusieurs secteurs d'activité, des organisations FO ont dû recourir à la grève pour défendre leurs revendications ». En revanche, la fédération de la métallurgie CGC a dénoncé « la précipitation avec laquelle la CGT entend bloquer le fonctionnement des usines », peut-être aidée par « les maladroits accumulés par la direction de la Régie ».

Quant à M. Georges Grauger, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CFDT, il affirme, dans une interview au *Matin de Paris* : « Nous ne souhaitons pas une extension de la grève, qui serait de nature à mettre en péril la survie de la Régie », et il juge « tout à fait

dommage que ce conflit minoritaire porte sur les primes au détriment de l'emploi. Faire grève aujourd'hui pour demander que la réunion du 4 octobre soit avancée, alors que l'on est déjà le 1^{er}, nous fait penser qu'il y a d'autres motifs à l'attitude cégétiste. Nous attirons donc l'attention de nos camarades sur la manipulation de la CGT ». Regrettant que le gouvernement n'ait pas rendu public les conclusions du rapport Delle sur l'emploi dans l'automobile, il estime, en revanche, que « la direction de la Régie semble vouloir traiter le problème de manière approfondie ».

Pour M. Yvon Gattaz, président du CNPF, interrogé par le *Quotidien de Paris*, l'action de la CGT, qui « excite le mécontentement par clientélisme », est « une mauvaise action pour l'industrie automobile française tout entière ».

La direction de la Régie, qui avait refusé jusqu'à de modifier le calendrier des rencontres prévues avec les représentants syndicaux, a cependant fait un geste mardi, puisqu'elle a annoncé, en fin de matinée, que M. Michel Praderie, directeur du personnel et des affaires sociales, recevrait les délégués syndicaux centraux ce mardi à 20 h 30 afin d'organiser les négociations en matière de salaire et d'emploi qui se dérouleront à partir du 4 octobre.

AFFAIRES

Ultime plan pour Creusot-Loire

(Suite de la première page.)

Pour ce qui concerne la division énergie, Framatome a proposé le maintien de 1 860 emplois, alors que Fives ne voulait en conserver que 1 440.

La baisse des commandes de turbines comme des compresseurs n'en aboutit pas moins à une réduction importante dans ce département qui comptait 2 610 salariés au début de l'année. La saignée sera plus vive encore à Chalosse-sur-Saône pour la chaudronnerie qui pour être « économiquement viable », selon l'expertise, ne devrait pas dépasser un effectif de 410 personnes contre 1 016 le 31 décembre 1983.

Les experts ont ajouté que la poursuite d'activités de Chalosse était « conditionnée impérativement » par l'installation d'une cintrreuse lourde, investissement qui intéresse aussi l'arsenal de Cherbourg.

Par rapport à la fin de 1983, les industriels concernés proposent donc de supprimer 2 200 emplois - y compris à Chalosse, qui n'entrera pas dans le périmètre de reprise de Fives - et 1 300 parmi les salariés encore

en activité dans le groupe dans la Saône-et-Loire. Encore ne s'agit-il que d'un minimum puisque personne ne parle de reprendre les 480 salariés du siège de Paris et que les services communs de Creusot (600 personnes) doivent encore faire l'objet d'un diagnostic.

Alors que de nombreux points restent à discuter - la forme juridique des nouvelles sociétés, d'éventuelles participations croisées pour maintenir une certaine unité sur le site - et que des négociations sont en cours avec d'autres repreneurs éventuels pour d'autres « appartements », (y compris avec la CGE qui s'est pourtant bien juré de ne pas se laisser faire), cette réduction d'effectifs apparaît comme la plus faible possible.

La parole est désormais aux syndicats, car il est clair que ces négociations d'emplois ne sont pas négociables. Alors que le règlement judiciaire pourrait être transformé en liquidation de biens le 28 octobre, cette proposition apparaît bien comme celle de la dernière chance.

BRUNO DETHOMAS.

MARCHÉ COMMUN

Un éclat de M. Rocard

(Suite de la première page.)

A la réunion irlandaise la France était représentée non pas par M. Bérégovoy, mais par M. Emmanuel, le secrétaire d'Etat au budget. Tout s'est passé lundi soir comme si, dans l'intervalle de deux semaines, l'arbitrage à Paris entre les deux thèses en présence n'avait pas eu lieu, ou bien comme si M. Rocard se livrait à une dernière et dramatique tentative pour que cet arbitrage soit revu dans un sens plus favorable aux agriculteurs. C'est autant à l'Élysée que M. Matignon qui sont ainsi interpellés.

Plus que jamais les propos de M. Dumas seront écoutés comme étant ceux tenus par un ministre très proche du président de la République. Au reste, les coups de téléphone ont été très nombreux lundi soir entre Luxembourg et Paris et l'on nous dit que M. Dumas, avant de venir essayer de mettre un peu d'ordre dans cette affaire, s'en est entretenu à l'Élysée.

Le texte sur la discipline budgétaire mis au point par les ministres des finances prévoit un plafonnement rigoureux des dépenses agricoles (elles ne pourraient progresser que dans les limites sensiblement inférieures à celles du PIB) ainsi qu'un mécanisme permettant aux gouvernements membres les plus réticents à l'égard de la PAC de bloquer assez facilement toutes décisions du conseil dont ils estimeraient qu'elles pourraient conduire à un dépassement du seuil autorisé. Les ministres des finances ont un peu modifié la version précédente du projet et introduit davantage de souplesse afin de tenir compte des objections, elles aussi très vives, formulées vendredi, en partie pour les mêmes raisons que M. Rocard, par la Commission européenne (le *Monde* daté 30 septembre-1^{er} octobre).

Des garanties insuffisantes

Ces aménagements ont à l'évidence été considérés par le ministre de l'Agriculture français comme donnant des garanties tout à fait insuffisantes pour assurer le fonctionnement normal de la PAC.

M. Rocard a rappelé que les Dix avaient engagé une réforme de l'Europe verte douloureuse pour les agriculteurs. Ils ont commencé sous la présidence française en instaurant des quotas laitiers. Ils continuent actuellement en recherchant les moyens de maîtriser la production de vin. Est-il raisonnable de les laisser faire encore davantage ? « Avec une enveloppe budgétaire trop contraignante, la PAC perd tout son sens. Nous ne pourrions pas la gérer si nous ne sommes pas sûrs d'honorer les droits que nous ouvrons... Si à travers la seringue budgétaire on veut décider de pousser à une accélération de l'exode

rural, à une quasi impossibilité d'établissement de jeunes agriculteurs, il faut le dire », a commenté M. Rocard.

Il a expliqué que le plafonnement des dépenses agricoles tel qu'il résulterait du compromis approuvé par les ministres des finances pourrait fort bien conduire, par exemple, à une nouvelle réduction des quotas laitiers. « Et bien, il n'en est pas question », a-t-il conclu. M. Rocard s'est employé à mobiliser ses collègues ministres de l'Agriculture. Ils paraissent alors de la réforme du marché du vin et examinaient une nouvelle moulture des propositions de la Commission préconisant la dilution à bas prix des quantités produites dans la Communauté au-delà de 100 millions d'hectolitres. Cette orientation donne satisfaction aux Français mais ne convient pas aux Italiens.

Néanmoins, là n'était pas, à ce moment, l'essentiel pour le ministre français. Il a expliqué au conseil qu'il croyait inopportuniste d'essayer de trouver, au cours de cette session, un compromis sur ce dossier du vin car, selon lui, les contraintes budgétaires envisagées par les ministres des finances pourraient fort bien rendre nécessaire, si elles étaient confirmées, une limitation beaucoup plus draconienne du soutien à accorder par la Communauté aux viticulteurs.

L'opération de sauvetage ainsi lancée par M. Rocard a-t-elle une chance de réussir ? Les Français se sont depuis longtemps laissés entraîner très loin dans cette affaire de la discipline budgétaire. Peut-être ont-ils mal mesuré les effets pratiques de la politique de stricte modération des dépenses à laquelle ils ont affirmé, dès le conseil européen de mars 84, vouloir s'associer. Ont-ils la faculté aujourd'hui de revenir en arrière, de faire davantage de se ménager des espaces de liberté dans le texte qui sera finalement approuvé ? D'un point de vue strictement rationnel, le document rédigé lundi par les ministres des finances est carrément mauvais, plein de « trous », de formulations ambiguës pouvant donner lieu à de multiples interprétations. On y parle ainsi dans le contexte du plafonnement des dépenses de « circonstances exceptionnelles, notamment en relation avec l'élargissement... » d'orientations qualitatives « données à la dépense agricole ».

D'un point de vue français, ce sont là autant d'occasions offertes pour échapper au carcan. Ce n'est peut-être pas satisfaisant mais, compte tenu du passé, pouvait-on et peut-on obtenir davantage ? M. Rocard ne l'entend pas ainsi et, avec, il est vrai, la logique pour lui, développe le raisonnement exact inverse : « Il y a une menace évidente pour la PAC car nous sommes souvent dans l'obscurité ».

L'absence d'un compromis sur la discipline budgétaire risque de compromettre l'adoption ce mardi du budget supplémentaire qui est nécessaire pour assurer le fonctionnement normal du Marché commun agricole jusqu'à la fin 84 ainsi que celle de l'avant-projet de budget de la Communauté pour 1985 qui doit normalement être transmis au Parlement européen avant le 5 octobre. Compte tenu de Tenjou, M. Rocard pense que ce sont là des considérations subalternes. « Je ne peux accepter l'idée de donner, lâchement, pour prix d'un budget supplémentaire 84, l'impossibilité de gérer la politique agricole commune de l'avenir ».

PHILIPPE LEMAITRE.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

M. KRASUCKI : Aller « aussi loin que les travailleurs voudront »

Invité à « l'heure de vérité » le 1^{er} octobre sur Antenne 2, M. Henri Krasucki a estimé d'emblée la nombre d'adhérents de la CGT à entre 1 300 000 et 1 400 000 actifs et « entre 300 000 et 400 000 retraités ». « Lors de notre précédent congrès, a-t-il ajouté, il y avait 1 600 000 actifs (1) ». Interrogé sur les conflits chez Renault, le secrétaire général de la CGT a déclaré : « Je connais depuis longtemps la région Renault. C'est la première fois depuis plusieurs décennies d'années que je vois une chose pareille. En général, quand on sort un nouveau modèle, pour leur donner du cœur à l'ouvrage, on fait quelque chose. Eh bien, là, on commence par leur annoncer qu'il va y avoir beaucoup de suppressions d'emplois ! Ensuite on leur dit qu'ils ont touché 2 % en tout depuis le 1^{er} janvier sur leur salaire, et puis enfin on va les enrayer dans la manière de prendre leur cinquième semaine de congés payés. C'est comme ça qu'un modèle les gens pour travailler ! Je n'ai jamais vu cela à la région Renault. »

M. Krasucki lance à propos de la direction de Renault : « S'ils pensaient trouver des moutons, eh bien, ils ont trouvé des lions ! », et il précise que les entreprises de la Régie en lutte sont « essentiellement composées de travailleurs français (2) ». Commentant les appréciations sur le suivi de l'action chez Renault, il affirme : « Comme ils n'arrêtent pas tout, comme ils n'occupent pas com-

plètement alors qu'ils cherchent une solution, on leur dit : ce que vous faites, ça ne sert à rien. On les pousse à décider les méthodes les plus énergiques. Si c'est ça qu'on veut, on va y arriver. Ce que nous voulons, c'est que les négociations s'ouvrent pour aboutir. »

Interrogé sur la question de savoir jusqu'où la CGT va aller, M. Krasucki répond : « Aussi loin que les travailleurs voudront, pour une raison qu'il

faudrait retenir : parce que personne ne peut obliger les travailleurs à faire quoi que ce soit, pas plus nous que quiconque. S'ils ne veulent pas faire la grève, la CGT pourra toujours dire : il faut faire la grève, ils ne la feront pas. Par contre, ça s'est déjà vu - il faut de la direction, parce que, si on ne fait pas comme au même, ils nous croient pas (...). S'il faut pour se faire entendre faire la grève, nous disons aux travailleurs : à notre avis, plutôt que d'en prendre plein la figure, et bien il faut faire la grève. S'il faut occuper, nous préférons ne pas avoir à la faire, mais si vous êtes d'accord, vous les travailleurs, et que vous pensez que sinon ça va aller mal pour vous et que c'est inacceptable, eh bien, occupez ! S'il faut des manifestations, eh bien, faites-les ! Alors, nous sommes dans les localités où un plan national, faisons-le. Après tout, d'autres l'ont fait et ils ont été écoutés. »

Pour M. Krasucki, « au fur et à mesure que les problèmes deviennent plus aigus et sont ressentis par les intéressés de façon plus profonde, le mouvement de grève conduit à des actions revendicatives plus fortes (...). Le pire qui puisse arriver par-dessus le marché à la gauche en France, c'est d'avoir tellement déçu jusqu'au bout ceux qui lui ont fait confiance qu'ils lui tournent le dos. Il faut faire la grève, il faut occuper, nous préférons ne pas avoir à la faire, mais si vous êtes d'accord, vous les travailleurs, et que vous pensez que sinon ça va aller mal pour vous et que c'est inacceptable, eh bien, occupez ! S'il faut des manifestations, eh bien, faites-les ! Alors, nous sommes dans les localités où un plan national, faisons-le. Après tout, d'autres l'ont fait et ils ont été écoutés. »

Le secrétaire général de la CGT a évité de nouveau de qualifier politiquement le gouvernement sans ministres communistes, en se croyant même obligé de préciser que sa centrale a décidé actuellement de ne pas se livrer à une « évaluation globale » du pouvoir. Il est vrai que, si tel était le cas, cela pourrait gêner les deux socialistes (sur dix-huit) du bureau confédéral, et surtout M. Gérard Gaumé, membre du comité directeur du PS et, à ce titre, votant d'une motion de soutien à M. Fabius.

La CGT entend continuer à pousser à l'action. Elle se déclare prête à soutenir - voire organiser - grèves, occupations et même, comme M. Krasucki l'avait déjà dit à Bordeaux le 5 septembre, des manifestations nationales... mais à condition que les salariés suivent. Elle refuse toute action pressentie. M. Krasucki a semblé prendre la mesure exacte de la difficulté de mobiliser en tenant les salaires de la langue : « Je n'ai pas intérêt à mettre le paquet, à ne pas attendre une prochaine échéance électorale pour exprimer votre mécontentement, mais, en définitive, c'est à vous de juger et la CGT sera avec vous. »

Le secrétaire général de la CGT, conscient de sa mauvaise image dans l'opinion, a réitéré l'image de l'homme-orchestre organisant une quelconque « casse » de l'industrie française. Rassurant, il s'est déclaré prêt à des « discussions locales » avec la région Renault afin d'en faire un modèle européen pour les mutations, et il s'est même cru obligé de préciser - pensant sans doute à l'effet médiatique des grèves d'immigrés chez Talbot ou Citroën - qu'à Renault c'étaient des Français qui étaient actuellement en grève. Il a surtout paru prendre acte implicitement de l'inefficacité de la mobilisation chez Renault : « S'ils ne veulent pas faire la grève, la CGT pourra toujours dire, il faut faire la grève, ils ne la feront pas. » « Mais seules les grèves, et-t-il ajouté, ce sont les possibilités réelles, ce que pensent les travailleurs, ce qu'ils se sentent capables de faire, jusqu'à quel point on peut agir, et aussi les événements concrets. » Pour la centrale cégétiste, c'est le cœur du débat actuel.

MICHEL NOBLECOUET.

Le mythe

Le mythe Renault a décidément la vie dure. Pendant des années on a dit et répété, sans le vérifier toujours, que lorsque Renault étirait, les Français s'enrhumaient. Aujourd'hui Renault a bien du mal à éternuer autant que le voudrait la CGT, mais déjà plusieurs responsables du monde social réagissent comme si la France était enrhumée. M. Gattaz a jugé bon de rompre avec le non-interventionnisme dans les conflits sociaux, dont il se réclame, pour fustiger à nouveau les « entreprises de la Régie », tout en jouant les risques de contagion... « faillites », M. Bergeron qui, il y a quelques jours, affirmait que les salariés ne lui paraissent pas décidés à faire la grève, voit dans les mouvements chez Renault, la révélation de « conflits sociaux sérieux » comme on n'en a pas vu « depuis longtemps ».

Et pourtant, le moins que l'on puisse dire, c'est que, à l'heure présente, la CGT n'a pas réussi une large mobilisation chez Renault : l'extension annoncée pour le 1^{er} octobre se fait désirer. L'humanité, en une, le 2 octobre, ne tire pas sur les grèves des ouvriers de Renault mais sur leurs revendications réalistes. M. Henri Krasucki, lundi soir à Antenne 2, a lancé, à l'intention de la Régie : « S'ils pensaient trouver des moutons, eh bien, ils ont trouvé des lions. » Des lions peu rugissants... A Billancourt, il n'y a eu que 700 grévistes le 1^{er} octobre, et la situation était calme mardi. La grève se poursuivait à Douai, mais le mouvement semblait décroître tant à Sandouville qu'à Cléon. Certes, la situation est mouvante, et il peut y avoir des retournements de tendance au moment des négociations du 4 octobre. Mais la forteresse Renault n'est pas encore entrée en ébullition.

M. Krasucki a pu, au cours de sa prestation télévisée - préparée soigneusement au point qu'il a annulé pour cause un voyage en Tunisie, s'appuyer, comme il l'espérait, sur la réalité de l'action des Renault (à défaut de celle des Citroën), mais il s'est bien gardé de faire du triomphalisme quant à l'ampleur de la mobilisation. Répétant des déclarations faites déjà de nombreuses fois, le secrétaire général de la CGT s'est montré avant tout prudent. Ferme certes, mais prudent. Ainsi il s'est refusé à dire explicitement que c'était en définitive le gouvernement qui était visé, mais il a été tellement critique dans son appréciation de la politique de M. Fabius qu'il n'y avait guère de doute sur la finalité des actions engagées. Voilà une équipe gouvernementale qui prend le risque d'avoir telle-

LA CAISSE DES DÉPÔTS AVAIT ACCUSÉ À TORT UN DE SES COLLABORATEURS

C'est à tort que la Caisse des dépôts et consignations avait mis fin en juillet 1980 aux fonctions de son directeur du service information et relations publiques (SIRP), M. Jean Lobry, accusé de fraude lourde. Un récent arrêt de la Cour d'appel de Paris a fait droit aux demandes de celui-ci et déclaré non établis les délits reprochés par la Caisse qui se trouve déboutée.

Une information avait été ouverte, le 22 août 1980, par le parquet de Paris pour « faux en écriture de commerce et usage de faux » dans la comptabilité du SIRP. Selon les premières constatations des enquêteurs, des factures d'imprimerie semblaient avoir été gonflées au profit de sociétés fictives éditant des publications pour le compte de la Caisse des dépôts. Celle-ci s'était séparée de M. Lobry accusé, malgré ses dénégations, d'avoir travaillé « pour le compte des fournisseurs » (le *Monde* daté 24-25 août 1980). M. Lobry avait été placé en préretraite en 1982.

MONNAIES

DOLLAR INCHANGÉ : 9,32 F

Sur des marchés des changes assez nerveux mardi 2 octobre, comme ils l'étaient la veille, les cours du dollar sont restés stables à 9,3285 F (contre 9,3250 F lundi) et 3,0379 DM environ.

Dans la monnaie, ils s'étaient élevés à plus de 9,37 F et 3,05 DM.

ERRATUM. - Dans le *Monde* daté du 2 octobre en page 24, il était écrit, concernant le *Leading Indicators Index*, des États-Unis : « Aux dernières nouvelles, il a de nouveau augmenté en août (10,5 %) », il fallait bien entendu lire : + 0,5 %.

L'ACTUALITÉ SUR LES ORDINATEURS PERSONNELS

DECISION informatique

- Le ciblage de la normalisation : IBM, APPLE et rien d'autre.
- Bancs d'essai : Deux progiciels intégrés KNOWLEDGEMAN de MDS.
- Decision Manager de PEACHTREE.
- Enfin, un vrai portable : Le « ONE » de DATA GENERAL.

Chez votre marchand de journaux

AFFAIRES

Le groupe CGE va prendre 19 % d'une société américaine de télécommunications

La Compagnie générale d'électricité (CGE) va prendre une participation de 19 % dans le capital de la société américaine Communication Corporation of America (CCA), par l'intermédiaire d'une augmentation de capital. Le groupe nationalisé français devrait, en sus, obtenir une option sur 40 % des actions.

CCA est un distributeur de centraux téléphoniques d'entreprise (PBX), dont le chiffre d'affaires a été de 60 millions de dollars (environ 500 millions de francs) au cours de son dernier exercice, clos le 30 juin 1984, et les pertes de 5 millions de dollars. La société, qui distribue des matériels de l'entreprise japonaise NEC et du groupe canadien Northern Telecom, devait d'ailleurs vendre également des appareils de Thomson télécommunications, filiale de la CGE.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du déploiement du groupe aux Etats-Unis, pays qui est la « cible prioritaire » de M. Pélissier, son président. Faute d'avoir investi dans les années 70 (avec, à l'époque, un dollar faible), la CGE est, en comparaison de ses concurrents européens, peu présente outre Atlantique, où elle n'a réalisé que 4,3 % de son chiffre d'affaires en 1983, contre 18 % pour Philips, 10,6 % pour Ericsson ou 9 % pour Siemens. Pour s'y développer, la CGE a récemment porté de 30 % à 42 % sa participation dans Lynch (transmissions), est entrée à hauteur de 20 % dans Sonitrol (petit distributeur de centraux d'entreprise), et s'intéresse au secteur spatial et aux investissements de capital risque (Le Monde du 7 septembre). Avant d'opérations ponctuelles qui devraient porter la part du chiffre d'affaires réalisé aux Etats-Unis à 5,8 %, cette année mais qui restent de portée limitée. Le groupe, qui a envisagé cet été un accord spéculatif avec un ou deux grands groupes de télécommunications américains (Sprint, Carlson et GTE), semble maintenant modérer ses ambitions et vouloir s'assurer de ses propres technologies avant de s'engager plus avant.

E. L. R.

EN MULTIPLIANT LES ACCORDS INTERNATIONAUX

Thomson affiche ses ambitions dans le secteur des composants électroniques

Le groupe Thomson vient de conclure une série d'accords pour renforcer ses positions dans l'industrie des composants. AEG-Telefunken et le groupe français vont s'échanger des productions de circuits intégrés utilisés dans les équipements grand public (accord dit de seconde source réciproque). Avec le groupe japonais OKI, Thomson a signé deux accords de coopération, l'un sur les circuits appelés prédiffusés et l'autre sur l'échange de savoir-faire industriel.

IBM, de son côté, va acheter à la société française de grandes quantités de circuits mémoire 256 K ; la capacité de l'usine d'Eurotechnique de Roussay, près d'Alençon, sera, pour ce faire, doublée. Le groupe américain qui apporte sa caution à Thomson cherche à l'évidence à apporter la preuve de ses bonnes dispositions vis-à-vis de la France. Par ailleurs, la coopération avec la société américaine Motorola est reconduite sur les microprocesseurs de la génération des 32 bits.

Toutes ces opérations confirment l'ambition affichée par Thomson depuis deux ans dans les composants, en particulier dans les semi-conducteurs. Le chiffre d'affaires du groupe pour ces produits aura augmenté de 67 % cette année (pour atteindre 2,5 milliards de francs environ), c'est-à-dire à un rythme nettement plus élevé que celui de la croissance du marché mondial (+40 %). Grâce à cette « accélération », qui devra se poursuivre dans les prochaines années, Thomson vise 3 % du marché mondial en 1990 et l'équilibre financier en 1986.

Le groupe, qui investit 20 % de son chiffre d'affaires cette année, devrait passer à 40 % en 1985, contre 25 % pour les groupes japonais en moyenne et 20 % pour les américains.

Les pouvoirs publics, qui n'ont guère de motif de satisfaction dans l'évolution de l'électronique française, peuvent se réjouir de voir l'horizon s'éclaircir en partie dans l'industrie des composants. « Rien n'est encore joué. La course sera longue et difficile », prévient M. Jacques Noël, directeur de la division composants du groupe Thomson, mais depuis dix-huit mois les structures, les hommes et — plus important encore — les mentalités ont manifestement changé. Reste à assurer le financement.

ERIC LE BOUCHER.

LOGEMENT

Le Secours catholique lance un appel en faveur des mal-logés

La précarité du logement, l'impossibilité, faute de ressources suffisantes, de payer un loyer, ajoutent un poids insupportable aux soucis des familles les plus démunies. Le Secours catholique tout comme l'association Aide à toute détresse viennent de lancer un cri d'alarme à ce sujet, à la veille de l'hiver.

M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a annoncé lundi 1^{er} octobre sur TF 1 que plusieurs milliers de logements HLM seraient loués à des associations caritatives. Il en a fait la demande au commissaire de la République de la région Ile-de-France. Le paiement de ces loyers serait assuré par des fonds spéciaux, le suivi financier étant assuré par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS), étant bien entendu que les familles défavorisées ainsi logées pourraient bénéficier de l'allocation logement (AL) ou de l'aide personnalisée au logement (APL).

Mme P.E., trente-deux ans, aide ménagère à temps partiel, séparée de son mari, qui attend un logement pour pouvoir reprendre avec elle son enfant de quatre ans placé en foyer, n'en trouvera pas. « Compte tenu de la modicité actuelle de vos ressources », lui a écrit le maire adjoint de sa commune.

Il y a de plus en plus de mal-logés en France. Le Secours catholique (1) vient de publier l'analyse de cent mille demandes enregistrées en 1983 dans soixante de ses délégations départementales. Le constat est sévère pour une société certes en crise, mais qui a connu un quart de siècle de croissance. « Quand on est pauvre, quand on n'est pas assez solvable, quand on ne présente pas assez de garanties, quand survient l'imprévu, quand on est jugé indigne... », on ne trouve pas de logement.

Les deux tiers de ceux qui se rendent aux permanences du Secours catholique ont des ressources très insuffisantes ou nulles : 35 % d'entre eux n'ont aucune ressource ou n'en auraient plus aucune s'ils payaient leur loyer ; 29 % de ces familles, une fois le loyer payé, disposent de moins de 20 F par jour et par personne pour se nourrir, se vêtir, se soigner, payer l'électricité. Rien d'étonnant que 37 % d'entre eux aient accumulé des dettes importantes de loyer, d'eau, de gaz, d'électricité.

La plupart de ces familles cumulent les handicaps : un demandeur

(1) 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. Tél. : 320-14-14.

J.D.

CONJONCTURE

UN RAPPORT DU COMMISSARIAT AU PLAN

Il faudra faire payer les services bancaires notamment les chèques

« Le coût du crédit en France ne serait, à inflation nulle, descendre en dessous de 7 % à 7,5 %, sans mettre en difficulté les banques (qui doivent par ailleurs investir et voir leur surface financière évoluer comme leur activité) ou sans peser sur le taux de rémunération de l'épargne. Cette constatation est d'une importance capitale : elle montre que la structure de formation de la valeur ajoutée dans le système financier français constitue un obstacle redoutable à la déflation. Cela signifie que, en l'absence de tarification des services à leur coût réel ou de modification drastique des habitudes françaises de paiements, il demeurerait un écart incompressible de sept points environ (7 %) entre le coût effectif global du crédit et le taux de l'inflation, sauf à remettre en question l'équilibre des banques ou la rémunération de l'épargne », ce qui paraît exclu.

Un tel constat peut être relevé dans le rapport « Quels intermédiaires financiers pour demain ? », première étude prospective globale sur l'intermédiation financière française (banques, réseaux mutualistes, assurances, etc.). Ce rapport a été élaboré au Commissariat général au Plan, avec l'appui de la direction du Trésor, par une commission présidée par M. François Bloch-Lainé sur lettre de mission de septembre 1982.

C'est une véritable analyse spectrale du système financier français, avec ses qualités, ses défauts, et les menaces qui pèsent sur lui. « Une situation enviable, mais fragile », telle est l'appréciation du rapport sur ce système. Le réseau bancaire national (y compris la poste et les caisses d'épargne) est le plus dense des pays développés, avec celui de l'Allemagne. Il accuse, certes, un certain retard, qui s'explique dans le domaine du paiement par cartes, mais, la France, en revanche, est le seul pays où la carte à mémoire est expérimentée de manière significative. Il est fragile, néanmoins. Les banques françaises, avec le troisième (ou le deuxième) réseau mondial, sont de plus en plus exposées aux risques internationaux.

Les banques françaises sont-elles « chères » ? Selon le rapport, elles sont, avec les banques américaines, celles qui ont le coût d'intermédiation (coût opératoire) le moins élevé, mais, avec les banques britanniques, elles ont les frais généraux les plus importants (4,5 % des capitaux engagés en 1981), en raison de l'importance de leur réseau de guichets, leur rôle dans la gestion des moyens de paiement et la complexité du système de distribution du crédit en France. Elles obtiennent, enfin, les moins bons résultats bruts d'exploitation rapportés au total de bilan.

Compte tenu de ces données, il apparaît difficile de diminuer sensiblement les coûts d'intermédiation pendant la durée du IX^e Plan. Ultérieurement, cette diminution pourrait être obtenue en réduisant les coûts de gestion du système de paiement (4,5 % de frais généraux actuellement). Une telle démarche conduirait inévitablement à faire payer les services, très insuffisamment facturés en France, le rapport évoquant une « tarification douce » des chèques, toujours très coûteux malgré un abaissement de leur prix de revient depuis quelques années.

Ce rapport évoque également la perspective de voir les capacités de travail disponible devenir quantitativement excédentaires et qualitativement mal adaptées aux besoins, du fait de l'exacerbation de la concurrence, de l'hétérogénéité du système français et des nécessaires développements technologiques. Sans qu'il y ait de surcroît, il y a une perte nette d'emplois. Ces risques sont bien perçus par l'ensemble des partenaires, mais ils ne semblent pas provoquer de réelles inquiétudes dans le milieu des intermédiaires financiers.

On peut craindre, toutefois, qu'une telle attitude ne permette pas de prendre en compte à temps les nécessaires adaptations aux évolutions en cours. Aussi la commission propose-t-elle cinq grands axes pour une politique d'accompagnement. Matrices, de façon concertée, la transformation de la fonction de production du secteur financier ; orienter la concurrence conformément à l'intérêt général (notamment par la stricte neutralité des moyens de paiement et la banalisation des produits les moins coûteux) ; équilibrer la répartition des charges de fonctionnement du système financier entre les catégories d'agents économiques (la tarification des services précédemment évoquée) ; mieux coordonner les politiques bancaire, monétaire et financière ; affiner la stratégie internationale des intermédiaires financiers.

F. R.

ÉNERGIE

L'EMIRAT D'ABOU-DHABI MENACE DE RÉDUIRE UNILATÉRALEMENT LE PRIX DE CERTAINES QUALITÉS DE PÉTROLE

Abou-Dhabi, le principal des Emirats arabes unis, membre de l'OPEP, a menacé de réduire unilatéralement le prix de son « brut » de meilleure qualité, le jérogène sur coté par rapport à la grille des prix officiels de l'OPEP. Cette décision, qui traduit les difficultés énormes de l'émirat à écouler actuellement son pétrole, risque, si elle est appliquée, de provoquer des ajustements de prix d'autres pays producteurs et, de proche en proche, de menacer la structure de prix de l'organisation.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ les + les	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-LL	9,3385	9,3400	- 32 - 23	- 85 - 60
S. can.	7,1897	7,1125	- 89 - 71	- 167 - 132
Yen (100)	3,7996	3,8018	+ 157 + 169	+ 292 + 318
DM	3,0600	3,0600	+ 144 + 152	+ 274 + 288
Fl. bel.	2,7229	2,7241	+ 114 + 120	+ 212 + 224
F.R. (100)	15,1102	15,1125	+ 5 + 6	+ 3 + 28
S. S.	4,9893	4,9937	- 232 - 218	- 454 - 422
L.O. (100)	11,5811	11,5985	+ 17 + 40	+ 44 + 103

TAUX DES EUROMONNAIES

	11 1/8	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4
SE-LL	5 3/8	5 3/4	5 7/8	5 1/4	5 3/8	5 3/4	5 13/16	6 3/16	6 3/16
Fl. bel.	10 3/8	11 1/8	11 3/8	11 1/8	11 3/8	11 1/8	11 3/8	11 1/8	11 3/8
F.R. (100)	2 3/8	3 1/8	4 1/2	4 7/8	4 9/16	4 15/16	5	5 3/8	5 3/8
L.O. (100)	17 1/4	18 1/2	19 3/4	19 3/4	19 3/4	19 3/4	19 3/4	19 3/4	19 3/4
S. S.	10 1/2	10 7/8	10 9/16	10 9/16	10 9/16	10 9/16	10 9/16	10 9/16	10 9/16
R. franc.	11 1/8	11 5/8	11 13/16	11 1/4	11 1/2	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fil de matinée par une grande banque de la place.

Le Danemark est le Pays de la douceur de vivre.
Y avez-vous pensé?



Office National du Tourisme de Danemark
142, Champs-Élysées 75008 Paris - Tél. 562.17.02

DANEMARK

- à vous de tout cœur!

ABONNEMENTS AIR INTER

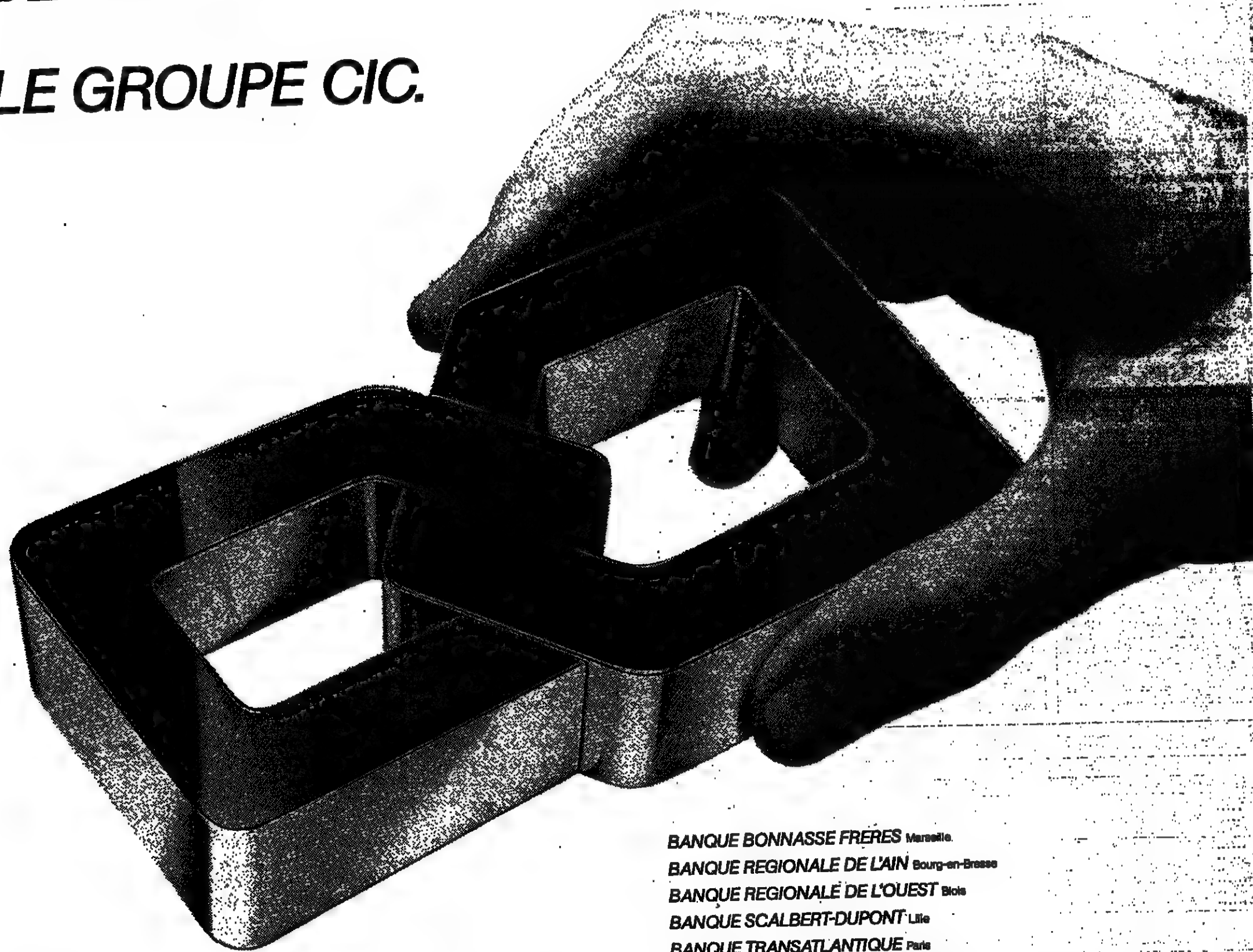
Volez du temps à vos concurrents



Prenez le problème de haut. Moins le voyage est long plus on a de temps à consacrer à ses affaires et plus c'est rentable. C'est le charme de l'avion et d'Air Inter.
Chaque jour Air Inter propose plus de 250 vols qui desservent 28 villes en France. Et pour être gagnant sur tous les tableaux, profitez des multiples possibilités d'abonnement par ligne, lignes groupées, à la carte, toutes lignes...
L'achat d'une carte d'abonnement vous procure bien des avantages... A commencer par 30 % de réduction sur tous les vols.
Pour tous renseignements contactez Air Inter Paris : Tél. (1) 320.13.60 ou votre agent de voyages.

AIR INTER
le raccourci des Français

**SI VOTRE BANQUE PORTE
CET EMBLEME, ELLE APPARTIENT
AU 1^{er} GROUPE FRANÇAIS
DE BANQUES REGIONALES,
LE GROUPE CIC.**



L'emblème de ces deux anneaux est celui des banques du Groupe CIC. Implantées aux quatre coins de la France, ces banques sont proches de vos préoccupations. Ensemble, elles multiplient leur efficacité et disposent d'un réseau national et international. Elles vous apportent plus de dynamisme, plus de services dans votre région, en France et dans le monde.

BANQUE BONNASSE FRÈRES Marseille
BANQUE REGIONALE DE L'AIN Bourg-en-Bresse
BANQUE REGIONALE DE L'OUEST Brest
BANQUE SCALBERT-DUPONT Lille
BANQUE TRANSATLANTIQUE Paris
BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE Paris
CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE Strasbourg
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS
CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE Rouen
CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST Nantes
SOCIETE BORDELAISE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL Bordeaux
SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE Lyon
SOCIETE NANCEIENNE DE CREDIT INDUSTRIEL ET VARIN-BERNIER Nancy

PLUS PROCHE POUR ALLER PLUS LOIN

Groupe CIC

هكذا من الأهل

PHIRAM

14 Salons de la...

et des technologies

Electronique ind...

Contrôle, automa...

Equipelement de m...

laboratoire

Energie et indus...

Centre grand pub...

à partir de

24 ou 27 octobr...

Marseille, Parc

Montpellier

Présentation de m...

Colloques et con...

La presse

IS FINANCO

Votre

merite d'e

La banque

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CDME
COMPAGNIE
DE DISTRIBUTION
DE MATÉRIEL
ÉLECTRIQUE

RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 31 MARS 1984

Le CA consolidé du groupe CDME s'élève pour l'exercice clos le 31 mars 1984 à 4 331 MF contre 3 832 MF pour l'exercice précédent, soit une progression de 13 %. Par secteur d'activité, l'évolution des ventes a été la suivante :

- Matériel électrique (79,6 % du CA) 3 447 MF + 8,8 % (1)
- Matériel électronique et informatique (10,4 % du CA) 451 MF + 34,5 %
- Fournitures industrielles et divers (10 % du CA) 433 MF + 32,3 % (1)

Le bénéfice consolidé (part CDME) a progressé de 17 % pour atteindre 54,5 MF et le niveau de la MBE s'est élevé à 94,7 MF (+ 17,8 %). Ces résultats ont pu être obtenus par un effort général et soutenu de gestion engagé au cours de l'été 1983, lorsque le marché électrique a montré des signes de fléchissement. L'effet positif de ces mesures ne s'est fait sentir qu'en fin d'exercice.

Exercice en cours

A fin août 1984, le CA cumulé du groupe (à structure comparable) montrait une progression de 10,5 %. L'activité électrique et informatique se développe toujours sur des rythmes de croissance élevés ; le volume d'affaires en matériel électrique se maintient à un niveau moyen.

Cette conjoncture oblige à rester attentifs et à faire preuve d'innovation dans les approches commerciales et dans la gestion quotidienne. Les mesures prises permettent d'envisager la poursuite de l'amélioration de nos résultats.

(1) A structure comparable : Électricité + 8,6 %, Fournitures Industrielles - 3,3 %.

(Publicité)
**S'AFFIRMER
MIEUX NÉGOCIER
ATTENDRE SES OBJECTIFS**
Les techniques efficaces
en 10 cassettes radio
Écoutez et Réussissez
Documentation gratuite
Tél. : (1) 770-57-65
SERVICE 2000 - Dpt communication
28, rue d'Hauteville, 75010 PARIS

AU PRINTEMPS SA

Les comptes au 30 juin 1984 ont été arrêtés conformément aux stipulations de la nouvelle réglementation comptable entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1984. L'application de ce texte a modifié la présentation des comptes qui était pratiquée lors des exercices précédents.

En ce qui concerne la société mère Au Printemps SA, le bénéfice net s'est élevé à 44,9 millions de francs au 30 juin 1984 contre 31,2 millions de francs au 30 juin 1983. L'amélioration de 13,7 millions de francs ainsi constatée est due pour 8 millions de francs à des plus-values de cession et pour 4,4 millions de francs à une progression des dividendes perçus des filiales.

En ce qui concerne l'ensemble du groupe, le chiffre d'affaires des huit premiers mois de l'exercice 1984 est à sur-faire comparable au progression de 5,3 % (dont + 4 % pour les grands magasins, + 1,4 % pour les magasins populaires) par rapport à la période comparable de l'exercice 1983. Cette évolution est favorable aux prévisions arrêtées par le groupe au début de 1984. Elle tient compte de la désinflation et du tassement du volume de la consommation des ménages qui a plus particulièrement touché les ventes de textile.

LE NICKEL-SLN

Résultats du premier semestre 1984

En cours du premier semestre 1984, les ventes de la société ont été de 21 272 tonnes contre 27 011 tonnes pour l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 912 millions de francs contre 1 319 en 1983.

La production métallurgique en Nouvelle-Calédonie a été limitée à 14 747 tonnes, ce qui a permis de ramener les stocks à leur niveau normal.

L'effet des dispositions industrielles, financières et fiscales adoptées en 1983 et la hausse des prix de vente ont permis de ramener la perte du semestre à 67 millions de francs.

La marge brute d'autofinancement du premier semestre ressort à 22 millions de francs contre - 398 MF en 1983. Au cours du deuxième semestre, la marge brute d'autofinancement devrait être sensiblement supérieure, mais reste liée à l'évolution des prix internationaux et de la valeur du dollar.

ETABLISSEMENTS ANDRÉ ROUDIÈRE & Cie

Les résultats du 1^{er} semestre 1984 confirment le redressement amorcé fin 1983.

Le chiffre d'affaires hors taxe de la Société André Roudière & Cie s'élève à 438 650 112,44 F (+ 6,7 % à structure comparable), permettant de dégager un bénéfice net de 5 581 918,80 F après 9 539 488,68 F de dotation aux comptes d'amortissements.

En consolidé, le chiffre d'affaires ressort à 670 075 054 F et, après 17 194 074,15 F d'amortissements, le résultat net (part du groupe) hors plus-values ressort à 9 209 358 F.

Poursuivant la simplification des structures du groupe, le conseil d'administration a arrêté, le 14 septembre 1984, le principe de l'absorption par la société André Roudière & Cie de la Société industrielle de teinture et d'apprêt, sa filiale à 99 %.

Cette fusion, qui sera soumise à l'assemblée générale extraordinaire le 8 novembre prochain, entraînera une augmentation de capital de 21 000 F, l'actif net apporté ressortant à 5 671 372,30 F, le boni de fusion à 536 987,12 F et la prime de fusion à 10 500 F.



RÉSULTATS AU 30 JUIN 1984

Comptes consolidés

Les principaux résultats du groupe Elf-Aquitaine, pour le premier semestre 1984, sont les suivants (en millions de francs) :

	Premier semestre		Année 1983
	1984	1983	
Chiffre d'affaires	91 369	57 858	134 833
Marge brute d'autofinancement (après charge d'exploration nette)	11 927	8 641	16 636
Résultat net consolidé	4 581	2 783	3 723
Résultat par action (francs)	46	31	41
Nombre d'actions (compte tenu des actions nouvelles, créées jadisance 1 ^{er} janvier 1984)	100 126 630	91 084 800	91 084 800

Le chiffre d'affaires du groupe marque une progression importante, en raison notamment du développement des activités de négoce et de la prise en compte de la chimie de base (ATOCHEM), consolidée depuis le deuxième semestre 1983.

Le résultat net consolidé au 30 juin 1984 est en hausse de 1,8 milliard de francs par rapport à celui du premier semestre de 1983.

L'essentiel de cette amélioration provient des activités de production d'hydrocarbures hors de France. A l'inverse de ce qui s'est passé au cours du premier semestre 1983, qui avait été fortement perturbé par l'ajustement des prix et des fiscalités aux nouvelles conditions économiques, ce secteur a pu commercialiser, dans un marché relativement stabilisé, des productions dont le volume global est en hausse sensible. Cette progression, notamment due à des raisons conjoncturelles, a été réalisée principalement en Europe du Nord pour le gaz et dans le golfe de Guinée pour l'huile. Par ailleurs, la hausse du dollar a favorisé les résultats de ce secteur.

Les activités de production en France ne contribuent que pour une faible part à la progression enregistrée.

Dans un environnement concurrentiel dégradé, notamment en France, l'activité de raffinage-distribution a dégagé une perte économique (hors déstockage et provisions relatives aux transports maritimes) de 700 millions de francs, comparable à celle de l'an dernier. Comme en 1983 et pour les mêmes raisons, ces pertes ont été dégelées au cours du deuxième trimestre, en raison des fluctuations du cours du dollar répercutées trop tardivement dans les prix français. D'autre part, la diminution des stocks a engendré des profits de déstockage moindres que l'an passé et qui ont été plus que compensés par l'enregistrement d'une provision relative à un navire dont le désarmement est maintenant considéré comme définitif.

Le secteur de la chimie enregistre une amélioration importante de la rentabilité des filiales américaines due à la reprise du marché, en volume et en prix, conjuguée à la hausse du dollar. La chimie de base en France dégage un résultat équilibré, marquant ainsi un redressement par rapport à 1983 où les filiales chimiques détenues partitalement avec le groupe Total avaient enregistré de lourdes pertes.

Enfin, la société Le Nickel ne pèse plus sur les comptes de 1984, après la réorganisation de son actionariat intervenue le 30 juin 1983.

Outre son aspect saisonnier, la croissance du résultat constatée au 30 juin ne peut être comparée à l'ensemble de l'année pour les raisons suivantes :

- Le maintien du niveau élevé des productions commercialisées n'est pas assuré ;
- L'envolée récente du dollar aggrave considérablement les pertes du raffinage-distribution, alors que la formule de fixation des prix vient de subir une nouvelle modification défavorable. Elle conduit, d'autre part, à comptabiliser de nouvelles pertes de change ;
- Le redressement de la chimie, qui reste insuffisant, remis en cause par des retournements de conjoncture, ne bénéficiera sans doute pas des facteurs très favorables du semestre écoulé ;
- Enfin, l'imposition exceptionnelle des sociétés produisant des hydrocarbures en France, actuellement proposée au Parlement, viendrait peser sur les comptes du deuxième semestre.

Comptes SNEA - Maison mère

Le bénéfice net de la SNEA - maison mère - s'établit au 30 juin 1984 à 1 448 millions de francs, contre 967 millions de francs pour le premier semestre de l'exercice précédent et 2 270 millions de francs pour l'année 1983.

Ce bénéfice résulte des principaux éléments suivants :

- Les produits financiers nets des frais et charges s'établissent à 4 926 millions de francs contre 4 325 millions de francs au 30 juin 1983 ;
- Les pertes de change correspondant à la revalorisation, au taux de la date d'arrêté des comptes, des dettes à long terme en devises (1 dollar = 8,54 au 30-6-84 contre 8,35 au 31-12-83) sont en retrait (367 millions de francs) par rapport au 1^{er} semestre 1983 (1 442 millions de francs) ;
- Les provisions (2 176 millions de francs contre 1 594 millions de francs au 30 juin 1983) prennent en compte le désarmement définitif d'un navire ;
- En raison de l'évolution de l'environnement économique, la provision pour risques généraux a été dotée de 1 000 millions de francs à l'issue du premier semestre 1984, alors qu'une dotation de 600 millions de francs avait été enregistrée dans les comptes du premier semestre 1983.

La croissance du résultat semestriel de la société mère ne permet pas d'indiquer une tendance pour le résultat de l'année 1984, en raison des variations d'une année sur l'autre dans le rythme de versement des dividendes des filiales et de l'importance possible des provisions pour pertes de change, fonction des cours de fin d'année.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-128 ☎ 347.21.32



CERGY. LE SEUL GRAND QUARTIER D'AFFAIRES DU NORD OUEST PARISIEN.

Des bureaux pour vous installer ou vous agrandir ! Allez à Cergy-Préfecture le seul quartier d'affaires à 30 minutes au Nord-Ouest de Paris.

Les faits : des surfaces variées de 10 à 10.000 m². Toutes les grandes administrations et les sièges de banques. Des transports, des commerces, des logements, des équipements sportifs, sociaux et culturels.

Les chiffres : 260.000 m² de bureaux - 120.000 habitants, 55.000 emplois, plus de 800 entreprises dont 3M, Burroughs, Thomson... Le prix du m² de bureau ? 600 à 800 F charges comprises. La réussite est à Cergy. Profitez de sa dynamique pour réussir votre implantation. Votre interlocuteur : L'Etablissement public, Tél. : (3) 030.16.00.

A CERGY LES FAITS ET LES CHIFFRES PARLENT D'EUX MÊMES.

☐ Je désire recevoir sans engagement votre brochure sur le quartier d'affaires de Cergy-Préfecture

nom _____ prénom _____

société _____ fonction _____

adresse _____

code postal _____

Établissement Public B.P. 47 - 92012 Cergy-Pontrose Cedex - (3) 030 16 00

PHIRAMA 84

14^e Salon de la recherche
et des technologies avancées

- Electronique industrielle
- Contrôle, mesure et régulation
- Equipement et matériels de laboratoire
- Energie et industrie.

Journée grand public le 27 octobre
à partir de 14h.30

24 au 27 octobre 1984
Marseille, Parc Chanot

horaires : 10h. / 19h.

Présentation de matériels
Colloques et conférences

Billets d'entrée gratuits
Bourse internationale de Marseille, 242 M. Parc Chanot
13000 Marseille Cedex 3. Tél. (041) 46.10.00

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Votre épargne
mérite d'être en valeurs...**

Emprunts octobre 1984
Montant global 500 millions de F

250 millions de F à taux fixe :
Obligations de 5 000 F
émisses au prix
Taux nominal : 8,40 %
Taux actualisé au 22 octobre 1984 : 13,40 %
Durée 8 ans.
Amortissement en totalité à la fin de la 8^e année.

250 millions de F à taux variable :
Obligations de 5 000 F
émisses au prix
Taux d'intérêt pour la 1^{re} année : 13,40 %
et ensuite égal ou inférieur à la révision
de l'indice officiel de la révision.
Durée 10 ans.
Amortissement en totalité à la fin de la 10^e année.

Date de publication et de règlement : 22 octobre 1984 - BML du 1^{er} octobre 1984.
Une note d'information qui a reçu le visa CCF n° 94 - 227
est déposée au 10 septembre 1984 aux bourses à la disposition du public.

Votre personnalité, vos projets,
l'environnement économique : une autre façon
d'en parler, une autre façon d'épargner.



La banque de votre vie.

ÉTRANGER

Le tiers-monde, l'inflation et les banques helvétiques

L'inflation frappe avec violence de nombreux pays en voie de développement. Selon une étude sur l'évolution des prix en 1982 et en 1983 dans soixante-treize pays publiée par le Bureau international du travail (BIT), l'Argentine est au premier rang des pays à forte inflation avec, en 1983, un taux de 433 %, qui a plus que doublé par rapport à celui de 1982 (210 %). La Bolivie, qui était à la première place en 1982 avec une hausse des prix de 297 %, a rétrogradé à la deuxième, l'an passé, mais avec une inflation qui s'est aggravée (329 %). Elle précède Israël qui a enregistré un taux de 191 % contre 131 % en 1982.

En Amérique latine, l'inflation a fortement augmenté en Équateur, avec une hausse de 52 % des prix en 1983, le double de celle de 1982 (25 %) ainsi qu'en Uruguay avec 52 % contre 21 %. L'augmentation a été moindre au Chili (23 % contre 21 %). Seul a réussi à inverser la tendance le Brésil, qui est revenu d'un taux d'inflation de 95 % en 1982 à 36 % l'an passé.

Dans les pays en développement, rares sont ceux qui ont évité la tendance générale à la hausse. Seuls six d'entre eux ont présenté des taux d'inflation inférieurs à 5 % : les Bahamas,

Chypre, Panama, Porto-Rico, la Syrie et la Thaïlande. En Afrique, il n'y a que le Kenya, Madagascar, la Réunion et la Tunisie à être parvenus à ralentir leur hausse des prix, alors que partout ailleurs la tendance à l'augmentation s'est poursuivie, s'échelonnant entre le Maroc (13 %) et le Nigéria (39 %). L'Iran, la Corée du Sud, le Koweït et la Syrie ont enregistré des progrès ; mais le taux d'inflation du Sri-Lanka est passé de 5 % en 1982 à 21 % un an après, alors que celui du Bangladesh doublait de 5 % à 11 %.

Cependant, les pays les plus pauvres « aident » les banques suisses : selon l'organisation « Place financière suisse - tiers-monde », en 1982 et en 1983, les établissements helvétiques ont encaissé, en provenance des pays en voie de développement (PVD), 10 milliards de francs suisses de plus que le montant qu'ils y ont transféré.

Cette organisation affirme que les dépôts effectués en Suisse par des clients de pays en voie de développement ont augmenté de plus de 30 % en 1982 et en 1983, alors que l'engagement des banques helvétiques dans les PVD n'a progressé que de 5 %.

(AFP.)

Les licenciements ne sont plus un tabou

Budapest (AFP). - Le problème de l'emploi est désormais posé concrètement dans un pays socialiste : pour la première fois dans l'histoire de la Hongrie depuis 1945, la fermeture d'une entreprise de mille trois cents employés, IGV, et la suppression de mille cinq cents postes dans l'une des plus grandes firmes hongroises, Tungsram, ont été annoncés coup sur coup (le Monde du 30 août).

Avec la condamnation des « canards boiteux » et la poursuite de la restructuration industrielle, la nouvelle phase de la réforme économique hongroise, décidée par le comité central du parti réuni en avril dernier à Budapest, s'est matérialisée, notent les observateurs. Le comité central avait souligné que « l'amélioration de la compétitivité exige la réduction et la suppression des activités non rentables ».

Les deux entreprises touchées au mois d'août enregistraient des déficits d'exploitation importants. Toutefois, les deux mille huit cents personnes concernées par les suppressions d'emplois ne se retrouveront pas au chômage - terme toujours absent du vocabulaire en Hongrie - mais seront soit envoyées en formation, soit reclas-

sées par l'intermédiaire des organisations locales hongroises, qui jouent le rôle d'agences pour l'emploi.

Il faut s'attendre dans un proche avenir, estiment les économistes à Budapest, à de nouveaux licenciements. Il est, en effet, prévu de différencier plus fortement les salaires à l'intérieur des entreprises, ce qui aura pour conséquence une mobilité plus grande des travailleurs entre les différentes firmes. En outre, le mode d'imposition des entreprises sera changé, une plus grande importance étant accordée à la taxe professionnelle. Les directeurs des entreprises hongroises auront alors tendance à améliorer la rentabilité - objectif prioritaire en Hongrie - en réduisant le personnel.

Le débat sur l'emploi n'a pas été occulté. Le secrétaire du comité central chargé des questions économiques, M. Ferenc Havasi, avait ainsi reconnu que la contradiction entre plein emploi, « une de nos valeurs socialistes les plus attractives », et efficacité de l'économie, n'avait pas été résolue. Pour lui, le plein emploi est « la tâche de l'Etat socialiste, alors que l'emploi efficace est celui des entreprises ».

En Hongrie

Placer son argent à Budapest est une « bonne affaire »

Budapest (Du correspondant de l'AFP). - Dans l'Orient-Express qui relie Budapest à Vienne en moins de quatre heures, Heinz F. se confie au bar : « Chaque fois que je vais à Budapest, j'aimerais mon compte en devises. Placer de l'argent en Hongrie est une bonne affaire. » Cet ingénieur bavarois est l'un des quelques milliers d'étrangers qui, selon les autorités hongroises, ont ouvert un compte en devises dans une banque de Budapest.

L'attrait principal des banques hongroises est le secret bancaire. Pour ouvrir un compte, il suffit d'une signature qui sera enregistrée. Personne ne demande au détenteur du compte en devises son identité ou son adresse. A cette discrétion garantie s'ajoutent des taux d'intérêt plus intéressants qu'à l'Ouest, allant jusqu'à 13 % pour un dépôt d'un an en dollars.

La Hongrie est ainsi devenue un refuge pour tous ceux qui ne tiennent pas à ce que l'on connaisse l'origine des sommes déposées. Des membres de la Mafia italienne seraient même devenus des clients assidus des banques hongroises, si l'on en croit des informations dignes de foi circulant à Budapest. Outre la possibilité de « blanchir » de l'argent d'origine douteuse, les banques hongroises permettent également à des particuliers de contourner des règlements nationaux sur le change. Ainsi un pays comme l'Autriche, voisin de la Hongrie, interdit à ses ressortissants d'avoir un compte à l'étranger, sauf cas exceptionnel.

Trois banques hongroises, la Caisse nationale d'épargne, la Banque du commerce extérieur et la Banque nationale ouvrent, grandes leurs portes aux étrangers munis de devises. Ces dépôts sont les bienvenus en Hongrie, pays du bloc de l'Est le plus ouvert vers l'Occident en matière d'échanges économiques, et dont les besoins en devises sont importants. « L'intérêt que suscitent ces comptes protégés par le secret bancaire montre la confiance que l'étranger a dans l'économie hongroise », affirme un haut fonctionnaire d'une banque hongroise.

Toutefois, le nombre relativement modeste de ces comptes étrangers montre les limites de cette « Suisse communiste », estime un expert occidental. Contrairement à la Suisse, la Hongrie, en cas de conflit Est-Ouest, ne pourrait pas rester neutre. Qu'advierait-il alors de ces comptes en devises si leurs détenteurs n'avaient plus accès aux banques hongroises ? fait-on remarquer dans les milieux spécialisés.

Il existe, par ailleurs, la crainte d'être victime d'un chantage de la part de services secrets de l'Est qui auraient connaissance de l'identité de ces titulaires d'un compte en Hongrie. Impossible, affirme-t-on dans les milieux bancaires hongrois. « Celui qui chercherait à violer le secret bancaire se caserait les dents », estime un fonctionnaire hongrois.

DIDER FAQUOUEUX.

Au Portugal

Les chantiers navals de LISNAVE vont devoir supprimer deux mille emplois

De notre correspondant

Lisbonne. - Le gouvernement de M. Mario Soares vient de déclarer les chantiers navals de LISNAVE en « situation économique difficile ». Cette décision, prise le 27 septembre, aura comme conséquence l'adoption d'un plan de redressement qui comportera la cou-

verture d'une partie substantielle du déficit de l'entreprise et l'abaissement de ses coûts de production, notamment au moyen de la réduction du nombre de travailleurs et de la suppression de certains avantages sociaux.

LISNAVE, qui employait en 1979 dix mille personnes, n'en a actuellement que six mille. Un tiers de ces six mille salariés devra quitter l'entreprise. Selon le gouvernement, deux procédés seront utilisés en priorité : la retraite anticipée et le départ volontaire avec indemnités.

Un quart du capital social de la société appartient à l'Etat. Le reste est détenu par des actionnaires portugais et étrangers, en particulier des Scandinaves. La dette de l'entreprise se monte à 140 millions de dollars. Les salaires ne sont plus payés depuis le début de l'été.

Situés en face de Lisbonne, de l'autre côté du Tage, ces chantiers sont devenus, dans les périodes

« chaudes » de la révolution, en 1974 et 1975, un important centre de mobilisation du Parti communiste, ainsi que de plusieurs formations politiques d'extrême gauche.

Au premier rang des manifestations qui, à l'époque, se multipliaient dans les rues de la capitale, défilaient les représentants de LISNAVE, casqués et en blous de travail. C'était le « pouvoir ouvrier ». Avec le glissement à droite de la vie politique portugaise, le climat à l'intérieur de l'entreprise s'est beaucoup assagi. Des syndicats, plus modérés ont vu leur pouvoir augmenter. Economiquement, pourtant, la situation ne s'est pas améliorée loin de là.

(Publicité)

Reichenbach an der Fils

Une commune en Allemagne du Sud, à 25 kilomètres de Stuttgart (7000 habitants, située dans une région industrielle), aimerait entrer en relation avec une commune de même grandeur et de structure semblable, ou vice d'un futur jumelage.

Veuillez vous adresser à la mairie de Reichenbach, à l'attention de M. le maire, M. KNAPP, 7313 REICHENBACH/FILS

EXPORTEZ sans souci

VOUS produisez français
NOUS achetons pour nos clients du Moyen-Orient
Indiquez-nous vos possibilités

INTRADE FRANCE
8 bis, rue de Cadix
75015 PARIS

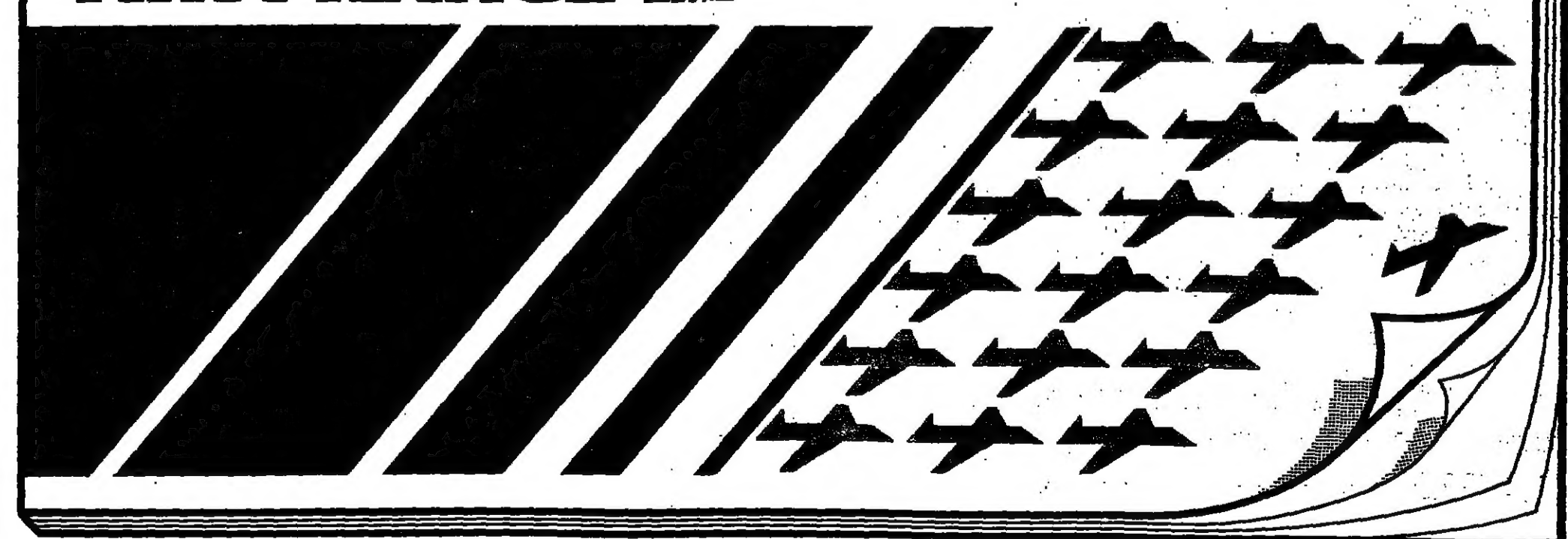
STERN

GRAVEUR depuis 1840.
Cartes de visite
Invitations
Papiers à lettres
de prestige
pour Sociétés
Adresses et Bureaux :
47, Passage des Feuillants
75002 PARIS
TEL : 236.94.48 - 508.86.45

Combien y a-t-il de vols Air France par semaine sur New York?

La réponse est dans le billet.

AIR FRANCE



Un billet Air France Paris-New York, c'est 19 vols par semaine en Boeing 747 et en Concorde. Pour répondre encore mieux aux exigences de vos affaires, le billet

Air France c'est aussi le vol AF 017, premier vol de la journée au départ de Paris : 5 fois par semaine, décollage 10h35 mn de Charles-de-Gaulle 2, Aéroport A.

Le billet Air France pour New York, c'est un choix de 3 classes en Boeing 747 : Air France Première, Le Club et la Classe Économique. Chaque classe est adaptée à vos

besoins et vous offre un rapport qualité-prix très performant. Enfin, le billet Air France vous donne en exclusivité des vols sans escale de Paris à Houston, Chicago et Los Angeles.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

2 octobre

Marché résistant

Après son accès de faiblesse de la veille, la Bourse a retrouvé un peu de tonus mardi. Mais sans doute pas assez pour permettre à l'indicateur instantané de s'écarter sensiblement du niveau atteint lundi. En fin de séance, il cédait 0,03 %.

Depuis deux jours, le marché est livré à lui-même, car les gestionnaires de Sicav, principaux artisans des mouvements de hausse, n'ont pas pu reprendre le marché. Le chiffre d'affaires sur le « RM » a été de 1.200 millions de francs, contre nettement plus de 300 quotidiennement ces derniers semaines.

Des rumeurs vertigineuses continuent de provoquer manifestement à nouveau ces dérives heures à Wall Street et par le marché de Tokyo. Le dérèglement du conflit chez Renault et le ton employé par M. Henri Kröcher, directeur général de la CGT, l'ajoutent.

De plus, soulignent les spécialistes, les obligations jouir de l'ombre actuellement aux actions à revenu variable.

Parmi les titres en hausse sensible, on remarquait le Comptoir des entrepreneurs + 6 %, les Papeteries de Gascogne + 3,5 %, Laboratoire Beillon + 3,9 %, Crouzet a gagné 3,8 %, la Générale des eaux 2 % et la Compagnie française de raffinage 1,8 %.

- La devise-titre était relativement ferme à 10.48-10.53 F. Au compartiment des valeurs étrangères hausse de 1,6 % de Merck et de 1,5 % de Petrofina. Shell a cédé 2,7 %, TDK 2,5 % et Toshiba 1,8 %.

L'or a cédé du terrain à Paris, où l'once était traitée à 343,64 dollars contre 347,22 la veille et 344,85 dollars à Londres. Le lingot cédait 1 100 F à 103 000 F et le napoléon 2 F à 617 F.

CALBERSON. — Introduit le 27 septembre sur le second marché de la Bourse de Paris, au cours de 321 F, le titre n'avait pu être coté le lendemain en raison de l'abondance de la demande. Lundi 1^{er} octobre, l'action a été traitée à 350 F demande réduite. A ce cours, 36 830 actions ont été échangées, les ordres d'achats libellés « au mieux » ou à des limites égales ou supérieures à 350 F ayant été servis à concurrence de 25 % environ.

LOUIS VUITTON SA. — « Nous voulons nous diversifier de façon berrype et compatible avec notre image et notre personnalité », a indiqué M. Henry Racanier, président du directoire du cabinet bagiste, lors d'une réunion de presse organisée par le Club Presse-Finance avec la participation du cabinet international Pont Marwick, sur le thème du second marché à Paris, Londres et New-York.

INDICES QUOTIDIENS
 (DATE 1 - 101-22-5 - 1992)

	28 sept.	1 ^{er} oct.
Valeurs françaises	118,1	117,7
Valeurs étrangères	95,4	94,7

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(Bour. 100 : 31 déc. 1963)

Central 28 Sept
179.2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets prisés du 2 octobre	11 1/2 %	
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
1 dollar (en yens)	1 ^{er} oct. 246,66	2 oct. 246,20

Done by controlling column

Composants	VALEURS	Coût initial	Premier cours	Dernier cours
------------	---------	--------------	---------------	---------------

NEW-YORK

Erkenfi

16

A l'instar du Maroc algérien, les actions ont perdu du terrain lentement, malgré une certaine stabilité, jusqu'à la fin de l'année 1982, et l'Indice Dow Jones des valeurs industrielles accusa un repli de 7,3 points en clôture, à 1.198,96, alors que le volume des échanges restait dans les limites de la précédente séance : 73,63 millions d'actions contre 78,95 millions précédemment. Le sentiment des professionnels est toujours aussi partagé à propos de la persistance de la hausse des prix du pétrole, et de la future des taux d'intérêt. Sur le premier point, l'étude mensuelle de l'Association nationale des agents d'achat fait état d'une diminution des commandes de l'industrie américaine en septembre, ce qui constitue un facteur négatif dans ce secteur depuis le début 1982.

Sur le front des taux d'intérêt, les fonds fédéraux se sont maintenus haut au-dessus de 11 3/8, alors que le ton était plutôt à la détente au vu des dernières adjudications de bons du Trésor. Les effets à trois mois se sont adjugés à un taux de rendement de 10,23 % contre 10,27 % lors de la précédente adjudication, alors que la vente aux enchères de bons à six mois a débouché sur un rendement de 10,35 % contre 10,39 précédemment.

Au second rang des valeurs les plus actives de la séance avec 1,5 million de titres échangés (derrière Montana Power avec un montant pratiquement identique), Tandy a perdu 7/8 point, après l'échange d'un bloc de titres important.

[illegible]

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CALBERSON. — Introduit le 27 septembre sur le second marché de la Bourse de Paris, au cours de 321 F, le titre n'avait pu être coté le lendemain en raison de l'abondance de la demande. Lundi 1^{er} octobre, l'action a été traitée à 350 F demande réduite. A ce cours, 36 830 actions ont été échangées, les ordres d'achats libellés « au mieux » ou à des limites égales ou supérieures à 350 F ayant été servis à concurrence de 25 % environ.

À cette occasion, M. Racamier a précisé que les clients de la société devront porter « des produits de haut niveau » à travers un réseau de magasins appropriés. « Notre effort porte actuellement sur les Etats-Unis, où nos ventes ont augmenté de 60 % durant le premier semestre 1984 par rapport à la même période de l'exercice précédent », a-t-il précisé. « Quelque nombre en plus... » A la fin de cette année, Louis Vuitton devrait disposer de seize magasins aux Etats-Unis (contre dix à plus de 51 %), parallèlement un développement des ventes en France. « Nous sommes très satisfaits de l'engouement Louis Vuitton installé dans les grandes surfaces américaines. Sur le Vieux Continent, la société envisage également de poursuivre son effort d'implantation, notamment en Italie, où devrait s'ouvrir prochainement un magasin à Rome », a précisé M. L.V. devant quitter l'assemblée prochaine le 18 octobre de son installation à Londres (1985).

Introduits à la cote officielle de la Bourse de Paris le 6 juin dernier, les actions Louis Vuitton ont été admises le 26 juin sur le over the counter américain sous forme d'ADR (certificats de dépôt américains), la société ayant un moment hésité entre une introduction à Londres ou une introduction à New-York.

SOCIÉTÉ LE NICKEL (certificatif)
 - Depuis la restructuration intervenue au sein de ce groupe, SLN est filiale à 70 % d'ERAP, à 15 % de la société nationale Elf-Aquitaine et à 15 % d'Imetal (*Le Monde* du 2 octobre).

BOURSE DE PARIS Comptant 2 OCTOBRE

[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
---------	----------------	------------------

Actions Peugeot	48	47
A.S.F. (St. Canal)	380	380
A.S.F. Ws	5980	
Ag. Int. Mar. Ind.	74 40	77 40
Amep	155	94
André Roussine	136	140
Appl. Hydral.	342	342
Arbel	30	31 40
Artois	670	670
Jt. Ch. Laine	8 60	8 50
Assomoir-Roy	52 50	54 50
Atyca M.	61 50	62

Étrangères

[illegible][illegible]

Règlement mensuel

[illegible]

COURS DES BILLETS	MARCHE LIBRE DE L'OR
-------------------	----------------------

AUX GUICHETS		MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 2/10
728	8	Or fin (d'ivoire bariolé)	102800	102500
290	313	Or fin (sans or bariolé)	104100	103000
14 800	18 800	Pièces françaises (20 fr)	618	617
290	290	Pièces françaises (10 fr)	318
79	87	Pièces suisses (20 fr)	601	602
103	110	Pièces suisses (10 fr)	600	599
113	12	Souverains	761	748
6 900	8 400	Pièces de 20 dollars	4040	4020
4 700	5 200	Pièces de 10 dollars	2000	1980
359	380	Pièces de 5 dollars	1180
104	111	Pièces de 50 pesetas	3900	3885
42 800	44 800	Pièces de 100 pesetas	623	625
6 150	6 400			
5 200	6 400			
6 600	7 150			
3 670	3 850			

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE DROIT DE MOURIR : « A quand les euthanasistes ? », par le professeur Zittoun ; « Apprendre à vivre », par Robert W. Higgins ; « Ne légiférons surtout pas », par Jacques Robert.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- La onzième congrès des villes jumelées.
3-4-5. AFRIQUE
- Tchad : le spectre de la famine s'étend au sud du pays.
7. PROCHE-ORIENT
- Le roi Hussein rejette l'appel à la négociation lancé par Israël.
7. ASIE
8. AMÉRIQUES
- États-Unis : le secrétaire au travail est accusé de fraude financière.
8. EUROPE
- GRANDE-BRETAGNE : le congrès travailliste à Blackpool.

DOSSIER

10. Le point sur... la République démocratique allemande.

POLITIQUE

11. La rentrée parlementaire.
12. Les élections municipales du RPR.

SOCIÉTÉ

13. Un médecin suspendu dans les Alpes-Maritimes.
- Informations et libertés : les projets de M. Fauriol.
14. Les évêques péruviens cherchent une position commune sur la théologie de la libération.
16. La journée de protestation des syndicats d'enseignants.
- Les Journées des jeunes créateurs.

CULTURE

17. CINÉMA : un entretien avec Martin Scorsese à propos de *Journal intime*.
- EXPOSITIONS : Olivier Debré entre deux mers.
20. COMMUNICATION : le projet de budget de l'audiovisuel pour 1985.

ÉCONOMIE

32. SOCIAL : chez Renault, le mouvement de grève semble se ralentir.
33. AFFAIRES
36. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (20)
INFORMATIONS
SERVICES (31) :
- Conseils aux associations ;
- Journal officiel ;
- Météorologie ; Mors croisés ;
- Amosées classées (21 à 30) ;
- Carnet (16) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Marchés financiers (37).

Le numéro du « Monde » daté 2 octobre 1984 a été tiré à 496 460 exemplaires.

(Publicité)
Dale Carnegie® :



Parlez avec efficacité

SACHEZ CONVAINCRE en public et en privé, créer le contact, mettre en valeur votre personnalité. Carnegie propose dans 52 pays un entraînement pratique et progressif. Conférences d'information avec intervention d'anciens participants :

Merc. 3 Oct., 19 h.
Salons de l'Étoile
38, avenue de Friedland
(M° Étoile) Paris 8°
Jeu. 4 Oct., 19 h.
Montparnasse Park Hôtel
19, rue du Ct Mouchotte
(M° Montparnasse) Paris 14°
Vend. 5 Oct., 19 h.
33, avenue de Wagram
(M° Étoile) Paris 17°
Dale Carnegie® France : responsable
G. Weyne 3/954.61.06.

A B C D E F G I

L'EXÉCUTION DU BUDGET DE 1984

11 millions de recettes fiscales en moins

Les impôts rentrent mal cette année dans les caisses de l'État. Le projet de loi de finances pour 1985 que le gouvernement a déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale indique que l'impôt sur le revenu rapportera cette année (après les révisions faites en juillet) 197,1 milliards de francs contre 203,4 milliards de francs prévus lors du vote du budget de 1984 à l'automne dernier. L'impôt sur les sociétés connaît les mêmes mésaventures : 82,4 milliards de francs maintenant prévu contre 89,3, il y a un an. Il en va de même pour l'impôt sur les grandes fortunes (4,5 milliards de francs au lieu de 5,2 milliards).

Au total - et si l'on ajoute diverses autres déceptions telles que les prélèvements sur les revenus des capitaux mobiliers qui rapportent 1,3 milliard de francs de moins que prévu, - le manque à gagner pour l'État est de 10,9 milliards de francs par rapport aux recettes retenues dans le budget 1984 soumis aux députés à l'automne dernier. Ce trou

explique que M. Bérégovoy ait annoncé un déficit de 3,3 % du PIB (produit intérieur brut), dépassant la norme fixée par le président de la République (3 %).

Encore faut-il voir que le déficit budgétaire pourrait être plus important encore. Il est en effet impossible de prévoir l'évolution de la charge des intérêts de la dette publique (70 milliards prévus en 1984).

Difficile aussi de savoir quel sera le taux de recouvrement de l'impôt sur le revenu (beaucoup de ménages ont des difficultés à payer) ; difficile enfin de prévoir les rentrées de TVA qui ont été bonnes ces derniers mois du fait d'une hausse des prix supérieure aux prévisions mais qui pourraient se ralentir à cause de la baisse de la consommation de produits manufacturés par les ménages (électroménager, ameublement...).

Quoi qu'il en soit, il sera très difficile pour le gouvernement de tenir le déficit budgétaire dans la nouvelle limite de 3,3 % du PIB.

DU FAIT DE LA BAISSSE DU MARCHÉ FRANÇAIS

Les exportations d'automobiles représentent 57 % de la production nationale

La production française d'automobiles a augmenté de 3 % en juillet et août, mais sur les huit premiers mois de l'année 1 758 052 véhicules seulement ont été produits contre 1 920 288 au cours des huit premiers mois de 1983, soit une baisse de 8,4 %.

Les ventes, en France, ont été réduites de façon plus significative (-12,2 % sur huit mois) malgré un léger mieux, en tendance, en juillet et août (-1,3 %).

Les exportations ont chuté plus faiblement (-2,4 % sur la période janvier-août) et elles ont même progressé de 3,1 % au cours des deux mois d'été. De ce fait, les exporta-

tions représentent 57 % de la production, ce qui est un record.

La Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, qui publie ces chiffres, estime qu'il est difficile de dire aujourd'hui si ces constatations représentent l'amorce d'un retournement de la conjoncture automobile. Mais on ne peut oublier que le déclin du marché français a commencé au second semestre de 1983. Les différences entre les derniers mois de 1984 et ceux de 1983 ne devraient donc pas être trop grandes, la sortie de nouveaux modèles à l'occasion du Salon automobile de Paris pouvant même permettre aux constructeurs français de regagner des parts du marché.

Au Pérou

Les paysans meurtriers de huit journalistes sont jugés à Ayacucho

Le procès de paysans indiens accusés du meurtre de huit journalistes péruviens, le 26 janvier 1983, dans la communauté andine d'Uchuraccay, s'est ouvert le lundi 1^{er} octobre dans la capitale du département d'Ayacucho, fief de la guérilla de Sendero lumineux, maïstros, responsable depuis quatre ans de nombreux attentats et de massacres de villageois dans les Andes centrales.

Les journalistes, dont plusieurs reporters des principaux journaux de Lima, souhaitaient vérifier une information officielle : pour la première fois des paysans d'une haute vallée, située à 4 000 mètres d'altitude, auraient tué des membres d'un commando de Sendero lumineux venus les endoctriner et leur demander assistance. Arrivés sur place, à Uchuraccay, après une longue marche d'approche, les huit journalistes avaient été massacrés par les hommes de la communauté. Un

meurtre rituel et barbare qui avait stupéfié l'opinion publique péruvienne. L'enquête a été longue et difficile. Les paysans illettrés, soumis aux pressions de la guérilla et des unités spéciales de lutte antiterroriste, les « sinchis », qui leur auraient recommandé de « tuer les étrangers à leur vallée », avaient effectivement exécuté les membres d'un commando senderiste. Et ils auraient, deux jours plus tard, pris les journalistes « pour des terroristes ».

Cette affaire a déclenché une polémique dans le pays sur les méthodes employées par les forces de l'ordre. Et le président Belaunde Terry avait nommé une commission spéciale d'enquête dirigée par l'écrivain Mario Vargas Llosa. Ses conclusions ont mis en évidence les conditions de vie particulièrement difficiles des communautés andines les plus isolées.

Sur les seize paysans accusés, treize sont jugés par contumace. Et le tribunal a ordonné la comparution comme témoin du général Clemente Noel, qui dirigeait à l'époque les opérations anti-guérilla dans la région. Depuis, le général a été nommé attaché militaire à Washington. Deux autres officiers ont été convoqués par le tribunal.

Un communiqué de l'ambassade du Pérou - L'ambassade du Pérou en France fait savoir aux citoyens péruviens résidant à Paris qu'ils doivent se présenter jusqu'au 4 novembre au consulat, 50, avenue Kléber, pour retirer leur nouveau livret électoral en vue des prochaines élections générales.

elipson études et réalisations acoustiques
1, rue froide - 92220 bagneux - France
tél. (1) 735.99.10 - télex : orem 260717 F 523

ELIPSON
Le prestige français en acoustique
présentera ses enceintes haut de gamme
au Sofitel à Sèvres
du 5 au 8 octobre 1984
de 10 h à 20 h dans le cadre des
JOURNÉES DE LA HAUTE FIDÉLITÉ

Mesures pour l'emploi des jeunes

M. LAURENT FABRIS VEUT MOBILISER RAPIDEMENT LES COMMISSAIRES DE LA RÉPUBLIQUE

Réunis le 1^{er} octobre au ministère de l'Intérieur, les préfets, commissaires de la République, ont été appelés par M. Laurent Fabris à consacrer tous leurs efforts à la mise en œuvre des mesures pour l'emploi adoptées le 26 septembre.

En présence de M. Pierre Joxe et de M. Michel Delebarre, le premier ministre a précisé qu'il « se fera tenir informé des résultats obtenus par chacun d'eux dans son département ». Déjà, à Grande-Synthe, le 28 septembre, le ministre du travail avait déclaré : « Qui ne suit pas et qui ne tire pas dans ce sens sera sanctionné ».

Le gouvernement souhaite une instruction « très rapide » des dossiers et demande aux commissaires de la République de faire en sorte que tous les responsables et les partenaires « se mobilisent ».

A cette occasion, il a été confirmé que les circulaires d'application pour la formation en alternance dans les entreprises seront publiées cette semaine. Les textes concernent les TUC (travaux d'utilité collective) seront prêts dans une quinzaine de jours. Enfin, M. Delebarre a insisté sur les améliorations apportées au dispositif d'aide à la création d'entreprise par des chômeurs. Il a aussi invité les préfets à utiliser le fonds d'initiative jeunes, doté de 100 millions de francs, qui permet de financer des projets originaux.

Travailleurs immigrés

LE GOUVERNEMENT VEUT « MAÎTRISER LES FLUX MIGRATOIRES »

« Une des conditions de réussite de notre politique d'intégration est notre capacité à maîtriser les flux migratoires », a affirmé Mme Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, le lundi 1^{er} octobre, après avoir reçu le Conseil national de la population immigrée et plusieurs associations d'immigrés. « Nous pouvons insérer 4 millions de personnes mais pas davantage », a encore déclaré Mme Dufoux.

Le ministre a rappelé que la carte unique de dix ans commencerait à être distribuée en décembre à l'expiration pour les personnes concernées de leur actualité de séjour et de travail. Elle a d'autre part déclaré qu'elle avait « deux inquiétudes » : tout d'abord le système du diptyque (qui permet de contrôler les entrées des ressortissants des trois pays du Maghreb en France) dont on peut craindre qu'il « n'est pas bien fonctionnel », d'autre part le problème du regroupement familial. La famille doit attendre dans son pays d'origine que les normes imposées pour le regroupement familial (logement décent, ressources stables) aient été vérifiées.

Enfin Mme Dufoux a annoncé qu'un prochain conseil des ministres devait examiner différentes mesures concernant la politique d'immigration.

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS
A partir de 580 F
COSTUMES ET PARDESSUS
MESURE 1 750 F
NOUVELLE COLLECTION
3 000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, RUPES, MANTEAUX
SUR MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-01
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

BENNETON
FAIRE-PART
DE MARIAGE
PAPIER À LETTRE
EN-LIBRE
75, bd Malteherbes
Paris 8 - tel. 387-57-39

Sur le vif

Entre amis

Ca y est, c'est pour aujourd'hui, la rencontre historique. Barre et Giscard vont se retrouver dans l'hémicycle. Giscard un rang en dessous de Barre ou en avant si vous préférez. Si, si, Barre y sera. Il a même avancé l'heure de son déjeuner avec des journalistes pour ne pas rater la rentrée de son ex-boss au Palais-Bourbon. Vous vous demandez comment ça se fait ?
Moi, je le sais, je suis très bien informé. La vérité, c'est qu'il se soit téléphoné la semaine dernière. C'est Giscard qui a appelé.
- Dites-moi, cher ami, le compte sur vous pour la générale de mon spectacle mardi au Palais-Bourbon...
- Moi, je ne vais qu'aux premières. Je serai là mercredi, c'est bien suffisant.
- C'est ça ! Naturellement ! Mercredi, le jour où les débats sont retransmis. Vous fuyez devant les projecteurs de l'actualité et vous courez derrière les caméras de la télé.
- Je vous en prie, mon cher président, ce n'est pas moi, c'est vous qui vous déconsidérez en acceptant un siège de député après avoir régné en maître absolu au château. J'imagine

d'ici la tête de de Gaulle. Il doit être hors de lui. Sa sortie avait tout de même une autre allure.
- Comment pouvez-vous dire que j'ai raté la mienne ? Rappelez-vous mes adieux au pays en mai 1981.
- Parlons-en ! C'était d'un cabot ! Et maintenant, cette rentrée digne de Bobino, à quoi ça ressemble ?
- Ah ! la tête que vous ferez quand j'aurai repris l'Élysée !
- Si vous croyez que vous y arriverez en passant par Mitterrand, pardonnez-moi l'expression, vous vous mettez le doigt dans l'œil. Cette histoire de cohabitation avec Mitterrand est d'un mauvais goût ! D'un comble ! Et d'un risque ! Il va vous faire porter des cornes à ne plus pouvoir passer la porte de la salle des quatre colonnes.
- Mon cher ami, arrêtons là, je vous en prie. Si vous commencez à me parler de rancœur, je vais vous réserver vos salades avec Le Pen. Là, il ne s'agit pas de concubinage mais d'une petite liaison qui commence à faire jaser. Papeiron n'est pas le seul à se demander ce que vous faites en carmin avec Jean-Marie.
CLAUDE SARRAUTE.

LA CAMPAGNE DE LANCEMENT DE CANAL PLUS A COUTÉ 35 MILLIONS DE FRANCS

A trente-quatre jours du lancement de Canal Plus, son président, M. André Rousselet, affirme compter déjà 131 642 abonnés. Si ce rythme se maintient, la chaîne payante aura donc, le 4 novembre, rempli le quota de 200 000 abonnés qu'elle s'était fixé. Les autres chiffres donnés par le président de la chaîne, au cours d'une conférence de presse organisée le mardi 2 octobre, semblent confirmer le bon départ de l'entreprise : 63 % des demandes d'abonnements portent sur un an et 68 % des abonnés ont choisi la formule du prélèvement bancaire automatique.

M. Rousselet a indiqué que la campagne de lancement avait coûté environ 35 millions de francs et que le budget de la chaîne pour 1984-1985 se montait à environ 770 millions de francs. Canal Plus aurait déjà plus de 80 millions de francs de ressources en provenance du sponsoring des émissions. Si l'essentiel de l'effort de la chaîne pour son lancement porte sur le cinéma, M. Pierre Lescure, directeur des programmes, a indiqué que diverses coproductions étaient en cours de réalisation tant avec les chaînes publiques et des sociétés privées françaises qu'avec des partenaires étrangers. - J.-F. L.

5 mach. écrire poche (?) chez Duriez

EXTRA-PLATES (-5 cm d'épaisseur), poids plume (-3 kg) !
Très simples ou sophistiquées !
Calculatrices • Afficheurs sur écran avant de frapper • Mémoire corrigible (jusqu'à 3 642 caractères) • A piles ou fil • Imprimant-écran d'ordinateur • Imprimant par téléphone • Écrans qualité ordinateur au laser • 1 450 à 2 750 F TTC.
Duriez, 112, bd Saint-Germain, M° Odéon.
• Dernière lettre : celle-ci vous apprend à taper et vous dicte une note selon vos performances.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS
à partir de 100 F HT par mois
Réception et réexpédition du courrier ;
• Permanence téléphonique ;
• Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12
58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

en vrai bois nos éléments
Avec nos ensembles (en lattes) toutes les combinaisons sont possibles :
meubles, armoires, bibliothèques, dressoirs, tables, secrétaires, etc.
Style ou contemporain, tous usages.
CAPELOU
37, av. de la République - PARIS 11°
Métro : Parmentier - Tél. 357-46-33

AGFA-GEVAERT

Une puissante image de marque, des produits renommés, un taux d'expansion vigoureux... des critères qu'un diplômé HEC, ESSEC ou SUP de CO n'ont pas considérés avant de changer.
Nous attendons que vous soyez avant tout un vrai commercial (3 à 4 ans d'expérience) qui sache bien vendre et faire vendre. Autrement dit, pour vous l'opportunité de devenir.

RESPONSABLE INTERNATIONAL DE LA DIFFUSION DES FILMS PHOTOGRAPHIQUES (France - Espagne - Italie)

ouvert à l'international, entrepreneur, enthousiaste, 28 ans environ, vous maîtrisez parfaitement la langue allemande et vous possédez de sérieuses connaissances en anglais.

Vous expatrierez pendant 4 ans dans la région de COLOGNE (RFA) et partager votre temps (50/50) entre notre siège international de LEVERKUSEN et les filiales Françaises, Espagnoles et Italiennes, ne vous posant pas de problème.

Après 4 années passionnantes, vous occuperez un poste de haut niveau dans notre filiale française. La rémunération est au niveau de nos exigences.

A vous de décider à répondre à ce « challenge » en adressant un CV complet à Jean-Paul LANG - AGFA-GEVAERT - 274 avenue Napoléon Bonaparte 92600 RUEIL MALMAISON pour nous donner l'envie de vous rencontrer et de vous fournir de plus amples renseignements sur nous-mêmes. A bientôt.

AGFA-GEVAERT